

Autonomisation des femmes dans un contexte de déficit de développement réel

Analyse des pratiques des *Bayam-Sellam Détaillantes*
des marchés populaires de Yaoundé et de Douala au Cameroun

Membres du jury :

Prof. Isabel Yépez de Castillo, promotrice
Prof. Pierre Titi Nwel, co-promoteur
Prof. Françoise Massart-Piérard, membre
Prof. Jean-Marie Wautelet, membre
Prof. Elisabeth Hofmann, membre
extérieure
Prof. Vincent Legrand, président

Thèse réalisée par
Martine Cécile Ngo Nyemb-Wisman

en vue de l'obtention du grade de
**Docteur en sciences politiques et
sociales**

A LA MÉMOIRE DE...

Ma mère, Julienne Ngo Bayong

Ma grand-mère, Martine Ngo Bamal

Pour votre attachement à Dieu et au prochain

DE PROFUNDIS

« Les morts sont des invisibles, ils ne sont pas des absents ».

Saint Augustin

DEDICACE

À mon époux René A.E. Wisman,
Pour ton amour, tes privations et tes précieux conseils
À mes enfants, Arend Wisman et Léontine M. Wisman
Pour votre affection et votre parfaite solidarité
MERCI

« Un seul doigt ne peut prendre un caillou ».

Sagesse africaine

REMERCIEMENTS

Cette thèse de doctorat consacre sept années de travail de recherche, d'abnégation, de soutiens et de souvenirs multiformes. Elle est l'aboutissement d'un projet individuel dont la réalisation doit à l'accompagnement collectif de femmes et d'hommes d'expérience et de science avisés. Aux professeur-e-s Isabel Yopez de Castillo, Pierre Titi Nwel, respectivement promotrice et co-promoteur de cette thèse, à Françoise Massart-Piérard et Jean Marie Wautelet, membres du comité d'encadrement, j'exprime ma profonde reconnaissance. Vous avez été de précieux compas qui ont orienté le périmètre de ma thèse et accompagné mon aiguillage intellectuel pendant sa rédaction. Vous m'avez aussi laissé la latitude nécessaire pour développer de manière autonome une approche constructive de *gender and development studies*. J'ai pu ainsi mobiliser librement les concepts empiriques auxquels je tenais. Au fond de mon cœur, je conserve vos marques d'ouverture, vos expressions (collective et/ou individuelle) d'exigence scientifique et de bienveillance. Elles ont permis la réussite d'un pari commun parsemé de moult obstacles méthodologiques et humains.

Il me tient à cœur de remercier également Madame la professeure Elisabeth Hofmann de faire partie du jury de cette thèse. Je remercie vivement le professeur Vincent Legrand d'avoir accepté d'en assumer la présidence.

J'exprime une reconnaissance particulière aux professeurs Thierry Amougou et Emmanuel Murhula Nashi pour leurs éclairages et leur disponibilité constante à chaque étape de la thèse. Vous m'avez accompagnée dans la réflexion à voix multiples tout au long de celle-ci. Vos apports respectifs m'ont permis de soutenir une approche novatrice des concepts du développement et de l'autonomisation. Je n'oublie pas Jean Nké Ndihi qui m'a permis de rencontrer feu le professeur Séverin Cécile Abéga. La confiance que ce dernier avait placée en moi, en m'invitant à me lancer dans une recherche doctorale, a été une force motrice pendant les moments de doutes. Cher Professeur, non sans pleurs, je vous adresse cette thèse et vous rends hommage.

Je dis ma sincère gratitude à mon ami Denis Mertens dont les encouragements et les commentaires critiques ont été un appui crucial dans ce travail. Un grand merci à France Régibeau pour sa lecture minutieuse du manuscrit.

Que ma tante, Sœur Martine Ngo Bayongbog accepte mon estime indéfectible pour ses prières renouvelées à mon égard. Mes remerciements fraternels à tous les membres de ma famille Nyemb-Bayong-Wisman, particulièrement à ma sœur Chantal Ngo Nyemb et à mon frère Pierre Yagnye pour leur soutien moral et leurs compliments.

Je suis reconnaissante aux femmes *Bayam-Sellam*, au premier rang desquelles ma regrettée maman, Julienne Ngo Bayong. Elles ont imprimé à ma trajectoire humaine et scientifique des pratiques de débrouille. Je remercie spécialement les *Bayam-Sellam* Détaillantes à l'initiative de FINS-WINS qui, avec enthousiasme, ont apporté des perspectives nouvelles et originales à la thèse, en présentant leur point de vue lors des interviews et des groupes de paroles. Les femmes et les hommes que j'ai eu l'opportunité d'interroger m'ont permis de donner vie, je l'espère, à leurs récits et à leurs pratiques d'autonomisation.

Je sais gré à toutes les personnes qui m'ont aidée de près ou de loin à mener et à finaliser cette recherche. L'énumération est étendue et je n'aimerais pas prendre le risque d'oublier des noms. Qu'elles sachent que le silence n'est pas synonyme d'effacement. Cependant, certains noms s'imposent : Christiane De Wan, Perrial Jean Nyodog, Johan Van der Blom, Daniel Evina Abe'e, Charles Michaux Moukoko, Pierre Scharff, Paul Dodji Apévon, Geneviève Tjoutes, feu Gerard Beek, Gervais Koffi Djondo, Emile Carpe, etc. Que tous soient remerciés pour leur intérêt et leurs encouragements.

Enfin, une reconnaissance intime et ultime à Dieu, mon Papa Céleste, pour sa fidélité et sa bonté dans ma vie.

Table des matières

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	12
1. L'OBJET DE LA RECHERCHE.....	12
2. L'ORIGINE DU THÈME DE LA RECHERCHE ET SA PERTINENCE.....	13
3. DÉTERMINANTS CONTEXTUELS DE LA PROBLÉMATIQUE.....	16
3.1. <i>Les politiques d'ajustement structurel et le déficit de développement réel</i>	16
3.2. <i>Inégalités de traitement et féminisation de l'économie dite informelle</i>	18
4. QUE VOULONS-NOUS FAIRE DANS CETTE THÈSE ?	20
4.1. <i>Indicateurs sexo-spécifiques des Bayam-Sellam Détaillantes (BSD)</i>	21
4.2. <i>La question de recherche</i>	23
4.3. <i>Hypothèses de travail</i>	23
4.4. <i>Intérêt de la recherche</i>	24
4.5. <i>Délimitation des territoires d'analyse : Douala et Yaoundé</i>	25
5. FIL CONDUCTEUR ET STRUCTURATION DE LA THÈSE	27
5.1. <i>Fil conducteur</i>	27
5.2. <i>Structuration</i>	29
PREMIÈRE PARTIE - CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE	31
CHAPITRE I LE CADRE THÉORIQUE ET SES LIMITES.....	32
1. INTRODUCTION.....	32
2. PRÉSENTATION CRITIQUE DES DIFFÉRENTS AXES MAJEURS DE LA PROBLÉMATIQUE GENRE ET DÉVELOPPEMENT... 33	33
2.1. <i>Le débat épistémologique et les présupposés théoriques mobilisés</i>	33
2.2. <i>Intégration des femmes au développement (IFD) ou l'ère Boserup</i>	38
2.3. <i>Femmes et Développement (FED)</i>	41
2.4. <i>Genre et développement (GED)</i>	43
3. <i>Une discussion approfondie de la problématique femme – déficit de développement et développement réel</i>	47
3.1. <i>Développement réel et déficit de développement réel</i>	47
3.2. <i>Pratiques des BSD, développement réel et déficit de développement réel</i>	48
4. UNE DISCUSSION DU LIEN ENTRE DÉFICIT DE DÉVELOPPEMENT RÉEL, EMPOWERMENT ET AUTONOMISATION DES BSD.....	50
4.1. <i>Les limites de l'empowerment par rapport au déficit de développement réel</i>	51
4.2. <i>Quels sont les liens entre les trois dimensions du déficit de développement réel et l'auto-autonomisation des BSD ?</i>	53
5. UNE INTÉGRATION DES DIFFÉRENTS AXES THÉORIQUES MAJEURS AU SEIN DE TROIS PARADIGMES EXPLICATIFS.....	55
5.1. <i>Le paradigme utilitariste</i>	56
5.2. <i>Le paradigme acteurs, systèmes et structures</i>	57
5.3. <i>Le paradigme régulations et conventions</i>	60

6. CONCLUSION DU CHAPITRE I	61
CHAPITRE II MÉTHODOLOGIE ET OUTILS D'ANALYSE.....	63
1. INTRODUCTION.....	63
2. L'OUTILLAGE MÉTHODOLOGIQUE ET SES REQUÊTES	64
2.1. <i>Ancrage dans plusieurs disciplines</i>	64
2.2. <i>Les grilles d'analyse opérationnelles</i>	68
3. CARNET DE ROUTE DE LA COLLECTE DES DONNÉES	69
3.1. <i>La recherche documentaire, sources écrites et fonctions</i>	69
3.2. <i>Les sources orales : production des données parlées, explicites et implicites</i>	70
3.3. <i>Entretiens, questionnaire et observations sur le terrain des objets privilégiés</i>	73
4. TRAITEMENT DES DONNÉES	80
5. MODÉLISATION ET SCHÉMA D'ANALYSE DE L'AUTONOMISATION	81
6. LA QUESTION DE LA NEUTRALITÉ AXIOLOGIQUE.....	84
7. CONCLUSION DU CHAPITRE II	87
DEUXIÈME PARTIE - STRUCTURATION DE LA MOBILITÉ GENRE DANS LE CHAMP DU VIVRIER AU CAMEROUN ET PRATIQUES D'INPUT D'AUTONOMISATION DES BSD	89
CHAPITRE III STRUCTURATION DE LA MOBILITÉ DE GENRE DANS LE CHAMP DU VIVRIER AU CAMEROUN	90
1. INTRODUCTION.....	90
2. OBSERVATION DIRECTE DES PRATIQUES DES ACTEURS EN MILIEU <i>BAYAM-SELLAM</i>	91
3. HISTORICITÉ DE LA HIÉRARCHISATION SOCIOPROFESSIONNELLE DES <i>BAYAM-SELLAM</i> : L'ÉCLAIRAGE DU PRÉSENT PAR LE PASSÉ	97
3.1. <i>Le statut de la femme aux prises du principe patriarcal : pratiques quotidiennes</i>	97
3.2. <i>Le sexe idéologique comme principe de stratification et de marginalisation sociale des BSD</i> . 99	
3.3. <i>Du village à la ville : autonomisation de subsistance et régression</i>	102
4. MUTATIONS POLITIQUES ET RÉINTERPRÉTATION DU RÔLE DES FEMMES <i>BAYAM-SELLAM</i>	107
4.1. <i>Processus d'urbanisation-politique dirigiste et rôle reproductif de la femme Bayam-Sellam (1945-1970)</i>	107
4.2. <i>Politique du libéralisme communautaire et rôle d'agent (re)productif de la femme Bayam-Sellam (1982-1990)</i>	110
4.3. <i>Neutralité du « Welfare State » et rôle d'actrice de développement (de 1990 à nos jours)</i>	111
5. STÉRÉOTYPES ET DISCOURS SUR LA FIGURE DE LA FEMME <i>BAYAM-SELLAM</i>	113
6. CONCLUSION DU CHAPITRE III.....	117
CHAPITRE IV LES PRATIQUES INPUT D'AUTONOMISATION DES BSD	120
1. INTRODUCTION.....	120
2. STRATÉGIE DE RECHERCHE DE RESSOURCES FINANCIÈRES : PRATIQUES TONTINIÈRES, RÉSEAUX ET LANCEMENT DANS UN CONTEXTE DE RATIONNEMENT DU CRÉDIT BANCAIRE	121

3.	LOGIQUES ET SOURCES DE FINANCEMENT INFORMEL ALTERNATIFS.....	125
3.1.	<i>Fondements et principes régulateurs des pratiques financières alternatives.....</i>	125
3.2.	<i>L'Asso comme figure symbolique et archétypal de groupement.....</i>	127
4.	LES PRATIQUES TONTINIÈRES ET LES COOPÉRATIONS MULTICANALES.....	129
4.1.	<i>Pratiques commerciales innovantes : le corps-caisse et le corps-encaisseur.....</i>	131
4.2.	<i>Pratique de la tontine d'ouverture ou solidarité hebdomadaire.....</i>	133
4.3.	<i>Pratique de la tontine de relance ou solidarité marchande.....</i>	133
4.4.	<i>Synopsis des pratiques tontinières.....</i>	134
4.5.	<i>Les pratiques de sécurisation des défaillances : le monitoring ex post.....</i>	135
4.6.	<i>Les pratiques de financement atypique intra- et inter-groupal : le lancement et ses différentes modalités.....</i>	137
4.7.	<i>Le lancement monétaire.....</i>	137
4.8.	<i>Lancement par les enfants, réciprocité et coopération mère-fils ou mère-fille.....</i>	139
4.9.	<i>Lancement par un tiers (parents ou relation).....</i>	139
5.	COOPÉRATION NON MONÉTAIRE.....	140
5.1.	<i>Une Bayam-Sellam lance ses congénères : la lanceuse détaillante ou semi-grossiste.....</i>	140
5.2.	<i>Le lancement (approvisionnement) par les Bayam-Sellam grossistes (réseau de clientèle).....</i>	140
5.3.	<i>La pratique de la relance non monétaire.....</i>	141
5.4.	<i>La contrainte de l'approvisionnement et les pratiques de dépassement.....</i>	142
6.	LA PRATIQUE SILENCIEUSE DÉCLARÉE : CORPS-SEXE ET MAGIE.....	144
7.	PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉEL « EXTRA-PROFESSIONNELLES ».....	146
7.1.	<i>Les caisses financières de secours dans les quartiers populaires.....</i>	146
7.2.	<i>Solidarité morale et psychologique.....</i>	147
8.	L'ASSO, LA TONTINE, L'INFORMATION ET LES MARCHÉS POPULAIRES DE YAOUNDÉ ET DE DOUALA.....	148
9.	CONCLUSION DU CHAPITRE IV.....	149

TROISIÈME PARTIE - LES PRATIQUES OUPUT ET LES PROCESSUS *FEEDBACK* D'AUTONOMISATION DES BSD.....151

CHAPITRE V LES PRATIQUES OUTPUT D'AUTONOMISATION DES BSD.....152

1.	INTRODUCTION.....	152
2.	LOGIQUES DE FONCTIONNEMENT ET STRUCTURE RELATIONNELLE DANS LES MARCHÉS POPULAIRES URBAINS DU SECTEUR VIVRIER.....	153
2.1.	<i>Dynamique fonctionnelle et logiques des acteurs.....</i>	153
2.2.	<i>Le marché populaire : lieu de lutte et d'affirmation de l'autonomisation socio-économique des BSD.....</i>	159
3.	DES PRATIQUES <i>OUTPUT</i> DANS LES LIEUX DE VENTE.....	160
3.1.	<i>Contrainte fiscale et stratégie de contournement.....</i>	160
3.2.	<i>L'aire alimentaire comme stratégie de visibilité.....</i>	162
3.3.	<i>Le cadeau : relation d'interdépendance, de fidélisation et technique de signalisation verticale.....</i>	163

3.4.	<i>La stratégie « catch all » comme force de vente.....</i>	165
3.5.	<i>Diversités et variétés des produits dans le comptoir</i>	167
3.6.	<i>Géo-mobilité des territoires de vente.....</i>	168
3.7.	<i>Pluriactivité : étude de trajectoires.....</i>	169
4.	CRÉATIVITÉ, PRATIQUE DE MODERNISATION DE VENTE ET CRÉATION D'EMPLOI	172
5.	PRATIQUE PRODUCTIVE, CONTRAINTE REPRODUCTIVE ET DOMESTICITÉ	174
6.	CONTRAINTES ET DYNAMISME DES RÉSEAUX : LA TRANSVERSALITÉ DE LA FIGURE D'ASSO	177
7.	CONCLUSION DU CHAPITRE V.....	179
CHAPITRE VI FEEDBACK D'AUTONOMISATION DES BSD.....		181
1.	INTRODUCTION.....	181
2.	LA PAROLE AU TERRAIN : QUELS SONT LES PARAMÈTRES PERTINENTS DANS LA DYNAMIQUE DE L'AUTONOMISATION DES BSD ?	182
2.1.	<i>Le revenu individuel et les pratiques populaires d'accès au crédit.....</i>	182
2.2.	<i>L'affectation des revenus : forme d'accumulation ou ressources familiales ?</i>	183
2.3.	<i>La rentabilité genrée des pratiques de certaines BSD : une autonomisation relative</i>	185
2.4.	<i>Valorisation et estime de soi</i>	185
2.5.	<i>Remaniement des rapports de genre</i>	186
2.6.	<i>Reconnaissance sociopolitique ?.....</i>	191
2.7.	<i>Revenu, prise en charge des besoins familiaux et pauvreté.....</i>	195
2.8.	<i>Rigidité des structures financières, culturelles et communicationnelles.....</i>	202
3.	STRUCTURATION DES PARAMÈTRES ET CONCEPTUALISATION DE L'AUTONOMISATION DES BSD	205
3.1.	<i>Interactions et structuration des paramètres.....</i>	205
3.2.	<i>Conceptualisation de l'autonomisation des BSD.....</i>	209
4.	CONCLUSION DU CHAPITRE VI.....	213
4.1.	<i>La création d'une charte nationale de la BSD camerounaise</i>	214
4.2.	<i>Création d'une institution financière nationale conjointe État – BSD</i>	215
4.3.	<i>Étude de faisabilité de la création de monnaies locales.....</i>	216
4.4.	<i>Création d'un organe d'arbitrage et de médiation dans les marchés populaires</i>	216
CONCLUSIONS GÉNÉRALES		217
1.	RÉFLEXIVITÉ PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.....	218
2.	RÉFLEXIVITÉ PAR RAPPORT AUX PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA RECHERCHE	222
2.1.	<i>Les pratiques et les logiques d'encastrement social dans le champ économique du vivrier au Cameroun</i>	224
2.2.	<i>Les logiques de solidarité et d'exclusion intra- inter-catégorielles du commerce des vivres : le paradoxe de la dialectique de la solidarité bas-bas-haut.....</i>	226
2.3.	<i>La construction sociale de la réalité de l'économie émancipatrice</i>	227
2.4.	<i>L'importance du contexte dans l'étude de l'autonomisation des femmes</i>	228

2.5.	<i>Le problème de l'autonomisation des femmes ne se pose pas dans les mêmes termes partout</i>	230
2.6.	<i>Savoirs modernes, savoirs traditionnels et autonomisation des Bayam-Sellam camerounaises</i>	232
3.	RÉFLEXIVITÉ PAR RAPPORT À NOS HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	235
4.	PISTES D'APPROFONDISSEMENT POUR LES RECHERCHES FUTURES	237
ANNEXES		238
	ANNEXE 1 : LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	239
	ANNEXE 2 : PROTOCOLE ET RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE DES ENTRETIENS	240
	ANNEXE 3 : TABLEAU DES OCCUPATIONS JOURNALIÈRES DES BSD	242
	ANNEXE 4 : RÉPARTITION JOURNALIÈRE DU TEMPS DE TRAVAIL DES BSD	243
	ANNEXE 5 : VIOLENCES SEXO-SPÉCIFIQUES ET LEÇONS APPRISSES	244
BIBLIOGRAPHIE		246

Liste des abréviations et acronymes

AGR : Activités Génératrices de Revenus

ASBL : Association Sans But Lucratif

BIAO : Banque Internationale pour l'Afrique Francophone.

BIT : Bureau International du Travail

BM : Banque Mondiale

BS : Bayam-Sellam

BSD : Bayam-Sellam Détaillante

CEDEF : Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes

CES : Conseil Economique et Social

CIPD : Conférence Internationale sur la Population et le Développement

CRTV : Cameroon Radio and Television

DDR : Déficit de Développement Réel

FCFA : Franc des Colonies Françaises d'Afrique

FED : Femmes et Développement

FINS-WINS : Femmes Interface Nord-Sud – Women Interface North-South

FMI : Fonds Monétaire International

GED : Genre et Développement

GIC : Groupement d'Intérêt Commun

IDH : Indice de Développement Humain

IFD : Intégration des Femmes au Développement

IMF : Institution de la Micro-Finance

MIDEVIV : Mission de Développement Des cultures Vivrières

MINPROFF : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PASD : Politiques d'Ajustement Structurel de Développement

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPTE : Pays Pauvre très Endetté

RCA : République Centrafricaine

RDPC : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais

UCL : Université Catholique de Louvain

UNIFEM : Entité des Nations Unies pour l'Egalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes (ONU Femmes)

UPC : Union des Populations Camerounaise

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1. L'objet de la recherche

L'objet principal de cette thèse est l'analyse des *pratiques d'autonomisation* des *Bayam-Sellam Détaillantes*¹ (BSD) afin d'en saisir les ressorts, les limites et les potentialités dans un contexte de déficit de développement réel. Elle présente un double regard sur la question du genre et du développement au Cameroun : d'une part, le regard sur les pratiques de développement des femmes BSD et, d'autre part, le regard sur le résultat de ces pratiques de développement des femmes BSD indispensables à l'amélioration de leur bien-être et, par ricochet, à celui de leur communauté d'appartenance.

Qu'entendons-nous par pratiques ? Le contenu théorique que nous donnons à la notion de pratique dans cette thèse émane de la littérature en sciences sociales selon laquelle la pratique est toute application de règles, de principes qui permettent d'effectuer concrètement une activité. Ainsi, contrairement à la perception commune et superficielle du terme, qui imposerait l'identité entre connaissance pratique et connaissance commune, la pratique, bien qu'incluant l'idée de l'application, ne renvoie pas immédiatement au faire et aux gestes, mais aux procédés pour faire. La pratique est tout à la fois la règle d'action (technique, morale, religieuse, culturelle, financière, etc.) et son exercice ou sa mise en œuvre. C'est la double dimension de la notion de pratique qui la rend échafaudée : d'un côté, les gestes, les conduites, les langages et, de l'autre, à travers les règles, ce sont les objectifs, les stratégies, les idéologies qui sont invoqués (Jacky Beillerot)².

Les pratiques ont donc une réalité sociale. Elles transforment un matériau ou agissent sur des êtres humains qui agissent en retour sur elles. Au sens large, les pratiques renvoient à

¹ « Bayam-Sellam », terme englobant, est une forme contractée dans un anglais local frelaté (pidgin English) de « to buy = acheter » et « to sell = vendre. L'action d'acheter se traduit par *Bayam* et celle de vendre par *Sellam*. La fusion des termes Bayam-Sellam désigne autant les acteurs masculins et féminins que l'activité de commercialisation des denrées alimentaires sur les marchés populaires. Dans cette étude, cela concerne uniquement les femmes revendeuses de Douala et de Yaoundé. Nous excluons dès lors les vendeurs à la sauvette et autres formes de Bayam-Sellam présents sur notre terrain de recherche.

² <http://www.cahiers-pedagogiques.com/L-analyse-des-pratiques-professionnelles-pourquoi-cette-expression>

Pour aller plus loin, lire les ouvrages de Pierre Bourdieu : - *Le sens pratique*, Minuit, 1980, et - *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Le Seuil, 1994.

l'activité professionnelle, c'est-à-dire au travail spécialisé. En conséquence, les pratiques, souligne Jacky Beillerot, « *ne peuvent se comprendre et s'interpréter que par l'analyse* ».

Sur le terrain des Bayam-Sellam du Cameroun, faire une analyse des pratiques d'autonomisation permet de saisir les processus, les motivations, les logiques d'action, les fondements et les valeurs qui guident les BSD dans leurs activités sur les marchés populaires de Yaoundé et de Douala, afin de mieux les comprendre. Au lieu de considérer les pratiques des BSD, acteurs féminins du bas, comme des appendices dans le processus de développement, il importe dans ce cadre d'y prêter attention et de découvrir la richesse qu'elles peuvent renfermer ainsi que la masse d'informations qu'elles peuvent produire et fournir sur le développement réel.

Par ailleurs, comme l'accentue J.-M. Barbier (1996), l'approche par l'analyse des pratiques confronte les chercheurs à l'analyse de « *modes de transformation du réel* », c'est-à-dire de l'activité humaine. Il s'agit d'étudier et de comprendre une action humaine qui se déroule dans le temps. Autrement dit, quel que soit le paradigme de pensée, poursuit-il, les pratiques comme objets d'analyse concernent la totalité de l'individu, en tant qu'acteur dans ses interactions avec l'environnement dans les différents contextes de sa vie sociale. Les travaux récents témoignent d'une configuration de l'analyse des pratiques autour de quatre objets privilégiés : l'activité du sujet, le statut des situations, les communications et les comportements³.

2. L'origine du thème de la recherche et sa pertinence

Axée sur l'analyse des pratiques d'autonomisation des *Bayam-Sellam Détaillantes* (BSD) des marchés populaires des villes de Yaoundé et Douala, respectivement capitales politique et économique du Cameroun, l'origine du thème de notre thèse est multifactorielle.

En effet, notre rapport à l'activité a d'abord été un rapport de mère et fille dénué de toute interrogation scientifique sur l'activité, ses mécanismes de financement et son organisation. Ainsi, la femme camerounaise, acheteuse et revendeuse, a d'abord revêtu la figure de notre

³Pour aller plus loin :

http://ife.ens-lyon.fr/publications/edition-electronique/revue-francaise-de-pedagogie/INRP_RF138_14.pdf

mère avant celle d'un objet de recherche. Par conséquent, le rapport mère-fille a, pendant cette période, développé en nous une forme de rationalité subjective, au sens où elle se limitait à la prise de conscience tant des prix des choses que maman achetait ou vendait au marché que des bénéfices qu'elle pouvait en tirer.

Une fois à l'université, nos centres d'intérêt analytiques ont pris deux orientations : l'analyse des dynamiques exogènes de la démocratisation au Cameroun et les études de développement. La mise en résonance de ces deux centres d'intérêt a entraîné la naissance d'un questionnement sur le lien entre dynamiques exogènes, dynamiques endogènes et développement réel. Le travail effectué notamment dans le cadre de notre mémoire de fin d'études en sciences politiques, sur les dynamiques exo-endogènes de démocratisation au Cameroun, défendait l'hypothèse d'un processus de développement manqué (Ngo Nyemb-Wisman, 2006) car assimilé à l'occidentalisation du monde (Latouche, 1989, Badie, 1992).

Nous défendions la thèse du politologue Badie (1992 : 10) pour qui il s'agissait d'un processus dialectique d'homogénéisation⁴ politique et de différenciation sociale, porteur conséquemment de sens, des objectifs, de catégories de pensées, des manières de faire, des pratiques, divers, inattendus, divergents, conflictuels entre les gouvernants et les gouvernés (Ngo Nyemb-Wisman, 2006). Ce mémoire se concluait par un questionnement sur les facteurs endogènes tant de développement politique que de développement économique. C'est la raison pour laquelle les femmes *Bayam-Sellam* que nous avons déjà observées de façon subjective via l'occupation de notre mère nous ont semblé être des actrices économiques et politiques endogènes pouvant faire l'objet d'une thèse.

En outre, un fait émergeait partout au Cameroun et prenait de l'ampleur : la prédominance des femmes dans la commercialisation des denrées alimentaires sur les marchés populaires des grandes villes, notamment Yaoundé et Douala. Nos visites sur les marchés populaires et nos discussions spontanées avec les femmes qui y évoluent nous ont permis de noter l'existence des vulnérabilités existentielles des actrices du bas (Ela, 1994), mais rebelles (Barbier, 1985), dans leur rôle dans le développement du Cameroun.

⁴ L'homogénéisation se manifeste sur la scène internationale par une domination politique, économique, sociale et culturelle du Nord sur le Sud. Selon Badie, il s'agit d'un processus qui tient à l'importation et à l'imitation du modèle de développement politique et institutionnel occidental par les élites dirigeantes du Sud.

Elles nous ont par ailleurs permis de nous rendre compte que le déficit de développement réel, la féminisation de la pauvreté et de l'économie substantive dite informelle ne sont pas qu'une vue de l'esprit. Ce sont des réalités tangibles une fois qu'on est en contact avec le développement réel au sens de « *quête permanente d'une réelle capacité de reproduction durable de l'autonomie sociale du Cameroun en tant que territoire en interaction avec l'extérieur et peuplé d'hommes et de femmes ayant un pouvoir organisationnel capable d'améliorer leurs conditions d'existence* » (Amougou, 2010). Cette réalité féminine qui s'imposait à nos yeux, a été un aspect déterminant de l'orientation de notre cursus académique et du thème de notre recherche doctorale⁵.

Mais quelles caractéristiques des *Bayam-Sellam Détaillantes* fallait-il analyser ? Le statut, leurs activités, leurs mécanismes de financement ou leurs territoires d'action ? Etant donné qu'une des conclusions de notre mémoire de licence insistait sur la poursuite de la recherche et plus particulièrement sur les dynamiques endogènes, l'activité des *Bayam-Sellam Détaillantes* s'est imposée dans notre esprit comme une façon de mettre en exergue le rôle des acteurs locaux dans le processus d'autonomisation, autre nom de la démocratisation.

⁵ C'est ainsi que nous avons été admise par la Commission doctorale à entamer une recherche en lien avec le thème *Genre et Développement*. Disposant de peu de matériau empirique pour sa faisabilité et son ancrage au Cameroun, et par ailleurs, consciente du fait que cela nécessitait un engagement total et des sacrifices, notamment sur le plan financier, personnel et familial, nous avons sollicité et obtenu de notre Comité d'accompagnement une année sabbatique afin de mieux préparer ce projet. Cette phase de préparation nous a permis de réaliser trois objectifs :

- Elaborer la revue bibliographique dans le but de cerner les contours de notre problématique et tester nos premières hypothèses ;
- Créer une structure associative de promotion du volontarisme féminin. L'association sans but lucratif (Asbl) *Femmes Interface Nord-Sud* (FINS) - *Women Interface North-South* (WINS) a été fondée en 2008 par l'auteure. Elle a été conçue comme un mouvement de réflexion et d'actions concrètes en faveur de la promotion et de l'intégration de la Femme au processus du développement durable Nord-Sud. Son équipe, composée de femmes et d'hommes de nationalités et de cultures différentes, ainsi que de profils pluri- et transdisciplinaires, encadre les réflexions et pilote les actions de terrain. Comme interface, l'Asbl FINS-WINS ambitionne d'encourager la contribution active et proactive des femmes à la résolution des problématiques contemporaines de développement (pauvreté, discriminations, crises, guerres, etc.) qui sapent nos systèmes démocratiques, annihilent les initiatives de paix et laminent ou mettent à mal tant de projets de développement. Depuis 2009, nous avons conçu et mis sur pied au Cameroun une stratégie « micro-finance-formation-parrainage » de renforcement de l'autonomisation socio-économique des femmes *Bayam-Sellam Détaillantes* dans 20 zones de commerces populaires (marchés informels) situées dans les régions de Douala et de Yaoundé ;
- Effectuer des missions exploratoires au Cameroun afin de nous assurer de la possibilité d'obtenir des données pertinentes ou des informations sur notre objet d'analyse.

3. Déterminants contextuels de la problématique

3.1. Les politiques d'ajustement structurel et le déficit de développement réel

Le contexte camerounais est semblable à celui d'un ensemble de pays d'Afrique noire, confrontés au déficit de développement dans la distribution des richesses et ressources nationales et dans l'amélioration des conditions de vie de la population. En effet, en dépit de nombreuses richesses humaines et naturelles (pétrole, minerais, diversité des systèmes écologiques, etc.) dont dispose le pays, la machine de la politique économique de développement du Cameroun s'est dérégulée profondément dès la fin des années 1980.

En crise, fortement endetté et incapable d'établir les équilibres macroéconomiques sans les aides bi- ou multilatérales des acteurs dominants de la finance internationale (FMI, Banque mondiale, multinationales bancaires, anciennes puissances coloniales tutélaires), l'État camerounais a été contraint de se soumettre au corpus idéologique imposé par les bailleurs de fonds sous la forme des Programmes d'Ajustements Structurels (PAS).

Ces PAS ont orienté l'architecture institutionnelle du Cameroun vers une libéralisation générale. Celle-ci a pris un visage politique (l'État de droit démocratique), un visage économique (la loi du marché libre-échangiste), et un visage social (la neutralisation du *Welfare State*) remplacé par un *État market-friendly*, c'est-à-dire accompagnant amicalement le marché (Amougou, 2008). Depuis lors, l'État camerounais vit sous perfusion des recettes de l'orthodoxie développementaliste néolibérale et des conditionnalités inhérentes⁶. Avec les PAS, comme le souligne Thierry Amougou, le national est inféodé à l'international, le public au privé, l'État au marché et la légitimité politique locale à la légitimité politique internationale.

⁶ Si les critères de conditionnalité ont souvent été dénoncés comme imposant des contraintes exorbitantes (démantèlement des services publics, réduction des dépenses de santé et d'éducation et des subsides aux produits de base), on ne peut ignorer que, en même temps, ils ont favorisé l'élargissement du rôle de l'entreprise privée, de son autonomie face à l'État et l'ont libérée de nombreuses entraves fiscales et réglementaires. Par ailleurs, la réduction des services entraîne des conditions de vie plus difficiles pour les femmes et un accès restreint à leurs droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux, notamment le droit à l'éducation, à la santé etc. A titre d'exemple, quand l'école devient payante, ce sont les filles que l'on retire en premier. L'oppression des femmes ne date pas de la mondialisation néolibérale, elle s'est plutôt aggravée avec celle-ci.

Aujourd'hui, trois décennies plus tard, les résultats de l'opérationnalisation des PAS qui avaient pour objectif de favoriser le développement de l'économie marchande, de donner un plus grand rôle au secteur privé et de réduire la pauvreté n'ont pas tenu leurs promesses. En dépit de quelques efforts de redressement dans certains domaines comme les comptes financiers et macroéconomiques, le Cameroun, à l'instar de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, souffre de carences multidimensionnelles :

- Le taux de chômage (au sens du BIT) est de l'ordre de 24 % en ville et près de 70 % des travailleurs gagnent moins que le salaire minimum, soit 28.300 FCFA par mois (environ 45 EUR⁷) ;
- Une dégradation importante des conditions de vie des populations (le taux de pauvreté est de 30 %) ⁸ ;
- L'amplification des inégalités de genre ;
- L'incapacité du secteur public à répondre à la demande de développement réel de la population, notamment celle touchant la question de l'emploi et de la pauvreté des femmes.

L'observation de l'évolution de ces indicateurs de développement socio-économiques est un moyen incontournable pour établir les diagnostics des progrès, avancées ou reculs qui se produisent au fil des années mais insuffisant pour expliquer le déficit de développement réel. Autrement dit, même si les indicateurs métriques, tels que la croissance du PIB⁹, sont en hausse, les indicateurs sociaux et humains ¹⁰ restent médiocres. Le Cameroun demeure largement en dessous des minima à réaliser pour atteindre les objectifs du Millénaire. Classé pays pauvre très endetté (PPTE), il occupait en 2010 la 131^e place sur 169 pays dans le classement à l'IDH calculé par le PNUD et publié en 2014. Selon le Rapport *Doing Business* 2016, le Cameroun occupe la 166^e place sur les 190 économies mondiales et se place 34^e sur

⁷ Qui varie entre 30 et 50 %, au courant des années 1990 (Fouda et Touna, 1996).

⁸ (Source, Rapport *Doing Business* et BM, 2015). Ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national (% de la population) : 39,9 % (2007), 40,2 % (2001), 53,3 % (1996).

⁹ Elle est de 5,90 % par an (Source : <https://www.populationdata.net/pays/cameroun/>, consulté le 15 oct. 2016).

¹⁰ Espérance de vie : 55,02 ans (2013) ; taux de natalité : 31,93 ‰ (2013) ; indice de fécondité : 4,00 enfants/femme (2013) ; taux de mortalité : 11,51 ‰ (2013) ; taux d'alphabétisation : 71,30 % (Source : <https://www.populationdata.net/pays/cameroun/>, consulté le 15 oct. 2016).

48 pays en Afrique¹¹. Par ailleurs, il se classe à la 145^e position sur 176 pays dans l'indice de perception de la corruption 2016 de *Transparency International*¹².

Dans un tel contexte, le développement réel tel que défini supra (Amougou, 2010) reste un mirage tant les indicateurs métriques du développement restent en décalage avec les besoins tangibles des populations et orientés vers le bien-être du marché et non vers celui de la société.

Dès lors, les pratiques des acteurs du bas, dont les demandes se perdent dans le décor faute d'offre de développement réel de la part de l'Etat et de ses réseaux financiers internationaux, révèlent qu'ils sont porteurs d'offres locales de développement réel différentes des offres modernisatrices et néo-modernisatrices de la machinerie internationale du développement. Cela soutient l'hypothèse d'autres possibilités et d'autres chemins de développement plus à même d'interroger l'offre dominante de développement sur ses carences en développement réel.

En conséquence, il devient absolument indispensable de replacer l'acteur au centre de l'analyse ainsi que les ordres locaux en mettant l'accent sur leur autonomie.

3.2. Inégalités de traitement et féminisation de l'économie dite informelle¹³

Ce contexte permet d'affirmer que les politiques actuelles de la libéralisation des échanges ont eu des effets négatifs sur les femmes. Le regard actuel sur quelques indicateurs sexo-spécifiques de développement met en relief la réalité suivante :

- Bien que les femmes représentent plus de 51 % d'une population totale de 22 179 707

¹¹<https://www.237online.com/article-35560-le-cameroun-gagne-une-place-dans-le-doing-business.html>, consulté le 27 oct. 2016.

¹² <https://www.transparency.org/country/CMR>, consulté le 29 janv. 2017.

¹³ Nous passons outre l'éternel débat conceptuel et terminologique entre les termes « *économie informelle* », « *économie populaire* », « *économie substantive* » et leur correspondance et implication scientifique. Nous choisissons de parler de l'économie substantive au regard de la réalité économique étudiée. Nous cherchons à mettre en avant les BSD et leurs pratiques dont le fonctionnement combine logiques de reproduction sociale, culturelle et marchande. En outre, le terme économie substantive permet de rompre avec la notion de l'économie informelle (ou secteur informel) sous sa seule dimension économique, à savoir l'économie des petites activités marchandes peu réglementées et peu contrôlées par l'Etat. Toutefois, dans la suite du texte (par endroits), les termes *économie informelle* et *économie populaire* sont utilisés par commodité d'usage et de langage, mais nous ne leur accordons pas de contenu scientifique.

habitants du Cameroun¹⁴ (en 2015), le taux d’alphabétisation est de 75 % pour les hommes et seulement 50 % pour les femmes. Par conséquent plus de 60 % des femmes camerounaises ne savent ni lire, ni écrire ;

- Pour ce qui est de la privation de l’accès aux soins de santé, la conséquence la plus significative est une féminisation de l’épidémie du VIH Sida : près de 60 % des cas d’infection sont féminins ;
- La violence sexo-spécifique¹⁵ (physique ou symbolique) subie par les femmes concerne principalement des viols, des mariages précoces ou imposés aux jeunes femmes au nom des traditions ou de la religion ;
- Au niveau de l’emploi formel, environ 70 % des femmes de la population active de moins de 30 ans sont au chômage ;
- La différence entre le taux d’emploi des femmes dans la population féminine et celui des hommes dans la population masculine était de 22,7 % en 2007, exactement comme en 1997 (OIT, 2008). Il existe par ailleurs une différence significative entre le taux de chômage des jeunes femmes et celui des jeunes hommes : 13,9 % pour les femmes et 10,6 % pour les hommes (OIT, 2008). Les femmes ne sont que 2,8 % dans les activités salariées contre 12 % pour les hommes et ne représentent que 7 % dans l’industrie¹⁶. Elles travaillent à plus de 70 %, n’obtiennent que 67 % du salaire masculin et ne détiennent que 5 % des terres ;
- Dans les quartiers défavorisés urbains que nous avons visités, une femme sur dix a un emploi dans le secteur formel tandis que 85 % de la main-d’œuvre urbaine féminine travaillerait dans le secteur du petit commerce informel (zones franches à faibles revenus). Plus de 80 % des ménages tireraient une partie de leurs revenus de ce secteur économique

¹⁴ Source: <https://www.populationdata.net/pays/cameroun/>, consulté le 15 oct. 2016.

¹⁵ A partir de notre propre expérience de la violence survenue lors de notre mission de terrain au Cameroun en février 2013, nous appréhendons le champ de la violence sexo-spécifique sous le prisme des violations des droits fondamentaux humains telles que vécues par une catégorie de femmes – notamment celles issues des classes sociales populaires défavorisées au Cameroun. Dans la littérature, le concept de la violence sexo-spécifique, d’après la Convention pour l’Élimination de toutes formes de Discrimination à l’Égard des Femmes (CEDEF) fait référence à « tout acte de violence fondé sur l’appartenance au sexe féminin, causant ou susceptible de causer aux femmes des préjudices ou des souffrances physiques ou psychologiques et comprenant la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou la vie privée ». En **annexe 5**, nous synthétisons notre contribution sur « les leçons apprises de la violence sexo-spécifique » lors du Colloque international « Femmes et justice » organisé le 11/03/2014 par le Collectif des femmes de Louvain.

¹⁶ Au regard de cette recherche, l’histoire socio-économique est marquée par une hausse du taux de participation de la force de travail des femmes dans le processus du développement camerounais. Cette tendance nationale est également observée au niveau global. Selon l’OIT (2010), globalement, la participation des femmes a augmenté de 50,2 en 1980 à 51,7 % en 2008, tandis que celle des hommes a subi un déclin de 82 à 77,7 % durant la même période. La persistance des contraintes sur la moitié des femmes dans le domaine public explique sans doute les écarts.

informel, notamment dans la commercialisation des denrées alimentaires où elles sont essentiellement 81 % de femmes détaillantes contre 90 % d'hommes grossistes (Tchouassi, 2000). Par-dessus tout, les secteurs dans lesquels les femmes travaillent de manière informelle ne sont pas inscrits dans les répertoires des comptes nationaux reprenant les priorités de développement.

Même si ce contexte n'est pas réductible à un constat arithmétique, il permet néanmoins de pointer deux réalités connexes.

Premièrement, le lien de causalité statistique entre femmes-vulnérabilités et l'économie dite informelle. En d'autres termes, comme l'ont montré certaines études féministes, le rôle et le statut de la femme au chantier camerounais du développement ne sont pas dissociables de sa position générale dans la société. Elles parlent de « *discrimination statistique* » (Arrow, cité par Kabeer, 2011). Dans cette optique, l'appréhension de la problématique d'autonomisation des femmes au développement en général et camerounais en particulier, ne peut pas faire l'économie des rôles sociaux masculins ou de la *valence différentielle* des sexes (Héritier, citée par Goyer, 1997).

Deuxièmement, le paradoxe et l'incohérence qui existent entre les engagements politiques nationaux (PAS) et l'action politique pour l'effectivité des principes internationaux d'amélioration des conditions de vie des femmes¹⁷ sur le terrain. Il en résulte que la femme camerounaise devient assujettie aux principes normatifs de développement, ce qui pose la question de son autonomie réelle.

4. Que voulons-nous faire dans cette thèse ?

Nous nous situons d'emblée dans le pôle analytique genre et développement. Nous visons à faire reconnaître que la femme est un acteur de développement réel à part entière et non entièrement à part. Nous visons principalement le renforcement du rôle des *Bayam-Sellam Détaillantes* (BSD) en le rendant plus visible par l'analyse de leurs pratiques en situations réelles. Cela implique une analyse de ces pratiques afin de saisir quels en sont non seulement

¹⁷ Précisons que, depuis la première conférence mondiale sur les femmes en 1975 à Mexico, le Cameroun a signé et ratifié la quasi-totalité des conventions internationales relatives à l'élimination de la pauvreté, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes ainsi que les Objectifs du Développement du Millénaire.

les ressorts, les forces et faiblesses, et les potentialités mais aussi les conséquences sur l'autonomisation de la *Bayam-Sellam Détaillante* dans sa construction comme sujet historique du développement réel.



Les Bayam-Sellam Détaillantes des denrées alimentaires comme objet d'observation.

4.1. Indicateurs sexo-spécifiques des *Bayam-Sellam Détaillantes* (BSD)

Afin de cerner le profil social et les caractéristiques économiques de la population observée, nous nous sommes ainsi intéressée à l'activité des femmes camerounaises revendeuses via un ensemble d'observations qui les sexo-spécifient dans leur contribution au développement réel du Cameroun :

- Elles sont majoritairement concentrées dans le secteur dit informel mais que nous considérons comme une économie substantielle ;
- Le capital investi dans leur commerce varie entre 10.000 et 100.000 FCFA (entre 16 et 150 EUR)¹⁸ ;
- Plus de la majorité de ces femmes ont en moyenne la charge de 7 personnes avec un revenu journalier médian de 6 EUR, ce qui les place dans une situation de vulnérabilité extrême, voire de pauvreté ;

¹⁸ La base de l'échantillon de recherche dans le cadre de la thèse de l'auteure. Leur situation de pauvreté et leur positionnement dans l'économie informelle les place d'emblée dans une condition de vulnérabilité et d'inégalités au sein des structures socioéconomiques, politiques et culturelles. Et cela malgré les engagements politiques et les conventions internationales (dont, entre autres, celles de la CEDEF, 1998, de l'OIT, 1951, 1958, 1983).

- Elles sont sans patrimoine conséquent et subissent le rationnement du crédit bancaire. D'où un problème d'autonomie financière dans le cadre de leurs activités¹⁹ ;
- Elles travaillent dans les territoires sociaux marqués par la domination masculine notamment sur le plan des flux monétaires et des marchandises. Les fournisseurs sont principalement les grossistes ou semi-grossistes masculins²⁰ ;
- Elles habitent continûment en ville, s'approvisionnent chez les *Bayam-Sellam* relais des villages et vendent aux marchés populaires urbain, soit en utilisant des comptoirs aménagés et loués²¹ par les communes, soit dans des espaces de commerces improvisés où elles étalent leurs marchandises ;
- Elles connaissent une double marginalisation. Une marginalisation hiérarchique qui les maintient dans les postes à faible responsabilité et une marginalisation sectorielle qui les confine dans un nombre restreint d'activités formelles et, partant, dans un nombre élevé d'activités informelles.
- À ces difficultés financières et sociopolitiques qui entourent les activités des BSD, s'ajoutent les problèmes économiques d'approvisionnement, de commercialisation et d'écoulement liés à l'infrastructure routière (mauvais état du réseau routier) et aux situations climatiques (fortes précipitations en saison des pluies). L'état de santé dû à leur travail à l'extérieur (station debout prolongée, pollution, climat), les interactions violentes, les conflits permanents avec les agents de l'État, le manque de protection sociale sont autant d'écueils supplémentaires que rencontrent les BSD.

Ces caractéristiques liées à leurs activités, à leur histoire, à leur culture et à leur vécu quotidien nous permettront de poser un diagnostic de leur demande de développement réel, d'une part, et d'aborder les enjeux de l'autonomisation de ces femmes pour le développement réel à partir d'une analyse des pratiques concrètes, d'autre part.

¹⁹ Les institutions financières formelles leur accordent peu de confiance et encore moins de crédit financier par manque de caution ou de patrimoine de garantie. Ce profil les place d'emblée dans une situation de privations de facteurs et d'exclusion de ressources multiformes dans leur contribution au développement.

²⁰ Voir le schéma de la hiérarchisation sociale, chapitre III.

²¹ En règle générale, les comptoirs se louent informellement, c'est-à-dire sans preuve écrite pour une période minimum de 12 mois, renouvelable à tout moment de l'année civile.

4.2. La question de recherche

La question que nous nous posons est celle-ci :

Dans un contexte de déficit de développement réel, comment les Bayam-Sellam Détaillantes s'autonomisent-elles à partir de leurs pratiques d'achat et de vente de denrées alimentaires dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala au Cameroun ?

4.3. Hypothèses de travail

Nous posons trois hypothèses au sens de réponses intuitives et *ex ante* par rapport à notre analyse sur base des données de terrain.

H1 : Les femmes *Bayam-Sellam*, très conscientes de leurs difficultés quotidiennes, savent qu'elles doivent résoudre par elles-mêmes leurs problèmes en initiant des activités génératrices de revenus pour répondre adéquatement à leurs demandes de développement réel et pour, à long terme, défendre leurs intérêts, leurs droits et leurs acquis. Cela s'observe à travers les pratiques liées à la commercialisation des produits vivriers ; leur dynamisme contribue de façon tangible au *développement réel* en soutenant un processus d'autonomisation qui, en grande partie, est lié à des réseaux multidimensionnels.

H2 : Dans un contexte camerounais de déficit de développement réel, dont l'impact est considérable sur le niveau de vie général des femmes, et spécifiquement des *Bayam-Sellam Détaillantes*, tout laisse à penser que l'autonomisation de cette catégorie de femmes est un chantier permanent dont l'évolution se fait en fonction de l'offre et de la demande de développement réel des femmes. Ce chantier se prête à toutes les utilisations des ressources humaines et matérielles de nature populaire ou institutionnelle que sont la famille, les amis, les enfants, les tontines, les amants, la monnaie, l'aménagement d'un comptoir sur la rue. C'est donc une *autonomisation populaire multifactorielle* sur le plan argumentaire et dynamique dans la mesure où elle est modelée, modifiée et transmise par les acteurs selon leurs attentes, demandes, besoins et offres de développement.

H3 : L'économie substantive favorise l'autonomisation des femmes. Elle est fonction de la manière dont l'action individuelle ou collective se négocie et améliore les chances d'aboutir à l'autonomisation. De cette manière, la question de l'autonomisation des BSD se pose en

termes d'accès aux facteurs de (re)production et de contrôle des ressources essentielles au développement réel, c'est-à-dire de l'amélioration et de la sécurisation des conditions de reproduction de la vie des BSD et de leur communauté d'appartenance.

4.4. Intérêt de la recherche

L'intérêt que suscite le présent travail pourrait résider en ces deux points :

- Primo, au niveau théorique, la production de savoirs nouveaux dans notre champ disciplinaire qu'est le « genre et développement » en Afrique subsaharienne en général et notamment au Cameroun. Pour cela, nous accorderons une grande importance à la contextualisation.

En effet, l'analyse des pratiques de développement en général et au Cameroun en particulier, ne semble bien appréhendée qu'en restituant une profondeur historique aux logiques sociales des acteurs dans le temps et l'espace. Les constructions sociales du développement, du féminin/masculin et les conséquences qui en résultent évoluent et changent selon le territoire donné. D'où l'importance du relativisme temporel et du relativisme culturel dans les *gender studies* où la problématique *acteurs/actrices, développement et territoires* (Peemans, 2004) semble cruciale au sens où elle remet au centre de l'analyse l'*habitus*, entendu comme l'ensemble des dispositions que les individus acquièrent selon le milieu social où ils vivent.

- Secundo, au niveau pratique, la professionnalisation, qui intègre notre démarche de la recherche-action. Elle vise à proposer des pistes d'actions adaptées à la singularité des besoins et attentes des BSD et, par ricochet, à améliorer leurs facteurs (re)productifs de la vie économique et sociale. Pour ce faire, à partir d'un travail théorique sur le concept mobilisé d'autonomisation, il s'agira, d'une part, d'identifier et de mettre en relief les mécanismes ou contraintes d'exclusions exo-endogènes des BSD, d'autre part, de rendre visible les pratiques (forces) sociales et logiques économiques d'actions (d'auto)autonomisation, qui permettent une meilleure prise en compte de leur rôle dans le processus du développement.

Nous posons, en dernière analyse, un regard critique sur les conséquences macro-sociétales des pesanteurs “du haut”, ce qui nous permettra de saisir les pratiques d'autonomisation développées par les femmes BSD, afin de voir dans quelle mesure des bifurcations sont

possibles pour amener à prendre en compte les initiatives « du bas », pré-conditions d'un développement inclusif du genre féminin.

4.5. Délimitation des territoires d'analyse : Douala et Yaoundé



Source : <http://www.ccg-ger.de/cameroun.html>

Nos enquêtes empiriques se situent au Cameroun, essentiellement dans les régions du Centre et du Littoral²². Il s'agit plus précisément des villes de Yaoundé et de Douala. Ce choix régional du Centre et du Littoral est motivé par plusieurs facteurs, notamment :

- leur place et leur rôle dans l'histoire des transformations politiques (Yaoundé, capitale politique du Cameroun) et économique (Douala, capitale économique du Cameroun) et socioculturelle du pays ;
- l'ampleur du phénomène de la féminisation de la pauvreté et du secteur informel.

²² En 2008, le président de la République du Cameroun, Paul Biya, a signé un décret abolissant l'appellation « provinces ». Celles-ci sont désormais appelées « régions ». La région du Centre est l'une des dix que compte le pays.

Premièrement, dans la région du Centre, la ville politique **Yaoundé**²³. Composée de dix départements situés dans le centre du pays, son statut de ville-capitale politique du pays lui confère un rôle stratégique. Ville à forte pluralité ethnique, culturelle et linguistique, Yaoundé offre une hétérogénéité d'agents dans la composition de notre échantillon d'investigation. Par ailleurs, on y signale l'importance des dynamiques de femmes dans toutes les périodes marquant des mutations du pays. De même, la région du Centre est caractérisée par une croissance démographique forte, des difficultés économiques, l'insécurité et la précarité galopante. Cet espace d'incertitudes est un terreau fertile d'émergence d'acteurs et d'actrices engagés dans le développement local, selon les diverses modalités et à des niveaux divers d'implication. Il en découle explicitement ou implicitement des jeux et enjeux de pouvoirs entre plusieurs instances locales, entre plusieurs légitimités et entre les genres.

Deuxièmement, dans la région du Littoral, la ville de **Douala**²⁴. Douala abrite un port international, le plus important d'Afrique centrale. Elle connaît aussi de profondes mutations sur le plan ethnique et économique suite à l'exode rural, à la féminisation de l'émigration, à la prédominance du secteur informel, à la dynamique des pratiques populaires, à la féminisation du secteur informel et à l'insuffisance des politiques publiques d'intégration du genre. À Douala plus qu'à Yaoundé, on note que différents problèmes de gouvernance ont un impact socio-économique et génèrent des problèmes en matière d'infrastructure, de transports publics, d'aménagement de l'espace, de salubrité et de sécurité.

Ces deux agglomérations stratégiques concentrent presque 40 % de la population urbaine du Cameroun. Les conséquences de cette nouvelle donne démographique se manifestent principalement par une pluralité ethnique, la féminisation de l'émigration, la prédominance du secteur informel, la dynamique des pratiques populaires de l'économie, la masculinisation du

²³ Yaoundé : 2 765 568 habitants en 2015 (Source : <https://www.populationdata.net/pays/cameroun/>). Yaoundé, surnommée « *ville aux sept collines* » est, après Douala, la seconde ville de cet État. Elle abrite la plupart des institutions les plus importantes du pays. Une majeure partie de l'économie de Yaoundé repose sur le secteur informel, qu'il s'agisse de vendeurs à la sauvette, de marchands ambulants (mouchoirs en papier, arachides caramélisées ou non, boissons fraîches, vêtements...) ou de petits boutiquiers de quartiers. Il était projeté qu'en 2010, deux Camerounais sur trois vivraient en ville (PNGE).

²⁴ Douala : 2 768 436 habitants en 2015 (Source : <https://www.populationdata.net/pays/cameroun/>). Intensité des activités commerciales. Douala est la plus grande ville du Cameroun. Elle constitue aujourd'hui une mosaïque des différentes ethnies qui composent le Cameroun. Devant sa croissance économique récente, l'exode rural a poussé des centaines de milliers de Camerounais à quitter leurs campagnes pour s'installer dans les villes. Douala s'est imposée comme capitale économique du pays par son port qui a permis le développement de près de 80 % de l'activité industrielle du Cameroun. À lui seul, le port draine plus de 95 % du trafic portuaire du pays. La ville s'étend sur les deux rives du fleuve et il n'existe qu'un seul pont pour passer d'une rive à l'autre.

chômage, la féminisation du secteur informel, le réseau routier détérioré et l'insuffisance des politiques publiques d'autonomisation du genre. Bien que ces deux régions soient considérées aujourd'hui comme les plus dynamiques du pays, elles accusent paradoxalement un déficit de développement réel. Ce cadre nous permettra de saisir la valeur d'une production de développement des BSD externe aux pôles institutionnels d'émergence et d'autonomisation.

5. Fil conducteur et structuration de la thèse

5.1. Fil conducteur

La définition que nous donnons du développement réel se réfère aux travaux de Thierry Amougou (2010). Il résulte, chez cet auteur, du constat d'une absence d'autonomie entendue comme une incapacité à se donner des ordres à soi-même dans le domaine du développement parce qu'on en reçoit d'entités à la fois supérieures et extérieures à nous. Par conséquent, le fil conducteur de cette thèse est que le déficit de développement réel en Afrique subsaharienne en général et au Cameroun en particulier a pour fondement, au niveau macro-économique, l'absence d'autonomie des États africains sur le plan international et l'absence d'autonomie des populations vis-à-vis de l'État sur le plan infra-étatique. Autrement dit, si le processus de colonisation (d'occidentalisation) a, d'un point de vue historique, plombé la souveraineté nationale en matière de développement, la gestion internationale du développement à l'œuvre depuis la fin des années cinquante affecte négativement les organisations et les pratiques endogènes d'amélioration du bien-être sous prétexte d'une modernisation et d'une accumulation capitalistes, elles-mêmes assimilées à l'approche dominante du développement (Peemans, 2012).

Les populations camerounaises en général et féminines (BSD) en particulier connaissent donc une double perte d'autonomie. Celle que les instances internationales en charge du développement et leurs recommandations développementalistes entraînent sur elles, puis celle que l'État camerounais met en place en tant qu'appareil modernisateur des pratiques sociales et sociétales. La phase coloniale de cette perte d'autonomie est dominée par *le supply leading* de l'État colonial ; autrement dit, l'offre de développement de l'État colonial évince les pratiques endogènes de développement alors que la phase contemporaine de perte d'autonomie (développementalisme) est dominée par le *supply leading* des offres de développement des instances internationales et étatiques au détriment des demandes réelles

des acteurs populaires, dont font partie les BSD. Ces dernières subissent d'autant plus cette double perte d'autonomie qu'elle est renforcée encore par la culture patriarcale locale.

Parler du déficit de développement réel des BSD au Cameroun revient donc à évoquer leur perte d'autonomie due à deux processus eux-mêmes renforcés par la culture patriarcale : un processus historique, la colonisation, et un processus contemporain, le développementalisme. Mettre en oeuvre le développement réel revient donc à mettre en place un processus d'autonomisation dont les arguments, dans le cas des BSD, sont leurs pratiques d'achat et de vente de denrées alimentaires dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala. Ainsi, l'absence d'autonomie sur le plan historique fonde le déficit de développement réel qui, lui-même, fonde l'absence contemporaine d'autonomie et ceci à telle enseigne que parler de pratiques de développement des BSD revient à parler de leurs pratiques d'autonomisation via le développement réel que celles-ci portent intimement au sens où elles s'exercent en dehors des sentiers battus nationaux et internationaux du développementalisme.

Le développement réel, dès lors que l'on se base sur la rationalité substantielle (la pratique porte en elle-même les valeurs) qui domine les pratiques des BSD, devient un phénomène qui existe sous une forme vivante et concrète dans celles-ci (De Munck, 1997).

Il va dès lors sans dire que, lorsque nous parlons de déficit de développement réel, nous parlons de déficit d'autonomie, et lorsque nous parlons de pratiques d'autonomisation des BSD, nous parlons de développement réel. L'autonomisation des BSD se construit donc au travers de pratiques d'achat et de vente comme moyens de lutte et de sortie de la dynamique interdépendante entre la dimension métrique du déficit de développement réel, la dimension genrée du déficit de développement réel et la dimension territoriale du déficit de développement réel (voir chapitre I point 3 et 4).

Le développement réel étant aussi un produit sociétal, nous entendons par pratiques-*output* les résultats sociaux, économiques et politiques. Ceux-ci sont compris comme pratiques de vie donnant naissance à un ensemble de moyens que les BSD utilisent comme facteurs de production : ce sont des pratiques-*input*. Le fait que, d'une part, le déficit de développement réel et l'absence d'autonomie soient à la fois des résultats et des instruments l'un de l'autre, et que, d'autre part, il en soit de même pour les pratiques-*input* et les pratiques-*output*, n'est pas surprenant dans l'analyse du développement. Chez Armatya Sen par exemple, la liberté qui, dans notre cas a pour nom autonomie, est à la fois un instrument et un résultat dans sa théorie

du « *development as freedom* » (2000). Dans notre recherche, la tontine des BSD est par exemple autant un instrument qu'un résultat de leurs pratiques.

Notre travail remet en chantier l'autonomisation des BSD à travers l'étude de leurs pratiques et s'achève par une tentative de théorisation et des propositions. Nos résultats de terrain nous permettront de revenir sur comment se conçoit et se construit l'autonomisation des BSD des marchés populaires de Yaoundé et de Douala au Cameroun.

5.2. Structuration

Ce travail compte six (6) chapitres repartis en trois parties. La première partie pose les balises théoriques et méthodologiques de la recherche. La deuxième et la troisième parties se penchent sur l'analyse factuelle et systématique des pratiques d'autonomisation des BSD dans le processus du développement réel au Cameroun.

Première partie : Le cadre théorique et méthodologique de la recherche.

Elle se compose de deux chapitres dont l'un porte sur le cadre théorique et l'autre sur la méthodologie.

Globalement, cette première partie consistera à forger l'approche théorique et méthodologique à travers la relecture du contexte. Elle sera consacrée à un éclairage théorique critique de la revue de littérature sur le couple genre-développement. Nous proposons de donner les orientations des concepts centraux de cette recherche, à savoir genre, développement réel, déficit de développement et autonomisation. Aussi s'agira-t-il pour nous de comprendre et d'intégrer la théorie du genre et développement dans son historicité et ses fondements théoriques afin d'en dévoiler les instruments techniques et méthodologiques d'analyse susceptibles, d'une part, de nous permettre de mener une réflexion scientifiquement objective et objectivable sur les rapports sociaux asymétriques entre hommes et femmes, et d'autre part, de contribuer à l'amélioration des politiques de développement réel équilibré et durable au Cameroun.

Deuxième partie : L'analyse factuelle et systématique des dynamiques et pratiques des BSD dans le processus du développement réel au Cameroun.

Cette partie sera divisée en deux chapitres et principalement consacrée à l'évolution des rapports entre hommes et femmes *Bayam-Sellam* dans le processus de développement ainsi qu'à leurs pratiques. Elle examinera aussi comment ces rapports et ces pratiques ont évolué dans le temps historique du développement camerounais.

Troisième partie : Analyse des pratiques *output* (résultats) des BSD et du *feedback* de la conceptualisation puis de l'opérationnalisation de l'auto-autonomisation.

Cette partie sera également scindée en deux chapitres et insistera sur les pratiques *output* des BSD au sens d'offres concrètes de développement réel. Elle s'attardera aussi sur les effets et impacts-retours (positifs ou négatifs) sur la revendeuse, sa communauté d'appartenance et la société. Au terme de cette partie, nous proposerons une approche intégrée du processus d'autonomisation basé sur la réalité et le vécu quotidien des femmes rencontrées dans le cadre de cette recherche. Perçu dans son dynamisme, l'autonomisation des BSD apparaît comme un processus évolutif et parfois régressif dans le temps et l'espace du déficit de développement réel camerounais.

Première partie
-
CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

CHAPITRE I

LE CADRE THÉORIQUE ET SES LIMITES

1. Introduction

Ce chapitre est consacré à l'aspect discursif des concepts et de leurs interactions. Il vise à préciser non seulement les instruments théoriques à travers lesquels nous allons saisir la réalité et l'analyser mais aussi à montrer en quoi le *sujet théorique femme* (du Sud notamment) est pensé par rapport au développement et comment certaines réflexions nées au sein des mouvements des femmes ont contribué à un renouvellement des catégories de pensée.

Les pratiques de développement des *Bayam-Sellam Détaillantes* (BSD) ne s'exprimant pas d'elles-mêmes, nous avons besoin dans ce cadre d'un soubassement théorique afin de les mettre en évidence en partant de la problématique réelle de l'autonomisation des BSD et de l'hypothèse d'un double handicap socioéconomique dans leur contribution au développement du Cameroun. Par conséquent, le chapitre s'organise comme suit :

- Une présentation critique des différents axes majeurs de la problématique genre et développement, c'est-à-dire femmes et intégration au développement, femmes et développement, et genre et développement ;
- Une discussion approfondie de la problématique femme-déficit de développement et développement réel ;
- Une discussion du lien entre développement réel, empowerment et autonomisation des BSD ;
- Une intégration des différents axes majeurs de la problématique genre et développement au sein des trois paradigmes explicatifs fondamentaux : paradigme utilitariste ; paradigme acteurs - système et structure ; paradigme régulation et convention.

2. Présentation critique des différents axes majeurs de la problématique genre et développement

Nous n'entrons pas dans l'éternel débat sur la différence conceptuelle et terminologique entre les termes d'origine anglo-saxon « *gender* », « *empowerment* » et « *gender studies* » et leur correspondance et implication scientifique en langue française²⁵. Nous passons aussi outre les controverses des nombreuses études sur les rapports entre sexe et genre²⁶. Notre principale préoccupation est de mettre en évidence le débat épistémologique et ses présupposés théoriques nous permettant de nourrir la pensée d'une nouvelle conceptualisation des rapports genre et développement en lien avec l'autonomisation des femmes.

2.1. Le débat épistémologique et les présupposés théoriques mobilisés

Le débat épistémologique actuel n'a pas définitivement tranché la question de savoir si le « genre²⁷ » est une science ou un savoir militant. L'objectif ici est de discuter d'emblée du concept de « genre » à partir de la question suivante : quel type de théorie produit l'approche « genre »²⁸ ? La réponse essentielle passe, entre autres, par les propos de Pascal Ide (2012) qui établit une distinction entre les « *études sur le genre qui sont les études scientifiques et les théories du genre qui sont une prise de position philosophique* ».

Selon cet auteur, désormais, même si l'unanimité n'est pas de mise quant au statut épistémologique actuel du genre, un consensus minimum semble établi : le genre est une

²⁵ Beaucoup d'études préfèrent employer les termes d'origine anglais « *gender* », « *empowerment* », « *gender studies* ». Cela se justifie dans la mesure où ces concepts ont été forgés dans des pays anglo-saxons et se sont ensuite institutionnalisés dans les milieux académiques francophones. Cependant, même si dans la plupart des contextes nationaux francophones nous avons noté une cohabitation terminologique (anglais/français), nous préférons, dans cette étude, les termes français « genre », « autonomisation » et « études sur le genre », pour la simple raison qu'ils sont, depuis une trentaine d'années, largement passés dans le langage universitaire en sciences sociales et études de développement d'une part, et qu'ils s'adaptent à notre contexte francophone de recherche, d'autre part.

²⁶ Pour une revue de littérature dans ce domaine, voir principalement Oakley (1972), Touré (1997), Sow (2007), Dorlin (2008), Hofmann (2006-b).

²⁷ Le concept d'origine anglo-saxonne, « *gender* », né à l'issue d'un long processus d'engagement féministe pour combattre et rendre compte des situations de discrimination que vivent les femmes, a généré en français diverses compréhensions : sexe social, relation de genre, sexospécificité, rapports sociaux de sexe, égalité homme-femme, égalité entre les sexes, etc.

²⁸ Question pertinente, posée par Olivier Bonnewijn, lors du colloque tenu le 24 septembre 2011 à Paris sous l'égide de l'Institut universitaire Pierre-Goursat, autour de la notion de genre (Anatrella T. & al. 2012, p. 5).

science et un savoir ayant son objet et sa méthodologie. Dès lors, les études sur le genre relèvent d'un cadre interdisciplinaire, essentiellement des sciences sociales et politiques (histoire, anthropologie, sociologie, démographie etc.) et en constituent une rubrique. Elles permettent de rendre visible des réalités négligées ou ignorées, de dévoiler les inégalités entre les hommes et les femmes ainsi que la participation de ces dernières à un grand nombre d'activités jusqu'alors lues comme masculines (Thébaud, 2009).

En outre, poursuit-il, les études sur le genre montrent que les fonctions sociales sexuées produisent une grammaire sociale et politique. Cette grammaire varie et évolue selon les cultures et les civilisations et son étude apporte des connaissances pertinentes sur le rôle que joue la différenciation sexuée dans la structuration des sociétés, en particulier la différence homme-femme et le rôle assigné à la femme. Néanmoins, lorsqu'elles s'inscrivent en toute rigueur dans les méthodologies des sciences sociales, les études de genre accroissent notre savoir positif en anthropologie, en sociologie et en histoire. Elles ne constituent pas, par elles-mêmes, un champ disciplinaire mais une part du savoir de ces disciplines qui s'intéressent de manière plus large à l'assignation²⁹ sociale des rôles économiques, politiques et, en l'espèce, des rôles sexués³⁰.

Autrement dit, les études sur le genre permettent de comprendre plus précisément comment chaque société assigne un contenu social et comportemental à la différence sexuée. Pour évaluer leur pertinence, il importe donc de vérifier que les méthodologies utilisées et les hypothèses faites sont fidèles aux méthodes et exigences scientifiques des sciences sociales ou politiques auxquelles elles se rattachent. Il s'agit principalement du principe d'objectivité (neutralité) et des résultats généralisables et falsifiables³¹.

²⁹ Par assignation, selon Gomez (2011), il faut entendre « le processus social qui associe un comportement à une personne. Pour les auteurs travaillant sur le genre, il s'agit par excellence de l'assignation du comportement sexuel attendu et de manière encore plus précise de la définition de sexe à la naissance. Bien que le terme soit systématiquement utilisé (*sex assignment* ou *naming*) il est rarement défini, l'assignation étant à la fois le postulat de cette approche (le sexe est socialement donné) et son objet (comment et par quel pouvoir le comportement sexué est-il assigné ?) ».

³⁰ Thébaud, op. cit.

³¹ Pour la méthode, voir Quivy R. et Van Campenhoudt L. (2001). Pour des réflexions épistémologiques, lire Popper K. (1986).

En trente ans, les recherches sur le genre ont connu un développement considérable qu'on peut synthétiser en quatre présupposés théoriques importants, dans lesquelles s'inscrit cette étude.

- **La relecture essentialiste**

Elle constitue la première démarche des études sur le genre ayant permis une relecture des visions essentialistes de la différence de sexe qui consistent à attribuer des caractéristiques immuables aux femmes et aux hommes en fonction de leurs spécificités biologiques. Cette démarche anti-essentialiste est au centre de la perspective de Simone de Beauvoir : « *On ne naît pas femme : on le devient*³² ». En d'autres termes, il n'y a pas d'essence de la féminité, ni de la masculinité mais une socialisation, un apprentissage qui se fait tout au long de la vie des pratiques et des comportements attendus d'une femme ou d'un homme. Dès lors, les différences systématiques entre les hommes et les femmes sont une construction sociale et non pas le produit d'un déterminisme biologique.

- **La perspective relationnelle de sexes**

Il s'agit de la deuxième démarche des études sur le genre ; elles postulent que les caractéristiques associées à chaque sexe sont socialement construites dans un rapport d'opposition. Ainsi, on ne peut étudier ce qui relève des femmes et du féminin sans articuler l'analyse avec les hommes et le masculin. Cette démarche prend le contre-pied de l'affirmation selon laquelle les études de genre ne s'intéressent qu'aux femmes. En clair, elles s'intéressent autant aux femmes (féminin) qu'aux hommes (masculin) (Hirata H., Laborie F., Le Doare H., De Notier D., 2007).

- **La perspective des rapports de pouvoir (hiérarchique)**

Il s'agit d'appréhender les relations sociales entre les hommes et les femmes comme « un rapport de pouvoir » ou hiérarchiques. Les études sur le genre ne disent pas seulement que les deux sexes sont socialement « différents », elles démontrent également que le rapport est hiérarchisé : dans la quasi-totalité des sociétés connues, la distribution des ressources économiques et politiques notamment, et les valorisations symboliques tendent à être inégales, avec des modalités et une intensité variable (Hirata H., Laborie F., Le Doare H.,

³² De Beauvoir S. (1976).

De Notier D., 2007). Ce phénomène est diversement pensé et qualifié selon les courants de recherche sur le genre.

Ainsi, les travaux de Christine Delphy (1998), Collette Guillaumin (1992) ou Nicole-Claude Mathieu (1991) mettent en évidence l'exploitation du travail et du corps des femmes au sein d'un système appelé « *patriarcat* ». A travers la notion de « *valence différentielle de sexes* », l'anthropologue Françoise Héritier (1996) montre pour sa part que les valeurs associées au féminin sont systématiquement déconsidérées par rapport à celles qui sont associées au masculin, même si les valeurs liées à l'un ou à l'autre sexe peuvent varier selon les sociétés. Le sociologue Pierre Bourdieu (2002) utilise quant à lui le concept de *domination masculine* pour désigner les structures de l'infériorisation des femmes par rapport aux hommes.

- **L'intersectionnalité**

L'idée de ce dernier présupposé de la démarche des études sur le genre est de ne pas dissocier l'analyse des relations de genre des autres rapports de pouvoir. Le genre, selon la politologue Laure Bereni (2008), est à l'intersection d'autres rapports de pouvoir. Les catégories de sexe étant par essence hétérogènes, elles sont traversées par une série de tensions, de conflits, de clivages et ne conduisent par conséquent pas aux mêmes expériences dans les relations de genre.

Nous verrons donc comment cette intersectionnalité, dans le cadre national camerounais marqué des rapports sociaux de sexes inégalitaires en défaveur des femmes, affecte les acteurs femmes et les éléments structurants de leur développement au sens de l'amélioration de leurs conditions de vie. Cela ne signifie pas que les choix et les pratiques individuelles des femmes ne comptent pas, mais qu'ils ne sont pas tous socialement orientés, car dominés et dirigés historiquement par les choix des acteurs masculins.

Ainsi, le profil conflictuel entre hommes et femmes, puis entre pratiques dominantes et dominées sexospécifiées (dans le concret des BSD) les place dans la société tout en évaluant comment les pratiques économiques des acteurs, leur confiance mutuelle, institutionnelle, leur autonomie sociale et les éléments structurants sont conditionnés par un contexte particulier et réciproquement l'influencent.

Des auteur-e-s et chercheur-e-s du Sud, notamment des Africaines³³, estiment que dans le débat sur le genre, devoir analyser leurs sociétés, non seulement avec la rigueur scientifique requise mais aussi avec des concepts reflétant leurs propres réalités, permet « *l'émergence d'un champ heuristique riche et novateur* » (Touré, 1997) sur le concept. D'où une certaine vigilance épistémologique qui oblige les chercheur-e-s du Nord comme du Sud, au sein du champ académique de la production intellectuelle, à une re-conceptualisation du fait social comme fait sexué total englobant les hommes et les femmes.

La finalité, en paraphrasant Fatow Sow, est de transformer le regard et le discours masculins dominants non seulement dans les cités, mais aussi dans la production scientifique³⁴. Notre étude sur les pratiques d'autonomisation des revendeuses de denrées alimentaires au Cameroun s'inscrit dans ce cadre épistémologique des études sur le genre. Il nous permet de définir le genre comme « *un système de bicatégorisation hiérarchisé entre les sexes hommes/femmes et entre les valeurs et représentations qui leur sont associées masculin/féminin* » (Hirata H., Laborie F., Le Doare H., De Notier D., 2007).

En lien avec le développement, les fondements du processus de l'intégration du genre au développement³⁵ ont été opérés selon des escales bien déterminées, entamées aux lendemains

³³ Précisons que, en Afrique, il y a eu plusieurs tendances dans le combat des femmes (les associations caritatives, les associations des femmes relevant de la tradition, les féministes qui dénoncent le patriarcat, les ligues des droits de l'Homme). Mais toutes s'engagent pour améliorer concrètement les situations d'injustice sociale, d'inégalités économiques et de marginalisation politique vécues par les femmes.

³⁴ Ce qui permet de se différencier de la théorie du genre (ou les théories féministes, ou le féminisme de genres) qui étend son emprise idéologique dans nos sociétés et s'attaque à ce qui fonde les liens sociaux et les solidarités naturelles : l'institution du mariage, la filiation et la famille (Montfort, 2011). Nous en distinguons trois qui, selon les pays ou les cultures, ont connu un développement et des formes particulières. Elles ont été généralement caractérisées comme universalistes, différencialistes ou essentialistes, postmodernes. On s'en tiendra, par souci de clarté, à ces classifications nécessairement réductrices. Il ne peut s'agir que de repères autour desquels circulent la pensée et les débats. L'évolution du féminisme en rend le contenu complexe et les limites poreuses, ainsi qu'en atteste le débat général sur le projet d'une représentation politique paritaire, dont les partisans et partisanes se revendiquent de l'une ou de l'autre théorie des rapports de sexes. Il n'en reste pas moins que les théories féministes ont été élaborées dans le cadre de la pensée et à partir de la situation occidentale, même si dans un deuxième temps elles étendent leur curiosité aux autres cultures. Cette persistance de l'occidentalisation dans la contestation de la phallocalisation leur a été souvent reprochée par les mouvements des femmes du Sud, notamment par le Black-féminisme. Grosso modo, les mouvements des femmes ont subi une longue évolution au sein de laquelle on peut marquer quelques étapes significatives. Pour approfondissement, voir Montfort (2011) et Ide (2012).

³⁵ À l'origine, l'engagement des femmes se manifeste à travers trois vagues du féminisme. La première vague apparaît dès la fin du XIX^e siècle. Les femmes se battent pour leur émancipation politique et juridique en termes d'accès aux études, du droit de vote, de la réforme du code civil ; la deuxième vague revendicative des années 1970 se concentre sur l'autonomie, l'affirmation d'une pensée féministe et la conquête des droits sexuels (mai 68 en France, par exemple) ; la troisième vague de ces deux décennies peut être caractérisée par la reconnaissance des droits humains et par de nouvelles mobilisations.

de la deuxième guerre mondiale. L'on est parti de l'approche « *Intégration de la femme au développement* » (IFD) dès la fin des années 1960 à l'approche « *Femme et Développement* » (FED) à la fin des années 1970, avant d'en arriver à l'approche « *Genre et Développement* » vers les années 1980. Les réflexions menées et les stratégies établies dans le cadre des trois approches entretiennent entre elles des rapports de substitution, de complémentarité ou de confrontation.

2.2. Intégration des femmes au développement (IFD) ou l'ère Boserup

Dès son origine, l'approche « Intégration des femmes au développement », s'intéresse à la question des femmes à travers laquelle les trois pôles « intégration », « femmes » et « développement » se trouvent énoncés comme problématiques. Ce courant de pensée, initié par l'économiste danoise Esther Boserup (1970)³⁶ est largement appréhendé à partir d'un sujet théorisé « femme du Sud », conçu comme projet de développement (Degravre, 2011).

La pertinence et l'ampleur des fondements de l'IFD restent encore utilisées aujourd'hui dans les théories de développement concernant les débats sur les conditions de développement économique dans les sociétés du Sud, et les discussions sur le développement durable. Il importe à ce stade-ci de recadrer ces fondements dont certains aspects marquent encore aujourd'hui la réflexion sur les femmes dans les Etats du Sud. Au lendemain des décolonisations des États du Sud, la question de la place de la femme dans le processus de développement se posa avec acuité. L'intérêt porté à la place des femmes et aux conséquences sur elles des politiques de développement sera critiqué par des recherches féministes. Les approches du développement qui prévalaient jusqu'alors considéraient les femmes uniquement dans leur rôle reproductif et domestique.

Pensées comme groupe vulnérable et passif, les femmes devaient recevoir l'assistance de leur communauté d'appartenance ou d'organismes de sécurisation sociale dans une vision de « bien-être social » (Locoh, 2007). Il fallait assister les femmes à être et demeurer de bonnes

³⁶ Ester Boserup l'inventa dans une étude sur les pressions démographiques et l'innovation en milieu agricole. Elle sonna l'alarme en 1970 (1983 pour la version française) affirmant que, faute de les intégrer pleinement au processus de développement, le progrès économique se ferait au prix de la marginalisation des femmes. Le résultat de cette réflexion fut une approche de développement IFD qui insérait les femmes dans les procédés macro-économiques en cours, valorisant le développement comme un processus de modernisation du modèle capitaliste désirable et inéluctable. Cette approche est à comparer avec les approches FED et GED (Deblé I, 1983 : 698-699).

épouses, mères et gestionnaires précautionneuses de la sphère privée reproductive. Par ailleurs, durant les périodes pré- et postcoloniale, les écrits étaient silencieux et les vues remarquablement réductrices sur le rôle et la condition de la femme, sauf pour en donner des représentations stéréotypées allant de la femme soumise destinée à l'espace domestique à la femme libre représentée comme une « souillée », dessinant en creux une conception essentialiste de la relation des sexes.

A contre-courant, Esther Boserup (1919-1999)³⁷ va mettre l'accent sur le rôle productif des femmes, notamment en Afrique subsaharienne dans le secteur agricole. Elle s'intéresse plus précisément à l'impact du processus de modernisation agricole sur la population féminine des sociétés du Sud. L'une de ses préoccupations est d'examiner le recul de l'émancipation des femmes sous la colonisation et dans les processus de développement contemporains. Ce faisant, elle réfute la perspective développementaliste basée sur la vision patriarcale du rôle subalterne de la femme dans la société. Chez Boserup, la tradition et l'immobilisme (habituellement situés du côté des femmes dans les théories sur la modernisation) sont placés du côté des hommes : ce sont eux qui tiennent l'émancipation des femmes captive. Le refus d'employer ou le fait de sous-évaluer le travail productif des femmes est dû à la culture et au comportement traditionnel des hommes. Elle déplace ainsi intelligemment les termes du problème posé et du débat induit par le rapport tradition/modernité dans le champ du développement.

Ces travaux vont surtout faire ressortir les causes et les mécanismes d'occultation, d'assignation, d'exploitation et la force de travail des femmes dans le développement des États du Sud. Cet apport de Boserup sur le rôle productif et sa relecture de la place de la femme par rapport au développement s'accompagne d'une nouvelle insatisfaction : celui de la position des femmes au regard du droit et de la répartition de la charge de travail entre les hommes et les femmes. Selon Boserup, les femmes sont égales aux hommes ; donc il n'y a pas de différence de sexe à tenir car le développement n'est pas plus de la responsabilité des hommes que des femmes. Elle accorde ainsi une grande importance au changement de mentalité dans le processus d'émancipation, donc d'autonomisation des femmes. Elle

³⁷ Précisons avec Florence Degavre que l'objet d'étude de Boserup est la question des femmes dans les pays en développement et non les femmes ou la femme dans la société (pré) coloniale.

reconnaît la complexité de cette relation mais ne plaide pas pour une rupture. Elle envisage au contraire une transition progressive, une forme de rattrapage.

Théorisée à partir d'une représentation des femmes décrites comme insuffisamment insérées dans le processus de modernisation, l'approche IFD paraît comme la reconstruction d'une vision du développement s'effectuant autour des femmes en y intégrant les promesses de l'émancipation inspirées de l'expérience de l'industrialisation au Nord (Degavre, 2011). Dans sa formulation, le développement doit inclure une répartition égalitaire des ressources, de l'emploi, des revenus, sans quoi il ne pourra aboutir : « *To integrate women in the development process is of vital importance for the chance of economic success* » (Boserup, citée par Degavre, 2011). En cela, l'IFD reste très proche de la théorie de la modernisation qui voit dans les valeurs défendues par les pays du Sud une des causes du « sous-développement » (Peemans, cité par Degavre, 2011).

Il en découle que le cadre analytique IFD, non seulement ne remettait pas en question les rôles sociaux de sexes, mais ne prenait pas en compte les intérêts stratégiques des femmes (statut, position) dans la société. L'accent était mis sur l'intégration des femmes dans les structures de développement existantes et non sur la satisfaction de leurs besoins pratiques (nourriture, santé, logement, allègement des besognes, etc.) et sur la satisfaction des intérêts stratégiques. Corollairement, les politiques publiques basées sur l'objectif IFD de l'amélioration des conditions de vie des femmes, tout en prônant leur adaptation au contexte, ne produisirent guère les résultats escomptés, les femmes devant s'intégrer aux territoires de vie dominés par les hommes qui les maintenaient dans la subordination masculine et dans l'infériorisation sociale telles que prescrites et imposées par la norme patriarcale.

Massan d'Almeida conclut que l'approche « *Intégration de la Femme au Développement* » ciblait la femme parce que l'on estimait que, jusqu'alors, elle était exclue de la sphère du développement. Il avait pour but de parvenir à un développement plus efficace et plus performant en prônant des projets féminins, des composantes femmes dans les projets, des projets intégrés et des activités génératrices de revenus. Malheureusement, ce concept n'a pas comblé les attentes car il ne s'attaquait pas aux causes fondamentales qui empêchent les femmes de participer au développement de leurs sociétés. C'est la raison pour laquelle d'autres progrès ont été réalisés et que la formule « *Femme et développement* » fut élaborée ». Autrement dit, FED est venue « renforcer » IFD qui a montré ses limites.

2.3. Femmes et Développement (FED)

Comme susmentionné, Boserup soulignait la spécialisation « sexuée » des activités agricoles dans lesquelles les hommes investissaient les cultures de rentes, tandis que le secteur vivrier d'autosubsistance était prédestiné aux femmes (Locoh, 2007). Il en résulte logiquement que les trois pôles, hommes, femmes et développement, se trouvent formulés comme problématiques au sein du paradigme de modernisation dont les effets bénéfiques ne parviennent pas jusqu'aux femmes. Cet apport innovant de Boserup, renforcé par d'autres auteur-e-s et chercheur-e-s telles que Barbara Roger (1980) va marquer considérablement les théories du développement et permettre l'émergence de l'approche « Femme et Développement » de 1975 à 1985.

On rassemble sous le décorum FED un grand nombre de travaux visant à mieux connaître la situation (d'infériorisation, de subordination) des femmes, ainsi que leur place et leur participation dans les plans ou activités de développement. Le produit de ces travaux a globalement débouché sur la relation entre les hommes et les femmes et le processus de développement plutôt que seulement sur les stratégies d'intégration des femmes au développement.

Issue du courant féministe libéral de modernisation (ou industrialisation), FED a mis suffisamment d'emphasis sur la capacité individuelle des femmes à s'outiller et à s'intégrer aux structures déjà existantes du développement afin de garantir leur participation accrue. Ainsi, la mise en valeur de la contribution des femmes est perçue comme un élément de la modernisation économique et sociale. L'accent est mis sur les rendements élevés, en termes de bien-être et de capital humain, de l'investissement dans l'éducation, la technologie, la formation, compte tenu notamment du retard accumulé dans ces domaines.

Ainsi, tout en affirmant le caractère problématique de l'IFD, le cadre d'analyse de FED cherchait distinctement à parvenir à un développement efficace et juste, en recommandant des projets intégrés féminins et des activités génératrices de revenus pour les femmes (Moser, 1993). Si en effet, l'IFD est bien le reflet de la préoccupation de l'infériorisation des femmes dans le processus de développement économique des années 1970, elle ne saurait se confondre avec le FED qui se fonde sur le postulat que les femmes ont toujours fait partie des processus de développement. L'idée étant que le progrès économique et le changement social améliorent nécessairement la situation des femmes. Replacés dans le contexte des années

1980, marqué par un processus actif d'affranchissement de la main-d'œuvre des femmes dans la sphère productive industrielle notamment, les travaux FED reposaient sur l'hypothèse implicite de l'émancipation de la femme par le travail salarié (Pearson, citée par Degrave, 2011).

Certaines recherches vont toutefois nuancer cet apport en pointant les caractéristiques et les effets contrastés du travail salarié sur les femmes. Les thèmes « travail mal payé, production de petite taille, économie de subsistance, domestique, de sous-traitance à domicile, etc. » reflètent abondamment les contours des débats qui ont lieu au même moment. La confrontation du FED avec les théories économiques néoclassiques ou marxistes sur le développement a produit une réflexion sur l'impact, pour les femmes, des politiques de modernisation (telles que les PAS). Le produit de cette réflexion a globalement débouché sur la relation entre les hommes et les femmes et le processus de développement plutôt que seulement sur les stratégies d'intégration des femmes au développement. Il s'ensuit que la mise en valeur de la contribution des femmes est perçue comme un élément de la modernisation économique et sociale.

Cependant, la limite de FED porte sur le fait de considérer les femmes, non seulement comme victimes du système de la domination masculine ou des mécanismes de la hiérarchisation sexuelle au sein d'une société donnée, mais également comme des victimes des projets de développement³⁸. Les approches IFD et FED ont ignoré la dimension genre et le rôle des femmes dans leur contribution à la production des biens et services dans la société. (CCCI, Match, Aqoci, 1991). Les femmes étaient toujours confinées dans leur rôle traditionnel domestique. FED met l'accent notamment sur l'impact social alors que, en pratique, dans la conception et la mise en œuvre des projets, FED a tendance, comme l'IFD, à regrouper les femmes sans analyser suffisamment les différences sexuelles et les divisions de classe, de race ou d'ethnie qui toutes ont une influence importante sur le statut social des femmes (Massan Almeida). Cette limite majeure va donner naissance à une autre approche appelée « *Genre et Développement* » (GED).

³⁸ Précisons que globalement, si dans FED la question de la femme est posée à la pointe des projets de modernisation dans les pays en développement à travers le dynamisme féministe universalisant, elle l'est à partir des pratiques de subsistances et se poursuit comme des pistes pouvant conduire à un autre style de développement.

2.4. Genre et développement (GED)

L'approche GED, qui émerge au début des années 1990, résulte de nombreuses critiques formulées par les chercheurs du Sud et du Nord, insatisfaites des approches IFD et FED. Différentes tendances du GED partagent certains présupposés théoriques dont le plus saillant est le choix de parler du genre et non des femmes comme solution de rechange des insuffisances et des corrections constatées dans les approches IFD et FED. Autrement dit, l'approche GED s'intéresse, non pas à la femme en soi, mais à la construction sociale de sexes et à l'attribution des rôles et des responsabilités spécifiques que la société attend du sexe masculin ou féminin.

L'angle d'attaque du raisonnement du GED est le suivant : les femmes et les hommes produisent et perpétuent la société. Ils déterminent la division des tâches mais les bénéfices et les souffrances sont mal partagées. Ils ont des rapports différents les uns avec les autres au sein de la société, malgré une certaine interdépendance, et évoluent dans des secteurs différents du développement. A cause de leurs rôles sociaux, les hommes peuvent selon leur bon plaisir restreindre ou élargir les choix des femmes. Il n'est donc pas surprenant de constater que le développement se répercute de façon différente sur les hommes et sur les femmes car chaque catégorie sexuelle exerce une influence différente sur les projets, les pratiques et les ressources. Or, si l'on veut faire avancer les intérêts de la société, homme et femme doivent participer à l'identification des problèmes et des solutions. L'approche s'appuie alors sur l'ensemble de l'organisation sociale, de la vie économique et politique afin de comprendre la formation des aspects particuliers de la société.

Ce mode de raisonnement a inévitablement impliqué une réorientation du regard vers la construction sociale des sexes au profit d'une plus grande compréhensibilité des rapports entre les hommes et les femmes, et donc les mécanismes qui font et défont la domination ou, inversement, de la façon dont ces rapports façonnent les institutions comme l'Etat, le mariage, la culture, l'économie, le commerce (Degavre, 2011).

Si l'approche FED a par exemple aidé à penser la place des femmes, elle n'a pas réinterrogé fondamentalement les bases du processus dans lequel les incorporer ni, surtout, réfléchi à l'importance des rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans les structures de production et d'échanges. L'approche GED va donc combler cette lacune en cherchant non

seulement à travailler à la reconnaissance de la production des femmes à la société à tous les niveaux mais également à renouveler la pensée socio-économique sur le développement.

Dans l'analyse du discours autour du concept genre et développement, des chercheur-e-s du Sud, notamment de l'Afrique subsaharienne, constatent paradoxalement un recul de l'analyse en termes de genre dans certains projets de développement. Le retour au genre permet d'introduire dans le langage sur le développement l'idée de subordination des femmes, sans l'associer toutefois à un problème de dépossession active par le groupe masculin. Parallèlement, elles vont rejeter l'équation « développement = croissance économique » et critiquer plusieurs projets de développement, tels les PAS, comme reproduisant les stéréotypes féminins ou étant peu émancipateurs. Cette relecture du Sud comble ainsi l'écart laissé par les théoriciens de la modernisation en liant les rapports de production aux rapports de reproduction tenant compte de tous les aspects de la vie des femmes (Dagenais et Piché, 1994-a).

Au CED³⁹ de l'Université catholique de Louvain (UCL), l'axe de recherche Genre et développement tend à rendre visible le rôle des femmes en tant qu'actrices dans les changements sociaux. Dans ce sillage, en qualité de chercheure du CED investie dans la réflexion sur le genre et développement, nous analysons le changement des rapports hommes et femmes dans l'espace et le temps camerounais face à la division sociale du travail ainsi que des « différences de genre au niveau des droits sociaux, économiques et juridiques ». Le Cameroun d'aujourd'hui, en conséquence de son déficit de développement réel et de sa position d'acteur périphérique de la scène internationale, voit surgir de nouvelles réflexions telles que celles liées à l'autonomisation des acteurs féminins populaires.

³⁹ Le CED, Centre d'Etudes du Développement, a été fondé en 1961. Il est un témoin privilégié des évolutions produites dans les pays du Sud en général et africains en particulier. Ses recherches ont notamment conduit à l'exploration du rôle et des pratiques des acteurs populaires (ou « acteurs du bas » selon Braudel) dans la construction du développement des campagnes et des villes en les confrontant à la vision et aux projets des « acteurs dominants » de la globalisation. L'axe de recherche « genre et développement » propre au CED contribue ainsi à l'enrichissement de la réflexion et des études du développement des pays du Sud.

In fine, la différence entre l'approche IFD et l'approche GED par rapport à la problématique FED et GED peut se résumer tel que se présente le tableau⁴⁰ ci-après :

Critères de distinction de IFD et GED	Intégration des femmes au développement (IFD)	Genre et développement (GED)
L'approche IFD et GED	Les femmes sont un problème	Approche de développement
Centre d'intérêt	Les femmes	Les rapports hommes-femmes
Problème	L'exclusion des femmes (qui représentent la moitié des ressources potentielles de production) du processus de développement.	Les relations de pouvoirs inégales empêchent un développement équitable et la pleine participation des femmes.
Cause du problème	- Patriarcat-Exploitation-Subordination et oppression des femmes par les hommes. - Forte dépendance à l'autorité patriarcale avec une idéologie de modernisation ancrée dans la colonisation et la domination.	Subordination des femmes par les hommes et par l'oppression coloniale et néocoloniale.
But-objectif	Un développement plus efficient et efficace.	Un développement équitable et durable où les hommes et les femmes prennent des décisions.
Solutions	- Intégrer les femmes au processus de développement existant. - Assurer que les femmes pauvres augmentent leur productivité.	- Accroître le pouvoir des femmes et des plus démunis. - Transformer les relations inégalitaires. - Reconnaître le triple rôle

⁴⁰ Cette présentation simplifiée de l'évolution historique dans les approches du développement en lien avec les femmes tire sa source de : Bisilliat (1992) et (CCCI) et (AQOCI), *Un autre genre de développement*, un guide pratique sur les rapports femmes-hommes dans le développement, août 1991.

	- Reconnaissance du rôle productif des femmes. - Pas basée sur la participation active des femmes au développement.	des femmes dans la (re)production et le social et le besoin de les inclure. - Habilitier les femmes en les aidant à devenir autonomes – construire de nouvelles structures politiques, économiques et sociales alternatives d'équilibre homme-femme (approche de bas en haut). - Défier les structures abusives.
Stratégies (type de ~) d'autonomisation	Projets pour femmes – Volets femmes. Projets intégrés. Accroître la productivité des femmes. Accroître le revenu des femmes d'effectuer les tâches traditionnellement liées à leur rôle. Politique de stabilisation et d'ajustements économiques basée sur la participation dynamique des femmes.	- Identifier/considérer les besoins pratiques déterminés par les femmes et les hommes en vue d'améliorer leur condition. Traiter en même temps les intérêts stratégiques des femmes. Faire face aux intérêts stratégiques des pauvres par un développement axé sur les gens. - Transformation-libération lente et croissante non par le gouvernement ou les agences. - Organisation volontaire possédant peu de ressources.
Types de changements	Changement fonctionnel non provocateur (femmes = ressources).	Changement structurel provocateur (femmes = actrices).

3. Une discussion approfondie de la problématique femme – déficit de développement et développement réel

Les précédentes analyses, malgré leur pertinence, présentent encore quelques limites par rapport au contexte de notre étude. Premièrement, le développement est analysé dans son approche dominante sans mettre en évidence des situations de déficit de développement réel.

Deuxièmement, les implications, non seulement du déficit de développement réel sur la place et le rôle des femmes dans le processus de développement, mais aussi le lien entre déficit de développement, développement réel et approche dominante de développement ne sont pas explicités. Par conséquent, notre dessein est de mettre en exergue les apports du développement réel et du déficit de développement réel comme concepts.

3.1. Développement réel et déficit de développement réel.

Une information de terrain et un développement théorique permettent de jeter les bases de ce que nous entendons par développement réel.

En ce qui concerne le terrain qui sert de base à cette intuition théorique, nous avons été touchée par le fait que les BSD confirment que le taux de croissance moyen de 5 % réalisé par le Cameroun depuis l'an 2000 n'a aucun effet réel ni sur leur activité d'achat et de revente de produits vivriers, ni sur leurs conditions de vie. Cette déclaration paradoxale dans un pays en pleine croissance économique met en évidence un possible écart entre les indicateurs de l'approche dominante de développement (ici le taux de croissance économique) et l'amélioration effective des conditions de vie des populations (ici les BSD). D'où la faible pertinence en Afrique en général et au Cameroun en particulier des indicateurs métriques en matière de développement car la majeure partie des activités créatrices d'emplois et génératrices de revenus échappent aux statistiques officielles et au système national de comptabilité.

Par conséquent, l'approche dominante du développement est marquée par un déficit de développement réel, c'est-à-dire par le manque d'emprise et de pertinence des indicateurs métriques sur les conditions réelles d'existence et les pratiques populaires qui assurent la reproduction sociale au quotidien (introduction générale). Autrement dit, le déficit de développement réel met en évidence le fait que très souvent dans le modèle dominant de

développement, la dimension nominale, discursive, politique et paradigmatique du processus de développement l'emporte sur sa dimension réelle, à savoir celle qui prend en compte l'évolution effective des conditions de vie des populations. Il met en scène l'absence ou la faiblesse du développement réel, c'est-à-dire des pratiques, des institutions et des structures qui améliorent effectivement la vie des acteurs.

On peut donc dire que le prototype du déficit de développement réel en Afrique en général et au Cameroun en particulier est « l'éléphant blanc » sur le plan des investissements, le programme d'ajustement structurel sur le plan paradigmatique et politique, le taux de croissance sur le plan des indicateurs et la révolution verte sur l'amélioration des conditions de vie des paysanneries (Amougou, 2016).

Pour ce qui est de la dimension théorique que renforce la précédente observation de terrain, les travaux de Jean-Philippe Peemans et de Fernand Braudel sont d'un grand apport. Le développement réel, dans sa dimension contemporaine et territoriale (ici les marchés populaires de Yaoundé et de Douala), peut être vu comme le processus historique où s'affrontent depuis des siècles des acteurs dominants pour qui les territoires sont des gisements de ressources matérielles et humaines à incorporer dans la sphère de l'accumulation du capital, et les acteurs plus ou moins dominés ou autonomes pour qui les territoires sont avant tout des lieux de vie où se jouent les conditions de la reproduction de la vie sociale et de son environnement naturel et matériel (Braudel, 1985, Peemans, 2002). Le déficit de développement réel a donc à ce niveau deux dimensions :

- Une dimension métrique qui met en exergue l'absence de pertinence des indicateurs nominaux, des paradigmes et des politiques sous-jacentes sur le bien-être effectif des actrices (BSD) ;
- Une dimension territoriale qui met en lumière l'instrumentalisation capitaliste du territoire (ici les marchés populaires) au détriment du territoire comme site de visibilité des pratiques des BSD et de reproduction de leur autonomie sociale.

3.2. Pratiques des BSD, développement réel et déficit de développement réel

Dans le domaine des théories du développement, les perspectives ont évolué au cours des dernières années. On est passé d'une démarche intégratrice des femmes au développement,

(IFD), en considérant ces dernières comme un problème à résoudre, à une approche dite de « genre et développement » (GED). Pour cette dernière approche dans laquelle s'inscrit notre étude, le centre d'intérêt n'est pas la femme comme telle, mais le rapport entre femmes et hommes. La question n'est plus posée en termes d'exclusion des femmes, mais en fonction des rapports de pouvoir, de domination, inégaux entre femmes et hommes, qui tout comme ceux qui structurent de manière conflictuelle et dichotomiques les catégories sociales riches/dominants, pauvres/dominés, au sens des pouvoirs, empêchent un développement équitable et la pleine participation des femmes (Blanco, 1995, in *Alternative Sud*, 1998).

Le passage de l'approche IFD à une approche GED, malgré les tensions issues des idéologies sous-jacentes – la première provient du féminisme libéral et la deuxième du courant socialiste – n'exclut pas le fait que ces deux courants de pensée ont toujours en arrière-fond le modèle dominant de développement comme référentiel d'analyse du rôle des femmes et des rapports hommes-femmes dans le développement. Les pratiques réelles des femmes, celles des hommes, leurs rapports et les rapports de pouvoir et de domination qui en découlent sont donc tronquées parce qu'étudiés en se basant sur un paradigme de développement dominant. Donc le caractère machiste des modèles constitue un problème, autant que son hypothèse centrale selon laquelle toutes choses sont égales par ailleurs. Par conséquent, la dimension métrique du déficit de développement réel permet de sortir du développement purement idéaltypique afin de mettre en évidence les pratiques réelles des acteurs et des actrices, quand la dimension territoriale du déficit de développement réel permet à la fois une contextualisation qui échappe au « développement hors-sol » parce que dépourvue de contexte pouvant lui donner un sens.

Il en résulte la nécessité d'une troisième dimension du déficit de développement réel mettant le focus sur les rapports de pouvoir et de domination que véhicule le déficit de développement réel : c'est la dimension genrée du déficit de développement réel au sens où l'approche dominante du développement analyse les rapports de pouvoirs et de domination hommes-femmes sans instruments capables de permettre une saisie concrète de ceux-ci sur le terrain. Sortir des trois dimensions du déficit de développement réel revient à réduire au maximum les écarts avec leurs dimensions nominales et/ou normatives dominantes et leurs dimensions effectives (empiriques) dominées. Le faire exige la présence des acteurs et des actrices réels différents de *l'homo economicus*, homme conceptuel du paradigme dominant. Dans le cas du

Cameroun et de notre étude, cette actrice réelle centrale prend le visage des actrices populaires que sont les BSD.

4. Une discussion du lien entre déficit de développement réel, *empowerment* et autonomisation des BSD

Le succès de l'approche GED s'est traduit par celui de l'*empowerment* (autonomisation) féminin. Ce courant GED s'est nourri d'une approche du développement d'« acquisition de pouvoir » (*empowerment approach*) qui est venue renouveler la problématique des années 1970-1980. En quelques années, le concept d'*empowerment* est entré dans la littérature universitaire et a fait l'objet de nombreuses publications et analyses⁴¹ avec des connotations multiformes : de l'accès à la propriété foncière à la participation politique en passant par l'engagement au sein d'une collectivité et l'expansion du microcrédit, la préservation de l'environnement et l'amélioration des services publics. L'*empowerment* semble être un élément charnière autour duquel s'articule une approche multidimensionnelle du développement durable (Prévost, 2011), équitable, visant à long terme un partenariat égal entre les femmes et les hommes dans la définition et l'orientation de leur avenir collectif (Comité québécois Femmes et Développement, 2004).

Dans le champ du développement international, et dans les registres variés, le concept d'*empowerment* fait l'objet de débats et de controverses multiples, en particulier dans sa dimension idéologique et normative. Dans sa terminologie et son sens, le concept est inégalement saisi. Dans les discours officiels, la traduction la plus couramment utilisée est celle de la « *liberté, notion large qui est ensuite déclinée en plusieurs composantes : l'indépendance économique, l'égalité des droits, ou encore la capacité à agir* » (Guérin et Kumar, 2011).

Considérée dans sa dimension individuelle (avoir la capacité de choisir et d'agir) et collective (qui concerne la transformation sociale), l'autonomisation est liée à d'autres thématiques comme la spécificité de la féminisation du secteur informel et les débats autour du rôle, des

⁴¹ Kabeer, 2001 ; Charlier et Yopez, 2006 ; Bacqué et Biewener, 2013.

différentes pratiques et stratégies développées par les acteurs populaires, hommes et femmes, face à la marchandisation et la rareté des ressources économiques et sociales notamment. Ceci permet d'être à la fois acteur investi dans la réflexion sur leurs sérieux, enjeux et défis, et un observateur privilégié de la transformation ou non des relations de genre. Ce qui n'est pas sans conséquences sur l'évolution ou la transformation des identités masculines et socioculturelles.

La plume des chercheurs travaillant sur la participation y voit un modèle de démocratie participative. Dans la littérature émanant des mouvements sociaux, l'empowerment est abordé comme un projet et une démarche d'émancipation. Pour certains, il s'agit d'une recette pour recomposer les pratiques professionnelles en crise, perspective radicale pour penser le changement social ou l'émancipation, nouvelle expression de la *doxa* néolibérale, renvoyant toujours à la responsabilisation des individus (Bacqué et Biewener, 2013). Notre regard s'articule autour de trois questions fondamentales : quelles sont les limites de l'empowerment par rapport au déficit de développement réel qui caractérise notre terrain ? Quels sont les liens, non seulement entre les trois dimensions du déficit de développement réel, mais aussi entre elles et l'auto-autonomisation des BSD ?

4.1. Les limites de l'empowerment par rapport au déficit de développement réel

L'*empowerment* articule deux dimensions : celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Il peut désigner autant un état (être *empowered*) qu'un processus, cet état et ce processus étant un état à la fois individuel, collectif et social ou politique – même si, selon les usages de la notion, l'accent est mis sur l'une de ces dimensions ou au contraire sur leur articulation. Cela implique une démarche d'autoréalisation et d'émancipation des individus, de reconnaissance des groupes ou des communautés et de transformation sociale. Il n'existe pas en français de terme qui rende compte fidèlement de l'ensemble de ces dimensions. Cela explique la quasi-impossibilité de sa traduction, et sans doute pour partie, l'intérêt qu'éveille son sens. Cette difficulté a été abordée en Amérique latine, en langue espagnole, notamment dans les travaux d'Isabel Yepes et Sophie Charlier (2006-2007) : *empoderamiento*.

En France et dans les pays de la francophonie comme le Cameroun, plusieurs termes ont été inventés. Nous avons repéré : capacitation, empouvoirisation, affiliation, ou les formules « pouvoir d'agir » et parfois « puissance/force d'agir ». Des traductions se sont révélées peu

satisfaisantes : « attribution de pouvoir », « obtention de pouvoir », « renforcement du pouvoir d'action », « habilitation » (Hofmann, 2016-b : 141). Les concepts tels que capacitation, émancipation ou autonomisation, s'ils indiquent un processus, ne font cependant pas référence à la notion de pouvoir qui constitue la racine du mot. Les expressions « pouvoir d'agir » ou « pouvoir d'action » ne rendent quant à elles pas compte du processus pour arriver à ce résultat et ni de sa dimension collective. Ils laissent aussi de côté le fait que l'empowerment est un produit conceptuel du corpus théorique du modèle dominant de développement et qu'à ce titre, il véhicule à la fois les classifications hiérarchiques de celui-ci entre Nord et Sud, les hommes et les femmes, puis les territoires au Nord et au Sud.

Le développement comme critère de lecture et de formatage du monde en Nord-Sud et de structuration des rapports hommes-femmes, est un processus qui construit un rapport de pouvoir Nord-Sud et hommes-femmes où l'empowerment peut être lu comme un processus qui permet au Sud et aux femmes du Sud d'intégrer la sphère dominante du développement à la fois aux niveaux national et international. Par conséquent, le déficit de développement réel sur lequel nous insistons et ses implications sur l'autonomisation ne peuvent être mis en évidence puisque « avoir le pouvoir d'agir » et / ou la « puissance d'agir » exige en filigrane la sortie des pratiques populaires des BSD pour s'inscrire dans celles dominantes qui structurent les rapports Nord-Sud, puis des hommes-femmes dans un Cameroun partie intégrante du capitalisme mondialisé.

En outre, la « capacitation » ou « l'empouvoirement » semble être institutionnel et exogène avec l'idée de « donner le pouvoir à », étant donné que dans sa version dominante portée par la coopération au développement et ses institutions, l'empowerment n'est pas le produit des acteurs eux-mêmes. D'où son incapacité à traduire complètement ce qui apparaît dans notre terrain comme *auto-autonomisation* des BSD. Ces dernières sont à l'origine de leurs propres activités d'achat et de vente de produits vivriers dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala.

Par conséquent, l'aménagement desdits marchés populaires par l'Etat n'est que d'un apport instrumental négligeable dans le processus d'auto-autonomisation des BSD dont les pratiques sont les véritables forces motrices. Il s'ensuit que l'empowerment comme discours issu du corpus du modèle dominant de développement souffre aussi d'un *déficit d'empowerment réel*, c'est-à-dire celui construit réellement sur le terrain par les acteurs eux-mêmes, ici les BSD.

C'est donc dans un contexte de déficit de développement réel que la vacuité de l'empowerment à la fois théorique et surplombant du modèle dominant de développement peut être mise en évidence via l'étude et l'analyse des pratiques concrètes et situées de développement réel. Celui-ci évite ainsi de rabattre complètement la question genre et développement au Cameroun sur celle de la conquête du pouvoir par les BSD via la conquête de parts de marchés de plus en plus élevées sur les plans national et international, pour l'aborder en termes de dynamiques auto-organisationnelles des BSD sous contrainte des trois dimensions mises en évidence du déficit de développement réel : la dimension métrique, la dimension territoriale et la dimension genrée.

Alimenter les études du développement par une bibliothèque des émergences sociales idiosyncratiques (particulières) d'amélioration du bien-être en provenance du Sud (Boaventura, 2011) exige de démontrer que les pratiques des BSD ne sont pas qu'une reproduction incomplète ou imparfaite du capitalisme, mais sont autant de preuves que l'organisation de la vie sociale et son amélioration ont d'autres ressorts que la seule compétition au service de la performance économique à court terme. Si le développement au sens capitaliste montre surtout les carences des pays du Sud et de leurs acteurs, pallier le déficit de développement réel qu'il incarne appelle à un glissement du développement comme compétition économique vers le développement comme expérience réelle de vie. C'est celle des BSD qui est mise en évidence dans ce travail.

4.2. Quels sont les liens entre les trois dimensions du déficit de développement réel et l'auto-autonomisation des BSD ?

Les trois dimensions du déficit de développement réel soulignées ci-dessous sont interdépendantes.

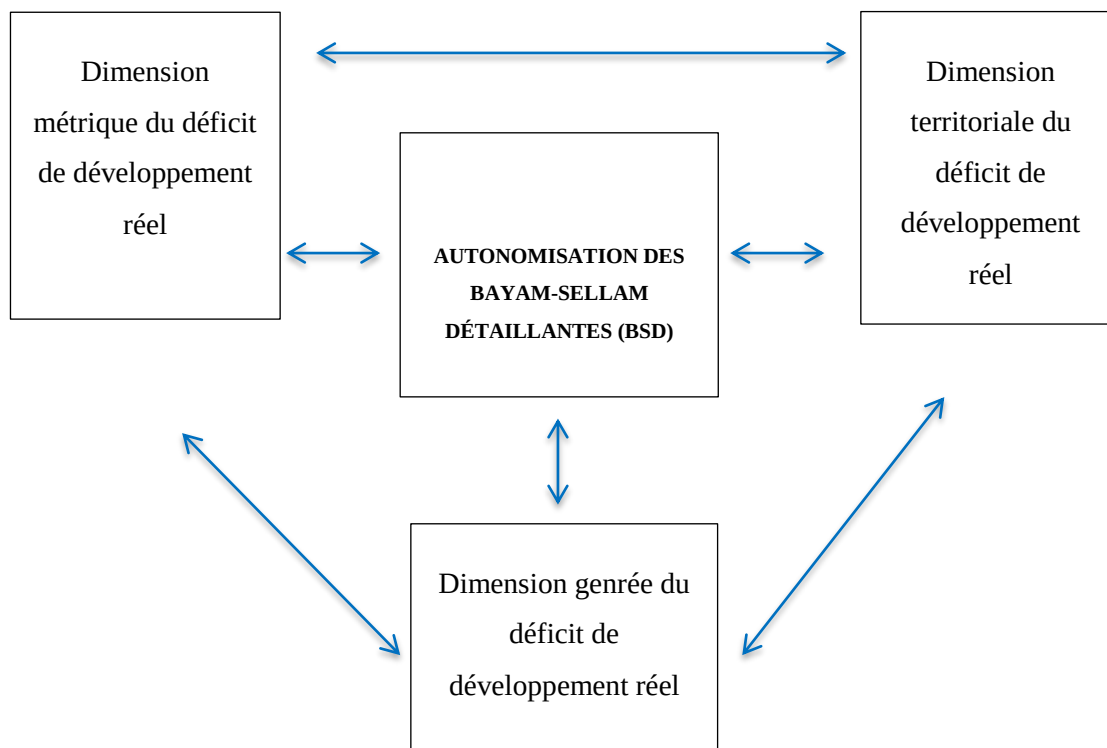
La dimension métrique du déficit de développement réel ne se base pas seulement sur des indicateurs métriques dont la dimension nominale et volatile l'emporte sur leur dimension réelle et stable (croissance réelle versus croissance nominale, PIB nominal par tête versus PIB réel par tête) au point de produire un discours sur le développement déconnecté de la réalité vécue, mais aussi sur le fait que le PIB est muet tant sur les rapports de pouvoir hommes-femmes dans le procès de production économique que sur le travail domestique des femmes ; d'où le lien entre la dimension métrique du déficit de développement réel et sa dimension genrée.

Il en est ainsi parce que la dimension métrique du déficit de développement réel est charpentée par des forces du marché postulées neutres dans un espace de transaction (le marché) sans pouvoir ou avec des pouvoirs également répartis entre les acteurs qui sont des atomes (Généreux, 2015). Il en résulte le lien entre la dimension métrique du déficit de développement réel, la dimension genrée du développement réel et la dimension territoriale du développement réel, étant donné qu'à la neutralité des indicateurs métriques type PIB s'ajoute la neutralité du territoire (marché comme sphère de transaction). Dans le cas des BSD, les marchés populaires de Yaoundé et de Douala ne sont pas des territoires neutres mais sont des lieux de vie, des espaces de conflits et de travail (Amougou, 2010) autant enchâssés dans des rapports de pouvoir hommes-femmes, société-économie, individu-groupe, que producteurs de ceux-ci. La monnaie, indicateur métrique qui y circule, est « une monnaie chaude » car imbibée de ces rapports de genre et de pouvoir dont les offres et les demandes sont la résultante.

Il semble de ce fait exister une corrélation positive tant entre les trois dimensions du déficit de développement réel qu'entre ces trois dimensions et l'auto-autonomisation des BSD (voir schéma ci-dessous). Autrement dit, la baisse de la dimension métrique du déficit de développement réel entraîne la baisse de la dimension territoriale du déficit de développement réel qui elle-même entraîne la baisse de la dimension genrée du déficit de développement réel et vice versa. Il en résulte un renforcement des capacités (liberté, aptitudes) d'auto-autonomisation des BSD et respectivement un affaiblissement de celles-ci dans le cas d'une hausse des trois dimensions du déficit de développement réel.

L'auto-autonomisation de la BSD est ainsi un processus dont le cœur nucléaire de la dynamique est, non seulement une hétéronomie de la BSD par rapport aux trois dimensions du déficit de développement réel, mais aussi par rapport à l'hétéronomie de chaque dimension par rapport à l'autre.

L'auto-autonomisation se construit dans un processus hétéronome au sens foucaldien de ce terme.



Source : Auteure

5. Une intégration des différents axes théoriques majeurs au sein de trois paradigmes explicatifs

Après avoir donné des éléments conceptuels sur la problématique genre et développement, le déficit de développement réel puis les liens entre celui-ci, l'empowerment des femmes camerounaises et l'autonomisation des BSD, l'objectif est maintenant de rendre encore plus claires leur compréhension, leurs limites et leurs interdépendances via l'éclairage de trois paradigmes explicatifs majeurs : le paradigme utilitariste (Bentham, Adam Smith) ; le paradigme acteurs, systèmes et structures (Braudel, Polanyi) ; le paradigme régulations et conventions économiques et sociales (Boyer, Orléan, Favreau, Aglietta, Reynaud). Comprendre à la fois les cadres théoriques implicites qui enrobent la problématique femmes et développement, les multiples fondements des pratiques des BSD, leurs territoires d'activité (les marchés populaires de Yaoundé et de Douala) et le processus d'auto-autonomisation qui en découle, exige l'éclairage analytique et explicatif de paradigmes majeurs.

5.1. Le paradigme utilitariste

L'approche IFD (Intégration des Femmes dans le Développement) a conquis ses lettres de noblesse dans la période 1975-1985, période pendant laquelle les études du développement sont dominées par une économie du développement dont le cœur argumentatif est composé de quatre éléments constitutifs du paradigme utilitariste (Hugon, 2016) : la synthèse classico-keynésienne et le mono-économisme (1945-1960), puis l'économie néoclassique (1975-1980). Par conséquent l'approche IFD qui s'intéresse à l'intégration des femmes dans le processus de développement analyse cette problématique en pensant celle-ci comme un facteur d'augmentation de la production, de productivité et d'efficacité du modèle utilitariste. D'où la promotion de la participation des femmes.

Ces dernières ne sont ni plus ni moins que des ressources, au mieux des facteurs de production à mobiliser pour optimiser le fonctionnement et les résultats du modèle utilitariste qui devient la clé de leur autonomisation une fois qu'elles sont intégrées dans sa logique. L'autonomisation des femmes est confondue ici avec le *Women's Economic Empowerment*. Certains y voient les effets d'une tendance plus générale à l'harmonisation de la grammaire politico-administrative et de l'expertise que les sociologues Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant ont analysée en 1998 comme « *une ruse de l'impérialisme, imposant une philosophie de l'individu et de l'organisation sociale* » à partir de la diffusion de « *termes isolés d'apparence technique* » (Bourdieu et Wacquant, 1998).

En ce qui concerne les pratiques des BSD, notamment les activités quotidiennes d'achat et de revente des produits vivriers, le paradigme utilitariste apporte un éclairage supplémentaire. Celui-ci tient au fait que les BSD s'adonnent à cette activité avec une motivation utilitariste étant donné qu'elles s'y attellent parce qu'elles veulent gagner de l'argent. L'activité d'achat et de vente de produits vivriers est en effet une activité génératrice de revenus. Les BSD veulent maximiser ceux-ci car ils leur permettent d'assurer la satisfaction d'un ensemble de besoins vitaux dans leur vie individuelle et familiale. Dès lors, il est exact de noter que chaque BSD est aussi une micro-entreprise qui cherche à maximiser son utilité en tant que telle. Par conséquent, le paradigme utilitariste éclaire à la fois :

- Un aspect de l'autonomisation des femmes confondue avec le *women's economic empowerment* suivant l'approche Intégration, Femmes et développement. On remarque par exemple dans les années 1980 au Cameroun une exaltation publique du travail productif des femmes via des représentations, des discours et des valeurs

calqués sur le modèle patriarcal, modèle unique incarné par la « suprématie de l'homme » ;

- Un aspect des motivations des BSD (Bentham, 1748-1832) qui consiste à gagner de l'argent via leur activité ;
- Un aspect de leurs activités car on y observe une division du travail (Adam Smith, 1776) entre grossistes, détaillantes, semi-grossistes, puis entre hommes et femmes ;
- Un aspect de leurs territoires d'activités, au sens de marchés, avec une confrontation entre l'offre et la demande de produits vivriers ainsi qu'une fixation des prix et des quantités.

5.2. Le paradigme acteurs, systèmes et structures

Ainsi que nous l'avons noté, le paradigme utilitariste explique et éclaire des aspects de notre problématique sans donner entièrement satisfaction car ses nombreuses limites empêchent une explication complète du phénomène que nous comptons étudier. Ces limites sont liées au fait que le paradigme utilitariste ne tient compte ni des systèmes et des structures où évoluent les acteurs, ni des acteurs eux-mêmes. Les marchés semblent exister dans un vide historique, social, structurel, où l'offre et la demande des produits vivriers effaceraient les actrices, ici les BSD. Or les relations de pouvoir qui construisent les rapports hommes-femmes, les pratiques réelles d'autonomisation, les actrices de développement que sont les BSD et la compréhension profonde des territoires particuliers que sont les marchés populaires de Yaoundé et de Douala, ne peuvent être uniquement générés par le jeu de l'offre et de la demande.

C'est le paradigme acteurs, système et structures qui permet d'élargir notre compréhension d'après les points suivants :

- Une complexification de l'autonomisation des femmes par un dépassement du *women's economic empowerment approach*. Cela se fait via la prise en compte de l'approche GED, où les structures et les systèmes qui distribuent des rôles aux femmes et aux hommes, répartissent inégalement le pouvoir entre eux et maintiennent ces places. Et ces répartitions du pouvoir ne sont pas considérées constantes. Le paradigme acteurs, systèmes et structures permet de les mettre en évidence contrairement au paradigme utilitariste qui les considère constantes.

L'approche GED qui se construit dans les années 1990 se comprend donc mieux au sein du paradigme acteurs, systèmes et structures qui démontre, non seulement qu'il faut agir sur les systèmes et les structures pour soutenir favorablement l'autonomisation des femmes mais aussi que, sans cela, les femmes peuvent être intégrées dans le processus de développement tel que le conçoit le modèle utilitariste sans sortir de la domination masculine.

On ainsi note ainsi au Cameroun une référence accrue au cadre méthodologique et analytique *development and gender studies* à travers lequel se construit un paradigme critique du rôle de la femme camerounaise dans le développement. À l'approche développementaliste classique, calquée sur la théorie patriarcale et incarnée par la « suprématie de l'homme » suivant laquelle la femme camerounaise est, au mieux, ressources du développement et, au pis, passive, se substitue l'approche genre et développement. De nombreux travaux (N'sangou Arouna, 1970 ; Mbono-Samba, 1987 ; Atol, 1997 ; Tchamanbé 1999 ; Tchawe, 2000 ; Tchouassi, 2002 ; Batana, 2007) mettent cela en évidence.

- Une mise en exergue des acteurs/actrices et de leurs rôles dans le développement. Le paradigme utilitariste ne le fait pas car les acteurs/actrices n'existent pas. Dans le paradigme acteurs, systèmes et structures, les acteurs, quoique subissant l'inertie des structures et des systèmes comme totalité sociale, sont visibles. Cela est fondamental dans le processus d'auto-autonomisation où ce que les BSD font elles-mêmes doit être mis en évidence concrètement.
- Une analyse des activités d'achat et de vente des BSD non seulement via l'offre et la demande, mais aussi via leur place d'acteurs/actrices dans la structuration du territoire urbain, du marché – tripartition verticale du marché (rez-de-chaussée, public market, private market) mise en évidence par Fernand Braudel (Fontaine, 2014) –, les rôles des acteurs/actrices et leurs interactions dans un écheveau où on saisit mieux le processus hétéronome d'auto autonomisation des BSD. Une mise en évidence du déficit de développement réel que ne peut aborder le modèle utilitariste parce qu'il insiste très souvent sur des paramètres métriques nominaux, les forces impersonnelles

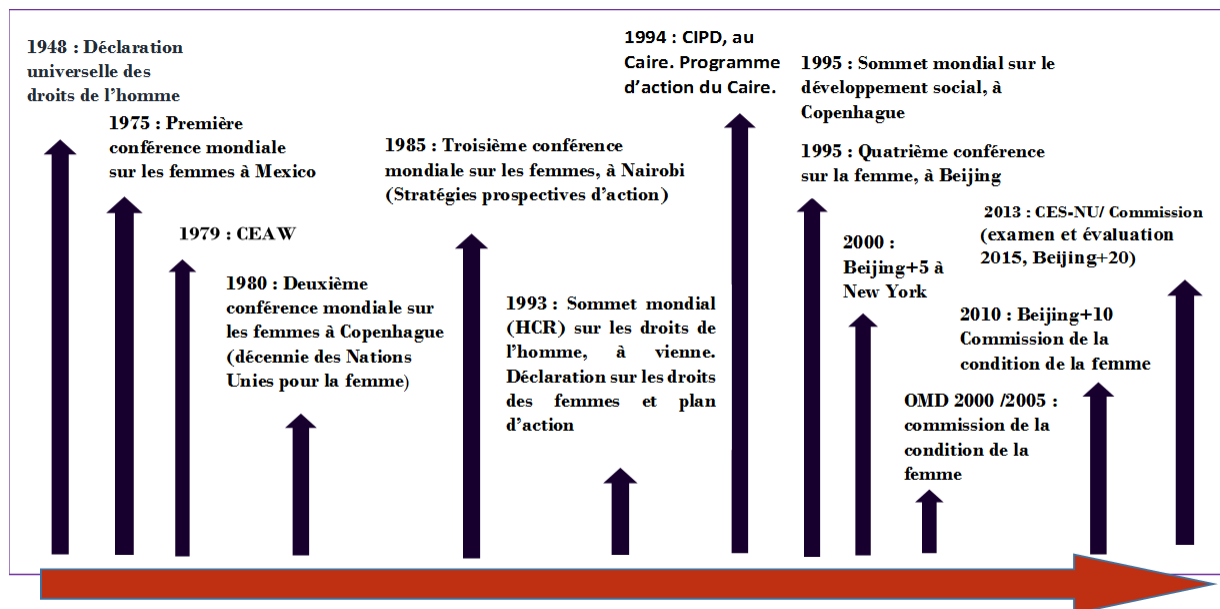
du marché, et ignore les acteurs, les structures et les systèmes desquels dépend l'auto-autonomisation des BSD. L'agenda international sur l'autonomisation des femmes ⁴² (voir graphique ci-dessous, AGIR, 2008) relayé par les politiques camerounaises dont l'apport est de mettre cette problématique sur l'espace public mondial et camerounais via des conférences et des décrets⁴³, présente les mêmes carences car il est englobant et n'insiste pas sur les spécificités des institutions, des histoires et des structures nationales.

⁴² Les Nations Unies ont organisé 4 Conférences mondiales sur les femmes : Mexique (1975), Copenhague (1980), Nairobi (1985), Beijing (1995). Le tournant important dans le programme mondial pour l'égalité des sexes fut la Déclaration et le programme d'action de Beijing, adopté à l'unanimité par 189 États. Considéré comme le principal texte de politique mondiale en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes (OMD3), ce texte tarde à se traduire efficacement sur le terrain des acteurs empiriques du bas. Pour aller plus loin : <http://www.un.org/french/womenwatch/followup/beijing5/session/fond.html>

<http://www.unwomen.org/fr/how-we-work/intergovernmental-support/world-conferences-on-women>

<http://www.sidwaya.bf/m-6787-droit-des-femmes-en-afrique-pourquoi-le-protocole-de-maputo-tarde-t-il-a-se-traduire-en-realite-sur-le-terrain-.html>

⁴³ Quant au Cameroun, dès son accession à l'indépendance en 1960, le pays a inscrit la promotion de la femme dans ses orientations de politique de développement économique, social et culturel. La femme camerounaise n'a pas connu les discriminations dans le droit de vote et le salaire. Avant 1975, les actions menées pour la promotion de la femme visaient à développer et à renforcer les capacités ménagères des femmes tout en les initiant aux principes de protection maternelle et infantile. Cette période se caractérise aussi par le développement des professions féminines : art ménager, économie sociale et familiale, assistance sociale, soins infirmiers, aides maternelles. La création des Centres Sociaux-Ménagers, devenus Maisons de la Femme par la suite, connues aujourd'hui sous l'appellation de « Centre de Promotion de la Femme et de la Famille », répondait à cette orientation. Depuis sa création, les principales réalisations du MINPROFF⁴³ sont : - L'élaboration et l'adoption d'un cadre de référence de promotion de la femme : Déclaration de Politique Nationale et Plan d'Action Multisectoriel « Femme et Développement ». - La construction et l'équipement d'une trentaine de Centres de Promotion de la Femme et d'un Centre de Technologies Appropriées, structures publiques d'éducation non formelle et de formation de la femme et de la fille. - La mobilisation des ressources internes et externes pour la mise en œuvre des projets, programmes et actions d'encadrement des promotrices des activités génératrices de revenus avec une priorité sur les femmes rurales. - La promotion des droits de la femme. La production des statistiques sur la situation de la femme. La réalisation de plusieurs études sur la femme. Sur le plan institutionnel, la préoccupation d'encadrement de la femme s'est traduite par des décisions politiques notamment : - Le Décret N° 75/725 du 10 novembre 1975 portant organisation du Ministère des Affaires sociales avec la création du tout premier service de la promotion de la femme ; - Le Décret N° 84/95 du 26 mars 1984 portant création du Ministère de la Condition féminine marque la manifestation de la volonté politique de promouvoir la femme. À ce titre, ce Département ministériel est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de promotion de la femme et de la famille.- En 1997, le Cameroun s'est doté de l'outil essentiel de politique Femme et Développement sous la forme d'une Déclaration de Politique. Ce document définit les grandes orientations de l'action gouvernementale en matière de promotion féminine et en détermine les priorités et les stratégies à mettre en œuvre. La Déclaration de Politique Femme et Développement a été adoptée par le Gouvernement en juillet 1999.



Source : AGIR 2008, adaptation de l'auteure, 2016

5.3. Le paradigme réglementations et conventions

Le paradigme acteurs, systèmes et structures, même s'il montre les insuffisances du paradigme utilitariste et les compense en introduisant les acteurs, les systèmes et les structures dans l'analyse, reste malgré tout insuffisant par rapport au paradigme réglementations et conventions.

En effet, le paradigme acteurs, systèmes et structures réinvestit la rationalité substantielle en faisant apparaître les acteurs/actrices absents dans le modèle utilitariste où seule la rationalité formelle est considérée. Mais les systèmes et les structures restent des totalités sociales (Gurvitch, 1948) qui prédéterminent une part importante de ce qui arrive aux acteurs/actrices. Ces derniers existent donc mais n'ont pas de prise et d'emprise sur les systèmes et les structures qui finalement disposent d'une autonomie propre. Cela est compensé par le paradigme réglementation et convention économique (Boyer, 2015) et réglementation sociale (Reynaud, 2003).

Les marchés populaires de Yaoundé et de Douala ne sont pas des marchés auto-régulateurs, mais des marchés socialement encadrés (Polanyi, 1945). Ce sont donc des constructions institutionnelles et sociales au sens de « codifications d'un ensemble de rapports sociaux fondamentaux » (Boyer, 2015) dont le fonctionnement dépend en grande partie de conventions, c'est-à-dire « de régularités comportementales socialement sanctionnées » (Favreau ; Picard, 1996). Il en résulte que les marchés populaires de Yaoundé et de Douala ne

sont pas seulement régulés par une offre et une demande de produits vivriers, mais aussi par des normes créées tant par les acteurs/actrices du marché eux-mêmes (régulation autonome), que par l'État et le système financier formel (régulation de contrôle). De là le fait que les motivations utilitaristes sont en interaction avec les acteurs, les systèmes et les structures puis les conventions, la régulation économique et la régulation sociale (Reynaud, 2003).

Cela met à jour automatiquement une dimension de l'auto-autonomisation des acteurs/actrices qu'est la possibilité pour les acteurs/actrices de créer eux/elles-mêmes des normes au lieu de toujours recevoir celles-ci en surplomb. Cette possibilité de régulation autonome, même atténuée par la régulation conjointe issue de son interaction avec la régulation de contrôle, réduit aussi le déficit de développement réel du modèle utilitariste. Encore plus que le paradigme acteurs, systèmes et structures, le paradigme régulations et conventions laissent beaucoup de place aux acteurs/actrices, à leurs capacités d'action, bref à leur *agency*⁴⁴.

En outre, les interactions entre l'utilitarisme, les systèmes et les structures, les acteurs pour les conventions et les régulations exigent que notre approche de l'économie se situe aux confluents des interactions entre l'approche formelle (rationalité formelle) prédominante dans le modèle utilitariste et l'approche substantielle (rationalité substantielle) prédominante dans les modèles acteurs systèmes et structures, puis régulation et conventions. Par conséquent, ce qu'on appelle économie informelle en Afrique en général et au Cameroun en particulier est appréhendée dans notre travail comme une économie substantielle en interaction avec l'économie formelle via des espaces (villes de Yaoundé et de Douala, marchés populaires), la monnaie (le FCFA), les acteurs/actrices dont les BSD, et les institutions financières banques et tontines en interaction, via les activités des grossistes et des détaillantes.

6. Conclusion du chapitre I

Le chapitre I avait pour objectif de poser les balises d'un cadre théorique dont l'élaboration se poursuit dans le chapitre II. Son principal apport a été, non seulement de montrer que les pratiques des BSD se comprennent et s'analysent de façon moins médiocre grâce à plusieurs entrées paradigmatiques qui permettent d'en saisir la complexité, mais aussi d'explicitier lesdits paradigmes via leurs concepts, leur pouvoir explicatif singulier et conjoint. Chacun de

⁴⁴ Le terme d'*agency* décrit la capacité des agents sociaux à agir, à prendre des décisions de façon indépendante, à faire des choix. On peut le traduire par pouvoir d'action ou puissance d'agir. Nous l'employons en français.

ces paradigmes éclaire un aspect des pratiques des BSD et leur mise en résonnance donne un pouvoir explicatif supérieur à la somme de leurs explications singulières. Un récapitulatif des principaux résultats de ce chapitre est fait dans le tableau ci-dessous.

	Paramètres				
Principaux paradigmes ↓	Acteurs, marché	Pratiques, rationalité	Régulation, autonomisation des femmes	Déficit de développement réel	Rapports hommes-femmes
Paradigme utilitariste	Les acteurs/actrices sont invisibles. Seules l'offre et la demande sont des forces agissantes sur un territoire au sens de marché autorégulateur.	Les pratiques des acteurs/actrices sont invisibles. La rationalité est strictement formelle.	Autorégulation du marché. Les femmes comme ressources à optimiser via le Women's Economic Empowerment.	Mise en évidence de la dimension métrique du déficit de développement réel.	Pas pris en compte : les agents économiques sont des atomes identiques.
Paradigme acteurs, systèmes et structures	Par rapport au paradigme utilitariste, les acteurs/actrices sont plus visibles dans un marché résultat de celle-ci, des structures et des systèmes.	Les pratiques des acteurs/actrices sont visibles et comptent. La rationalité substantielle est mieux prise en compte que dans le paradigme utilitariste.	Les acteurs participent à la régulation autant que les systèmes et les structures. L'autonomisation des femmes dépend à la fois des acteurs et des réformes sur les structures, les systèmes.	La dimension territoriale du déficit de développement réel est saisie à travers la prise en compte des systèmes et structures comme éléments constitutifs du territoire.	Pris en compte à travers les structures, les systèmes et les interactions entre acteurs et actrices de développement.
Paradigme régulations et conventions	Les acteurs/actrices sont encore plus visibles et pris en compte que dans le paradigme acteurs, systèmes et structures. Le marché est une construction sociale, conventionnelle et institutionnelle.	Les pratiques des acteurs sont encore plus visibles et plus prises en compte que dans le paradigme acteurs, systèmes et structures. La prise en compte de la rationalité substantielle se renforce encore plus.	Régulation autonome : les acteurs/actrices sont créateurs/créatrices de normes : la dimension autonome de l'autonomisation des femmes est mise en évidence.	Dimension genrée du développement réel mise en évidence par la création sociale de régulations et de conventions sur les rapports hommes-femmes.	Pris en compte à travers l'ordre hommes-femmes qu'installent les régulations et les conventions.

Source : Auteure

CHAPITRE II

MÉTHODOLOGIE ET OUTILS D'ANALYSE

1. Introduction

La problématique et la visée heuristique de ce travail ont été déterminantes dans le choix de notre approche méthodologique. Elle est essentiellement qualitative⁴⁵. Nous cherchons à contribuer à la compréhension du procédé scientifique qui est mobilisé pour analyser les pratiques de développement des BSD dans un contexte urbain (Douala et Yaoundé) de déficit de développement réel.

Par ailleurs, dans la mesure où la dimension socio-économique est importante dans cette étude, le prouver nous impose de construire un procédé contextualisé spécifique. À ce titre, nous nous appuyons sur la méthode constructiviste. Le constructivisme⁴⁶ tel qu'il est consacré par Gaston Bachelard : « *Rien n'est donné, tout est construit* »⁴⁷, et présupposé par Antonio Machado : « *Marcheur il n'y a pas de chemin, le chemin se construit en marchant* »⁴⁸, et postulé par l'épistémologue Jean Piaget (1950) : « *L'intelligence ne débute ni par la connaissance de moi, ni par celle des choses comme telles, mais par celle de leur interaction (...). Elle organise le monde en s'organisant elle-même* ». Ceci situe d'emblée le plasma dans lequel se trouvera la réalité étudiée ainsi que son intelligibilité.

Le choix d'une démarche constructiviste s'inscrit dans un triple défi :

⁴⁵ Le choix d'une étude qualitative descriptive est adoptée quand il s'agit des questions posées de la forme : comment (étude descriptive) ou pourquoi (étude de cas à visée d'explication). Mais cette justification ne doit pas être rituelle, comme c'est trop souvent le cas. Tous ces éléments doivent se retrouver dans les analyses menées.

⁴⁶ Le constructivisme a connu un essor en réaction à l'association stimulus-réponse. Selon François Lasnier, l'approche constructiviste met l'accent sur l'activité du sujet pour appréhender les phénomènes. La compréhension s'élabore à partir des représentations que le sujet a déjà. Certains auteurs, dans cette perspective, parlent de restructuration des informations en regard des réseaux de concepts particuliers à chaque personne (Lasnier, 2000).

⁴⁷ Épistémologue de renom, Gaston Louis Pierre Bachelard est l'inventeur du concept de l'obstacle épistémologique dans la formation de l'esprit scientifique, désignant ce qui vient se placer entre le désir de connaître du scientifique et l'objet qu'il étudie. Voir Hyppolite J. (1964), « L'épistémologie de Gaston Bachelard », in *Revue d'histoire des sciences*, janvier.

⁴⁸ MACHADO A., (1903), *Soledades* : <http://www.poesie.net/macha4.htm>

- Primo, elle permet de déconstruire la vision économiciste et utilitariste dominante du développement, et de rompre avec l'analyse unilinéaire (monovariable) déterministe du développement telle que prônée par exemple par l'économiste Rostow (1952)⁴⁹.
- Corollairement et secundo, elle opine une analyse dynamique du développement réel dans laquelle les concepts correspondent à la réalité vécue au quotidien.
- De ce fait et tertio, elle nous donne les moyens d'une analyse originale de l'autonomisation des BSD, la plus proche possible du quotidien des femmes au travers de diverses interactions, interdépendances et interdéterminations.

L'intention dominante de la méthode constructiviste que nous désignons par *méthodologie constructiviste de genre et développement réel* est de soutenir notre raisonnement descriptif et explicatif de la sexo-spécificité de l'autonomisation des BSD. Elle puise tant dans l'héritage des études sur le genre et développement au sens strict, que dans les autres disciplines et des évolutions des influences et des rôles des systèmes anthropo-sociopolitique, historique et géographique intra-inter-national. Pour ce faire, l'outillage de collecte et de production de données est basé sur une approche combinée qui associe, d'une part, des techniques à la fois qualitatives (reposant notamment sur les discours, les enquêtes par questionnaires ou l'observation) et quantitatives (impliquant un recueil de valeurs ou un comptage), et un ancrage dans plusieurs disciplines, d'autre part.

2. L'outillage méthodologique et ses requêtes

2.1. Ancrage dans plusieurs disciplines

Bien qu'on soit face à une réalité qui présente une dimension économique importante, on ne peut se limiter à la seule approche économique pour l'expliquer et la comprendre.

⁴⁹ À partir des années 1958, W.W. Rostow définit les 5 étapes de la croissance économique de manière linéaire et chronologique que devraient parcourir tous les États pauvres pour rattraper le niveau de développement des États développés et modernisés. Ces étapes (chemin à suivre) sont : la société traditionnelle, les conditions préalables au démarrage, le démarrage ou *take off*, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse.

Implicitement, nous partons d'une hypothèse forte selon laquelle les pratiques de développement des BSD, loin de se soumettre à une matérialisation formelle de techniques et mécanismes universels (imposés ou importés) des cultures et normes des acteurs dominants intra-inter-national, renvoient indubitablement à tout un système de standards, de codes, de symboles, de normes et valeurs sociales dont les fondements résident autant dans l'histoire de la construction du développement du Cameroun que dans les rapports sociaux construits dans le temps et dans l'espace. Pour cette raison, l'exigence de la description des rapports sociaux de sexe et l'effort explicatif et compréhensif des pratiques des BSD nécessite le recours à une approche dynamique bénéficiant des apports de divers champs disciplinaires (géographie, histoire, économie, politique, anthropologie, sociologie, notamment). Nous voulons faire ressortir dans ce travail le caractère sexo-spécifique de l'autonomisation et de l'économie informelle (populaire) d'une catégorie d'acteurs de développement, comme processus dynamique et conflictuel au travers des interactions, des pratiques entre acteurs féminins et masculins institutionnels et/ou non institutionnels, dominants-dominés.

Dans un contexte de déficit de développement réel, la dimension économique informelle accordera une importance sexo-spécifique aux pratiques financières informelles telles que les tontines et à leur rôle dans une visée émancipatrice, au sens de l'autonomie socio-économique des BSD. D'où l'importance que nous accordons aux acteurs collectifs populaires, à leurs pratiques et aux conflits entre les acteurs féminins et masculins, et entre systèmes de dimensions intra-intercatégorielles au fil du temps historique du développement camerounais (structurel et conjoncturel).

Et comme notre approche de l'autonomisation des BSD de Yaoundé et de Douala n'est pas figée, il s'agit de voir comment les interactions, les interdépendances, les interdéterminations affectent ou non la capacité d'agir durable de l'autonomie socio-économique des BSD, leur émancipation subjective et intersubjective, intra-catégorielle et intercatégorielle. Les différentes dimensions ou variables structurantes (le social, le culturel, le politique, l'économique, l'environnemental, le démographique, l'anthropologique, l'historique particulièrement) seront saisis par leur influence, leur rôle et leurs interdépendances.

D'où l'exigence d'une boîte à outils ancrés dans plusieurs disciplines pour cette étude, à travers principalement quatre champs disciplinaires émanant des études de genre et développement.

La ***perspective économique*** est mobilisée sous ses versants fonctionnel et organisationnel. D'abord le versant fonctionnel fera référence aux modes de gestion des ressources et facteurs de production en vue de la productivité et de la rentabilité. Ensuite le versant structurel ou organisationnel qui consistera en une opérationnalisation des outils tels que les budgets, les tableaux statistiques, les organigrammes. Dans l'économie informelle, on dispose en général de peu ou pas d'informations suffisantes pour établir ce genre d'instrument. Dans une démarche de type descriptif, nous nous sommes intéressée dans une certaine mesure aux mécanismes commerciaux d'achat et de vente des denrées alimentaires qui renvoient à l'utilisation des outils opératoires issus des sciences économiques.

L'idée essentielle de l'approche dominante en matière de développement (conception néoclassique) réside dans le fait que l'efficacité de la répartition des ressources dépend de façon déterminante de la structure économique, des droits de propriété et des institutions. Dans les États du Sud en général et du Cameroun en particulier, où les structures de développement sont liées à l'extérieur, cette approche soutient que ces aspects sont importants dans l'analyse des problèmes de développement en termes de retard (Amougou, 2010). Les tenants de cette approche économique expliquent que les raisons des difficultés du déficit de développement sont liées à l'écart entre les gains collectifs et privés des actions économiques des acteurs. Les problèmes de développement sont importants. Les institutions et surtout la définition des droits de propriété qu'elles assurent jouent un rôle majeur dans la réduction du déficit. En d'autres termes, le développement des institutions est le facteur explicatif quasi complet du progrès ou de la décadence des gens.

À contre-courant, notre but est donc d'étayer scientifiquement une singularisation contextuelle, institutionnelle, historique, causale du dynamisme des BSD. Ceci nous permet de porter un regard neuf sur les effets, sur l'autonomie socio-économique des acteurs féminins populaires et sur le processus de développement camerounais. Le rapport entre genre et développement réel au Cameroun et les pratiques et stratégies d'acteurs se traduit dans ses formes économiques et ses orientations par la recherche de mobilisation des ressources informelles aussi bien que formelles permettant aux femmes de produire le bien-être en renforçant leur autonomie à court, moyen et long terme suivant les conjonctures.

Nous avons également eu recours à l'***approche géographique*** dans l'analyse des pratiques de développement des femmes, dans la mesure où les pratiques socio-économiques des femmes s'effectuent dans un espace où circulent les marchandises, les informations, les acteurs, et où

se construisent les interactions. Cette approche géographique contribue à relever l'importance de l'espace en tant que territoire de vie sociale et économique pour les femmes autour de la question du développement et de l'autonomisation. Cet espace peut constituer un enjeu de coalitions ou de conflits, de tensions, de négociations, de compromissions entre acteurs qui y évoluent. Pour d'autres, l'espace est vu et vécu comme un lieu territorialisé de reproduction socio-économique où ils développent des rapports commerciaux et des liens sociaux.

L'**approche historique** nous a amplement semblé utile pour mieux comprendre l'évolution des pratiques des acteurs, leur rôle et leur statut à travers le temps. Le but est de prouver que l'origine du rôle et de la place (statut) de la femme camerounaise ne peuvent se comprendre avec pertinence qu'en les mettant en relation avec ce qui fait évoluer la société et le développement du Cameroun (facteurs historiques, idéologiques, culturels, régimes politiques). Dès lors, éclairer et analyser les pratiques des femmes en mettant en interaction dans le temps et l'espace, le phénomène de la féminisation par le bas de l'économie du vivrier pour que les acteurs, notamment féminins, maîtrisent la réalité qui est la leur, devient incontournable. D'où le fait que les conflits inter-intra-catégoriels autres que les acteurs dominants, les stratégies d'acteurs, les logiques de dominations, sont assez importants dans l'analyse.

L'espace, l'histoire, la domination et l'autonomisation deviennent de ce fait les réalités structurantes du processus de développement du Cameroun au même titre que les paramètres charpentants que sont l'économique, le social, le culturel, le politique, le démographique, l'environnemental, et la mondialisation.

Corollairement, l'**approche anthropo-sociologique** se justifie dans cette thèse par l'intérêt que nous portons aux acteurs, à leurs interactions et à leurs pratiques en tant que structures et stratégies d'échanges et de relations de pouvoir. Ce cadre permet ainsi de souligner la pertinence de l'acteur collectif dans les processus socio-économiques de développement. Ceci contribue en outre à adopter une vision de l'économie informelle dans une perspective de la dynamique d'acteurs évoluant au sein des réseaux informels. En outre, dans une perspective africaniste, nous ajouterons des réseaux de sociabilité qui sont aussi importants que la rationalité économique mise en avant par l'approche de l'individualisme méthodologique qui tend à neutraliser l'individu au profit du social.

Toutefois, cette étude ne constitue pas spécialement un travail de sociologie ou d'anthropologie, même si un regard sociologique ou anthropologique sur les rapports sociaux entre les hommes et les femmes dans le champ du vivrier demeure un paramètre important.

De ce soubassement pluridisciplinaire, grosso modo, nous comptons adopter une approche globale de genre en prenant comme point de départ l'analyse du contexte, c'est-à-dire de la société camerounaise dans son ensemble avec son histoire de développement en lien avec des groupes sociaux en général et en particulier des femmes en situation de vulnérabilité. Cette approche interdisciplinaire entraîne que l'esprit et la lettre analytiques de ce travail sont liés globalement à l'évolution du processus de développement camerounais tout entier (Amougou, 2010).

2.2. Les grilles d'analyse opérationnelles

Pour rendre opérationnels les concepts clés de la recherche, notamment les concepts de genre, de développement et d'autonomisation, une série d'outils d'analyse ont été mobilisés parmi lesquels :

- (1) *La grille d'analyse de cycle de vie*. Elle permet de comprendre comment les inégalités se construisent, du début à la fin de vie, dans la trajectoire de socialisation sexuée (garçons-hommes et filles-femmes) ;
- (2) *La grille d'analyse de Harvard*. Elle est conçue pour recueillir des données à des fins de diagnostic sur les activités menées par les hommes et les femmes, les bénéfices reçus, le contrôle exercé sur les ressources, les influences sociales, juridiques et religieuses. Plus contextuellement, nous ajoutons la dimension sexo-spécifique basée sur les données chiffrées (indicateurs) répondant aux questions essentielles « Qui fait quoi ? Par quels moyens ? Avec quelles conséquences ? ». En d'autres termes, la grille d'analyse de Harvard permet de ressortir le profil des activités ou les trois rôles, l'accès et le contrôle des ressources, les facteurs d'influence ;
- (3) *La grille d'acquisition de pouvoir par les femmes de l'UNIFEM*. Développée par Sara Longwe, elle permet d'analyser le niveau d'égalité entre les hommes et les femmes dans l'accès et le contrôle des ressources, compte tenu de leur degré de participation dans le cadre des projets mis en place ;

(4) *Le Gender Analysis Matrix de l'UNIFEM (GAM)*. Développé par Rani Parker, il permet d'analyser, avec la communauté, l'impact des projets sur les hommes, les femmes, les ménages, la communauté, en considérant quatre variables : les tâches, le temps mis à les accomplir, les ressources disponibles et acquises, les influences des changements induits par les projets au niveau culturel.

Dans l'optique de leurs conceptrices, ces grilles d'analyse visent à développer la prise de conscience de genre⁵⁰, de l'impact spécifique des activités et/ou pratiques de développement initiées par les femmes dans un contexte donné. Nous les avons associées, ajustées et adaptées à cette recherche (cf infra point 5 Modélisation).

3. Carnet de route de la collecte des données

3.1. La recherche documentaire, sources écrites et fonctions

La recherche documentaire est basée sur les sources bibliographiques. Elle consiste à se référer principalement aux ouvrages généraux sur le genre et le développement ; aux monographies et articles sur l'histoire passée et récente des femmes d'Afrique en général et camerounaises en particulier ; aux documents officiels publiés par les institutions nationales, régionales et internationales ainsi que les associations liées à la condition des femmes, leur implication socio-économique et politique ; aux archives non éditées disponibles localement ; de même qu'aux médias écrits et électroniques, voire aux supports audiovisuels.

L'analyse de contenu a été, à cet effet, indispensable pour deux fonctions. Premièrement, une fonction historique qui permet d'analyser le chemin du passé au présent en établissant les liens de causalité entre nos variables. Deuxièmement, une fonction systémique nous permettant de saisir le lien entre institutions/pratiques formelles et institutions/pratiques informelles, et les contraintes nationales et internationales qui pèsent sur le système social camerounais et sur ses acteurs.

⁵⁰ C'est le fait de comprendre qu'il y a des différences socialement déterminées, basées sur les comportements acquis. La prise de conscience doit être mise en œuvre par l'analyse sur le genre au sein de chaque projet de développement. La base de l'approche genre est de distinguer les *besoins pratiques* (c'est-à-dire ceux qui découlent des rôles remplis par les hommes et les femmes dans la division traditionnelle du travail et sont liés à la vie quotidienne) et les intérêts stratégiques (qui s'inscrivent dans le long terme, sont difficiles à identifier, par exemple le droit à l'égalité, et concernent la position dans la société).

De ce fait, les sources écrites ont permis de reconstituer, non seulement les flux temporels nécessaires à la compréhension des interactions entre acteurs et territoires (dimension descriptive), mais aussi d'en saisir les processus (dimension analytique) à travers l'étude de pratiques et logiques d'acteurs d'une période à une autre, d'une conjoncture à une autre et d'un régime politique à un autre. Bien plus, grâce à ses sources écrites d'informations, le test de nos hypothèses de recherche, à chaque niveau de la réflexion a été lié à une période spécifique du développement réel du Cameroun. La classification des acteurs et de leurs pratiques de développement étaient donc connue et pouvait être conceptualisée et analysée en début de période empirique grâce aux sources écrites qui sont autant d'observations empiriques déjà disponibles. Ce qui n'est pas le cas de la partie contemporaine, qui n'est connue qu'après enquête de terrain permettant la production des données orales par le/la chercheur-e lui/elle-même et ses analyses.

3.2. Les sources orales : production des données parlées, explicites et implicites

Notre recherche empirique s'est déroulée en plusieurs étapes au Cameroun sur une période de mars 2008 à mai 2016 scindée en diverses phases autour d'objectifs spécifiques.

Le contact avec le terrain fut également l'occasion de collecter les informations sur le statut de la situation générale de la femme au Cameroun et de faire l'inventaire du système d'activités de la population d'observation. Les entretiens réflexifs avec quelques personnes ressources ont permis de tester et d'évaluer l'efficacité, la faisabilité et la pertinence de notre sujet et de le limiter dans le temps et l'espace. Comme précédemment esquissé dans l'introduction générale, nous avons choisi d'effectuer nos enquêtes empiriques sur les régions urbaines du Centre et du Littoral camerounais, plus précisément à Yaoundé et à Douala.

Dans ce contexte, pour ce premier *sondage de terrain*, nous sommes restée deux semaines dans chaque ville au cours desquels nous avons : - visité les marchés populaires, - discuté avec les femmes, - observé les pratiques et interviewé les femmes sur ou en dehors des marchés. Cette première approche s'est faite sans questionnaire élaboré au préalable. Nous laissons les femmes raconter leurs parcours de vie et les motivations de leur implication dans le petit business informel. À la suite de ces observations et entretiens, il nous est clairement apparu que la plupart des *Bayam-Sellam Détaillantes* convergeaient dans leurs besoins et préoccupations. Elles se plaignent notamment d'un « *manque d'argent pour faire*

le business », des « *forces de l'ordre qui dérangent* », du « *marché qui est dur* » et de « *beaucoup de problèmes à la maison* ».

Derrière ces expressions de souffrances, de demandes et d'incertitudes, nous avons remarqué que se cachaient aussi des pratiques fertiles et inventives d'émergence de ces femmes impliquées dans le développement local, selon diverses modalités et divers niveaux d'implication. Nous avons également noté des jeux et des enjeux de pouvoirs liés explicitement ou souterrainement dans les interactions entre elles et une pluralité d'acteurs. Elles communiquent majoritairement en langues nationales du pays, en français et en pidgin, en fonction des clients avec lesquels elles interagissent.

Même si en sa qualité de capitale politique, Yaoundé est plus structurée que Douala (capitale économique)⁵¹, nous avons également noté que les deux villes étaient confrontées aux mêmes problèmes de développement : une croissance démographique forte, des difficultés économiques, la prédominance féminine dans la petite économie informelle, le déficit des politiques publiques de genre, l'insécurité et la précarité galopantes, une forte pluralité ethnique, culturelle et linguistique⁵², la saturation des infrastructures. Au niveau politique, nous avons noté que même si les femmes manifestaient une sorte de désintéressement en des termes tels que « *est-ce que c'est la politique qu'on mange ?* », elles étaient conscientes des enjeux démocratiques (notamment en périodes électorales), et disaient être davantage préoccupées par le « *pain quotidien* ». Ces paroles exprimaient clairement un désenchantement des femmes et témoignaient de leur indifférence par rapport au monde politique. Tout semblait se passer comme si, d'un côté il y avait un abandon d'espaces sociaux par l'État (Badie, 1992), et de l'autre, l'émergence de pratiques particularistes favorisant la création de relations sociales qui s'articulent sous forme de réseaux.

Par ailleurs, ce premier sondage du contexte a été l'occasion de rencontrer des personnes ressources stratégiques. Parmi les personnes ressources, les notabilités coutumières, les femmes pionnières qui se sont engagées dans la « *révolution silencieuse* » de l'émancipation féminine, de la valorisation et de la reconnaissance de la participation des Camerounaises à la modernisation sociopolitique et institutionnelle du pays. Les entretiens explicatifs auprès des

⁵¹ Distance Douala -Yaoundé =236,0 km = 3.30 heures de route par autobus.

⁵² Au Cameroun, on parle plus de 240 langues nationales correspondant à 240 ethnies.

pionnières telles que Mesdames Rose Zang Nguelé⁵³, Delphine Zanga Tsogo⁵⁴, Françoise Foning†⁵⁵, visaient principalement à saisir le rôle social, la valeur économique et le statut politique des femmes « top » et « down » au processus du développement camerounais. Leurs témoignages sont porteurs de beaucoup de connaissances, d'informations fructueuses et pertinentes sur l'hétérogénéité des conditions sociales, les déséquilibres passés et actuels de la participation des hommes et des femmes à la gestion de la cité, sur des enjeux et défis d'implication féminine et sur les stratégies de succès. Globalement, ces sources orales nous ont éclairée sur les mécanismes traditionnels et modernes qui fondent le progrès de l'agir des femmes camerounaises à savoir : la solidarité, la réciprocité, la fraternité, le partage et la complémentarité entre les hommes et les femmes.

Ce contexte socio-économique, politique et culturel a été déterminant dans l'orientation de la thèse sur la thématique du « *genre et développement* ». Ce qui nous permettait de voir de quel côté orienter la suite de la recherche et recueillir des données complémentaires et supplémentaires pour la deuxième étape importante de notre recherche.

En vue de gérer nos données et de générer en même temps des questions qui devaient nous guider spécifiquement sur le champ des objets pertinents de l'analyse des pratiques des BSD des denrées alimentaires, nous avons entamé le processus de codage rédactionnel de mémo après avoir recueilli les premières données. Nous écrivions tout ce que nous avons observé et recueilli dans une journée et nous le comparions avec les codes effectués pendant les séances d'interview et d'observation. Ce chantier de codage nous a offert les prémices des perceptions

⁵³ Inspecteur national de pédagogie de français au MINEDUC (1982-19884) et Ministre des Affaires sociales (1984-1988), directrice générale de la Direction générale du développement touristique. Sur le plan politique, elle a été Secrétaire du bureau de la section OFUNC du Mfoundi (1975-1981), Présidente du bureau de la section OFUNC du Mfoundi (1981-1985) et Vice-Présidente du bureau national de l'OFRDPC dès 1985. Elle est actuellement l'Adjointe au Délégué du gouvernement à la Communauté urbaine de Yaoundé.

⁵⁴ Membre du Conseil électoral (2011), Présidente du Conseil national des femmes du Cameroun en 1964 ; Représentante à l'Assemblée législative en 1965. Éluë à la Présidence du Bureau national de l'Organisation des Femmes de l'Union nationale Camerounaise en 1969. Réélue à l'Assemblée législative en 1970. Ministre Adjoint de la Santé publique en 1970. Vice-Ministre de la Santé publique en 1972. Présidente du Bureau national de l'Organisation des Femmes de l'Union nationale Camerounaise de 1975 à 1984. Ministre des Affaires sociales de 1975 à 1984.

⁵⁵ Feue Françoise Foning : Maire de Douala V (2012), Présidente de l'ONG Femmes Chefs d'Entreprises mondiales (2012), Vice-Présidente Exécutif de la Table ronde des Hommes d'Affaires africains. Présidente du Regroupement des Femmes d'Affaires du Cameroun, Présidente du Réseau africain pour l'Entreprenariat féminin, Vice-Présidente internationale pour le Forum francophone des Affaires. Consultante en finances et gestion à la Banque africaine de développement, Secrétaire permanente pour l'Afrique centrale du Centre de formation de l'AGOA (African Growth Opportunity Act), Députée à l'Assemblée nationale du Cameroun. Grand Officier du Mérite camerounais, Reine de la Cour royale du Groupement Bafo (Ménoua).

des acteurs du développement camerounais. Il a également été le premier grand travail théorique de recherche pour la conceptualisation de l'autonomisation des femmes. Ceci nous a permis ensuite de commencer l'élaboration des questions relatives à l'échantillonnage théorique⁵⁶ en fonction des réalités du contexte dont nous devons nous inspirer lors des étapes suivantes de la recherche.

3.3. Entretiens, questionnaire et observations sur le terrain des objets privilégiés

3.3.1. Échantillonnage et entretiens

Le recueil des données de manière systématique, c'est-à-dire le moment des interviews avec les femmes, est divisé en plusieurs phases⁵⁷ étalées sur sept années de recherche.

En 2008-2009, nous avons uniquement travaillé avec les femmes sur les discours, sur leurs activités et sur leurs pratiques commerciales.

En 2011-2013, le thème de leur autonomisation a été central et abordé de manière spécifique et profonde. Nous avons clairement orienté le travail sur le rapport entre déficit de développement réel et autonomisation des BSD dans le cadre de leurs pratiques commerciales.

En 2016, nous avons confronté une ultime fois les résultats de notre recherche aux données de terrain.

Pour l'objectif de compréhension, nous avons opté pour un échantillon raisonné et réduit. Il est constitué de 100 *Bayam-Sellam*⁵⁸ classées en trois catégories : 95 détaillantes, 4 semi-grossistes⁵⁹ et 1 grossiste.

⁵⁶ Selon Strauss (2001), le processus de l'échantillonnage théorique représente un moment de réflexion dans lequel on décide selon une application analytique des données déjà recueillies quel type de matériau et selon quelle importance théorique recueillir de nouveaux. Globalement, ce sont ces mémos empiriques qui ont inspiré la rédaction des mémos théoriques dans lesquels nous regroupons les catégories en concepts et qui donne lieu à ce travail d'analyse et d'interprétation.

⁵⁷ Du 28 octobre au 15 novembre 2008 ; du 20 mars au 15 avril 2009 ; du 05 au 25 mai 2010 ; du 05 au 30 août 2010 ; du 13 au 28 avril 2011 ; du 03 juillet au 01 août 2012 ; du 24 janvier au 24 février 2013 et du 01 au 23 mai 2016.

Le champ des objets d'études correspondait à nos objectifs de recherche et se situait à plusieurs niveaux : des activités des acteurs, du statut de leurs situations, des ressources, des communications (discours sur les pratiques, les motivations, convictions, objectifs, mécanismes), des actions et interactions. Ce cadre a permis d'aborder la problématique de la recherche sous l'angle des réalités sociopolitique, économique et culturelle vécues, déclarées, commentées par les *Bayam-Sellam Détaillantes*, ainsi que la manière dont sont organisés et régis les rapports de sexe et de genre dans les marchés. La finalité étant de confirmer ou d'infirmer nos hypothèses.

L'outillage technique rattaché à ces objets revêtait trois formes : les entretiens, le questionnaire et l'observation.

La collecte des données s'est déroulée progressivement selon la disponibilité des femmes *Bayam-Sellam* essentiellement caractérisées par la mobilité et l'indisponibilité. Ces deux caractéristiques sont liées, d'une part, à la nature de leur activité économique et, d'autre part, à la surcharge du travail familial et social. Leur journée de travail commence à environ 5 heures et s'achève à 22 heures voire plus tard (cfr. Annexe 3). Nous devions donc être flexible, mobile et redéfinir quasi quotidiennement des terrains et des moments de recherche en fonction de la réalité des femmes. A. Von Oppen mentionne cette difficulté lorsqu'il parle du changement constant de lieu en suivant les établissements humains des peuples Chokwe, southern Lunda, (Von Oppen, cité par Batana, 2007). Ce fait impliquait la relecture des lieux de recherche. Ainsi, nous avons mené nos entretiens dans les milieux de vie des femmes (marchés, quartiers, Fins-Wins, maisons), selon une méthodologie qualitative et à partir des rencontres individuelles (dans les rares cas où cette possibilité n'existait pas, nous avons été obligée de réaliser les entretiens de manière collective).

Un premier questionnaire-guide abordait les thèmes conjoints suivants :

⁵⁸ Nous avons également sondé 2 associations féminines d'origine interne. Nous excluons les associations initiées de l'extérieur qui obéissent prioritairement au cadre logique des bailleurs de fonds et agissent au rythme de la dynamique des thématiques mondialement « vendables » sur le genre. Plus précisément, il s'agit de notre part d'une critique du militantisme féministe ethno-centré de bon aloi.

⁵⁹ Semi-grossistes ou itinérantes, elles vont dans les marchés ruraux, en brousse, chez les producteurs/trices et parfois jusque dans les champs acheter les produits qu'elles font ensuite transporter vers les marchés urbains. Ces *Bayam-Sellam*, en majorité des femmes, s'organisent parfois en groupes selon le produit, les saisons de récoltes, les contraintes de transports et les zones d'approvisionnement. Elles établissent plusieurs types de contrats avec les producteurs-trices, les transports et leurs congénères détaillantes. Elles n'ont pas d'unité précise de mesure mais diversifient leur façon de revendre les produits achetés.

- *la vie quotidienne* : la composition de la famille qui vit sous le même toit, les rôles des individus au sein de la famille, les rapports intergénérationnels, inter et intra catégoriel ainsi que les liens avec le voisinage ;

- *l'accès aux ressources et à leur contrôle* ;

- *les marchés populaires (économie informelle)* : les attentes des femmes par rapport aux conditions de bien-être et à l'accès aux différentes ressources, aussi par rapport à un avenir meilleur et à la possibilité de changement dans la société (processus d'autonomisation) ; les motivations qui ont poussé les femmes à entreprendre une AGR, son rôle, sa place, son évolution possible au sein des marchés, la manière dont elles se perçoivent au sein du marché et dont elles perçoivent le marché ;

- *les changements* que la femme vit suite à son AGR et sa participation à une organisation sur les plans personnel, familial, et collectif, par rapport à la communauté/et ou au quartier dans lequel elle vit ;

- *les offres possibles concrétisées par leurs AGR en lien avec les marchés* ;

- *la participation éventuelle des femmes* dans la communauté et l'espace qu'elles peuvent se créer au niveau des organes de décision et ou des différentes associations présentes dans la communauté en lien ou non avec leur participation à une ONG ;

- *les aspirations futures* constituant une approche plus subjective consacrée à la part du rêve (pour la femme elle-même ou pour sa famille). Cette approche à partir du rêve est importante car elle a ouvert la porte à des aspects tabous, qui sortent de « l'idéologie » du « bon développement personnel et collectif » ; elle nous a permis également d'aller plus loin dans les attentes individuelles, de dépasser les limites du possible établies par les femmes.

Un deuxième questionnaire-guide abordait le thème des réseaux au sein des différentes sphères d'implication (économique, financière, sociale, culturelle, juridique, politique et environnementale). Il envisageait la gestion de ces réseaux, la distribution des fonctions, le mode de participation des membres (des hommes et des femmes) aux prises de décisions.

3.3.2. *Les groupes de parole*

La visée compréhensive nous a amené à étoffer notre approche entretiens-guides par une autre approche : *groupe de paroles*, inspirée de la psychologie clinique de Michael Balint (cité par Monceau, 2003).

Sous la forme d'ateliers, nous avons organisé quatre groupes de paroles, répartis de manière équitable : 2 à Douala et 2 à Yaoundé. La participation des femmes à ces groupes de parole était volontaire. Nous avons enregistré dans les 4 ateliers un total de 67 participantes. Les séances duraient environ 6 heures par atelier et se déroulaient en français ou en langue locale. La règle voulait que chaque femme s'autorise à parler librement de ses pratiques et activités socio-économiques (le temps de parole approfondi variait entre 20 à 30 minutes) en mettant en mots ce qui pose problème et la solution, ce qui est vécu, ce qui est ressenti, ce qui ne cadre pas avec la représentation que l'on se fait d'elle, de ses choix, de son activité, de son rôle, de sa place et de son statut dans la société, dans la famille, à son lieu de travail. Le respect de cette règle a permis d'installer un climat de confiance au sein des groupes de femmes, notamment analphabètes, nous a permis de revenir sur les questions de différentes façons, d'amener la femme à réfléchir sur sa trajectoire de vie et sur les motivations de ses choix (parfois positifs, parfois négatifs).

Nous avons pu de la sorte aborder les choix à un niveau personnel (pour elle-même et/ou sa famille) et, du point de vue du groupe participant à des changements plus larges, au niveau des marchés, de la communauté et/ou du quartier. À travers ces paroles, libérées des exigences de la description normative, nous avons pu déceler que, à *la rationalité familiale des pratiques économiques* (la recherche du gain par exemple) se juxtapose et/ou s'entrelace la *rationalité substantive des pratiques sociales* (constitution des réseaux d'entraide par exemple) autour des enjeux spécifiques (conscients ou inconscients). Plus amplement, il s'agit d'adjoindre à notre recherche une optique qualitative et introspective. Celle du regard que les femmes portent sur elles-mêmes et sur leur apport ainsi que leur rapport au développement. Cette approche dynamique et affinée sur la réalité de chacune a été révélatrice des facteurs positifs ou négatifs d'autonomisation des femmes.

En dehors des 100 *Bayam-Sellam* constitutives de notre échantillon, il nous a paru nécessaire d'interviewer d'autres personnes liées de près ou de loin à l'activité des *Bayam-Sellam* et à même d'apporter une information, un commentaire ou une analyse contradictoire et

indépendante. C'est ainsi que nous nous sommes tournée vers les milieux politiques (Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille⁶⁰ notamment) et religieux, vers des notabilités, des transporteurs, des « clando », des cultivateurs, des moto-taxis.

Nous avons mené des entretiens semi-directifs, balisés par des questions ouvertes établies au préalable sur les objets privilégiés de notre recherche. Cette démarche cherchait ainsi à compléter la première en y apportant des données « extra » de notre étude du processus d'autonomisation des BSD au développement du Cameroun.

L'enquête s'est intéressée aux aspects purement socio-économiques des activités des femmes :

- *L'indépendance dans le travail ;*
- *La durée moyenne d'exercice de la profession ;*
- *Les activités supplémentaires ;*
- *Les périodes de ventes et d'achats ;*
- *Les ressources ;*
- *La présence (la fréquence) effective au marché ;*
- *Les inter-intra-relations avec les associés en amont et en aval (fournisseurs-client-e-s) ;*
- *Les modes de transport – durées de transport – prix du transport – distances parcourues ;*
- *Les produits (type de) vendus et achetés ;*

⁶⁰ En 1998, par décret N° 98 /068 du 04 mai, fut créé le Ministère de la Condition féminine, aujourd'hui devenu Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) avec une cellule d'agents de coordination au sein de chaque ministère dont l'objectif est de mesurer puis d'encourager l'égalité entre hommes et femmes. Celui-ci travaille en collaboration avec d'autres partenaires pour la mise en œuvre de la politique gouvernementale d'intégration des femmes au développement. Au plan international, en proclamant l'année 1975 Année internationale de la femme et en institutionnalisant la journée du 08 mars comme Journée internationale de la Femme, les Nations Unies ont progressivement contribué au renforcement de la prise de conscience de la situation de la femme. In *Annuaire statistique sur la situation de la femme au Cameroun*, 2009, publication du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, Yaoundé.

- *Les circuits de commercialisation ;*
- *La condition et la stratégie de vente (force et faiblesse) ;*
- *Les difficultés rencontrées dans l'exercice de la profession ;*
- *Enquête sur les caractéristiques socio-démographiques ;*
- *Enquêtes sur les caractéristiques politiques et culturelles.*

Au total, nous avons récolté 117 interviews. Celles-ci ont été effectuées principalement en langue française, locale ou nationale. Quant à nous, nous avons tenu des expressions utilisées généralement dans la rue pour représenter des situations et des choses qui avaient un contenu théorique de nature à faire avancer notre travail.

Chaque femme-homme rencontré(e) disposait d'une heure d'entretien. Cette démarche nous a ainsi permis de participer au vivre ensemble différemment et séparément inter et intra catégoriel, c'est-à-dire, entre les hommes et les femmes, entre les femmes et les femmes, entre les femmes et leur environnement ; et de percevoir les actions et les interactions d'inclusion et d'exclusion, d'autonomisation et de désautonomisation entre les deux catégories sociales. Nous avons pu, en conséquence, remarquer qu'il y avait des ressemblances entre codes différents au fur et à mesure qu'ils ressortaient de nos données. Nous pouvions ainsi les regrouper en fonction de leurs ressemblances, en catégories et en sous-catégories.

Cette phase du travail a donné lieu à une publication « *Crise de l'État et stratégie de survie de femmes Bayam-Sellam* » et nous a également fourni l'opportunité d'intégrer des lieux de réflexions sur des sujets proches ou complémentaires à celui de la thèse (les séminaires doctoraux à l'UCL). Nous avons pu y étudier et rendre visibles les logiques et pratiques des acteurs féminins populaires « du bas ».

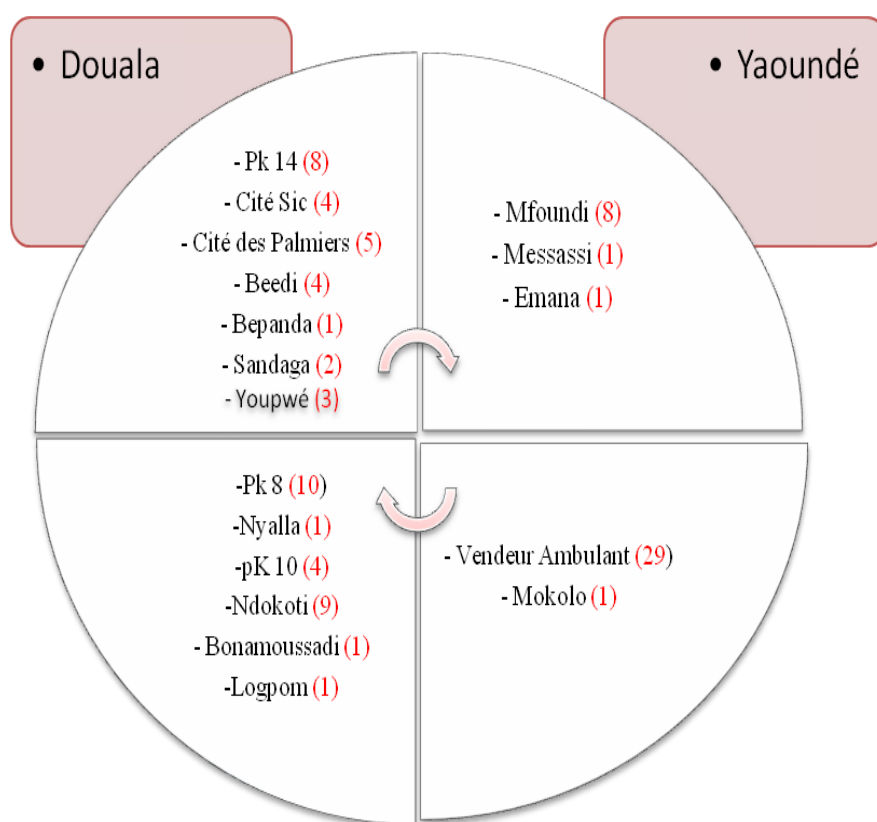
3.3.3. Les marchés populaires comme zones d'observation

Au total nous nous sommes rendue dans 17 marchés à Douala et à Yaoundé où travaillaient les femmes afin de pouvoir explorer le contexte social dans lequel elles pratiquent le développement. Les marchés ont été sélectionnés de manière aléatoire.

L'effectif des femmes *Bayam-Sellam Détaillantes* interrogées à Yaoundé est de 40 et celui de Douala de 60, dont 53 sont fixes sur un marché et 7, non reprises sur le graphique ci-dessous, sont revendeuses « ambulantes », c'est-à-dire sans comptoir fixe. A Yaoundé, elles sont 29 revendeuses « ambulantes ».

Les noms des marchés ne sont pas le fruit du hasard. Ils rappellent à fois la pluriethnicité et l'histoire même des villes et des quartiers au Cameroun. Le climat sur ces marchés à Douala et à Yaoundé est chaud et humide avec une température moyenne de 28°C. De juin à octobre, c'est la grande saison des pluies, et d'octobre à mars, la saison sèche. Nos observations directes des pratiques d'achats et de ventes sur les marchés se sont déroulées pendant les deux saisons climatiques, le but étant de vivre les conditions de travail indécentes dans lesquelles évoluent ces femmes.

Le graphique ci-dessous reprend les différents marchés sur lesquels ont porté nos observations, et l'effectif des femmes y afférent.



Source : Auteure

Nous y avons noté l'existence des aspects pertinents selon la dimension de genre (sexo-spécifiques) au niveau des acteurs, des communications, des discours, des tensions, des compromis, des négociations, des logiques et des stratégies. Nous avons constaté le caractère non exclusif de l'appartenance à un marché : bien souvent, les membres d'un marché peuvent participer à d'autres marchés au sein d'une localité et d'un quartier, et pratiquer plusieurs activités au même moment ou à intervalle réduit. Les femmes et les hommes participent souvent à plusieurs marchés à travers les membres de la famille (nucléaire ou élargie). Ces observations ont fait émerger, à partir du vécu des femmes *Bayam-Sellam* qui participent à la commercialisation des denrées alimentaires, différentes pratiques individuelles et /ou collectives en faveur ou non de leur autonomisation.

4. Traitement des données

La visée compréhensive dominante de notre travail sur l'analyse des pratiques d'autonomisation des *Bayam-Sellam Détaillantes* nous a systématiquement amenée à croiser et à confronter les données issues des questionnaires, des entretiens et des observations. Un spectre d'informations collectées s'est donc construit progressivement afin de poser un diagnostic pertinent, précis et synthétique des pratiques déclarées, commentées et constatées des femmes en lien avec leur autonomisation socio-économique. Cette synthèse est ensuite confrontée à nos hypothèses sur les pratiques d'autonomisation des *Bayam-Sellam Détaillantes* en comparant les données à différents niveaux – des acteurs, des interactions, des discours, des lieux d'action et des milieux de vie – et en relevant les convergences, les divergences, les singularités.

Cette manière de traiter nos données visait, d'une part, à dresser les indicateurs empiriques d'autonomisation des femmes et, d'autre part, à confirmer ou à infirmer nos hypothèses de recherche. L'intérêt théorique de cette méthode est de faciliter la compréhension de la sexo-spécificité d'une catégorie sociale d'acteurs (BSD) et leur dynamique de développement. La sexo-spécificité des BSD permet dès lors de mettre en relief les pratiques (individuelles ou collectives) mobilisées d'autonomisation au sens du développement du pouvoir d'agir.

Ceci a inévitablement une conséquence épistémologique logique par rapport aux concepts de développement et d'empowerment fortement mobilisés dans la réflexion et les actions des

mouvements féministes et des ONG du Nord ainsi que dans la coopération bilatérale au développement Nord-Sud.

Subséquemment, nous approchons l'autonomisation réelle des BSD en situation de vulnérabilité socio-économique, dans un contexte de déficit de développement réel, comme une démarche d'émancipation visant à améliorer la qualité de vie (en anglais « *quality of well-being* ») personnel, familial et sociétal. Cette conception de l'autonomisation est très proche de la théorie des besoins fondamentaux ou « *human basic needs* », développée dans les années 1970-1980, mettant en relief la nécessité de faire reposer le développement non plus sur les macro-projets sociétaux mais sur la satisfaction des besoins essentiels (se nourrir, se soigner, se loger, s'éduquer).

Ceci exige alors de poser un regard nouveau sur les réalités du développement telles qu'elles se déroulent, se vivent et se racontent au niveau des acteurs (hommes et femmes *Bayam-Sellam*). C'est au sein de cette démarche épistémologique dans le maniement des données que se situe notre analyse. Il en découle une approche critique du développement et de l'empowerment qui réfute la loi dogmatique dominante des acteurs centraux internationaux sur les plans de la pensée et des pratiques de développement et d'autonomisation.

5. Modélisation et schéma d'analyse de l'autonomisation

D'un point de vue strictement pratique du traitement de données, nous nous sommes inspirée, d'une part, des outils opérationnels sur les études de genre (déjà susmentionnés), et l'analyse systémique de Karl Deutsch et David Easton (Lugan, 2009), d'autre part. Nous partons des données collectées en lien avec la problématique réelle de la recherche pour aboutir, par analyse et interprétation des résultats, à la compréhension du phénomène étudié.

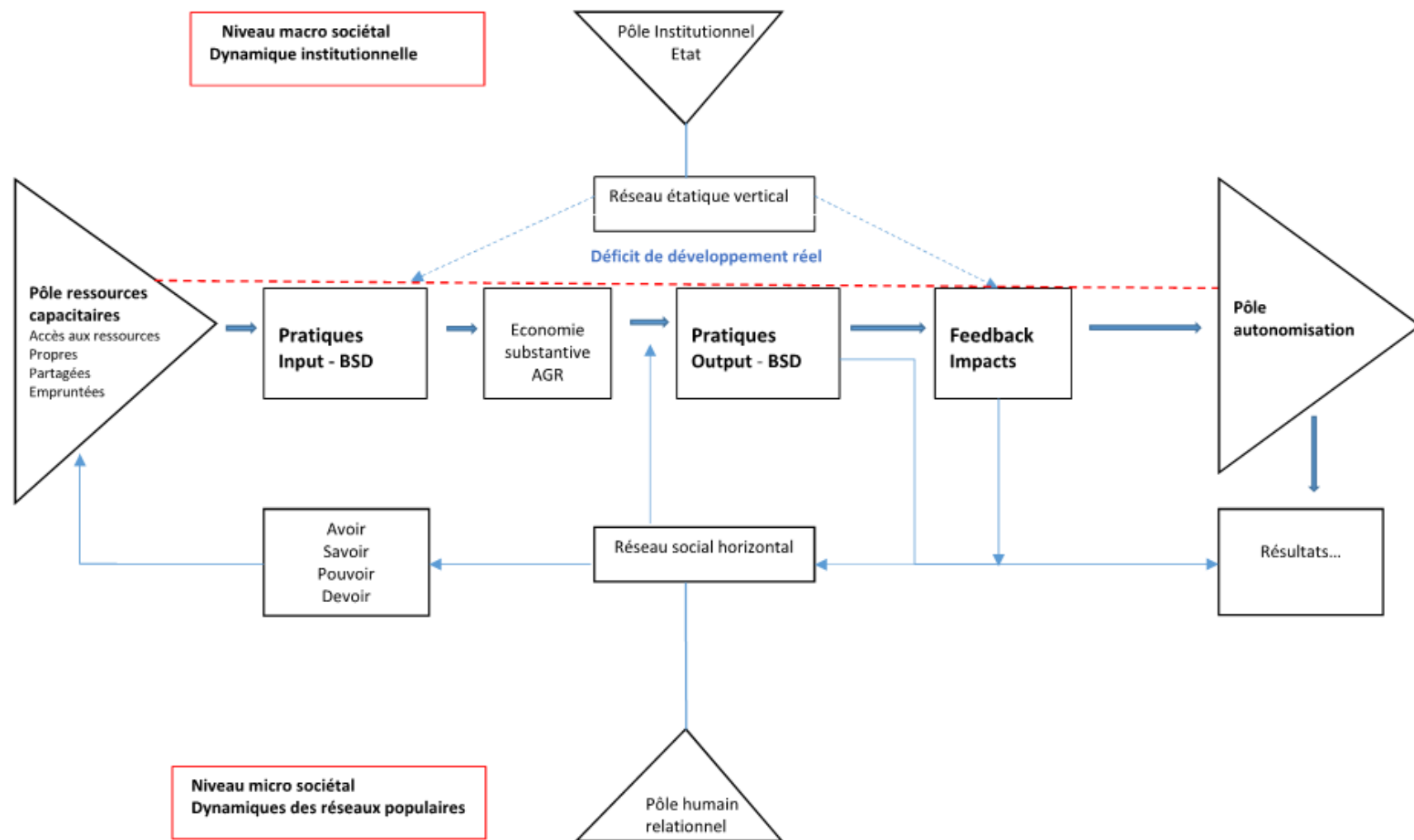
Techniquement, il s'agit pour nous de considérer notre population d'observation, les *Bayam-Sellam Détaillantes* (BSD) comme un sous-système (ou sous-catégorie) du système global (ou catégorie globale) *Bayam-Sellam* (BS) dans un contexte urbain de déficit de développement. Ce sous-ensemble *Bayam-Sellam Détaillantes* est affecté par des *inputs* = *entrées* que l'on peut classer en ressources (re)productives, financières, et sociales en provenance de son environnement immédiat ou lointain. Étant donné que le sous-système BSD dispose d'une marge de manœuvre propre lui permettant d'agir volontairement pour son autonomisation, il

produit des *output* = *sorties* que l'on peut classer en actions-réactions, stratégies, maîtrises, capacités, résistances, décisions.

En somme, étant actives et porteuses de savoirs, pratiques, stratégies et logiques d'actions cohérentes (d'où la tentative de conceptualisation de l'autonomisation des BSD), elles sont capables d'agir et de réagir sur les réalités contraignantes en usant de leur ressources et pratiques identitaires et en mettant suffisamment à rude épreuve les ordres, les règles de jeu préétablies et imposées par le système intra-inter-national contraignant. Ces ressources et pratiques identitaires ont pour *feedback* une double finalité :

- Favoriser ou renforcer la visibilité et la légitimité de leur apport et leur rôle dans la dynamique du changement socio-économique et accessoirement politique ;
- Contribuer à l'expansion de leur univers de libertés et à l'amélioration de leurs conditions de vie et celles de la société en général.

La relecture et l'appropriation des grilles d'analyse opérationnelles des recherches sur le genre et l'inspiration du modèle théorique systémique permettent de présenter schématiquement notre approche de recherche sur l'autonomisation des femmes de la manière suivante :



Source : Auteure

Comment lire le schéma analytique ?

Chaque extrémité du système représente les différents acteurs du circuit qui sont alimentés de ressources essentielles au développement. Le pôle institutionnel (État) représente le niveau macro sociétal du système, tandis que le niveau micro sociétal est constitué du pôle humain (ressources capacitaires) favorisant ou renforçant le processus d'autonomisation.

Le réseau social horizontal représente le pôle humain relationnel (individu privé et groupe collectif). Il alimente les BSD (qui constituent le pôle ressource capacitaire de par leur avoir, savoir, pouvoir et devoir). Celles-ci, à travers leur AGR, produisent des pratiques-*output*. A travers ces pratiques-*output*, les BSD se positionnent comme actrices du développement réel. Ce positionnement est lié aux effets retours (*feedback*) de leur participation au développement réel camerounais.

Au niveau de la mesure de l'autonomisation, le capital financier (avoir ou revenu) est le paramètre le plus tangible. En revanche, les autres paramètres peuvent être influencés par des facteurs tels que l'apport du mari par exemple.

6. La question de la neutralité axiologique

Cette question s'est imposée à nous de la manière suivante : une chercheuse engagée et originaire du contexte de recherche peut-elle objectivement rapporter les faits qu'elle observe ? De cette question découle un questionnement théorique relatif aux exigences et aux critères de scientificité des connaissances produites dans les sciences sociales et les études de développement.

Depuis la proposition du sociologue Emile Durkheim, qui envisageait de prendre les faits sociaux comme étant des choses, l'idée selon laquelle l'activité de recherche consiste à décrire des situations sociales telles qu'elles se présentent à l'observateur est profondément ancrée dans les pratiques scientifiques. Celles-ci obéissent à la nécessité d'objectivité telle qu'elle se conçoit empiriquement par les sciences sociales. Mais la contre-idée qui postule que « *l'objet de la science n'est pas une chose mais un rapport* » a déjà été maintes fois énoncée par divers auteurs dont Max Weber. En outre, le renoncement aux méthodes objectives conventionnelles comme seuls moyens d'approche de la réalité des phénomènes sociaux déterminés a été défendue par des auteurs éminents tels que E. Morin ou encore J. Viard.

Incontestablement dominée par des perspectives qui, bien que différentes, s'inscrivent souvent dans la lancée « d'une troisième voie, qui ne soit ni nihiliste, ni en déphasage historique devant les exigences nouvelles de la recherche sociale et humaine », la recherche sur le genre a largement contribué à « consolider le constat, désormais reconnu, que l'objet de la science est intrinsèquement lié aux démarches et techniques qui le construisent, de même que celles-ci ne sauraient être considérées comme neutres » (M. Touré, 1998).

La volonté de remise en question du rapport traditionnel à l'objet de recherche, la critique permanente de l'institution scientifique, l'ambition de rompre avec la « perspective moniste », la recherche de méthodologies alternatives fondées sur la reconnaissance de la « diversité du réel », la multiplicité des aspects constitutifs de la réalité sociale et leur caractère non réductible les uns aux autres, jouissent d'une autorité notoire depuis A. Comte, que Durkheim qualifie de « vrai père de la sociologie ». Avec l'essor de la recherche sur le genre, elles ont acquis un souffle nouveau.

C'est de ce cadre qu'il nous paraît obvie, du point de vue éthique et de la légitimation de notre étude, de nous positionner par rapport à notre casquette de chercheuse avec des lunettes de femme engagée dans une militance pour plus de justice sociale et d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. Dans cette optique, il nous paraît important de situer d'où la chercheuse parle et la manière dont seront pris en considération l'objet et les résultats de sa recherche. Notre engagement se situe sur notre vision du genre et du développement. Cette vision se fonde sur une profonde conviction de l'importance du rôle que jouent les femmes en général et africaines en particulier dans le développement des sociétés, d'une part, et sur une constatation paradoxale que les femmes sont fortement discriminées dans l'acquisition, l'utilisation, la gestion et le contrôle des ressources (re)productives, d'autre part.

Cette conviction et cette constatation nous ont naturellement conduit à mettre sur pied une association sans but lucratif, FINS-WINS, dont le but est la promotion de genre au progrès du développement. C'est également de ce cadre qu'est né notre projet doctoral sur la problématique de l'autonomisation des femmes en situation de vulnérabilité. La question de la distanciation de la chercheuse à la fois témoin, observateur, participant pourrait légitimement se poser avec acuité dans ce cadre. Consciente de ce questionnement, nous nous sommes souciée d'appliquer avec attention et rigueur la démarche scientifique prônée par Gaston Bachelard (1960). Pour la science, nous dit-il, « *le fait est conquis, construit et constaté* ». Il est « *conquis* » contre la force des préjugés du sens commun ; « *construit* » par un cadre de

pensée théorique, hypothétique ; « *constaté* » par une démarche de vérification qui justifie et légitime la scientificité de la recherche.

Cette perspective bachelardienne sera par ailleurs complétée par la méthode de l'intervention sociologique, largement théorisée par Alain Touraine, et est au centre de cette recherche. Selon Touraine, même si le chercheur doit entrer en contact direct avec son objet d'étude afin de dévoiler les logiques sociales qui déterminent les faits observés, il se doit de prendre de la distance, le temps de l'enquête, de la comparaison systématique, de l'élaboration et de la vérification d'hypothèses théoriquement armées. Son souci est de démontrer les causalités et de produire de l'intelligibilité. Autrement dit, à la différence de Durkheim⁶¹, la sociologie pour Touraine, c'est tout sauf la connaissance positive. Nos conduites, nos sens, sont étudiés à partir de cette exigence à l'égard de nous-même.

Les sciences sociales ont donc pour vocation de comprendre comment les gens, les catégories sociales essaient, réussissent, échouent dans cet effort d'être sujets, acteurs. Le rôle du chercheur consiste donc à faire des efforts pour que les gens soient gouvernés par leur double, c'est-à-dire par leur conception d'avoir des droits, de devenir sujet de leur histoire et de l'histoire du monde.

De notre point de vue, tout en soutenant cette perspective tourainienne, il ne nous semble pas souhaitable de dissocier engagement et convictions et d'adopter un point de vue « objectif ». C'est pourquoi nous ne chercherons pas à disjoindre notre engagement et notre étude. Cependant, nous veillerons à systématiser et préciser notre position, fruit de plusieurs années de travail de terrain sur le thème à partir des débats théoriques au Sud et au Nord et à utiliser une grande rigueur dans l'analyse des données de l'étude. Aussi, comme l'affirme Delphine Gardey (2006 : 649-673), nous pensons que « *le caractère situé et incarné du travail intellectuel est une garantie d'objectivité plus forte que le mythe d'une objectivité transcendante et fondée sur l'incommensurabilité du sujet de l'objet de la connaissance* ».

⁶¹ Selon Emile Durkheim, père fondateur de la sociologie en tant que discipline scientifique, un fait social consiste « en des manières d'agir, de penser et se sentir extérieures à l'individu et qui sont douées d'un pouvoir de coercition en vertu duquel elles s'imposent à lui » (Durkheim, 1993).

7. Conclusion du chapitre II

L'intention de départ de cette thèse est simple : analyser les pratiques des *Bayam-Sellam Détaillantes* en situation de précarité et de marginalité dans un contexte de déficit de développement réel. Son but est de rendre le social intelligible d'un réel féminin enchâssé dans les rapports complexes avec d'autres acteurs. Son ambition est d'illustrer de quelle manière une catégorie spécifique de femmes participent au chantier du développement qui accompagne la modernisation du Cameroun.

Toutes les pratiques sont envisagées comme des expressions localisées et partielles du souci profond de connaissance de la société, de l'analyse du social, qui couvre un éventail de pratiques de développement des femmes en situation de vulnérabilité. Cela veut dire que les BSD s'activent et construisent, dans les limites qui leur sont imposées, leurs propres voies d'organisation ainsi que leurs propres manières de se positionner par rapport aux acteurs dominants. Les BSD sont donc, d'une certaine manière, les acteurs stratégiques de leur autonomisation.

Dès lors, la thèse se structure sur la base du schéma habituel d'une recherche scientifique articulant logiquement un cadre théorique, des hypothèses, une observation empirique, une interprétation et la présentation des résultats. Pour ce faire, nous avons adopté une approche méthodologique construite en partie avec et sur les femmes pour aborder leur autonomisation.

Dans cette perspective, ce chapitre nous a permis de poser notre recherche dans une approche dynamique, constructiviste afin d'étudier en profondeur les pratiques d'autonomisation des *Bayam-Sellam Détaillantes*. Le recours à un dispositif théorique et empirique multiforme de collecte de données nous paraît pertinent. Il nous permet de ressortir des éléments conceptuels pertinents à la production de savoirs sur les débats théoriques actuels relatifs à l'autonomisation (empowerment) des femmes (Foucault, Yezpez, Charlier,), sur les réseaux sociaux dans les activités économiques (Granovetter, 2000, Batana, 2007), sur le caractère spécifique de l'encastrement de l'économie (Polanyi, Amougou), sur le genre (Lachenmann, 2001), sur l'économie féminine (Lachenmann, 1992), et sur le développement réel (Peemans).

A cet effet, nous avons choisi une approche combinée qui associe des techniques classiques de la recherche sociale et humaine à la fois qualitatives (entretiens, questionnaires et observations) et quantitatives impliquant un recueil de valeurs ou un comptage (Grawitz,

1993, L'Ecuyer, 1985). Ce choix combiné quali-quantitatif nous a semblé pertinent pour donner à notre travail une profondeur analytique des pratiques de développement des femmes *Bayam-Sellam* Détaillantes. Quant à l'analyse des pratiques, elle privilégiera une entrée par le niveau empirique indissociable des références théoriques et des objets à partir des matériaux empiriques classés en deux grandes catégories : les discours et les pratiques.

Deuxième Partie

-

STRUCTURATION DE LA MOBILITÉ GENRE DANS LE CHAMP DU VIVRIER AU CAMEROUN ET PRATIQUES D'*INPUT* D'AUTONOMISATION DES BSD

CHAPITRE III

STRUCTURATION DE LA MOBILITÉ DE GENRE DANS LE CHAMP DU VIVRIER AU CAMEROUN

1. Introduction

La préoccupation dominante de ce chapitre est d'éclairer les inégalités hommes-femmes et la hiérarchie des relations sociales (grossistes-semi-grossistes-détaillantes) dans le champ économique de la commercialisation de denrées alimentaires en milieux urbains. Il cherche à établir si la pratique commerçante des denrées alimentaires elle-même ramène à une intersectionnalité au sens d'une conception masculine des phénomènes sociaux, et si les BSD sont les « actrices invisibles » du processus de développement et corollairement de leur autonomisation.

À cet effet, il questionne les identités masculines et féminines comme construites socialement et non biologiquement dans le processus réel et complexe du développement camerounais afin de saisir comment s'est, et est posée, la question de l'autonomisation des BSD dans leur environnement socio-économique et politique. Et aussi, comment leurs problématiques ont évolué au fil du temps.

Nous n'examinons pas en détail les étapes importantes du développement sauf pour noter les dimensions structurantes du rôle social inter-intra catégoriel des acteurs dans la construction de l'histoire de l'approvisionnement au féminin au Cameroun. Il s'agit de scruter la trajectoire historique des BSD depuis les temps et les ordres anciens, en identifiant les continuités, les invariants dans le rapport : acteurs, pratiques et territoires ainsi que les principaux défis de genre à relever. Nous terminerons par un regard sur l'imaginaire collectif, les discours et les représentations relatifs aux BSD dans ce champ de développement.

Nous pourrions ainsi suivre l'évolution de la figure des *Bayam-Sellam* en général, et de la BSD en particulier dans le temps synchronique et diachronique, pour en dégager les différents aspects déterminants sa mobilité ou son immobilité. Nous pourrions, à partir des aspects analysés dans cette partie du travail, être en mesure de répondre à la question des facteurs favorables ou défavorables à l'autonomisation des détaillantes, lesquels facteurs la tirent ou

pas vers le « bas » et refrèment ou non les rapports égalitaires de genre, c'est-à-dire la mobilité ou l'immobilité socioprofessionnelle.

2. Observation directe des pratiques des acteurs en milieu

Bayam-Sellam

Saisir les relations de genre et développement au sein des *Bayam-Sellam* exige la prise en considération des conventions mises en place par eux/elles-mêmes dans le discours sur les marchés et leurs pratiques. Il nous a ainsi paru indispensable d'aller au « *front* » selon l'expression habituellement utilisée par les femmes pour désigner plusieurs réalités dans le marché. D'abord, le front en tant que marché est un lieu physique prédéterminé, où se pratiquent des achats et de ventes, - ensuite, il s'agit d'un espace social d'interactions intra *Bayam-Sellam*, et entre les *Bayam-Sellam* et les clients, - et enfin, d'un espace de contraintes, de courage et de défis à relever au quotidien. Nous pensons que ce cadre empirique dynamique nous permettra d'analyser avec nuance certaines dimensions du genre à travers une variété de situations et de relations homme-femme dans le champ spécifique d'approvisionnement en denrées alimentaires.

Rappelons que les noms des marchés ne sont pas le fruit du hasard. Ils rappellent à fois la pluriethnicité et l'histoire même des villes et des quartiers. Le climat sur ces marchés à Douala et à Yaoundé est chaud et humide avec une température moyenne de 28°C. De juin à octobre, c'est la grande saison des pluies, et d'octobre à mars, la saison sèche. Nos observations directes des pratiques d'achats et de ventes sur les marchés se sont déroulées pendant les deux saisons climatiques : saison sèche et saison pluvieuse. Le but étant de vivre les conditions de travail indécentes dans lesquelles évoluent les *BSD*.

Nous y avons noté l'existence d'aspects pertinents selon la dimension de genre (sexospécifiques) au niveau des acteurs, des communications, des discours, des tensions, des compromis, des négociations, des logiques et des stratégies. Nous avons constaté le caractère non exclusif de l'appartenance à un marché : bien souvent, les membres d'un marché participent à d'autres marchés au sein d'une même localité et/ou d'un même quartier, et y pratiquer plusieurs activités au même moment ou à intervalle réduit. Les femmes et les hommes participent souvent à plusieurs marchés à travers les membres de la famille (nucléaire ou élargie). Ces observations ont fait émerger, à partir du vécu des femmes *Bayam-*

Sellam qui participent à la commercialisation des denrées alimentaires, différentes pratiques individuelles et/ou collectives en faveur ou pas de leur autonomisation. Cette dernière s'analyse de ce fait dans un territoire aux caractéristiques géographiques et culturelles bien connues (dimension territoriale du déficit de développement réel). C'est à l'intérieur de ces territoires (marchés populaires) que s'analyse aussi la dimension métrique, c'est-à-dire économique du développement réel. Ces deux derniers aspects sont eux-mêmes en interaction avec la dimension genrée du déficit de développement réel mis en évidence par les rapports hiérarchiques entre les *Bayam-Sellam* femmes et hommes

Il nous semble, ayant observé les pratiques des femmes et écouté ce dont elles se plaignent, que deux demandes essentielles constituant des enjeux majeurs du défi de l'autonomisation des *Bayam-Sellam Détaillantes* au progrès du développement humain⁶² et démocratique au Cameroun émergent : amélioration des capacités économiques, et reconnaissance sociale. Ces enjeux se complexifient cependant une fois pris en compte le fait que la femme camerounaise en général, et *Bayam-Sellam Détaillante* en particulier, est, en matière de développement, structurellement dépendante, aussi bien de la régulation extérieure que des schèmes patriarcaux endogènes.

Le 21 mars 2010, de cinq heures à midi, nous avons observé le déroulement des interactions fonctionnelles et relationnelles entre douze hommes et douze femmes *Bayam-Sellam* au marché des approvisionnements de New-Bell à Douala. Leur âge variait entre 28 et 52 ans pour les hommes et entre 23 et 61 ans pour les femmes. Une semaine après, selon les mêmes modalités et configurations d'observation, nous étions sur le marché des approvisionnements de Mfoundi à Yaoundé, pour observer 18 autres *Bayam-Sellam*.

De ces observations directes en ces deux lieux différents, nous avons noté une réalité importante et paradoxale : sur les quarante-deux acteurs, 30 étaient des femmes. Parmi les trente *Bayam-Sellam* femmes, 27 étaient détaillantes et 3 semi-grossistes. Parmi les douze *Bayam-Sellam* hommes, 9 étaient grossistes et 3 demi-grossistes. Il n'y avait aucun *Bayam-Sellam Détaillant*. Schématisation sous la forme du tableau ci-dessous :

⁶² Autrement dit le développement, n'est pas une question d'étape de la croissance économique, d'indicateurs métriques, de construction de routes, mais, comme le souligne Paul VI (1967) dans l'encyclique « *Populorum progressio* », il est question du « *vrai développement, qui est le passage, pour chacun et pour tous, de conditions moins humaines à des conditions plus humaines* ».

Statut des acteurs	Effectif (F)	Effectif (H)	Total
Détaillant(e)s	27	-	27
Semi-grossistes	3	9	12
Grossistes	-	3	3
Total	30	12	42

Source : Terrain, 2010

Cependant, même si cette présentation en trois catégories d'acteurs illustre les rapports de sexe inégalitaires entre les hommes majoritairement (semi) grossistes et les femmes majoritairement détaillantes, elle démontre la capacité des BSD à entreprendre. Toutefois, ce contexte nécessite une analyse beaucoup plus fine et profonde autour du questionnement suivant : pourquoi l'économie de la commercialisation des denrées alimentaires est-elle fortement féminisée par le « bas » ? Comment la mobilité/ou la stratification socioprofessionnelle a-t-elle été construite au fil du temps dans le secteur du vivrier ? La trame réflexive et analytique qui suit cherche à répondre à ce questionnement.

Lorsque nous avons cherché à approfondir ce questionnement par des entretiens explicatifs sur les marchés avec les *Bayam-Sellam*, Agnès B. nous a confié : « *Dans nos marchés, c'est dur, les hommes font la loi, on ne peut rien dire ... les hommes contrôlent tout ici* » (*Bayam-Sellam Détaillante* au marché de Mfoundi, témoignage recueilli le 21 mars 2010).

L'illustration à travers le tableau de la hiérarchisation socioprofessionnelle ⁶³ ci-dessous :

⁶³ (1) Cette hiérarchisation socioprofessionnelle est également visible à travers les pratiques réelles qui sont amplement étudiées dans les chapitres IV et V.

Positionnement des acteurs (achat-vente)	Profil des acteurs	Variable sexe	Variable financière	Variable mobilité du niveau 3 vers le niveau 1
Niveau 1 (N1)	Grossistes	Hommes +++ 	Hommes+++	Ascendante Structurelle
Niveau 2 (N2)	Semi-grossistes	Hommes ++- 	Hommes+++	Ascendante Structurelle
Niveau 3 (N3)	Détaillantes	Femmes +++ 	Femmes - - -	Ascendante Conjoncturelle

Source : Auteure

Comment lire le tableau ?

La mobilité est considérée ici comme un paramètre de positionnement et d'appréciation de l'autonomisation de genre dans le champ du vivrier. Les signes +++ / et ou --- sont les marqueurs de l'intensité au niveau de la mobilité.

Les signes +++ = Mobilité forte

Les signes ++- = Mobilité moyenne

Les signes - - - = Mobilité nulle.

Si on s'intéresse par exemple au (N3) en rapport avec les (N1) et (N2), et si on relie le tableau à la mobilité socioprofessionnelle de genre dans le champ du vivrier, nous avons au niveau masculin une ascendance structurelle par rapport au (N1) où il y a des grossistes. Autrement dit, les hommes y sont majoritaires et dominant. Ils bénéficient par ailleurs d'une ascendance structurelle au sens de durable, car inscrite dans les structures et les pratiques de la reproduction sociale intercatégorielle.

Au niveau féminin qui correspond au (N3), on observe une prédominance des Détaillantes, et la mobilité y est d'ascendance conjoncturelle par rapport au (N1). En outre, les Détaillantes

peuvent aller du (N3) (niveau inférieur basique) au (N1) (niveau supérieur dominant) en passant par le (N2) (niveau intermédiaire de mobilité) de manière conjoncturelle. Ce qui signifie que la mobilité des BSD est variable et potentiellement fragile car dépendante de la conjoncture. On a donc un mouvement de fond de long terme qui s'entretient entre le (N1) et le (N2). Inversement, les hommes peuvent faire le chemin contraire du (N1) vers le (N3) de manière structurelle, c'est-à-dire de façon historique, tandis que c'est par aubaine conjoncturelle que les Détaillantes peuvent d'aller du (N3) au (N2) et au (N1).

A ce stade-ci, même si cette configuration numérique et cette confiance ne sont porteuses que d'un substrat de savoir empirique partiel qui ne reflète qu'imparfaitement la réalité économique de genre, elles nous permettent en revanche d'avancer l'hypothèse d'une hiérarchisation sociale de travail dans le champ des approvisionnements urbains. On peut également, sans risque d'exagération, affirmer que le marché de la commercialisation des denrées alimentaires est un des lieux où se construisent quotidiennement différences et disparités entre hommes et femmes.

Le concept d'hiérarchisation socioprofessionnelle est essentiel. Il nous permet ici d'analyser la situation des femmes sur le marché de l'auto-emploi du commerce des denrées alimentaires dans un contexte de déficit de développement réel, et de poser la question de leur statut social : l'auto-emploi serait le fil conducteur pour lire la place des BSD dans la société et dans le processus du développement camerounais. En paraphrasant Margaret Maruani (2007), on dira que le statut de leur emploi définit leur position professionnelle et sociale sexuellement différenciée (voir tableau ci-dessus). Les femmes y sont statistiquement prédominantes, confinées au dernier rang (détaillantes) tandis que les hommes y émergent en petit nombre, cependant qu'ils occupent les places de premier rang (grossistes, semi-grossistes).

Cette table de la hiérarchisation sociale montre clairement un monde segmenté en deux pôles d'acteurs : les *dominants-décideurs* et les *prédominantes-décidées*. Par ailleurs, ces résultats peuvent être interprétés comme indiquant un développement de la hiérarchie sociale ascendante masculine. Celle-ci implique la modification de niveau social vers le haut observée chez les *Bayam-Sellam* homme et paraît s'expliquer également par des frontières inter-catégorielles plus floues. Les dominants-décideurs ne sont cependant pas l'incarnation d'une domination totale des prédominantes-décidées. Le poids démographique devient une contrainte dans la prise de décision des dominants-décideurs au point de relativiser les rapports dominants-dominées.

En approfondissant le champ optique de l'observation sur le terrain de la mobilité sociale intercatégorielle, nous avons pu relever deux articulations. *Primo*, au sein de la logique d'approvisionnement et d'acteurs, à Yaoundé tout comme à Douala, la hiérarchisation socioprofessionnelle était centrale, voire préoccupante. *Secundo*, cette même hiérarchisation structurait non seulement les rapports de pouvoirs et inégalitaires entre les hommes et les femmes *Bayam-Sellam*, mais aussi la portée de leurs pratiques commerciales dans le champ du développement camerounais. Les promotions et les améliorations sont plus visibles chez les hommes que chez les femmes. Ici, tout se passe comme si la sécurisation alimentaire des villes devait passer inévitablement par la femme et que sa gestion, son contrôle et sa maîtrise sont l'apanage des hommes. Cette hypothèse a été avancée par plusieurs études effectuées sur le sujet des *Bayam-Sellam* (N'Sangou Arouna, 1985, Batana, 2007), ainsi que sur celui plus général de la division du travail agricole selon le genre (Beneria, Meillassoux, Droy, House-Mindamba & Ekechi, Quisumbing, cités par Batana, 2007).

Rappelons en passant que, si maintes études ont porté leur attention sur les acteurs du commerce des denrées alimentaires, l'étude approfondie de la hiérarchisation (infériorisation) sociale de travail qui structure la mobilité (l'autre visage de l'autonomisation) entre les hommes et les femmes ne semble pas, à notre connaissance, avoir fait l'objet d'étude particulière à Yaoundé ni à Douala, notamment sous l'angle de la sexo-spécificité. Cette étude souhaite donc combler cette lacune.

Il nous a paru par ailleurs évident que la problématique de l'autonomisation des BSD soit appréhendée et analysée dans sa complexité, c'est-à-dire comme une réalité construite au fil du temps plutôt que comme une contingence immédiate et conjoncturelle qui occulterait ses fondements. D'où l'importance du paradigme acteurs, système et structure. Il nous permet de remonter dans le temps pour étudier à la fois la figure de la *Bayam-Sellam* dans le temps long, et la structuration des rôles, des statuts, des rapports hiérarchiques au sein de la dynamique de la commercialisation des denrées alimentaires. Nous postulons que la situation actuelle de la *Bayam-Sellam Détaillante* est le résultat de l'accumulation et de l'interaction des différents changements sociopolitiques et économiques au Cameroun.

3. Historicité de la hiérarchisation socioprofessionnelle des *Bayam-Sellam* : l'éclairage du présent par le passé

3.1. Le statut de la femme aux prises du principe patriarcal : pratiques quotidiennes

Cette sous-section consacrée à l'historicité de la hiérarchisation socioprofessionnelle, dans le champ du commerce des denrées alimentaires en milieux urbains, est liée à l'histoire, d'une part, et à la structuration du processus du développement au Cameroun, d'autre part. À la question *Does history matters ?* dans l'explication de la hiérarchisation socioprofessionnelle homme-femme au Cameroun, il apparaît qu'il existe un sentier de dépendance historique (*path dependence*) qui structure la hiérarchisation, la différenciation et la collaboration sociales entre les hommes et les femmes *Bayam-Sellam*. Cela permet d'entrevoir les fondements idéologiques, culturels et matériels qui sous-tendent les catégories sociales et éclairent la manière dont les femmes *Bayam-Sellam* se positionnent et produisent leur autonomisation dans un contexte où la dimension genrée du déficit de développement réel reste marqué par le primat du masculin sur le féminin.

Le Cameroun est évidemment très vaste. En conséquence, l'organisation et la gouvernance de la cité sont également trop variées pour qu'on puisse définir avec précision le cadre historique d'hiérarchisation sociale qui précède la division sexuelle des rôles, des statuts et du travail. Toutefois, nous pensons que comme dans toutes les sociétés traditionnelles, le primat du masculin y était à la fois une donnée idéologique et culturelle d'ordre essentialiste et effective. La sphère publique, réputée valorisante et prestigieuse étant réservée aux hommes, le domaine des femmes demeurant celui de la vie domestique au sens large, comme en Occident, et plus généralement la subsistance de la maisonnée (*household* en anglais). Celle-ci constituait l'unité de base de production, de consommation voire d'autonomisation.

Tout était soumis à l'homme, chef de famille, responsable de l'ensemble des ressources productives et des exploitations agricoles. Il avait la haute main sur la main-d'œuvre et les moyens de production. Les droits sur la terre consistaient en un droit à usage productif de la terre exclusif à l'homme. Cependant, dans la mesure où la société avait pour souci dominant d'assurer sa subsistance, la condition des femmes dans la production était complémentaire de celle des hommes et des enfants.

En effet, pendant des siècles, la famille au Cameroun comme partout ailleurs, fut à la fois foyer de production, de consommation et de résidence. C'était un ensemble large - qui renvoie, en langage ethnologique classique au « lignage » - et non l'ensemble restreint dit « nucléaire » que nous connaissons aujourd'hui : la mère, le père, les enfants, voire exceptionnellement les grands-parents. Au fil des générations, un nombre élevé d'alliés sociaux, dont les descendants, faisait à son tour partie de la famille (Coquery-Vidrovitch, 1994). Or, le Cameroun, en raison de ses vastes étendues et de la multiplicité de ses groupements historiques, sociaux et culturels (que le vocabulaire ethnographique a qualifiés du nom d'ethnies), comporte une gamme variée de types d'organisations de communautés familiales. Il n'y a donc pas un modèle unique qui décrive « la femme camerounaise » ou *Bayam-Sellam*, et moins encore « la place de la femme » dans la famille.

Néanmoins, on peut discerner quelques tendances majeures, voire lourdes, mâtinées de diversités nationales. Jusque vers le milieu du XX^e siècle, la grande majorité des Camerounais(es) étaient des ruraux/rurales. Ils se répartissaient entre éleveurs, agriculteurs et quelques noyaux relativement isolés. Une division nette et non figée du travail existait entre hommes et femmes. En gros, les hommes assumaient la guerre, se livraient à la chasse, assuraient le commerce de longue distance, contribuaient au défrichement des terres, géraient les affaires politiques. Les femmes, pour leur part, assuraient le suivi de l'agriculture, les tâches domestiques telles que l'approvisionnement en eau et en bois de chauffe, le jardinage de proximité, et le *petit commerce de subsistance et de voisinage* qui leur permettait d'amorcer une autonomie financière. En même temps, elles assumaient entièrement l'ensemble des tâches liées à la reproduction, avec un taux de fécondité proche du maximum biologique soit, en moyenne, un enfant tous les deux ans. Seul répit relatif dans ces activités était le temps des réjouissances, des mariages, des fêtes agraires, des relations sociales entre villages et entre familles où là encore, les femmes assumaient l'ensemble des préparatifs.

Dans cette société amplement patrilinéaire et patriarcale, le rôle dans la transmission des biens et du pouvoir était inégal entre hommes et femmes. La naissance d'une fille, bien que moins honorable que celle d'un garçon, était appréciée ; elle était pour la famille une source de richesse, car promesse de force de travail et garantie d'enfants à venir soit pour la famille même (cas de matrilocalité), soit pour la future famille d'accueil (cas de virilocalité). La femme était donc une valeur sociale, qui se transforma avec l'introduction des monnaies modernes en valeur marchande via une monétarisation de la dot.

C'était déjà aussi une valeur politique auparavant, dans tous les cas, à condition de l'utiliser de façon judicieuse⁶⁴. La femme se trouvait dès lors, dans la société camerounaise utilisée comme un instrument de reproduction sociale et économique. Partout ailleurs, si les travaux des champs étaient mixtes, la houe était généralement réservée aux femmes. Les hommes maniaient, pour l'abattage des arbres, la hache ou la pelle. L'implication des hommes au travail agricole en Afrique noire en général et au Cameroun en particulier, est une conséquence tardive de la modernisation. Le travail mécanisé et qualifié fut monopolisé par les hommes parce qu'il demandait un minimum de capital, tandis qu'aux femmes restait le travail à la main qui requérait un savoir-faire millénaire (Coquery-Vidrovitch, 1994).

La division et la hiérarchisation sexuelle du travail étaient donc des éléments qui structuraient non seulement la vie quotidienne des hommes et des femmes, conséquence de la vision patriarcale de la femme mais également le processus de son autonomisation.

3.2. Le sexe idéologique comme principe de stratification et de marginalisation sociale des BSD

Il n'est point besoin de démontrer ici que le principe essentiel sur lequel repose la stratification et la distance sociale est le sexe et qu'il varie, quelques fois, en fonction de l'âge. La question est de savoir comment ce principe agit sur la position sociale, économique et politique de la femme *Bayam-Sellam*. Les catégories de sexe étant par essence hétérogènes, le terme « sexe idéologique » dénote l'adhésion à une théorie privilégiant le patriarcat⁶⁵, c'est-à-dire une forme de domination masculine contextualisée dans le temps et l'espace camerounais. D'où l'entremêlement déjà signalé entre la dimension genrée et la dimension territoriale du déficit du développement réel. Dans le cas du Centre et Sud du Cameroun, Thierry Amougou (2015 : 10-11) illustre cela comme suit : « *Mon village paternel était un village où la case de ma mère et des autres femmes était appelée la cuisine, alors que le salon désignait celle de papa et des hommes. Il était interdit aux hommes d'être trop fréquemment dans la cuisine s'ils souhaitaient garder leurs femmes ou se marier au cas où ils étaient*

⁶⁴ Cas des mariages polygamiques entre les grands chefs, où les femmes étaient utilisées comme instruments politiques de domination et expression concrète du pouvoir ainsi que comme gages dans la hiérarchie du pouvoir.

⁶⁵ Le terme patriarcat soulève des objections. L'une d'elle est sa généralité. On lui reproche d'universaliser la forme de domination masculine située dans le temps ou dans l'espace.

encore célibataires. Il valait mieux pour eux qu'ils montrassent qu'ils étaient de vrais mâles en s'écartant des préoccupations féminines. Ceux qui ne respectaient pas cette règle couraient le risque de devenir la risée du village et de la contrée ».

Convention, culture et sentier de dépendance historique s'entremêlent dans cette citation et vont dans le sens des sociologues féministes (Cabral, Devreux, de Singly). Ceux-ci ont montré que les qualités physiques, sociales et culturelles, ainsi que le positionnement et les rôles sociaux que chaque société assigne à chaque sexe, sont confondus avec les différences liées à la physiologie de la reproduction (Mathieu, 1991). On parle des hommes et du masculin pour désigner l'ensemble de l'humanité, le « normal », et on donne une place spécifique et inférieure aux femmes, au féminin.

Dans cette perspective, masculinité et féminité chez les *Bayam-Sellam* désignent l'identité sexuelle qui structure les rapports entre homme *Bayam-Sellam* et femme *Bayam-Sellam*. Au sexe masculin, privilèges de l'honneur, du pouvoir, de la mise à disposition domestique et sexuelle des femmes. Sous prétexte de féminité, on part du principe que les hommes et les femmes n'intériorisent pas les normes et valeurs ancestrales de la même manière. Une approche plus nuancée de la psychodynamique du travail (Dejours, 2005) considérant la virilité (caractéristique intrinsèque à l'homme) comme le levier de la domination masculine, souligne le principe sexe comme un élément de la vision bi-catégorisée de genre, c'est-à-dire de la position (dominante-subordonnée) à laquelle un individu est soumis.

Il serait probablement plus juste d'ajouter que, dans la société traditionnelle camerounaise, la stratification entre les groupes sociaux se fondait également sur la prémisse d'Achola Pala (1964) selon laquelle « ... *la place que les individus occupent dans la société, les idées et les principes qui régissent leur mode d'interaction et la perception de leurs rapports avec les autres individus sont dans une large mesure fonction de leur rôle dans la production* », en fonction également des retombées financières afférentes.

Ainsi dans ce contexte, traditionnellement, au bas de l'échelle, on trouve les femmes, qui subissent une double exploitation. Premièrement, parce qu'elles ne possèdent pas de terres et deuxièmement, en tant que femmes (1972). Le constat est partagé dans d'autres contrées en Afrique. Cabral par exemple, étudiant la position de la femme chez les Fula – qu'il qualifie de groupe semi-féodal –, groupe égalitaire de Guinée, constate que les femmes ne disposaient d'aucun bien et n'avaient aucun droit de propriété ; elles contribuaient à la production mais

n'étaient pas propriétaires de ce qu'elles produisaient. En outre, les femmes étaient considérées comme la propriété de leur mari. Si certaines, dans des cas exceptionnels, étaient productrices et détenaient le contrôle de leur production, ce qui les rendait libres de jouir de leur droit de propriété, elles n'en étaient pas moins écartées d'un autre aspect de la production : leurs enfants appartenaient au mari, chef de famille (Cabral, 1969, citée par Pala et Ly, 1986).

Être femme suppose la déférence envers un homme et presque un statut de « mineur ». Le sexe est une raison de clivage entre les hommes et les femmes, traversé par une série de conflits et de tensions. On sait par exemple que chez les Bassa du Littoral du Cameroun, une femme parle de son mari en l'appelant « *nlôom* », ce qui signifie « *monsieur* », et pourrait se traduire par mon « *dieu* ». En théorie, la femme devrait se courber pour parler à son mari, elle lui devait respect et soumission. Dans un contexte analogue mais à propos du Maghreb (Rodney, 1972 citée par Pala et Ly, 1986), des Fula de Guinée-Bissau (Cabral, 1969) et de l'empire éthiopien (Tadesse, communication personnelle), on a montré que la différenciation sociale sur la base du sexe et du rationnement des ressources productives (terre) rabaissait, marginalisait la position des femmes dans la société précoloniale et limitait ses choix et ses capacités dans sa quête d'autonomie sociale.

Dans ce cadre, les représentations idéologiques des hommes, des femmes et des enfants dans la société (dans la sphère religieuse, sociale, politique, clanique, communautaire) est, de toute évidence, fonction de leur rôle dans l'économie. C'est pourquoi l'on peut en conclure que, plus faible était le degré de différenciation sociale, plus grande était l'influence féminine dans la société traditionnelle et inversement, plus le degré de différenciation était élevé, plus faible était l'influence de la femme. Il faut cependant souligner, une fois encore, que dans la société traditionnelle, la condition de la femme et, à un degré moindre, celle de l'homme, pouvait avoir des aspects contradictoires. Des facteurs jouant en faveur de l'influence sociopolitique marquaient aussi, dans certains cas, les limites de la liberté politique (Cabral, citée par A. O. Pala et M. Ly, 1986).

À ce registre social il faut ajouter, d'une manière générale, le registre administratif colonial qui ignorait les femmes camerounaises dans le champ économique institutionnel. Les colonisateurs, en effet, se sont d'abord adressés aux hommes, à qui ils réclamaient un impôt en argent et des cultures d'exportation obligatoire, favorisant ainsi leur entrée privilégiée dans l'économie monétaire.

La production de « *cash crops*⁶⁶ » a constitué, souligne C. Coquery-Vidrovitch (1994), « un facteur déterminant de maintien des hommes à la terre, tout en modifiant profondément, à terme, les structures d'exploitation. Par exemple, chez les Bété du Cameroun, les femmes étaient au début du siècle les principales cultivatrices de cacaoyers ; mais cette culture est devenue très vite, entre les deux guerres, une affaire d'hommes. Elle était liée en effet au paiement de l'impôt et imposait la fixation de droits permanents sur la terre (...) Les femmes devaient participer au travail agricole supplémentaire tout en restant écartées de l'économie monétaire (...) Le manque d'argent les condamnait à poursuivre, comme dans le passé, les cultures vivrières dans leurs propres champs ».

Autrement dit, l'administration coloniale favorisa la régression de la position des femmes dans le processus productif d'une part, et la montée d'une bourgeoisie agraire (culture de rente) essentiellement masculine d'autre part. Le travail des femmes dans ce cadre restait invisible parce que, n'étant pas encore vraiment entré dans l'économie monétaire, il n'était pas payé. La dimension métrique du déficit de développement réel est matérialisée ici par le travail économique non valorisé et non comptabilisé des femmes. Elle dépend de la dimension territoriale de déficit de développement réel lié au fait que le Cameroun est une colonie dont la mise en valeur entraîne une mobilisation forcée du travail féminin pour rendre productifs les indigènes masculins et permettre l'autonomie alimentaire des pôles performants de l'État colonial que sont les villes.

Le déficit de développement réel peut donc aussi se lire comme un processus historique ayant pour base une mise en valeur des territoires africains en général et camerounais en particulier, sans tenir compte de la conception indigène de la mise en valeur dont l'importance est capitale pour le développement réel. Finalement, la conception exogène de la mise en valeur de l'autonomisation prime sur la conception endogène.

3.3. Du village à la ville : autonomisation de subsistance et régression

Les années 1900 marquent le début d'un long processus d'urbanisation (Franqueville, 1975, Champaud, 1998, cité par Batana, 2007) et de modernisation spatiale au Cameroun. Il s'agit

⁶⁶ Signifie mot à mot : les récoltes payées « cash ». Par ce biais, les hommes furent les premiers bénéficiaires de l'économie monétaire. Dans les premiers temps de la colonisation, les cultures nouvelles furent imposées aux hommes (arachides, coton, caféiers, etc.).

de la création des espaces urbains, notamment ceux de Yaoundé et de Douala qui graduellement sont devenus des villes, politique et économique, stratégiques du pays dans le processus de développement. Après une période de lente progression jusqu'en 1939, le rythme s'est accéléré avec les années qui ont immédiatement précédé et suivi la décolonisation en 1960.

En outre, ces années sont celles d'un spectaculaire redressement de la courbe de croissance de la population nationale. Particulièrement, les villes de Yaoundé et de Douala furent marquées par le décollage démographique au sortir de l'indépendance du Cameroun, résultat de la suppression du travail forcé et de l'indigénat après la Conférence de Brazzaville (1944), qui limitait jusqu'alors les mouvements de populations vers les villes et des grands travaux urbains dus aux investissements FIDS.

Par ailleurs, l'insécurité qui règne dans certaines régions rurales du pays (rébellion des nationalistes « upécistes » en zone bassa et bamiléké par exemple) pousse nombre de ruraux à chercher refuge dans les grands centres urbains (Douala, Yaoundé), tandis que la mise en place des organes du gouvernement et le développement de l'administration centrale particulièrement dans la capitale, éveillent l'espoir des jeunes scolarisés qui, à la recherche d'un emploi de bureau, viennent tenter leur chance à Yaoundé. Depuis, la croissance démographique et les flux migratoires ainsi déclenchés ne se démentent plus.

On remarque d'abord que la forte émigration féminine urbaine est matrimoniale et relève encore, à cette époque, de mouvements de population de type rural. Elle posait comme telle un problème d'intégration au milieu local urbain. Toutefois, l'installation des autres membres de la famille facilitait l'intégration.

Par ailleurs, la présence des Européens et le développement de leurs activités devaient provoquer rapidement le déclenchement d'un mouvement d'immigration qui irait en s'amplifiant. Les premiers immigrants à se fixer sur les lieux, après les Européens, furent les commerçants venus du Nord, appelés de manière générique « Haoussa ». Comme dans beaucoup de villes d'Afrique, l'immigration prend pied et se développe par le canal du principe de « migration en chaîne » bien connu, le premier maillon de la famille entraînant les autres.

Les espaces urbains fraîchement créés et accompagnés du développement démographique qui les alimentait posaient assez rapidement un problème d'approvisionnement en denrées

alimentaires⁶⁷. Il fallait assurer la sécurité alimentaire des citadins. On a naturellement fait appel aux femmes rurales - paysannes -, et à celles qui accompagnaient leurs époux en ville et qui pratiquaient déjà pour la plupart un petit commerce de voisinage en produits alimentaires. À l'exception des magasins de centre-ville à Douala et Yaoundé, fréquentés par les citadins aisés et peu nombreux, l'essentiel du commerce des produits alimentaires se déroulait sur les marchés. Ils ne fonctionnaient que le matin. Dès cinq heures, les femmes étaient en place et elles offraient, comme c'est le cas encore aujourd'hui, les fruits et les légumes d'origine « villageoise ».

Les vivres consommés de façon habituelle par les citadins demeuraient cependant ceux de l'agriculture traditionnelle dont le volume commercialisé était une affaire majoritairement féminine. Les hommes, pour la plupart, s'étaient lancés dans la production, la commercialisation et la spéculation des cultures de rentes (café, cacao, etc.). Source essentielle du revenu monétaire des villageois, les cultures de rentes ont occupé les terres les meilleures et les plus accessibles : au bord des routes, à la lisière des villages. Leur culture devenue la tâche noble des hommes et source de devises importantes, faisait l'objet de tous les soins des services agricoles. Aux femmes ont été dévolues les cultures vivrières de subsistance, reléguées sur des espaces de cacaoyers plus écartés du village et moins valorisés.

En outre, les différentes petites structures économiques féminines se mettaient en place ; elles jouissaient d'un degré d'autonomie fort par rapport au politique mais faible au sein de la structure familiale. Sur un autre plan, si on considère que les hommes produisent intensivement certains produits alimentaires destinés aux villes, le circuit marchand masculin s'appuie sur les *Bayam-Sellam femmes*. On note qu'il existe des rapports complémentaires mais inégalitaires entre les producteurs et les revendeuses pour la distribution des produits.

Traditionnellement donc (principe patriarcal oblige), puisque ce sont les femmes qui ont toujours cultivé les vivres, elles se trouvent plus enclines à être à l'initiative d'un glissement de culture de subsistance vers une culture excédentaire permettant le commerce, d'une activité traditionnelle de la subsistance vers une dimension économique.

⁶⁷ Signalons qu'avec l'organisation des villes pendant et après la colonisation du Cameroun, le ravitaillement en matière alimentaire se faisait généralement à travers différents canaux en dehors des producteurs et consommateurs qui se réunissaient en un lieu. Les familles villageoises envoyaient des vivres à celles qui étaient en ville et continuaient à créer et à développer champs et plantations à cette fin. Un service de distribution n'existait pas encore. L'urbanisation allait développer de tels échanges qui peuvent être considérés comme les prémices du commerce des vivres.

Dans le processus de mise en valeur de l'économie coloniale, on voit les femmes apparaître comme *motrices de l'économie alimentaire de subsistance* et inversement, les hommes comme *locomotives de l'économie alimentaire de rente*. Aujourd'hui encore, comme déjà mentionné dans l'introduction générale, dans tous les marchés urbains du Cameroun l'observateur peut noter cette réalité : la prédominance féminine dans les marchés et les « petits » points de collecte de vivres.

Le tableau ci-dessous illustre les effets à long terme d'un chemin de dépendance culturel, structurel et conventionnel.

Stratification sociohistorique de l'approvisionnement dans le champ du vivrier au Cameroun⁶⁸.

Activités	Cultures	Avant l'urbanisation	Urbanisation Village → Ville	Impact de l'urbanisation sur les rapports de genre
Production	Subsistance			Immobilité F
	Rente			Mobilité H
Commer- cialisation	Vivrier			Immobilité F
	Rente			Mobilité H
Valeur sociale	Monnaie Valorisation			Autonomisation régressive - F Autonomisation progressive - H

Source : Auteure

Ce repère diachronique nous éclaire et permet de poser un constat théorique sur un aspect pertinent : *l'autonomisation de subsistance des femmes Bayam-Sellam*.

En effet, l'urbanisation, en tant que processus moderne de transformation des espaces sociaux du Cameroun, renvoie paradoxalement à un croisement des relations et logiques inégalitaires

⁶⁸ La subsistance à la femme, la rente à l'homme, conséquence réelle des lois patriarcales et coloniales. Tout laisse à voir que le champ du vivrier est historiquement organisé de manière hiérarchique. Son fonctionnement favorise la distribution inégalitaire des ressources financières, des facteurs de production et le renforcement de la position de second rang des femmes.

dans le champ du développement du secteur vivrier. La stricte division des tâches agricoles et des rôles dans la commercialisation des produits agricoles en ville selon le sexe s'est ainsi instaurée : aux hommes les cultures de rentes à l'exportation et leurs revenus monétaires, aux femmes les cultures locales qui assurent l'alimentation de la famille avec, en plus, les charges reproductives et communautaires.

Les *Bayam-Sellam*, femmes douées pour les affaires, résident en ville le plus souvent, après avoir délaissé le village (Batana, 2007). Elles y pratiquent activement le commerce des produits vivriers locaux qui leur offre une « *autonomisation de subsistance* ». Très tôt le matin, elles parcourent les villages qui n'ont bien souvent pas d'autres clients, achètent leurs produits aux paysannes et les acheminent vers les marchés urbains en louant un moyen de transport. Nous avons vu plus haut que la spécialisation des commerçants selon le sexe est la règle : les denrées de production locale de subsistance sont vendues par les femmes, celles qui sont moins traditionnelles (produits maraîchers et de rente notamment) le sont par les hommes, de même que tout ce qui appartient au domaine non alimentaire. Selon nos enquêtes, cette réalité est encore vécue aujourd'hui, les deux-tiers des commerçants mâles exerçant dans l'un ou l'autre domaine moins traditionnel.

Devant les réalités auxquelles doivent faire face les femmes, de nouveaux types de rapports vont s'installer. Le commerce des denrées alimentaires apparaît ainsi comme une extension de leurs rapports traditionnels à la terre et à la production des vivres. Qu'elles s'adonnent au commerce et arrivent à le prédominer, par le bas, est donc la conséquence du vécu et pas une démarche proactive et réfléchie. La position polaire qu'elles occuperont progressivement dans l'activité du commerce s'appuie sur leurs rôles dans le domaine agraire traditionnel. Nous n'affirmons pas ici que les paysans se soient transformés en *Bayam-Sellam* ; ce sont les capacités des femmes qui se sont transformées suite à l'évolution de l'environnement dans lequel elles vivent et évoluent. Elles adaptent leurs visions de la vie et de l'action sociale à ces mutations.

On voit apparaître dans l'histoire de l'urbanisation, au sens de la modernisation des espaces physiques du Cameroun, une catégorie de femmes dont les attentes, les intérêts directs (non médiés comme auparavant par les hommes) s'opposent fortement aux intérêts de celles touchées par la masculinisation de l'économie de rente camerounaise, de la redistribution inégalitaire du financement des activités, mal rétribuées et non reconnues socialement. Les femmes *Bayam-Sellam* se trouvent en situation fortement inégalitaire et discriminatoire inter-

et intra-catégorielle concernant notamment les possibilités d'accès au marché du travail typique, avec comme conséquence directe une féminisation très importante de la pauvreté. Celle-ci handicape l'avenir de ces femmes et a un effet cyclique sur leurs enfants qui peinent à l'école et éprouvent des difficultés à trouver leur place dans la société.

Qu'en est-il de l'impact des transformations politiques successives sur le rôle et l'autonomisation des femmes *Bayam-Sellam* ?

4. Mutations politiques et réinterprétation du rôle des femmes

Bayam-Sellam

La perspective *mobilité, genre et développement* démêle le caractère spécifique de la place et du rôle de la femme *Bayam-Sellam* dans le processus du développement en lien avec les logiques du système d'approvisionnement hérité de l'urbanisation des politiques de développement au Cameroun. Le décryptage et le regard rétrospectif sur les aspects fondateurs de la construction ou de la transformation statutaire de la femme *Bayam-Sellam* dans le temps et l'espace politique camerounais peuvent s'analyser en trois moments.

4.1. Processus d'urbanisation-politique dirigiste⁶⁹ et rôle reproductif de la femme *Bayam-Sellam* (1945-1970)

La mise en valeur de la colonisation qui avait évincé la base précoloniale du développement réel dès 1800⁷⁰, s'est renforcée, aux lendemains de la seconde Guerre Mondiale, par l'ordre du modèle dominant du développement. L'année 1945 marque le point de départ de la modernisation des milieux de vie des pays du Sud comme « machine de guerre » de l'approche dominante du développement. Elle correspond au Nord à la mise en place du modèle keynésio-fordiste (1945-1970) dont l'impact dans le cas du Cameroun est un État interventionniste et dictatorial. La fin du modèle keynésio-fordiste en Occident annonce la crise du modèle de l'État-développeur camerounais dans les années 1980.

⁶⁹ Correspond à la période politique dirigée par Ahmadou Ahidjo, premier Président de la République du Cameroun.

⁷⁰ Cette date marque grosso modo le début de la colonisation en Afrique par les puissances coloniales occidentales.

Les milieux urbains dans lesquels évoluent les femmes *Bayam-Sellam* que nous avons observées à Yaoundé comme à Douala s'inscrivent dans cette histoire. Ils sont porteurs de l'héritage d'une histoire camerounaise qui, sous contrainte de la dynamique globale sus-évoquée, a inscrit l'approvisionnement des villes par les villages en denrées alimentaires comme maillon fondamental de son projet. Compte tenu du positionnement traditionnel des femmes dans la production et la commercialisation des denrées alimentaires, cela a directement eu un impact sur leur rôle économique et leur autonomisation.

En conséquence, le contexte d'urbanisation post colonisation est marqué par une dynamique géopolitique dont la tendance lourde est la primauté de la main-d'œuvre masculine destinée à contribuer à l'objectif de développement économique du Cameroun. Dans le cadre de cette culture développementaliste classique, saisie au prisme de la vision patriarcale et de la division sexuelle du travail, l'émigration féminine n'est envisagée le plus souvent que sous l'angle familial (c'est l'âge d'or des politiques nationales de modernisation) et caractérisée par son invisibilité. La femme rurale qui émigre en ville n'a pratiquement de statut qu'en référence à son rôle d'épouse, d'accompagnatrice de son homme, de nourricière familiale et de mamelle nourricière nationale via la pratique du commerce des denrées alimentaires.

La politique d'urbanisation néglige les caractéristiques essentielles de l'émigrante, nie l'identité propre de celle-ci et définit son existence par assimilation à celle de son mari. Elle jouit de peu de droits de manière autonome (pas de normes spécifiques abordées pour reconnaître sa singularité, voire ses vulnérabilités) et est tenue à une pluralité de devoirs et de tâches reproductives dans les secteurs invisibles et informels de l'économie domestique par exemple l'éducation des enfants, l'entretien de la maison. Une petite partie de cette émigration est mobilisée dans l'approvisionnement des villes notamment, des villes stratégiques d'un point de vue économique, Douala, et politique, Yaoundé : la femme doit stabiliser le ménage et l'homme assurer les besoins économiques de celui-ci. Il en résulte que les hommes et les femmes, leur travail ainsi que leurs rapports ne sont plus inscrits dans une dynamique dont le but est d'améliorer leurs conditions réelles d'existence mais dans celle de renforcer les performances de l'appareil modernisateur par excellence qu'est l'État camerounais. Le développement réel porté par les pratiques populaires, notamment féminines, a par conséquent été réprimé par un État dont la dimension patriarcale a soumis les femmes à une double perte d'autonomie : celle issue d'une dynamique internationale dont l'économie ne fait aucun cas et celle liée à un État camerounais qui sous-estime leur apport et leur rôle dans son processus de développement.

Plus concrètement, pendant cette période, la femme rurale commerçante était confrontée à plusieurs difficultés notamment la dépendance vis-à-vis de son époux, l'apprentissage difficile des langues locales (bété et douala), l'insertion dans la vie citadine, l'accès au travail, l'isolement, la solitude, la dévalorisation de son savoir-faire traditionnel, la violence physique et symbolique, etc. Par ailleurs, l'inexistence ou l'insuffisance des mécanismes ou règles spécifiques permettant d'aider cette femme face aux difficultés rencontrées en ville renforçait sa situation de double marginalisation privée et publique. D'où un renforcement entre la dimension métrique, la dimension genrée et la dimension de déficit de développement réel des BSD, car ce cadre ébranle ses « *fondations, détruit les repères sociaux essentiels des femmes migrantes et leur sens de la réalité, ruine les institutions sociales et menace les identités et allégeances fondées sur les lieux, la communauté et la famille* » (M. Benradi citée par Ngo Nyemb-Wisman, 2013)⁷¹.

Cet encodage identitaire et statutaire tant au niveau administratif que de la recherche scientifique⁷² offre un terreau fertile aux rapports inégalitaires de pouvoir émigrant/émigrante. Par ailleurs, il freine la promotion de genre (notamment au sein des couples à faible capital social et culturel où la femme est plus touchée et exclue, plus vulnérable et précarisée). Enfin, il contribue à l'invisibilité et à la sous-estimation de la femme quant à sa participation au champ du développement au Cameroun, car circonscrite à la sphère de l'économie de l'ombre, de la domesticité, de la clandestinité et de l'informalité.

Au sein des primo-arrivants urbains, l'homme émigrant est considéré comme acteur du développement tandis que la femme émigrante apparaît majoritairement comme agent passif bénéficiaire du progrès. Au niveau scientifique, l'intérêt porté à l'émigration féminine, spécifiquement au rôle des femmes et aux inégalités de sexe, est resté en marge de la production théorique. Le processus d'émigration en lien avec le processus d'urbanisation a été traditionnellement expliqué sous l'angle du seul développement économique, dans lequel l'homme a la maîtrise des transformations à impact social.

⁷²Les rares travaux en sciences sociales sur les migrations et sur les femmes migrantes s'attachaient uniquement à démontrer les difficultés d'adaptation à la société d'accueil et les enfermaient dans un cadre statutaire patriarcal de mère-épouse et non sur les problèmes spécifiques de la femme migrante, telles que les difficultés de socialisation à la culture d'accueil.

4.2. Politique du libéralisme communautaire et rôle d'agent (re)productif de la femme *Bayam-Sellam* (1982-1990)

Le deuxième moment, 1982-1990, coïncide avec les changements conjoncturels inhérents aux bouleversements institutionnels, politiques internationaux et à la crise économique au Cameroun. Il est caractérisé successivement par l'alternance constitutionnelle au sommet de l'État : Paul Biya succède au président Amadou Ahidjo après plus de 30 ans à la tête de l'État, et ensuite par la dégradation des conditions de vie des populations dans un contexte de crise de l'État-développeur. L'arrivée du nouveau chef d'État marque une rupture paradigmatique en termes de gouvernance en général, avec comme corollaire le « *libéralisme féminin* ». Une rupture de deux dimensions : au sens lexical du discours favorable aux femmes dans la société camerounaise et une rupture conjoncturelle matérialisée par la crise économique des années 1980 qui entraîne une redistribution des rôles.

À partir de ce moment, la contribution des femmes dans l'approvisionnement des villes est importante, incontournable, et visible. Elle coïncide avec la multiplication des études féministes et l'activisme de la deuxième génération des femmes émigrées, qui sont visibles et provoquent un début de changement de regard et de perspective sur la situation statutaire de la femme émigrante dans la construction du développement.

Mais l'essentiel de l'analyse reste substantiellement collé au paradigme de la femme émigrante passive, subissant l'émigration de son homme et ses effets. Elle est perçue comme active seulement en tant que membre de la famille, occupée dans la sphère domestique, à l'éducation des enfants, à la charge de l'homme considéré comme protagoniste principal des ressources du ménage et du bien-être de sa lignée. Reconnue comme agent de la sphère privée, la femme émigrante l'est peu ou pas dans la sphère productive du ravitaillement des produits vivriers, de la sécurité alimentaire urbaine, de la croissance économique : la femme camerounaise reste un instrument de sécurisation de la modernisation spatiale et sociale.

Les femmes en général et en particulier les *Bayam-Sellam* en situation de pratiquer cette activité génératrice de revenus de manière permanente acquièrent timidement une autonomie financière dont l'effet est immédiat et perceptible au niveau de leur situation familiale et leur statut social. Désormais, elles participent par exemple à la satisfaction des besoins matériels familiaux, elles sont gardiennes du lien familial et garantes de la cohésion sociale. Elles s'impliquent parfois plus que les hommes dans la subsistance de la famille dans les

campagnes à travers des envois de fonds et de marchandises. Avec l'intégration dans le processus de prise de décision familiale qui s'ensuit, elles retrouvent confiance et estime de soi.

Ce cadre d'autonomisation financière induit la transformation du rôle de la femme : d'accompagnatrice de son époux, d'assistante-assistée par son conjoint, elle passe à celui d'agent responsable de sa vie et de sa famille, voire d'assistante des familles de campagnes. Mais l'évolution du rôle familial, puis économique vers un rôle plus communautaire et social (notamment dans le monde associatif des quartiers urbains) ne tient pas compte de ses besoins spécifiques et ne lui confère pas encore de plus-value significative, notamment dans le champ du développement. Cela renforce la dimension genrée de déficit du développement réel.

4.3. Neutralité du « Welfare State » et rôle d'actrice de développement (de 1990 à nos jours)

Il faut attendre le troisième moment, soit de 1990 à nos jours, caractérisé par une nationalisation pluridimensionnelle de crises (géopolitique, économique, sociale, démographique, environnementale) pour voir émerger une nouvelle figure de la femme migrante *Bayam-Sellam* : celle d'une personne se déplaçant de manière autonome, tenant un rôle visible et capital dans le champ du développement et de la solidarité nationale, et revendiquant ou imposant sa place dans la sphère publique. Cette nouvelle donne met en lumière deux réalités connexes.

Premièrement, l'essor de la féminisation du commerce des denrées alimentaires qui sous-tend l'augmentation importante de la proportion des femmes *Bayam-Sellam* occupant un auto-emploi dans le pays et de surcroît, dans le contexte de la disqualification de « l'État social », en particulier pour ce qui nous concerne ici, l'échec des entreprises publiques liées à l'approvisionnement urbain en vivres. L'environnement macroéconomique libéral et les politiques inhérentes ont entraîné un délabrement patrimonial suite au placement de l'État développeur sous contrainte des mesures d'austérité des PASD. Cela a constitué un incitant favorable à l'essor des activités commerciales des BSD. Ce phénomène, malgré un aspect utilitariste lié à un contexte de crise, s'accompagne aussi d'un ensemble de pratiques solidaires. Celles-ci se matérialisent par les transferts de biens sociaux (savoirs et compétences) et de fonds vers leurs régions d'origine et de leur implication dans les réseaux

et échanges nationaux, dynamique qu'on observe partout, et pas uniquement à Douala et à Yaoundé.

Ces transferts de fonds utilisés pour les biens de consommation, les soins de santé et l'éducation, constituent la forme la plus visible et directe de lutte contre la pauvreté. Ils induisent une perception nouvelle du *rôle providentiel* de la femme *Bayam-Sellam* capable, au village et en ville, de sortir sa famille de la pauvreté. Il s'agit là d'une conséquence de son rôle économique de la commercialisation des denrées alimentaires dans l'économie informelle. Cette nouvelle tendance qui impacte la femme *Bayam-Sellam* ainsi que les autres membres de la famille occupe cependant une place modeste, sinon marginale, dans les réflexions scientifiques et l'agenda politique camerounais.

Deuxièmement, depuis deux décennies la relation entre la femme *Bayam-Sellam* et le développement se pose en référence au postulat selon lequel elle peut contribuer au développement à condition que cela s'effectue dans le bon ordre et dans le respect de la justice sociale et de l'égalité homme-femme. Partant de là, les femmes *Bayam-Sellam* sont devenues des personnes et des ressources, source de renforcement du processus de développement du Cameroun.

Mais tout ceci reste instrumental et n'intègre pas une approche en termes de déficit de développement réel⁷³. « Le libéralisme féminin » véhiculé par le libéralisme communautaire n'a pas posé de nouvelles bases pour le développement camerounais. Il a continué à travers les PAS, « à broder » sa politique autour du modèle dominant. Par conséquent, la sortie du Cameroun en général et notamment des BSD du déficit de développement réel n'a pas été effective mais feinte à la fois par un discours public favorable aux BSD et par une instrumentalisation du discours international produit par la troisième conférence mondiale sur les femmes⁷⁴.

⁷³ Voir introduction générale, point 5.1.

⁷⁴ 1985 à Nairobi sur les stratégies et les perspectives d'actions de promotion de la femme.

5. Stéréotypes et discours sur la figure de la femme

Bayam-Sellam

Lorsqu'on parle de développement, l'accent reste le plus souvent mis sur les aspects économiques et pas assez sur les questions-clés sociales, humaines et de genre. Or depuis quelques années, on assiste à l'émergence d'un nouveau discours et de nouvelles politiques en matière de genre, de la part du gouvernement, parallèlement, il est vrai, à l'évolution des facteurs économiques et démographiques. Il s'agit désormais de réaliser un « co-développement » s'appuyant notamment sur les femmes au sein parmi lesquelles les BSD jouent un rôle incontournable.

À l'égard de la BSD, les préjugés et stéréotypes sont encombrés de tout un bagage dépréciatif hérité de la vision patriarcale qui postule le primat de la reconnaissance de l'homme au détriment de la femme. Il en découle une matrice socioculturelle de pensées, de jugements, de perceptions, de normes et de valeurs, conscients ou inconscients, qui révèle la qualité du regard social sur la BSD.

Globalement, au Cameroun, la BSD renvoie au critère de l'informalité, tandis que dans l'imaginaire collectif populaire camerounais, le plus souvent, elle est associée à des critères de matérialité (Ngo Nyemb-Wisman, 2011). Corollairement, sa pratique de la commercialisation des denrées alimentaires semble une activité marginale sous-estimée.

Sur les marchés de Yaoundé et de Douala, il est courant d'entendre les phrases du genre :

« La femme Bayam-sellam est sale, elle est sauvage, elle sent mauvais, elle ment comme elle respire, elle pratique la magie, elle est légère avec les hommes, elle éduque mal ses enfants... ».

Ces segments de phrases, ces épithètes et ces caractéristiques physiologiques fixent la femme *Bayam-Sellam* dans une identité figée et dans une image négative dont les traits naturels dominants seraient la saleté, le larcin, la docilité, la frivolité, l'instabilité, la sauvagerie, l'incapacité d'entrer dans un échange réflexif, d'assumer normalement son rôle (re)productif. De même, le commerce des denrées alimentaires est perçu comme une activité avilissante, salissante, robuste parce que nécessitant un effort physique important, de l'endurance et beaucoup de transpiration. Autant d'aspects, de perceptions, de représentations qui jouent un

rôle majeur dans la construction et le renforcement d'une identité culturelle négative des femmes *Bayam-Sellam* au profit des hommes *Bayam-Sellam*.

A partir de 1986, entrée officielle du Cameroun en crise économique, le commerce des denrées alimentaires va connaître une expansion remarquable et les discours sur ses acteurs aussi vont évoluer⁷⁵.

Deux types de discours peuvent être relevés à propos de la femme *Bayam-Sellam*. Il s'agit, d'un côté, des discours dévalorisants qui rentrent dans le cadre normatif global sur la femme et sur une lecture d'événements historiques, et de l'autre côté, des discours valorisants renvoyant à son rôle économique conjoncturel. Le discours dévalorisant sur le commerce des vivres des *Bayam-Sellam* s'inscrit dans un cadre historique en deux phases : la phase d'avant la crise 1986 et la phase de la crise à partir de 1987-1988. Dans la phase de la crise également, il y a deux moments : celui des contributions à l'étude du commerce des vivres, et celui de la reconnaissance formelle - impôts, médias d'État et privés, représentations théâtrales, - de l'importance de ce commerce dans les circuits de l'économie nationale (Batana, 2007).

L'étude déjà mentionnée en introduction sur la contribution des *Bayam-Sellam* au développement du Cameroun (N'Sangou Arouna, 1985) avait débroussaillé des chemins d'intéressement au commerce des vivres. Or, ce discours demeure paradoxal : d'un côté, il reconnaît l'apport considérable des *Bayam-Sellam* à la sécurité alimentaire des villes par des approvisionnements réguliers, continus et efficaces, et de l'autre, il considère l'activité vivrière comme un secteur refuge, impliquant ainsi qu'il est précaire, marginal et réservé à ceux et celles qui ne trouvent pas mieux ailleurs. Tous ces discours portent, construisent et renforcent des systèmes d'ignorance⁷⁶.

⁷⁵ Les Camerounais-e-s sont invités par le chef de l'État à relancer les activités agricoles et les activités annexes (discours de fin d'année 1986-1987). Un événement qui va constituer le cadre de la valorisation politique de la figure de la femme *Bayam-Sellam*. Avant que le commerce des denrées alimentaires ne profite de la valorisation politique et de la libération dans la mise en place de la nouvelle politique agricole en 1990, les *Bayam-Sellam* étaient considérées par les technocrates comme une sorte d'obstacle à une économie de distribution efficace des vivres et denrées alimentaires. Pourquoi ? Parce que l'État ne se préoccupait à l'époque que de garantir des prix bas à la consommation sans comprendre que les *Bayam-Sellam* y contribuaient.

⁷⁶ Certaines études généralisantes sur les femmes confirment cette révélation. L'étude de Christine Obbo (1980) montre comment les femmes africaines luttent pour acquérir leur indépendance économique à travers un entrepreneuriat qui chevauche le formel et l'informel ; Claude Meillassoux 1975 montre l'interaction entre les femmes et l'accumulation grâce au savoir social qu'elles détiennent dans le domaine agraire. Peter Geschiere (1985) relève l'autonomie que gardent les femmes Maka du Cameroun malgré leur subordination aux hommes, conséquence de la reproduction sociale. Il s'attarde à montrer comment elles s'introduisent dans l'économie

En effet, avant les années 1970, le discours sur l'activité des BSD en général s'est très souvent réduit à des clichés et stéréotypes sociaux. L'analyse de la division sociale du travail identifiait les BSD en termes de catégorie d'après laquelle elles avaient des « rôles biologiques et sociaux » et des « places », les statuts dans la société ; comme si dans l'activité humaine, notamment l'activité économique, ces dernières n'étaient que des spectres.

La conjoncture socio-économique de 1980 fut le prélude à un changement de regard sur les BSD et un intéressement réel à leurs pratiques et leurs initiatives de développement. Partant des écueils sus-mentionnés, il existe de manière explicite ou implicite deux genres de comportements et d'effets majeurs qui caractérisent les relations homme-femme *Bayam-Sellam* dans la société. D'une part, l'attraction-ouverture qui permet l'intégration et la reconnaissance par la communication et le dialogue et d'autre part, *a contrario*, la répulsion-fermeture qui fonctionne par indifférence, intolérance et surtout par rejet de liens sociaux et économiques.

Aussi bien dans les marchés pauvres que riches de Yaoundé et de Douala, il existe une sorte de subjectivisme souterrain qui tend à confiner la femme *Bayam-Sellam* dans des identités essentielles de second rôle teintées d'une reconnaissance de bon ton et non de fait. Pratiquement, à tous les étages de la société camerounaise, la bipolarité valorisation masculine - dévalorisation féminine se conjugue au quotidien.

Il est intéressant de constater que le discours global des hommes sur les femmes change au fil du temps. Ceux-ci reconnaissent que les femmes sont devenues les moteurs de leurs familles, en soi une révolution culturelle majeure, car les valeurs modernes de propriété libérale ou de libre entreprise se substituent ainsi ou atténuent les pesanteurs liées aux coutumes et aux modes d'organisation et de fonctionnement locales, qui ont longtemps relégué la femme au rôle d'un acteur de second rang sous l'autorité incontestée de l'homme.

monétaire par la vente des produits vivriers, dont elles gèrent totalement les recettes. D'autres études relèvent la contribution économique des femmes en conceptualisant et théorisant leurs activités sous formes d'espaces sociaux féminins (Lachenmann, citée par Batana, 2007). À travers ces études empiriques, on constate que des normes culturelles nouvelles s'affirment, qui se fondent sur la réalité quotidienne, visible et observable dans la plupart des activités autour du pouvoir économique, et des capacités d'investissement dans lesquelles les femmes s'impliquent considérablement.

La femme *Bayam-Sellam* recherche la sécurité maximale pour garantir les résultats, dont la précarité suppose un combat quotidien : cette précarité entraîne une obligation de performance avec pour objectif d'assurer ses obligations d'épargne dans les tontines, structures financières nécessaires à l'autofinancement, aux réinvestissements. Dans cette perspective, l'accumulation des bénéfices quotidiens réalisés par la vente des vivres joue un rôle important dans la garantie du commerce à long terme. En cas de problèmes de paiements, les tontines et les réseaux d'approvisionnements qu'elle établit ou qu'elle intègre lui servent de support économique.

La variabilité du commerce des vivres est atténuée par la diversité des stratégies de vente qui permettent de fidéliser le client, de le fixer, de « l'implanter ». Les détaillantes sont donc des actrices dont la volonté farouche de réussir s'accomplit à travers, d'une part, la recherche permanente de nouvelles stratégies de vente et, d'autre part, la participation à des tontines qui atténuent les risques et les incertitudes. Leur identité économique se démarque de l'analyse qu'en font deux chercheurs camerounais (Tchamanbé et Tchouassi, 2000) qui les catégorisent en termes d'isolement et d'exclusion – jeu d'intégration à la vie économie et sociale locale ; faible compétitivité – niveau d'instruction bas – et manque de formation en entrepreneuriat (Batana, 2007)

Cette perception des *Bayam-Sellam* comme des entrepreneuses « isolées », qui reprend la typologie quaternaire des marchés (1988) – l'entrepreneur isolé, le notable, le nomade et l'entrepreneur, correspond peu à la réalité. Elle ignore le fait que le commerce des vivres a ses logiques propres qui ne dépendent pas des qualifications des auteurs en particulier mais de la manière dont ces acteurs construisent leurs activités. Cette construction s'effectue dans un environnement local dans lequel la compétitivité des *Bayam-Sellam* se manifeste par leur part de relations dans un réseau social qui encastre les marchés. Elles occupent ceux-ci grâce à leur capacité d'organisation en divers domaines de ce réseau social. Le fait qu'elles interagissent continuellement avec d'autres acteurs de la société démontre également qu'elles sont intégrées à la vie économique et sociale et qu'elles sont tout sauf isolées (Batana, 2007).

6. Conclusion du chapitre III

La visée dominante de ce chapitre était de nous éclairer, au fil du temps diachronique et synchronique, sur les rapports sociaux de genre dans le secteur économique d'approvisionnement urbain en produits vivriers au Cameroun. Cela a permis de placer l'attention sur le processus d'hierarchisation (discrimination) autre que celle basée sur le sexe idéologique. Le travail a examiné, entre autres, l'articulation du sexisme et du colonialisme à travers les crops dans la société coloniale et post-coloniale mais aussi dans les situations contemporaines au sein des *Bayam-Sellam*. Nous nous sommes aussi penchée sur le processus de catégorisation lui-même rappelant que le sexisme (patriarcat), le colonialisme, le libéralisme, sont des formes d'oppression qui, tout en possédant des histoires différentes, n'agissent pas moins de façon interdépendante à travers leurs structures, systèmes de valeurs, territoires et conventions.

Il nous a semblé plus pertinent d'adopter un paradigme multidimensionnel qui met l'accent sur différentes interactions que de s'abstenir de tracer des parallèles entre les oppressions à l'égard des femmes. Nous y avons analysé les inégalités (évalué la trajectoire) qui séparent les femmes *Bayam-Sellam* sur le plan des ressources (re)productives. Nous avons vu un processus qui opère à travers les inégalités à l'accès, au contrôle des ressources essentielles à travers la structure très différente des opportunités/possibilités. Nous avons notamment appris que les normes coutumières, les croyances et leur valeur définissent les modèles dominants de masculinité et de féminité et enferment les hommes et les femmes, les filles et les garçons, dans des responsabilités et des rôles différents sur la base du sexe. D'où le concept de *sexe idéologique*.

D'un point de vue théorique, le cadre analytique de ce chapitre permet de mettre en évidence trois éléments. D'abord, que toute relation de domination, hiérarchique, entre deux groupes ou deux classes d'individus, impose contraintes, assujettissement et servitude à celui/celle qui la subit. Elle introduit une dissymétrie structurelle qui est simultanément l'effet et le garant de la hierarchisation, de la domination : l'un se pose comme le représentant de la totalité et le seul dépositaire de valeurs et de normes sociales imposées comme universelles parce que celles de l'autre sont explicitement désignées comme particulières. Au nom de la particularité de l'autre, le groupe dominant exerce sur lui un contrôle constant, s'arroge des droits en fixant

les limites des droits de l'autre et le maintien dans un statut qui enlève tout pouvoir contractuel.

Ensuite, que la dissymétrie constitutive de la relation d'hierarchisation (domination) se manifeste non seulement dans les pratiques sociales, mais aussi sur le plan de la reconnaissance sociale, de la conscience et jusque dans les stratégies identitaires.

Enfin, que l'usage fréquent, mais abusif, de l'expression « relations de pouvoir » en lieu et place de « relations de domination » conduit à réduire la domination à un rapport de force susceptible d'être inversé dans certaines circonstances et situations, et à méconnaître les effets irréductibles qui lui sont propres. C'est pourquoi, dans le cadre de cette analyse, nous avons préféré le concept d'hierarchisation à celui de domination. Il cadre mieux avec la réalité étudiée.

En synthèse, l'idée fondamentale ici est que l'activité et ses acteurs (les *Bayam-Sellam*) sont nés avec l'urbanisation et l'approvisionnement à grande échelle des marchés de denrées alimentaires. Le rôle de l'urbanisation sur le niveau de la hierarchisation socioprofessionnelle et de l'autonomisation entre *Bayam-Sellam* féminin et *Bayam-Sellam* masculin est perceptible. Cela amène à penser que la hierarchisation socioprofessionnelle au sein des *Bayam-Sellam* est un produit socioculturel, qui trouve sa source dans le répertoire culturel et institutionnel (les crops) à la fois de l'organisation et du fonctionnement du secteur de la commercialisation des denrées alimentaires. L'urbanisation a entraîné un certain nombre de transformations sociales corrélatives qui ont encouragé l'accroissement d'activités agro-économiques et alimentaires et donné lieu à la commercialisation des vivres. Pour ne citer que deux de ces transformations majeures :

- l'accroissement démographique urbain et les besoins en alimentation qui en découlent ;
- les conséquences pour le Cameroun de la mévente des produits de rente suite à la crise économique des années 1980, la rareté des devises que cela a entraîné, et les fermetures d'entreprises et réduction de salaires des fonctionnaires qui en ont découlé.

Lorsque dans le domaine des relations villes/campagnes le commerce des vivres devient plus visible, on observe qu'il contribue efficacement à endiguer la force de cette crise. La crise économique secoue l'organisation sociale des responsabilités entre les différents membres dans la structure familiale : enfants, père et mère, puis cette extension de la parenté

familiale que constituent les oncles et tantes, cousins et cousines, et autres. Les responsabilités changent fondamentalement face aux effets de la crise et de la recherche des moyens pour s'adapter à elle. Le père, considéré comme le banquier du ménage parce qu'il « sortait l'argent » selon l'expression des *Bayam-Sellam*, n'est plus en mesure de financer la famille. C'est la mère qui prend le relais. Elle a ses propres méthodes pour pourvoir aux besoins de la famille ; elle s'assure toujours et en premier lieu du domaine alimentaire et commercial où elle détient le savoir, le savoir-faire, éléments de base de son autonomisation. C'est l'objet des chapitres suivants.

CHAPITRE IV

LES PRATIQUES INPUT D'AUTONOMISATION DES BSD

1. Introduction

Ce chapitre est construit à partir de nos matériaux empiriques, amplement mobilisés dans les chapitres V et VI. Il s'attarde sur les pratiques effectives d'autonomisation des détaillantes dans un contexte structurellement marqué par la hiérarchisation sociale et conjoncturellement défavorisé par le rationnement des ressources économiques productives et financières. Il rappelle d'abord le profil social et les caractéristiques économiques des BSD. Il s'attardera ensuite sur les logiques et les stratégies de financement et d'approvisionnement des activités et les interactions qui s'y rapportent.

Il est incontestable que les femmes, plus que les hommes, sont prépondérantes dans l'activité commerciale et ont su conquérir au fil de l'histoire de l'économie politique de développement du vivrier, une position dominante dans la commercialisation des denrées alimentaires au Cameroun. L'explication se situe dans les traditions sociales et dans la division hiérarchique du travail agricole et de distribution des produits vivriers. La focalisation quasi exclusive des hommes sur l'agriculture de rente et le souci pour les femmes de trouver les moyens d'investir trouvent un support efficace dans les institutions sociales et plus particulièrement dans les associations d'ordre financier ou tontines qui facilitent l'épargne et transcendent la contrainte formelle de rationnement de crédit. Il convient de remarquer que presque toutes les tentatives pour organiser le marché dit informel au Cameroun ont échoué. Cela reflète et témoigne de l'importance des associations financières dites informelles dans le financement des activités commerciales du secteur vivrier.

En réalité, le problème se pose en termes de financement du lancement (démarrage), de renforcement et de pérennisation des activités des détaillantes vulnérables.

2. Stratégie de recherche de ressources financières : pratiques tontinières, réseaux et lancement dans un contexte de rationnement du crédit bancaire

Rappelons que les BSD dans la chaîne de commercialisation des denrées alimentaires, sont des commerçantes du « bas », avec un profil sexo-spécifique qui renforce la difficulté de financer leurs actifs circulants. Elles sont exclues des circuits financiers et bancaires classiques. Le « rationnement du crédit bancaire qui les frappe est lié au fait que le système bancaire camerounais fait une surévaluation du risque qu'elles représentent comme clientes, et a ainsi privilégié un cycle court du capital » (Amougou, 2010).

Dès lors, la question essentielle devient : comment les BSD financent-elles leur activité ?

En effet, la recherche de financement et de renforcement des activités commerciales est un défi quotidien que les BSD doivent affronter. Nous avons observé que le financement des *Bayam-Sellam* est motivé par plusieurs demandes (postes à financer) et satisfait par plusieurs stratégies et mécanismes que nous qualifions (de pratiques) d'*input*, c'est-à-dire :

- L'accumulation d'un capital de lancement (monétaire ou non monétaire) ;
- L'existence de réseaux de financement et de renforcement du capital ;
- Les relations de confiance (patrimoine culturel, moral et éthique).

S'agissant des capitaux ou d'accumulation d'un capital, on est au niveau des exigences et des modalités par lesquelles un capital est réuni pour le démarrage de l'activité, de son renforcement et sa pérennité à court, moyen et à long terme. Les modalités sont à la fois monétaires et non monétaires, c'est-à-dire concernent à la fois l'argent liquide, ou « capital de lancement monétaire », et les produits alimentaires ou « capital de lancement brut » ou encore en nature. Or nous avons constaté que l'approvisionnement en vivres s'effectue en réseaux de financement, la tendance étant de réunir un capital avant le lancement. L'existence des réseaux de financement et d'approvisionnement permet à une personne de se lancer dans le commerce des vivres sans autre délai, sous condition que le résultat lui permette de rembourser l'emprunt en monnaie ou, plus rarement, en produits.

Une fois l'activité lancée, son renforcement et sa pérennisation nécessitent également un processus de financement qui est effectué par l'accumulation des bénéfices dans les tontines ou dans les caisses de solidarité et d'entraide.

De fait, l'accès au crédit (financement) auprès des institutions financières formelles est impossible pour les acteurs économiques d'en bas en général, et pour les *Bayam-Sellam Détaillantes* tout spécialement. L'exclusion et l'indifférence à l'égard de ces femmes a progressivement cédé la place à la méfiance et au mépris à cause de leur statut social et économique. Inversement, de par leur position hiérarchique de leaders dans le secteur du commerce du vivrier informel, les *Bayam-Sellam Grossistes* exclusivement masculins et semi-grossistes majoritairement masculins jouissent, non seulement de la faveur des institutions bancaires et de micro-financements, mais également du pouvoir de décision au sein de ses institutions bancaires.

Par exemple, lorsque la crise économique et la restructuration du secteur bancaire ont mis à nu l'ampleur du laxisme et la corruption qui a pendant longtemps caractérisé la gestion des banques au Cameroun comme ailleurs, et ont conduit à la faillite et à la banqueroute des grandes banques telles que la BIAO et le Crédit agricole, de nombreux grossistes ont rompu avec les institutions financières et ont créé des coopératives d'épargne et de crédit à la faveur de la loi 92/006 du 25/08/1992 pour combler les lacunes.

Il convient d'ajouter ici que la faiblesse du système bancaire camerounais, même s'il n'est pas une exception, est bien connue : lenteur dans l'étude de demande de crédit et des processus d'emprunt, discrimination et clientélisme qui dissuadent aussi bien les commerçants d'en haut que d'en bas, sélectivité des prêts. La méfiance des entrepreneurs qui en découle renforce l'attachement aux structures traditionnelles de financement que sont les tontines.

Au-delà du handicap du manque d'accès aux sources formelles de financement, les *Bayam-Sellam* détaillantes doivent également faire face au rationnement intra-catégoriel de financement informel des coopératives d'épargne et de crédit des grossistes et semi-grossistes. Il s'agit essentiellement des tontines exclusives masculines des ces derniers. Les recrutements dans ces tontines d'affaires des grossistes tiennent compte des liens de parenté et d'origine géographique, du niveau des revenus et du secteur d'activité. La configuration la plus fréquente combine tontine de solidarité avec les ressortissants du même village ou du même groupe ethnique : tontine d'affaires de montant moyen avec les corps de métiers ou une

tontine d'affaires à taux de cotisation plus fort et de recrutement plus diversifié. Ces tontines qualifiées d'affaires, présentent deux avantages essentiels :

- La rapidité de la mobilisation des fonds dont dépend le succès de nombreuses entreprises ;
- La constitution de réseaux de relations d'affaires par le biais des contacts réguliers et approfondis favorisés par les réunions périodiques (hebdomadaires ou mensuelles).

Tableau synoptique du rationnement de crédit formel et informel chez les Bayam-Sellam

	Rationnement du financement formel et informel par le haut (par opposition au financement par le bas)		
Catégories d'acteurs financiers	<i>Bayam-Sellam Grossistes</i> Hommes	<i>Bayam-Sellam Semi-grossistes</i> Hommes	<i>Bayam-Sellam Détaillantes</i> Femmes
Banques et institutions micro financières	Inclusion bancaire absolue	Inclusion bancaire relative	Exclusion bancaire absolue
<i>Bayam-Sellam Grossistes</i> (pas de femmes)	Inclusion tontinière absolue	Inclusion tontinière relative	Exclusion tontinière absolue
<i>Bayam-Sellam Semi-grossistes</i> (peu de femmes)	Inclusion tontinière absolue	Inclusion tontinière absolue	Exclusion tontinière absolue
<i>Bayam-Sellam Détaillantes</i> (que des femmes)	Exclusion tontinière absolue	Exclusion tontinière absolue	Inclusion tontinière absolue

Source : Auteure

Le marché vivrier étant traditionnellement central dans la vie économique du Cameroun, chaque quartier possède son marché. La commercialisation des denrées alimentaires et des vivres à Douala et à Yaoundé par les femmes issues des milieux populaires apparaît comme un facteur d'enrichissement dans la mesure où les revenus sont distribués aux femmes et de nombreux emplois sont induits par ce travail. Les femmes *Bayam-Sellam* achètent et vendent pour satisfaire leurs besoins essentiels subjectifs et familiaux qui sont notamment : se nourrir, se loger, se soigner et scolariser leurs enfants. Elles pratiquent le commerce en marge des standards économiques et financiers institutionnels de renforcement de leur capacité.

La dimension utilitariste de l'activité de la BSD, tout en restant enrobée d'un ensemble de pratiques culturelles et solidaires qui l'encastrent et la conditionnent, est tout de même mise en évidence ici par le fait que l'utilitarisme, d'après les pères fondateurs du XVIII^e siècle (dont Jeremy Benthan), est une doctrine éthique sur le bien et le mal. Être utilitariste ici veut donc dire que la BSD choisit une activité commerciale qui améliore son bien-être et celui de sa communauté d'appartenance sans faire fi de sa culture et de ses valeurs.

Force est de constater une double exclusion financière absolue des BSD par les acteurs centraux de la finance institutionnelle tant formelle qu'informelle dans le cadre du démarrage et du renforcement de leur activité. Il nous a paru dès lors important de comprendre le mode de fonctionnement des femmes dans leurs lieux d'activités et d'en connaître les interactions avec les autres acteurs. D'où les deux questions suivantes :

Comment les Bayam-Sellam Détaillantes financent-elles leurs activités ?

Comment s'approvisionnent-elles ?

3. Logiques et sources de financement informel alternatifs

3.1. Fondements et principes régulateurs des pratiques financières alternatives

Conscientes à la fois de leurs besoins et de l'ampleur de la contrainte financière, les BSD ont pensé et mis en place des pratiques de solidarité et de coopération plurielles et multidimensionnelles intra et intergroupales sur lesquelles elles s'appuient financièrement pour leur rôle (re)productif. Ces pratiques sont des constructions sociales, globalement fondées sur un principe ancestral de la réalité sociale camerounaise et illustrées en langue

bassa par le dicton : « *Wo wada u nkan bé ni to kanal djomb* », signifiant « *une seule main ne peut pas faire ni défaire un paquet* ». En d'autres termes, l'union fait la force.

Cette expression normative bassa reflète des normes et valeurs communément partagées par la communauté camerounaise en général et des *Bayam-Sellam* en particulier pour renverser une tendance négative. Comme on le sait, les mots, les termes, les concepts, les expressions n'ont pas de sens par eux-mêmes. Ils n'ont que des significations exprimées suivant les contextes historiques et sociologiques. À cet égard, le principe « *une seule main ne peut pas faire ni défaire un paquet* » sert de cadre de référence social pour un énoncé d'unité, de solidarité, de caution solidaire face à l'adversité, qui peut surgir des conditions socio-économiques précaires, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'État.

Dans ce contexte, les membres doivent tenir les mêmes éléments de langage, les mêmes pratiques sociales à l'interaction identitaire. Selon les situations et les individus, ce principe peut revêtir une signification générale ou, comme dans le cas des *BSD*, devenir une production particulière de sens, de normes et de régulation. Dans le cas d'espèce, il devient un levier social à la débrouille qui les concerne généralement, une norme comportementale entre acteurs pour laquelle la solidarité est nécessaire pour arrondir les fins de mois ensemble, « joindre les deux bouts ». La main est symbole de participation individuelle et le paquet représente l'association. En réalité, cette expression est à la fois une explication structurante du sens du regroupement et un appel à la solidarité et à l'entraide réciproques. Autrement dit, la spécificité et l'apport de ce principe résident dans la double particularité qu'il confère des droits et des exigences individuelles et collectives et joue un rôle de régulation des comportements, des pratiques et des interactions sociales où les capacités des uns vont à la rencontre des sous-capacités des autres.

Au fil de l'analyse de nos données une figure centrale, englobante, transversale du champ général des pratiques d'autonomisation des *BSD* s'est imposée : l'« *Asso* »⁷⁷, abréviation

⁷⁷ Dans la littérature locale : *Asso* n. m. = « Complice, associé » (affectueux). *Asso*, donne-moi deux poulets-là ! Je n'ai pas peur de la grippe aviaire. Je sais seulement que je chauffe mon poulet à plus de 70°C. Vraiment *Asso* tu connais ! Les blancs viennent déranger les gens avec les rares maladies (*Le Messager*, n° 2092, 2006 : 9). C'est l'histoire de cette *Asso* de beignets dont le mari a été licencié au courant des années 90. Grâce à son commerce, elle distille le bonheur à tous les jeunes de son quartier. [...] Avec *asso*, c'est le bonheur, car son travail lui a permis de prendre en charge son mari et ses enfants ainsi que ses frères et soeurs... Elle vient de se construire une maison (*Cameroon Tribune*, n° 8955/5154, 2007 : 8). Il faut pouvoir le reconnaître publiquement : nos commerçants sont forts. Beaucoup trop forts pour nous. Pour maximiser leurs bénéfices, nos *Asso* sont prêts à tout. À Douala par exemple, le délégué provincial du commerce est obligé d'envoyer des contrôleurs dans les marchés depuis quelques jours (*Cameroon Tribune*, n° 90-79/5278, 2008).

amicale de « associé » et petit nom familial donné à la figure centrale, incontournable du « système D », de l'art de la débrouille en marge du système institutionnel. Dans les discours et échanges commerciaux des femmes interrogées, le mot « Asso » revenait comme un credo. Qui est donc l'Asso ?

3.2. L'Asso comme figure symbolique et archétypal de groupement

L'une des caractéristiques majeures des *Bayam-Sellam* est qu'elles travaillent individuellement tout en s'organisant et en fonctionnant en associations de fait. Le terme le plus commun et transversal entre les *Bayam-Sellam* est le terme « Asso⁷⁸».

Diminutif d'associé, l'« Asso » peut être tour à tour une technique d'abordage, de capture et d'interpellation dans une vente à la criée dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala.

En conséquence, l'Asso, dans certaines circonstances, est le nom commun ou l'indice désignationnel de tout client du marché. Cependant, lorsqu'il s'agit d'un client avec lequel la BSD a tissé des liens particuliers, l'Asso désigne le client fidèle à son vendeur habituel. Il est un gage de crédibilité dans le remboursement des créanciers ou encore dans les rapports intimes qui ont leur importance au sein des marchés.

Autrement dit, l'Asso est une figure de comptabilité sociale entre BSD au sein des marchés populaires de Yaoundé et de Douala. Sa figure évoque un historique relationnel et sa comptabilité dans l'esprit de ceux qui l'utilisent l'un envers l'autre. Il s'ensuit que cette comptabilité sociale implique automatiquement des droits et des devoirs entre les Asso.

Dès lors, être efficace dans son activité de revendeuse n'implique pas uniquement que la BSD maximise ses profits sous contrainte de ses coûts comme le dirait le paradigme utilitariste. Mais surtout qu'elle se construise un réseau d'Asso à toutes les étapes du circuit de son activité de revendeuse (transport, marchandise, financement, agent de recouvrement de taxe etc.) afin d'encadrer socialement son activité dans un réseau social qui la sécurise.

⁷⁸ Dans le cadre de cette recherche, du grec ancien *Sustèma*, le système renvoie à une organisation d'éléments et un ensemble d'acteurs qui interagissent entre eux selon certains principes déterminés par, d'une part, la nature des éléments constitutifs, d'autre part, les interactions entre ces derniers, sa frontière comme critère d'appartenance à l'ensemble et enfin les interactions avec son environnement.

L'Asso est donc un lien social, une solidarité en action marquée de confiance, de réciprocité et de couverture réciproque par rapport aux risques pour les associés. Il est la marque des pratiques commerciales et de marchés socialement encadrées dans les liens sociaux où la rationalité substantielle n'est pas évacuée par la rationalité formelle mais l'encadre en lui donnant un sens.

L'Asso devient ainsi un acteur qui assure à la fois la pérennité (l'autonomisation) de la *Bayam-Sellam Détaillante* non seulement parce qu'il devient un maillon essentiel dans le fonctionnel quotidien de celle-ci, mais aussi parce c'est très souvent lui qui assure le relancement de l'activité en cas de faillite.

C'est l'acteur important du « système D », où l'art de la débrouillardise évolue en marge du « Système I » c'est-à-dire institué. « Mon Asso », ou tout simplement « Asso », dans la quasi-totalité des marchés : dans presque toutes les interactions et échanges verbaux, ce mot ressort continuellement entre la BSD et son fournisseur, entre la BSD et son client, entre la BSD et les autres, dans d'autres situations. Pour la majorité des femmes interrogées, l'équation mathématique simplifiée de l'« Asso » est la suivante : « Asso » = « *partenaire* » dans l'activité. Soit comme client, soit comme collègue, soit comme financier.

Aussi englobant et polysémique qu'elle soit, la figure d'Asso permet d'évaluer, dans le contexte de déficit du développement réel, de la hiérarchisation sociale et de la neutralisation du « *Welfare State* », sa portée et son envergure dans le champ du commerce des denrées alimentaires. Et par ricochet, l'Asso garde tout son sens culturel, toute sa signification sociale et sa portée économique centrale et réelle dans le processus d'autonomisation.

Dans le contexte du déficit du système formel de financement des activités des BSD du « système D » camerounais dans lequel elles évoluent, le « système D » les aide notamment à trouver un moyen quelconque pour s'en sortir, se tirer d'affaire par ses propres moyens, se contenter de quelque chose, s'en satisfaire, régler un problème avec quelqu'un, s'arranger avec lui, avoir des moyens d'existence plus ou moins réguliers.

L'une des contraintes est la confiance faite à l'Asso dont on s'en méfie peu ou pas du tout. Il fait partie de la vie sociale, de l'équilibre et de la cohésion sociale ; les BSD empruntent l'ascenseur social avec lui, qu'il leur renvoie en temps opportun. En réalité, l'Asso est à la fois une explication du sens du regroupement et un appel à la solidarité. Car après avoir « attaché » le paquet, il doit servir à quelque chose. L'association s'organise donc autour

d'objectifs qui à terme ne sont pas le résultat d'une structure mais celui d'aspirations individuelles de ses membres. Et c'est à travers l'association que ces aspirations trouvent leur accomplissement.

Plus empiriquement et autrement dit, l'Asso prend ici la figure de l'ascenseur social financier sous diverses pratiques, stratégies et modalités.

4. Les pratiques tontinières et les coopérations multicanales

Préalable : cette étude ne porte pas sur le système de tontine en tant que mode ou source de financement dominant du secteur du commerce des denrées alimentaires. Nous cherchons plutôt à situer la tontine des BSD dans un processus de financement de leur activité et montrer comment, d'une part, ce processus de financement informel renforce les capacités d'action des revendeuses (autonomisation) et, d'autre part, comment il pallie le déficit de l'offre de la solidarité financière institutionnelle.

L'idée de la tontine se dessine mieux comme une opération financière lorsqu'une communauté décide d'un commun accord de réunir les fonds issus des bénéfices successifs de chacun de ses membres. De cette pratique se dessinent des contours généraux. Le schéma le plus simple de la tontine telle qu'elle se conçoit actuellement coordonne à la fois l'épargne et le crédit (Ardener, cité par Batana, 2007). Elle se déroule cycliquement de la manière suivante : les membres de la tontine cotisent périodiquement des sommes invariables qui, ensemble sur la période, constituent un fonds commun redistribué à chaque fois dans sa totalité selon un cycle rotatif qui peut commencer soit par les membres les plus anciennes pour s'achever par les nouvelles, soit par désignation au sort. Le cycle reprend une fois que chaque membre a touché son dû.

Il existe plusieurs formes anciennes d'évolution de la tontine en France et en Italie. Mais les pratiques tontinières, c'est-à-dire qui se réfèrent à l'esprit de solidarité et d'entraide semblent quant à elles bien antérieures à l'introduction de la monnaie dans l'économie : leurs racines se trouvent dans l'histoire de certains peuples d'Afrique et d'Asie (Pairault, 1990, cité par Batana, 2007) bien qu'elles varient selon les sociétés et aient des appellations localisées. Au Cameroun, les Bamiléké appellent la tontine « *tchoua'ah* », (Nzemen, 1988) ; les Bassa de Douala, Abo, Bakoko, bref la plupart des peuples du Littoral et ceux du Nord-Ouest parlent de « *ndjangui* » (Hugon, 1990).

Dans le commerce des denrées alimentaires spécifiquement, les pratiques tontinières sont observables dans tous les marchés populaires, à tous les coins de rue, de trottoirs et de comptoirs.

Les femmes *Bayam-Sellam* ont trouvé dans les tontines ou systèmes de rentes collectives, un outil économique d'emprunt, d'épargne et de financement informel de leurs activités. Les tontines sont en effet l'expression d'une solidarité plurielle fondée sur les valeurs traditionnelles de solidarité, de confiance réciproque, d'entraide et de respect mutuel des principes fondant les liens interpersonnels (Fouda Ondogo, 2009). Chacune peut adhérer à une ou plusieurs tontines, en fonction du type de solidarité développé. Elles sont de diverses formes⁷⁹.

La pratique tontinière comme comportement d'épargne est un fait quasi culturel chez les *Bayam-Sellam* en général et les *Détaillantes* en particulier, et le dynamisme de leurs activités se fonde sur la capacité de mobilisation des fonds qu'engendrent les tontines. Ce qui pourrait expliquer la résilience des femmes et leur contribution au développement. Tout indique que les BSD ont trouvé dans leurs pratiques tontinières financières des alternatives à l'exclusion bancaire dont elles font l'objet. Ces tontines contribuent effectivement au financement des activités commerciales, économiques et sociales des femmes et corollairement à leur autonomisation financière.

Dans une étude de l'Apica-Sad en 1982, « une première constatation permet de révéler que les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les tontines (...), les tontines permettent aux femmes de mieux s'insérer dans le circuit monétaire (...) Dans ce cadre-là, les tontines sont utilisées par les femmes pour disposer de revenus non contrôlés par les hommes (...), la tontine ne joue pas seulement un rôle économique mais elle joue aussi un rôle social »⁸⁰.

⁷⁹ Au Cameroun, l'importance de la tontine sous sa forme ancestrale dans le financement de l'économie camerounaise est relevée par de nombreuses études liées aux questions de finance informelle et de l'entrepreneuriat privé. Comme le souligne Etounga-Manguelle (cité par Diakité, 2004), le phénomène tontine touche aujourd'hui 47 % de la population camerounaise et, en Afrique francophone, 32 % des habitants sont membres d'une tontine. Le constat fait par cet auteur est confirmé par plusieurs études sur le Cameroun à la suite de la démocratisation du pays qui a donné un surcroît de légalité, de légitimité et de dynamisme aux pratiques tontinières au sein de la société camerounaise, observables dans tout le pays. Les ressortissants de l'Ouest du pays les ont rendues plus populaires dans la mesure où en quelque lieu qu'ils se trouvent, ils ont l'habitude de s'organiser en tontines financières, ce qui aboutit le plus souvent à l'entrepreneuriat.

⁸⁰ Le cas de Françoise Foning, feue Présidente des Femmes d'Affaires mondiales, est illustratif de l'implication des femmes dans le circuit économique grâce à la dynamique d'épargne tontinière. Dans l'interview que nous avons eue avec elle le 08 mars 2010, elle nous révélait l'importance des tontines dans ses activités et son évolution : « J'ai toujours eu recours à plusieurs tontines pour financer mes affaires (...) et très peu aux

Les tontines réduisent ainsi tant l'aspect genré du déficit de développement réel que les arguments financiers de la dimension métrique de celui-ci.

Nous retenons de l'interview avec Foning†, que les tontines financent effectivement l'entreprise. Elles servent également à renforcer l'entreprise déjà existante et permettent les investissements de remplacement et d'expansion. Elles pallient les déficiences des systèmes bancaires classiques dans lesquels l'interaction avec l'autorité (le banquier) est majoritairement contraignante. On note également qu'il est possible de faire partie de plusieurs tontines. Elles se montent entre personnes du même secteur ou ayant la même activité principale ou secondaire, ici la revente des produits vivriers. Cette possibilité rend les tontines très attractives aux yeux des épargnants, et très importantes quant au recours en cas de difficultés.

La femme apparaît comme actrice principale des relations d'épargne informelle. Les travaux de Bekolo-Ebe (1987) sur les formes diverses de tontine et le comportement d'épargne identifient les femmes comme des agents économiques importants et même incontournables des pratiques tontinières. Dans la même perspective il faut citer les travaux de Lelart (1995) et Raillon (2000) qui soulignent l'implication féminine dans l'organisation, la gestion et l'usage de la finance informelle. Ce fait est particulièrement remarquable dans le commerce vivrier. L'accès et le contrôle du crédit par les femmes est en général souligné par les études différentes sur le Cameroun (Niger-Thomas, 2000 ; Quisumbing, 2003). Toutefois, les auteurs omettent de mettre en exergue que cet accès et ce contrôle féminin se font par le bas.

4.1. Pratiques commerciales innovantes : le corps-caisse et le corps-encaisseur

Même si la tontine chez les femmes reste la modalité principale de capitalisation du financement de ses activités, elle est renforcée par d'autres pratiques financières, telles que la caisse de secours physique tenue chaque jour. L'activité de la BSD au sein des marchés est marquée par une grande corporéité au sens d'investissement et d'implication du corps dans son travail. Lorsque les détaillantes se trouvent au marché, elles se situent au point d'achèvement du processus de revente, celui des recettes : c'est à partir des recettes totales qu'elles peuvent déduire toutes les dépenses et dégager des bénéfices.

banquiers parce que quand le banquier est jaloux de toi, il te bloque (...) il faut se battre et croire à sa force et pas avoir peur d'avancer (...) ».

Les BSD déduisent journallement de leur recette toutes les dépenses afférentes (achat de la marchandise, transport et manutention, taxe, etc.). C'est à ce niveau qu'apparaît le *corps-caisse* ou *corps-encaisseur* des recettes quotidiennes. Le fond de roulement journalier argent est noué sur leur vêtement de travail, ou gardé dans un coin de leur soutien-gorge ou dans leurs chaussures ou inséré dans les plis d'un pagne autour de la taille. Il s'agit d'une forme de désubstantialisation⁸¹ tant de la monnaie que de l'activité marchande, remarquable en ce que le contact physique permanent à l'argent lui donne une dimension particulière. Cette proximité corporelle avec l'argent rappelle à l'épargnante qu'elle a effectivement gardé quelque chose, et qu'elle se doit de le protéger pour une activité précise. La quasi intimité du contact l'encourage à conserver ses gains dans toutes les situations.

Cette pratique permet de réduire les dépenses (limitation des dépenses journalières), de maintenir une sécurité (réduction du risque de vols, bien que cela n'empêche pas les agressions physiques) et de créer l'intimité avec l'argent gagné (la matérialisation du succès). Le succès pour ces détaillantes, c'est de gagner l'argent qui permet d'assurer le pain quotidien. La satisfaction de soi découle du processus d'accumulation comme résultat du rapport au travail et non comme simple désir de posséder ; il s'agit d'un auto-investissement dans le travail, source de bénéfice monétaire, assurance de la nourriture quotidienne.

L'argent conservé avec autant de précautions alimente les cotisations journalières dans les marchés. C'est grâce à l'épargne issue des cotisations que l'activité se renforce. Les cotisations journalières ne sont qu'un moyen technique pour concrétiser matériellement ce que toute épargne est supposée faire : renoncer volontairement à accéder à l'argent durant un temps donné pour reporter une dépense dans le temps ou permettre une plus grande dépense. Et cela à tous les stades de vie du commerce des vivres : au démarrage, au niveau du fonds de roulement, au niveau du redémarrage en cas d'échec, de vol, ou de mévente des produits, au niveau de la diversification des activités et de leur expansion. Les cotisations journalières représentent non seulement le geste d'épargne mais aussi les sommes épargnées, de sorte que tontine et cotisation signifient la même chose chez les femmes.

En outre, dans certains marchés de Yaoundé et de Douala, les femmes ont affirmé participer à deux tontines de marché à l'objectif uniquement économique à savoir : la tontine d'ouverture

⁸¹ On remet de la rationalité substantielle dans les rapports économiques, y compris le corps qui s'investit dans l'activité économique.

et la tontine de relance. Toutefois, toute tontine ne peut naître que s'il y a un groupement d'acteurs qui veulent exploiter leur union et leur solidarité comme force. En réalité, ces femmes obéissent à une deuxième loi à laquelle les banques ont oublié de se conformer : la diversification des risques. De façon innée, elles ont compris qu'en participant à plusieurs tontines plutôt qu'à une, elles augmentent leur chance de survie : la probabilité que plusieurs tontines fassent défaut est doublement plus faible que pour une seule.

4.2. Pratique de la tontine d'ouverture ou solidarité hebdomadaire

La tontine d'ouverture encore appelée « 10 heures », se réfère à l'heure à laquelle la collecte parmi les détaillantes se déroule. Cette heure fixée d'un commun accord entre les épargnantes l'est en fonction de la situation du marché (dureté ou souplesse) ; ce qui veut dire que les participants ont l'obligation de gagner dans l'entre-collecte pour tenir leurs engagements. Cette tontine consiste à cotiser les premiers gains de la journée, les montants variant de 200 à 500 FCFA. Le cycle de cette tontine est *hebdomadaire* ; les contributions à « 10 heures » sont redistribuées le dimanche soir à toutes les épargnantes ; chacune d'elle touche ce qu'elle aura épargné pendant la semaine. Il y a une personne choisie, qui joue le rôle de collectrice faisant le tour de toutes les BSD pour collecter leurs participations (quote-part).

À Douala, il y a le cas particulier de Margueritte, et à Yaoundé d'Agnès qui collectent les fonds et les redistribuent ; elles sont en plus *manager* d'une variété d'autres tontines qu'elles ont créées pour « s'aider entre Asso en cas de problèmes ». Elles entretiennent avec les épargnantes des relations de confiance qui anticipent les tensions et les conflits intra groupaux.

4.3. Pratique de la tontine de relance ou solidarité marchande

La tontine de relance quant à elle, a pour première vocation de prévenir les pertes de produits vivriers, les vols, les méventes, les « accidents de parcours journaliers » ; donc de poursuivre un commerce interrompu par une cause extérieure. C'est une caisse sécuritaire et sécurisante, comparable à une caisse de prévoyance socio-économique et commerciale. Sa deuxième vocation est de préparer aux réinvestissements en octroyant des crédits, ce qui permet de renforcer la solidarité marchande – de métier – et rend possible l'empowerment économique. Le montant de la contribution n'est pas fixé d'avance. Il dépend de chaque épargnante. L'argent collecté est gardé dans une caisse commune dont les comptes sont rapportés tous les

mois dans une réunion délocalisée en dehors du marché. Les tours (rotations) sont mensuels ; il n'y a pas d'obligation à « toucher » son tour. L'épargnante peut « vendre son tour » à une autre en « sautant » le sien autant de fois qu'elle désire à des taux d'intérêt de 0.5 à 2 % du montant total qu'elle aura gagné mensuellement⁸².

4.4. Synopsis des pratiques tontinières

Face au rationnement de crédit classique, les femmes ont imaginé et opérationnalisé des alternatives de financement stratégiques à triple niveau temporel :

- *Niveau journalier* : les tontines journalières sont ouvertes aux commerçantes confirmées qui peuvent compter sur des recettes régulières. Ce sont les femmes qui gèrent et décident de la manière dont se constitue et fonctionne la tontine. Elles obéissent à une loi de redistribution préétablie et régulière. Ce sont les tontines de 500 FCFA (approximativement 0,75 EUR) en moyenne. Les 500 FCFA sont le montant total de la caisse, le montant versé journalièrement par chacune des participantes communément appelées les « *Aladji* ». Cette pratique de la tontine journalière simple est une forme mutuelle d'épargne ou à « tour » ; cela signifie que les contributions sont faites dans la journée et le soir à la cessation de l'activité, la totalité est remise à l'une des membres choisis par le groupe. Elle est par ailleurs la plus populaire dans les marchés. Il s'agit d'une caisse de secours.

- *Niveau hebdomadaire* : les tontines hebdomadaires sont ouvertes quant à elles à toutes celles qui débutent et à celles qui veulent renforcer ou diversifier leurs activités. Le montant de la cotisation hebdomadaire varie entre 10.000 et 25.000 FCFA (approx. de 15 à 40 EUR par semaine). Contrairement à la première, sa particularité réside dans le fait qu'elle combine le crédit et les enchères. Ce qui implique qu'il y a possibilité de surenchérir, donc une compétition dans l'obtention des fonds en fonction du prix qu'on est prêt à payer. Ici, les sommes épargnées sont prêtées aux demandeurs en échange d'une rémunération sous la forme d'un intérêt. C'est une tontine financière.

⁸² Pour en savoir plus sur la typologie tontinière : Bekolo-Ebe, 1987. Il distingue cinq types de tontines camerounaises : la tontine simple avec caisse de prêts, la tontine avec caisse de prêts et de secours, la tontine avec enchères non capitalisées et enfin la tontine avec enchères capitalisées. Dans cette étude, cette typologie est regroupée sous deux catégories : la catégorie mutualiste qui comprend les trois premières citées et la catégorie financière avec les deux dernières.

- *Niveau mensuel* : la tontine mensuelle a les mêmes caractéristiques que la précédente. La différence réside dans la complexité de son fonctionnement, de son organisation, du taux d'intérêt en fonction d'un calendrier des remboursements préétabli de manière consensuelle par le groupe.

La dimension temporelle dans le cas des pratiques tontinières vise la transformation des échéances et des risques comme le fait la banque.

Un point fondamental à souligner dans ces tontines est la création autonome des règles, des normes, des conventions et des modes de régulation par les BSD elles-mêmes. Cette autonomie dans la construction des normes, des conventions, constitue un pilier central dans l'autonomisation des BSD.

4.5. Les pratiques de sécurisation des défaillances : le monitoring *ex post*

Le monitoring *ex post* concerne tout ce qui se passe après l'acquisition des ressources et le démarrage de l'activité. En cas de non remboursement, l'épargnante est invitée à proposer en gage un objet dont la valeur estimée correspond au montant à rembourser. Après appréciation du groupe ou de la promotrice, un délai d'un mois est en général accordé. Dans ce cas, le montant à rembourser est majoré de quelque 0,5 %. Lorsque, au bout du délai accordé, l'épargnante n'arrive pas à rembourser, son « compte » est clôturé définitivement et la promotrice de la tontine se charge de récupérer l'argent par la vente des objets mis en gage. La participante en défaut se voit exclure de la tontine concernée.

On voit là que des mécanismes de sécurisation tontinière existent, à la fois dissuasifs et contraignants, qui pérennisent la solidarité et l'entraide et entretiennent l'esprit de confiance entre les « Asso ». Les femmes nous ont confirmé que les cas de défaut étaient extrêmement rares, car elles trouvaient toujours un moyen d'honorer leur engagement et finissaient par rembourser. Soit en sollicitant une autre épargnante pour payer leur dette à leur place, devenant ainsi redevable envers une personne de la tontine plutôt qu'envers l'association entière, soit en sollicitant quelqu'un ailleurs, en dehors du groupe, en général un membre de la famille nucléaire ou élargie.

Dans ce cadre, nous avons noté plusieurs expressions employées par ces femmes pour exprimer la variété de sentiments liée au non remboursement. Elles parlent de « *tomber* » pour traduire un sentiment d'échec, de « *se relever* » pour signifier un regain, une reprise et

d'« être debout » lorsqu'elles affichent leur résistance, c'est-à-dire leur succès. Elles personnifient leur activité en lui donnant l'apparence de quelqu'un qui peut trébucher, se redresser, affronter les éléments. Ces différentes formes d'expressions collectives viennent de l'interprétation et de la représentation de la réalité sociale des détaillantes telle qu'elle est vécue quotidiennement, hebdomadairement et mensuellement par elles.

Juliette, *Bayam-Sellam* au marché de PK 8 précise ceci : « Je suis tombée, puis je me suis relevée en achetant de nouveau les pistaches (...). Quand tu cotises régulièrement au marché et que tu as un jour les problèmes pour te mettre debout, tu peux toujours compter sur une Asso (...) » (Juliette, 18/02/2013).

On y note, primo, que Juliette était dans une situation de précarité, secundo, que sa cotisation régulière dans une tontine marchande et les liens de solidarité qu'elle a ainsi tissés avec les membres de la tontine lui ont permis la relance. Autrement dit : ici, la tontine comme modalité de financement du commerce des vivres des femmes vulnérables occupe une position importante qui la situe dans l'entre-deux, c'est-à-dire à la fois en amont et en aval dans le processus d'autonomisation des femmes. La tontine est encadrée dans les interactions intra-groupales dans lesquelles l'aspect culturel et social joue un rôle important à côté de l'aspect économique. Des précisions sont données sur la dynamique de l'Asso en soutien du processus de solidarité financière, qui impacte sur l'autonomisation économique et sociale des femmes précarisées.

Il n'y a pas à proprement parler de modèle unique en qui concerne les formes, stratégies et pratiques d'épargne des BSD. Celles-ci sont diverses et très dynamiques. Leur caractère divers n'empêche cependant pas toute catégorisation. Pour notre part, nous avons observé que les tontines des *Bayam-Sellam* combinaient plusieurs aspects de la typologie de Bekolo-Ebe susmentionnée. Les mécanismes évoqués se rapprochent fortement des mécanismes bancaires auxquels ils se substituent : collecte, gestion, redistribution, rémunération du dépôt, répartition des risques, garanties.

La distinction essentielle se trouve dans les frais de fonctionnement. Les tontines n'ont pour ainsi dire pas de frais, alors que les frais administratifs exorbitants générés par les contraintes des établissements financiers traditionnels et la lourdeur administrative qu'ils imposent ne sauraient être supportés par ces femmes qui s'en trouvent d'ailleurs exclues.

4.6. Les pratiques de financement atypique intra- et inter-groupe : le lancement et ses différentes modalités

Le « lancement » est l'un des termes par lesquels les BSD expriment leur vision de l'économie. Selon Engola Oyep, par lancement, on entend le démarrage de l'activité des vendeuses des denrées alimentaires par un financement en nature. Un producteur de vivres confie sa marchandise à un nouveau venu dans la profession avec un paiement à terme (après écoulement des produits). C'est une forme de dépôt en consignation. On peut également « relancer » des vendeuses confirmées confrontées à des difficultés momentanées de trésorerie (Engola Oyep, 1997).

Le processus de lancement tel que nous l'avons observé intègre aux usages commerciaux – marchandise, argent, intérêts, bénéfices – les dimensions sociales de réseau et de solidarité. Les données de terrain nous ont permis de cerner un nouveau contenu théorique certain pour le mot « lancement ». D'après nos enquêtes, il existe trois formes de lancement selon la catégorie « argent », et deux formes selon la catégorie « approvisionnement » (grossistes, semi-grossistes et détaillants, catégorie qui nous intéresse ici). Dans tous les cas, la personne qui lance l'autre n'est pas forcément une *Bayam-Sellam* et le lancement n'est pas forcément gratuit.

4.7. Le lancement monétaire

Même si par moment il peut être exclusivement monétaire, de façon générale, le lancement désigne l'ensemble de mécanismes sociaux, culturels, solidaires et financiers qui permettent à une BSD de démarrer son activité. Il peut être assimilé de façon imagée à la rampe de lancement d'une fusée. C'est-à-dire l'échafaudage relationnel et financier et le capital social et filial qui agissent comme des multiplicateurs de solidarité dans le démarrage des activités de la revendeuse. Telle une fusée, l'activité de la BSD peut, grosso modo, avoir trois destins :

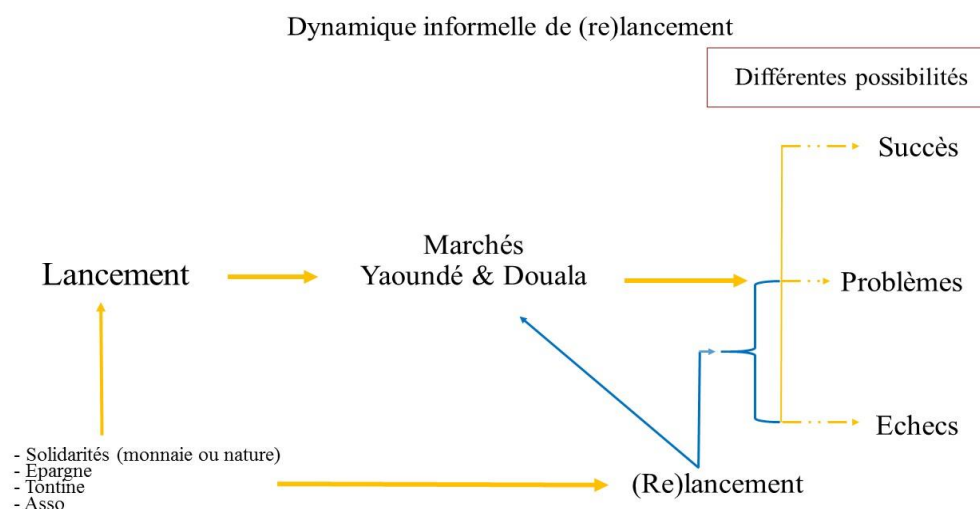
- *La réussite dès le premier lancement ;*
- *Des problèmes passagers en cours de route qui nécessitent un relancement ;*
- *Un échec qui exige un nouveau lancement.*

Par conséquent, le lancement n'est pas seulement une technique d'intégration de marché populaire de Yaoundé et de Douala par la BSD mais aussi une marque de réussite lorsque l'activité est un succès, un recours lorsque l'activité connaît des soucis passagers de trésorerie ou alors, une rampe de relancement lorsque l'activité est en échec. Le relancement est ainsi une façon de réintégrer le marché populaire après un lancement qui n'a pas été couronné de succès.

Le lancement selon la catégorie « argent », c'est la relation qui soutient l'octroi d'une somme d'argent pour le démarrage du commerce. L'argent est le paramètre principal de cette forme de coopération. C'est le cas par exemple du lancement intra familial : le mari soutien et finance le lancement de sa femme dans le commerce des vivres après avoir perçu les indemnités de licenciement. En règle générale, un tel lancement se fait sans conditions ni exigences de la part du mari. Il est effectué dans la perspective du bien-être de la famille. Ici, la réussite ne conditionne pas le lancement, elle le motive. Le lancement par le mari est une forme de coopération selon le genre et une reconnaissance implicite par le mari du « statut » de sa femme.

Le lancement peut aussi être une technique commerciale lorsque la revendeuse se trouve soit en possession des produits dont la date de péremption est imminente, soit lorsqu'elle ne veut pas tout perdre en s'obstinant à vendre au prix du marché. Le lancement veut dire vendre en deçà du prix réel du marché. L'important c'est d'avoir de la trésorerie.

L'analyse de la dynamique de (re)lancement peut être schématisée de la manière suivante :



Source : Auteure

4.8. Lancement par les enfants, réciprocité et coopération mère-fils ou mère-fille

Voici un exemple illustratif. Marie, veuve de 52 ans et détaillante, a un fils de 22 ans : Dieudonné, comptable. Étant donné les difficultés de Marie à trouver un emploi après le décès de son mari, son fils lui suggère de démarrer un commerce dans le vivrier. Il « lance » donc sa mère avec l'argent prévu pour les frais de scolarité de ses enfants (35. 000 FCFA, soit approx. 53 EUR). Ce lancement convient à Marie, qui devient *Bayam-Sellam* au bout d'un mois, puis à son tour soutient son fils dans la garde de ses deux enfants après l'école.

Nous avons constaté que pour faire face aux problèmes de la vie quotidienne, et particulièrement à la perte d'autonomie de plus en plus grandissante dans les villes de Yaoundé et de Douala, la mobilisation du capital familial est l'une des stratégies ayant pignon sur rue auprès de la BSD en particulier, et des acteurs populaires en général. En effet, le capital familial est mobilisé pour trouver des solutions au problème de perte d'autonomie d'un membre de la famille, à travers des mécanismes de solidarité, d'entraide et de sociabilité.

Ce capital familial, conformément au principe « une seule main ne peut pas faire ni défaire un paquet » renforce la BSD en situation de vulnérabilité et contribue à son épanouissement. D'où l'interdépendance familiale. Cette dernière se produit à tous les étages de la vie sociale, où, par exemple, les membres d'une lignée viennent au secours des autres lors des événements malheureux ou heureux dans la famille. Ils s'encouragent et se réconfortent. Ainsi, lors d'un deuil ou d'une naissance, la forte présence des membres de la famille (nucléaire ou élargie) est un solide indicateur du statut social et d'intégration au réseau familial.

4.9. Lancement par un tiers (parents ou relation)

C'est le cas d'un crédit entre particuliers. Il ne ressort pas de la tontine des relations d'amitié. C'est donc un crédit obtenu hors des normes et des critères d'éligibilité de la tontine à cause de l'absence de taux d'intérêt. C'est l'affectivité qui détermine cette modalité de prêt sans intérêt. Ici, la pratique d'autonomisation est encadrée dans une relation de coopération socio-économique, c'est-à-dire à la fois généalogique ou relationnel (capital social) et économique ou relation de crédit (capital financier). Le capital social et généalogique est considéré comme un multiplicateur de pratiques solidaires chez les BSD.

5. Coopération non monétaire

5.1. Une *Bayam-Sellam* lance ses congénères : la lanceuse détaillante ou semi-grossiste

Il existe deux pratiques : la première est une coopération intra catégorielle entre *Bayam-Sellam Détaillantes*. Les mécanismes ici sont complexes : certaines *Bayam-Sellam* veillent la nuit pour acheter au petit matin à un meilleur prix la meilleure marchandise ; elles ont alors deux éventualités. Soit revendre à leurs congénères qui n'ont pas veillé mais passent tôt pour se rendre au « front », soit emporter leur marchandise à leur domicile où les autres vont venir l'acheter et aller à leur tour la revendre au marché. Les *Bayam-Sellam* qui vendent à leur domicile ramènent les invendus dans leurs comptoirs du marché tout au long de la journée. Nous observons ici une chaîne de « lancements » qui s'interconnectent tout en formant un processus, à savoir le lancement délocalisé et le lancement localisé où la mobilité de la lanceuse atténue le risque de mévente.

Il importe de préciser que ce type d'intervention porte en règle générale sur une période limitée et requiert de la part de la lanceuse un effort particulier et momentané pour aider l'autre. Dans d'autres cas que nous avons observés, le lancement est très flexible. La livraison des produits et le recouvrement de l'argent sont soumis à la confiance. Confiance relative, admettons-le, puisqu'accompagnée d'un dépôt préalable d'une partie de la valeur de la marchandise comme garantie de paiement total. Le temps accordé par la lanceuse (semi-grossiste) à la détaillante pour le recouvrement de ses fonds dépend du type de produits livrés. Le temps d'un produit hautement périssable (comme la tomate par exemple) n'est pas le temps du manioc. On retrouve là une dimension temporelle qui structure les achats et les ventes.

5.2. Le lancement (approvisionnement) par les *Bayam-Sellam* grossistes (réseau de clientèle)

Le lancement se fait entre les *Bayam-Sellam* grossistes (essentiellement hommes) et les détaillantes. Les grossistes sont les fournisseurs de grandes quantités de produits qui se

mesurent en termes de sacs, de filets, de corbeilles, de cageots, d'alvéoles, de régimes, bref, de type d'emballage en vrac selon les produits. Les *Bayam-Sellam* grossistes⁸³ s'approvisionnent directement dans les champs et achètent de grandes quantités de vivres à l'échelle du camion de six tonnes. Les grossistes ont les contrats avec les cultivateurs. En « lançant » des détaillantes, les grossistes font l'impasse sur l'intermédiaire du semi-grossiste, ce qui leur laisse une marge supplémentaire. Le grossiste livre à ses clientes selon un réseau de clientèle. Cette livraison constitue un lancement, car il n'y a pas de transaction financière *a priori* bien que la valeur de la marchandise soit connue. Le grossiste fixe unilatéralement le prix de sa marchandise, étant seul à connaître ses charges et son prix d'achat aux cultivatrices.

Le dépôt de marchandises est fait chez la détaillante qui signe devant son nom dans le carnet du fournisseur. Dès ce moment, la marchandise est la sienne, au prix fixé par le grossiste. Elle dispose d'un délai convenu pour revendre ce produit et dégager la valeur marchande à remettre au fournisseur ainsi que son propre « bénéfice ». La vente ou la mévente dépendent de ses stratégies : observation du marché, relations avec les clients, et bien entendu de la situation du marché. Pour honorer ses engagements tontiniers, dégager la ration alimentaire etc., la *Bayam-Sellam* doit user de toutes sortes de stratégies de vente⁸⁴. En interrogeant les femmes et les hommes, les discours confirment les effets de la stratégie de séduction sur la clientèle des *Bayam-Sellam*. Une telle stratégie d'après nos enquêtes, ne fait que renforcer les relations économiques de genre de coopération et de solidarité.

5.3. La pratique de la relance non monétaire

Il y a une distinction à faire ici entre la relance qui survient lorsqu'une *Bayam-Sellam* a perdu sa marchandise et le lancement. La relance est une reprise d'activité lorsqu'il y a eu perte de vivre ou mauvaise conservation ; par contre le lancement est une dynamique qui crée de l'entrepreneuriat. La multiplication des stratégies et des pratiques de vente – choix de filières, prospection de circuits, réseaux –, et les résultats qui en découlent font considérer les pertes

⁸³ Le terme fournisseur ici qualifie à la fois les *Bayam-Sellam* semi-grossistes et grossistes ; mais la différence entre les deux est que les premiers ne se limitent pas à une seule filière de produits, ni à un seul marché ; elles/ils vont de lieu en lieu et achètent un peu partout ; alors que les grossistes sont réguliers dans le circuit et fidèles à une filière.

⁸⁴ Dans les cas extrêmes, lorsque le marché est « très dur » selon l'expression des femmes, certaines détaillantes utilisent la séduction physique pour attirer le client. Ce n'est pas négligeable, car la séduction est une stratégie qui contribue à l'implantation du client et à la constitution du réseau de vente.

comme un épiphénomène par rapport aux gains sociaux et économiques qui sont dominants. Il arrive cependant que les épiphénomènes contribuent à la compréhension des phénomènes globaux. Par exemple, dans le cas où la « lanceuse » n'est pas une *Bayam-Sellam*, la relation de capitalisation devient un appui social.

Les cas de relations familiales ou d'amitié – Asso qui peut prendre le visage d'une mère qui lance son fils qui lance à son tour la mère, amie qui lance une amie, mari qui lance sa femme etc., – sont perçus, par rapport aux relais d'approvisionnement, comme des actions d'entraide sociale plus que comme de véritables investissements, pratiques et mécanismes purement économiques. Les deux catégories « argent » et « vivres » donnent lieu à une diversité de cas, dont les schèmes interprètent la construction de *l'autonomisation féminine informelle*. Autrement dit, les relations de famille se développent par rapport aux grossistes, car il s'agit d'une aide sociale plutôt que d'un investissement.

5.4. La contrainte de l'approvisionnement et les pratiques de dépassement

Parallèlement à la contrainte financière, la BSD est confrontée à un deuxième obstacle économique : celui de l'approvisionnement en soi et de la solidarité non monétaire dont il s'accompagne. Tout ce qui a été dit précédemment à propos de la contrainte financière et des pratiques qui permettent de la dépasser vaut également pour la contrainte approvisionnement, que ce soit pour le lancement ou la relance. La différence réside dans le fait que la solidarité se joue en termes non monétaires et prend la forme d'une aide portant directement sur les marchandises qui font l'objet de la vente sans passer par une transaction financière pour les acquérir. La solution réside dans des modes de mise à disposition des marchandises sous forme de consignation. C'est en quelque sorte le fournisseur, ou un tiers, qui finance monétairement la transaction jusqu'au moment de la vente par la BSD qui ne débourse rien entretemps.

Dans le langage de la pratique commerciale, le terme consignation est souvent employé comme synonyme de dépôt ou de séquestre. Le mécanisme de la consignation de marchandise est le dépôt de la marchandise chez le client par le fournisseur, la marchandise restant la propriété du fournisseur. Le client dépositaire est responsable du stock de marchandises et règle le fournisseur en fonction des ventes réalisées. Chez les *Bayam-Sellam*, la coutume veut qu'on ne paie que ce qu'on vend aux clients.

Tableau synthétique des sources de dépassement des contraintes

Rationnement et contraintes	Sources	
Financières	Épargne	Personnelle
		Tontines
	Famille	Nucléaire
		Élargie
	Clients	
	Autres tiers	Individus
		Associations
Approvisionnement	Fournisseurs	Grossistes
		Semi-grossistes
		Détaillantes

Source : Auteure

À la lumière des analyses précédentes, nous réalisons, de manière plus large, que face à diverses incertitudes insécurisantes inhérentes au déficit de développement réel, les populations locales en général et les BSD en particulier tentent de réinventer des mécanismes visant à sécuriser leurs conditions de vie. Ceci se fait à travers des pratiques solidaires et une grande diversité de mécanismes de redistribution et de solidarité conduisant à des modes de reproduction communs et collectifs de couverture contre les risques. Comme le souligne Peemans (2002), nous pensons que ce qu'il est essentiel de comprendre dans ces stratégies et pratiques d'autonomisation des BSD, c'est que ces formes de liens sociaux de solidarité, d'organisation familiale communautaire de réciprocité, combinées aux rapports d'échanges à l'intérieur des réseaux, sont le produit de l'adaptation des BSD à leur contexte.

Aussi, poursuit-il, *« lorsque l'on prend en considération l'histoire longue des conflits entre les acteurs dominants du haut et les acteurs dominés du bas, on peut se rendre compte que la force des collectivités et des peuples a résidé dans une capacité de construire, à travers un temps souvent long, les conditions qui ont permis d'assurer à ses collectivités une sécurité*

existentielle, matérielle et spirituelle, plus ou moins forte et diversifiée, selon les contextes historiques » (Peemans, 2002). Dans ce cadre, les pratiques d'autonomisation sont les pratiques sociales se présentant comme le produit d'une histoire. Elles forment, d'une part, l'interaction d'un système de disposition intériorisé par un individu (et des groupes) au cours de sa (leur) socialisation et des expériences de son (leur) histoire et, d'autre part, des solutions à partir d'une situation donnée.

6. La pratique silencieuse déclarée : corps-sexe et magie

Le corps-sexe dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala traduit le fait que l'Asso peut se faire ou se défaire à partir des rapports sexuels intimes entre les BSD et leurs collègues hommes. C'est, avec le corps-encaisseur des recettes quotidiennes et le corps encaisseur des intempéries quotidiennes (chaleur, pluies, difficultés de transport), une autre dimension de la substantialisation des pratiques de vente. Il y a un investissement dans la pérennisation de l'activité de la BSD. Autrement dit, le sexe joue ici le même rôle qu'un apport financier dans l'activité de la BSD. Le sexe devient un facteur de production économique.

Pour décrire empiriquement ce que nous entendons par « corps-sexe, « pratique silencieuse déclarée », nous donnons d'abord la parole à Ruth 28 ans, BSD : « *Lorsqu'on partage les mêmes hommes, il arrive parfois qu'on se bagarre ; il y a même des femmes qui font la magie aux autres femmes. Une femme peut chercher à charmer le fournisseur pour l'avoir à elle toute seule mais les fournisseurs là sont très forts, la plupart sont blindés partout* » (Ruth, 28 avril 2011).

On voit quelles interactions entre les revendeuses transportent la concurrence du terrain économique sur le terrain du conflit interpersonnel. La concurrence commerciale crée ainsi des rivalités sociales dans le contrôle des sources de production. Domination du fournisseur, dont le contrôle permet d'assurer à la *Bayam-Sellam* la sécurisation des approvisionnements et pourquoi pas, une plus grande flexibilité dans les paiements, voire parfois un paiement en nature. Si les achats sont sécurisés, les ventes sont assurées et permettent l'élévation de l'activité. Pour cela, le recours aux techniques telles que le charme n'est pas en reste. Le charme est une arme féminine et masculine qui participe au processus d'autonomisation voire de domination et de valorisation.

Ce jeu d'interaction montre quelle complexité se cache derrière l'apparent conformisme du commerce du vivrier : c'est une économie qui s'enchaîne socialement selon la configuration mêlant magie-croyance-argent-rapport sexuel. La division par genre du champ économique est ici très claire : grâce aux relations particulières, silencieuses, qu'elles ont avec les fournisseurs, les femmes arrivent à avoir accès à la marchandise. La valeur du rapport sexuel se cristallise dans la multitude de micro-contrats et à l'ingéniosité stratégique des femmes. Le rapport sexuel renforce la relation entre le fournisseur et la BSD, quoique la variabilité du produit en lui-même soit source de fragilité.

En dehors de la concurrence inter-catégorielle, une concurrence intra-catégorielle oppose les commerçantes, chacune cherchant à acheter les meilleurs produits et à conserver son « *chaud* », c'est-à-dire son amant. Ceci confirme l'hypothèse d'une hybridation comportementale et pratique qui place les BSD dans un entre-deux où se construisent des stratégies et des capacités d'agir socio-économiques.

Le mot « magie » utilisé par la détaillante *supra* laisse place au débat. Selon le dictionnaire Larousse, la magie est « un ensemble de croyances et de pratiques reposant sur l'idée qu'il existe des puissances cachées dans la nature, qu'il s'agit de se concilier ou de conjurer, pour s'attirer un bien ou susciter un malheur, visant ainsi à une efficacité matérielle ». Dans de nombreuses cultures, les moyens mis en œuvre par la magie en tant que science occulte s'opposent aux religions établies ainsi qu'aux raisonnements scientifiques. Les évolutions des connaissances scientifiques, qui donnent des explications aux phénomènes comme la foudre, les mouvements des planètes, ou les réactions chimiques, se sont progressivement opposées à la croyance en la magie.

Les visions évolutionnistes, à l'instar de celle de Charles Malamoud, voient dans la magie « une survivance » du passé, vide de sens, s'opposant à tout ce qui fait « la dignité du progrès ». Or, la pensée négro-africaine, en tant que savoir des particularités africaines, nous apprend que la magie, les pratiques magiques, sont des dispositifs qui indiquent comment l'homme doit se comporter avec le sacré, la visée du sacré étant ici de créer « une communauté morale, affective, intellectuelle », selon l'expression de Durkheim, afin d'intégrer l'individu dans la société. Ainsi, tout laisse à penser que, pour les femmes *Bayam-Sellam*, la magie est un moyen de nouer des relations sociales de solidarité et d'interdépendance qui sont contrôlées par les règles traditionnelles héritées des ancêtres.

D'où l'hypothèse que dans ce cas précis, la pratique magique des femmes *Bayam-Sellam* est non seulement une mise en scène du symbolisme pragmatique, mais encore un dispositif général de sécurisation qui permet d'échapper à l'insécurité socio-économique. Par l'intermédiaire de la magie, la femme, ou le groupe d'individus, va fonder un univers cohérent du comportement social en utilisant à la fois la base matérielle et symbolique traditionnelle et la base moderne pour la satisfaction d'un besoin réel.

7. Pratiques de développement réel « extra-professionnelles »

7.1. Les caisses financières de secours dans les quartiers populaires

Globalement, dans la société camerounaise comme ailleurs en Afrique, à l'occasion de naissances, de mariages ou de décès, on peut voir une organisation particulière s'atteler aux différentes activités et aux rites prescrits auxquels chacun doit se soumettre. Les façons de faire diffèrent d'une ethnie à l'autre et, depuis les phénomènes d'urbanisation qui occasionnent un grand brassage culturel, elles deviennent spécifiques à un groupe social géographiquement proche. Les différences portent surtout sur le contenu et ne remettent pas en cause le caractère obligatoire de ces cérémonies qui ont en commun l'ampleur de l'organisation – impliquant un grand investissement physique et un caractère onéreux.

Ainsi lors de nos enquêtes, nous avons remarqué qu'un report des funérailles peut être nécessaire pour laisser le temps à la famille d'une BSD non seulement de réunir l'enveloppe financière nécessaire à l'organisation de l'événement, mais aussi de commander et confectionner les habits et objets qui porteront la marque de l'événement (calendriers, éventails ou autres ustensiles décorés à l'effigie du défunt). Si ces cérémonies étaient faciles à organiser au départ, elles sont devenues de plus en plus difficiles à mettre en œuvre et nécessitent des ressources financières considérables, étant donné les différentes évolutions qu'ont connues ces sociétés marquées actuellement par l'individualisation et la monétarisation.

Devant ces nécessités, par ailleurs, ne bénéficiant pas d'une protection de l'État au niveau économique, les femmes *Bayam-Sellam* ont trouvé, dans les cotisations financières des quartiers, l'expression d'une solidarité consciente et responsable fondée sur les valeurs traditionnelles d'entraide et de respect mutuel de sécurisation des liens interpersonnels dans

les lieux de vie quotidienne. Les femmes *Bayam-Sellam* ont créé et adapté les *cotisations financières des quartiers ou caisse de secours* à leurs conditions de vie. Il s'agit ici d'un fond commun que les membres alimentent par une quote-part selon une périodicité définie collectivement. Cet argent est destiné à venir en aide à chacune lors d'un événement heureux (naissance, mariage, baptême) ou malheureux (maladie, décès, etc.).

Cette pratique de caisses financières de secours est une condition *sine qua non* d'évitement de la caisse financière d'activité économique. Au-delà des objectifs économico-utilitaristes, il existe également des liens de solidarité qui se créent entre elles par le fait qu'elles ont des activités en commun. Le social est ici à placer au même niveau que l'économique.

7.2. Solidarité morale et psychologique

Au cours des réunions individualisées, les différentes tâches sont réparties entre les membres du groupe : accueil, activités culinaires, courses et nettoyage, causeries éducatives par les plus « instruites ». Cette solidarité se manifeste aussi par la prise en charge de l'animation culturelle et folklorique. Ce faisant, certains groupes d'animation des femmes acquièrent une certaine réputation au point de recevoir des invitations pour des cérémonies organisées par des personnes extérieures, ces activités leur procurant des revenus supplémentaires. Dans le cadre de la cohésion sociale, des actions de médiation pour le règlement de conflits familiaux ou la scolarisation des enfants sont organisées.

On peut penser que la réalisation de ces activités marchandes et pratiques sociales n'a qu'une incidence positive mais, à y regarder de plus près, on décèle des effets pernicieux pour les femmes. Les pratiques commerciales inhérentes à l'économie informelle viennent s'encaster dans la vie familiale des femmes et les obligent à jouer sur les tableaux socio-économiques et familiaux. En dehors des responsabilités et activités économiques, les femmes doivent en effet aussi s'occuper des tâches qui leur sont dévolues par leur statut socioculturel et le rôle social qu'elles jouent. La majorité des femmes *Bayam-Sellam* rurales, par exemple, travaillent tous les jours de la semaine, sauf le dimanche ou le vendredi, traditionnellement réservés aux pratiques religieuses.

Leur budget temps est partagé entre les tâches domestiques, les travaux champêtres périodiques en compagnie de leur époux, ainsi que les activités de l'association. Si leur journée commence bien avant le lever du jour, elles ne peuvent ralentir le rythme qu'au-delà

de 22 heures. Cette répartition du temps de travail est la résultante de la division sexuelle du travail, des normes socioculturelles qui prescrivent aux femmes un statut et des rôles précis dans leur société d'appartenance. L'homme peut souvent profiter de son temps libre alors que son épouse travaille sans répit. « Les femmes, note à cet effet S. Charlier, gèrent avec une grande souplesse les sphères productive et reproductive » (Charlier, 2006).

De cette dualité résulte un supplément d'occupations journalières les transformant en agents à la fois du bien-être des membres de la cellule familiale et de la société, et plus largement, du développement. Ce qui leur confère une valorisation au sein de la famille, une reconnaissance sociale, et par voie de conséquence contribue à l'estime de soi.

Cependant, la prégnance de l'analphabétisme, le faible niveau de formation limite leur prise de conscience de la dimension genre et leur désir de dépasser le cadre familial pour impulser les changements structurels.

8. L'Asso, la tontine, l'information et les marchés populaires de Yaoundé et de Douala

Suivant l'approche classique d'un marché dit autorégulateur, le commissaire priseur est celui qui assure la circulation de l'information et permet aux offres et aux demandes de pouvoir se coordonner.

La critique de ce marché autorégulateur montre non seulement qu'il ne peut exister sans l'organisation de l'information assurée par le commissaire-priseur mais aussi que le marché qui en résulte est le signe de la possibilité d'une économie sociale du marché ; preuve que le marché ne peut être effectif que si un ensemble de normes, de conventions et de régulations l'autorisent. Dans le cas des marchés populaires de Yaoundé et de Douala, l'Asso est l'acteur central qui met en relation les organisations que sont la tontine, le réseau des BSD, le réseau des grossistes et des semi-grossistes. Les pratiques des BSD peuvent donc s'entendre comme une association, c'est-à-dire comme un groupement d'acteurs « *inscrits dans les actions collectives mues par l'élan vers l'égalité et dans l'imaginaire d'un auto-gouvernement des associés* » (Laville et Cattani, 2006).

L'associationnisme qui se dégage ainsi comme le cœur névralgique des activités des BSD, s'incarne dans la figure ci-dessous :

- L'Asso à la fois client, informateur (collecte et diffusion des informations), confident (confiance) et commissaire-priseur, c'est-à-dire collecteur des offres et des demandes.
- La tontine, association rotative d'épargne et de crédit où des associés organisent un accès équitable aux crédits via des cotisations elles-mêmes équitables. La tontine est un ensemble d'Asso qui produisent eux-mêmes leurs normes de régulation et se font réciproquement confiance dans l'accès aux crédits suivant des modalités qui assurent une régulation sociale du risque de défauts. Autrement dit, ce n'est pas une confiance exogène (richesse matérielle) qui donne le statut d'Asso pouvant intégrer la tontine mais une confiance endogène c'est-à-dire la réputation sociale. Par conséquent, cette réputation devient un facteur de sécurisation financière et donc de construction de l'autonomie des BSD.
- Le marché populaire. Il n'est pas un simple espace d'achat et de vente de denrées alimentaires. Il est surtout le lieu d'une économie substantive dynamique en ce sens qu'il est non seulement soutenu par le réseau social des Asso du marché et de la tontine, mais aussi par les Asso de la maison, du champ ou du réseau des grossistes majoritairement masculin où le marché se déporte. *In fine*, le caractère mixte de la tontine des Asso et des marchés populaires en fait des laboratoires grandeur nature où s'opérationnalise la dynamique interactive entre les dimensions territoriales, les dimensions genrées et les dimensions métriques du déficit de développement réel.

9. Conclusion du chapitre IV

Il est manifeste que les différentiels entre genres au niveau des contraintes et des capacités sont plus grands à l'extrémité de survie des BSD par rapport à l'extrémité de l'accumulation des hommes *Bayam-Sellam* (grossistes, semi-grossistes). Ce chapitre a analysé et rejeté un certain nombre d'explications possibles en lien avec le rôle et le statut, l'autonomisation de la détaillante au processus du développement camerounais. Face aux contraintes de ressources de production économique (financière, marchandises), la recherche maximale de sécurité pour améliorer leur condition de vie est au centre des pratiques *input* des femmes.

Ces pratiques *input*, de natures et formes différentes, dévoilent les vulnérabilités que suppose un combat quotidien. Car derrière ces vulnérabilités se cache une obligation de performance dont l'objectif est d'assurer l'épargne dans les tontines – laquelle épargne constitue le support financier nécessaire à l'autofinancement du fonctionnement et des (ré)investissements et donc

d'autonomisation. Dans cette perspective, l'« accumulation » des recettes quotidiennes réalisées dans la vente de vivres joue un rôle important dans la garantie du commerce à long terme. Elle essaie ainsi de sécuriser son activité. En cas de faillite, les tontines, et les réseaux d'approvisionnements qu'elle établit ou qu'elle intègre, lui servent de support économique.

Ceci permet une relecture du rôle et de l'autonomisation des *Bayam-Sellam* comme des entrepreneures « isolées ». Une telle perception de leur rôle ignore le fait que le commerce des vivres a ses logiques propres qui ne dépendent pas forcément des codes et standards du modèle économique de développement dominant. Les logiques et pratiques des femmes dépendent en particulier de la manière dont ces actrices construisent leurs activités et cette construction s'effectue dans un environnement local dans lequel la solidarité, les rivalités, la compétitivité des *Bayam-Sellam* est manifeste au quotidien et s'exprime dans les parts de marché. Ces interactions permanentes avec leur environnement se situent diamétralement à l'opposé de l'isolement : ces femmes sont au cœur même de la vie à la fois économique et sociale, au même titre que n'importe quel(le) entrepreneur(e).

Maintenant, la question est de savoir comment elles agissent concrètement sur leur lieu d'activité. C'est l'objet du prochain chapitre.

Troisième partie

-

LES PRATIQUES OUPUT ET LES PROCESSUS *FEEDBACK* D'AUTONOMISATION DES BSD

CHAPITRE V

LES PRATIQUES OUTPUT D'AUTONOMISATION DES BSD

1. Introduction

Ce chapitre se focalise sur ce que nous appelons les pratiques « *output* », c'est-à-dire les résultats de la *Bayam-Sellam Détaillante* au sens d'activités concrètes de vente (marché) de mobilité fonctionnelle et relationnelle et de stratégies de développement.

Au regard de notre problématique de recherche, le choix de l'observation permanente des détaillantes sur leur lieu d'activité (marchés populaires) renvoie à poser un regard particulier sur le fonctionnement du marché. D'où le questionnement suivant :

- Que fait concrètement la BSD ?
- Quels sont les *output* (résultats) que produit la BSD sur son lieu de travail ?⁸⁵

L'intérêt est ici de montrer comment la BSD se situe au niveau de sa position d'actrice économique du « bas ». L'objectif consiste à identifier les contraintes auxquelles elle fait face, à mettre en évidence sa capacité d'agir ou de rétroagir sur les pesanteurs sociales, économiques, politiques et culturelles qui se présentent à elle dans le cadre de son activité. Le tout permettrait de mettre en évidence un substrat empirique constitutif de l'identité économique des BSD dans leur rôle dans le processus de développement camerounais. Avec la neutralisation de l'État par les acteurs centraux internationaux du développement, ce type d'approche et de pratique de développement réel gagne en visibilité. Ces pratiques, souvent spontanées, n'attendent pas les institutions étatiques pour s'exprimer.

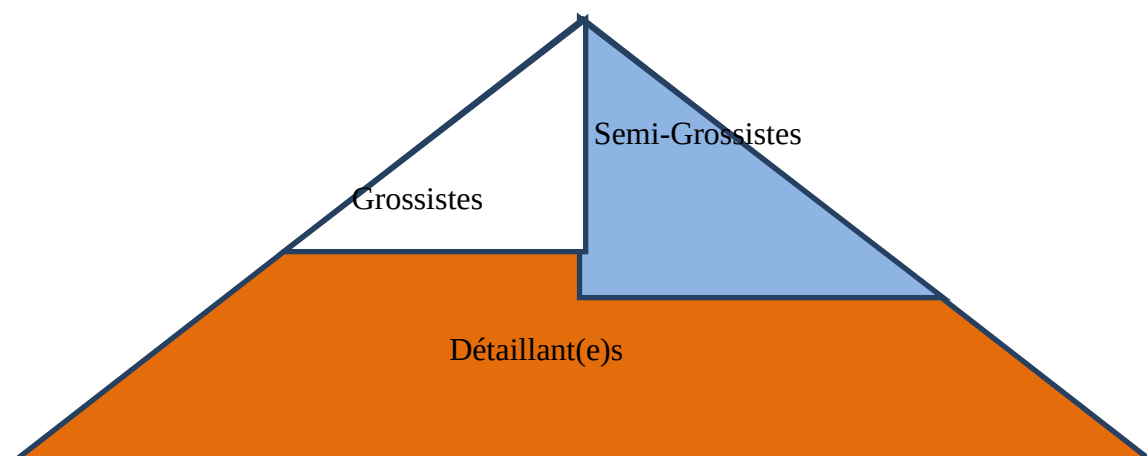
⁸⁵ Comment la Détaillante agit-elle dans le cadre de ses activités ? Comment agit-elle face aux contraintes ? Quel est son savoir-faire entre elle et ses « collègues », et envers les autres (fournisseurs – clients – agents de l'État, de la police, les autres acteurs du marché) ? Quels types de relations se nouent entre elle et les autres sur les marchés (relations de coopération mutuelle, relations économiques, relations sociales, coopérations conflictuelles, de domination, de soumission). Sur quoi sont basées ses relations (argent, valeurs, sexe, magie, ethnie, religion, autres) ?

2. Logiques de fonctionnement et structure relationnelle dans les marchés populaires urbains du secteur vivrier

2.1. Dynamique fonctionnelle et logiques des acteurs

Comme précédemment mentionné au Chapitre IV, le secteur de la commercialisation des denrées alimentaires est structurellement réparti en trois catégories d'acteurs : les grossistes, les semi-grossistes et les détaillants. Ils travaillent dans une logique d'approvisionnement pyramidale. Au sommet de la pyramide, se trouvent les hommes (grossistes et semi-grossistes) minoritaires en nombre mais économiquement dominants. Ils ont la maîtrise de la gestion centrale des marchés, des ressources, des structures, des décisions, des exécutions ainsi que d'un ensemble de services, d'associations et d'organisations informelles et formelles. Les détaillants, essentiellement des femmes, occupent la place inférieure de la pyramide. C'est la base qui porte la pyramide malgré sa moindre maîtrise du commerce de gros et des circuits de financement inhérents (voir le schéma ci-dessous) :

Organisation pyramidale du secteur de la commercialisation des denrées alimentaires sur les marchés populaires urbains du Cameroun



Source : Auteure

Le marché informel des produits vivriers est dominé par les trois grands types d'acteurs qui, ensemble, représentent environ 70 % du marché des denrées alimentaires avec une forte concentration dans les villes de Yaoundé et de Douala. Les femmes ont toujours été représentées de manière disproportionnée dans la commercialisation des denrées alimentaires.

Le déficit du développement réel renforce, via l'interaction de ses trois dimensions, cette tendance. Nos observations confirment le fait que les femmes y travaillent plus d'heures par jour que les hommes. Ce qui donne lieu au phénomène de « manque de temps » qui les frappe et qu'elles évoquent sans cesse lorsque nous sollicitons des entretiens.

On voit qu'il existe un lien étroit entre la nomenclature des occupations féminines et masculines dans la structuration du marché du vivrier au Cameroun et le genre, car le positionnement des femmes à la base de la pyramide est plus chronophage que celui des hommes au sommet de celle-ci.

La persistance de la situation défavorable des femmes sur le marché du travail vivrier est aussi flagrante que la disparité entre genres au niveau des revenus et d'accès aux ressources économiques et financières. Un tel constat donne des indications sur les profonds écarts et les inégalités au niveau des « revenus ». Les entrées financières des BSD comparées à celles des hommes grossistes et semi-grossistes montrent d'importants écarts.

Par ailleurs, la permanence de ce fonctionnement pyramidal intra-catégoriel du secteur de la commercialisation des denrées alimentaires a donné des arguments selon lesquels les paradigmes patriarcal, colonial et néolibéral en seraient explicatifs. Autrement dit, les acteurs, les systèmes et les structures historiques sont des facteurs explicatifs de la situation présente. Le positionnement des acteurs dans ces marchés met en évidence « deux mondes, deux classes sociales » (Marx, 1848)⁸⁶ qui interagissent et pratiquent le développement de manières différentes mais complémentaires. Ce fonctionnement augure d'un espace de tension, de conflits, de confrontation et de solidarité qui constitue en réalité un terrain dynamique, nécessitant une analyse plus fine.

D'abord, les *grossistes*, essentiellement des hommes, disposent des magasins de stockages. Ils sont généralement les transporteurs commerçants, propriétaires de leur(s) véhicule(s) (camions ou camionnettes). La vente se fait au bord des camions ou des camionnettes. Ils résident en général en ville, dans les zones péri-urbaines ou dans les régions de production pour le ravitaillement des villes. Ils ne se contentent pas de louer leur(s) véhicule(s) aux tiers mais également la commercialisation, depuis la collecte dans les zones rurales de production

⁸⁶ Il partage son analyse de la société dans son ouvrage *Le Manifeste du Parti communiste*. Plusieurs sociologues raisonneront à leur tour en termes de classes sociales comme Pierre Bourdieu, François Dubet ou encore Louis Chauvel.

jusqu'à la distribution sur les marchés populaires urbains. Hatcheu souligne que les grossistes cherchent également les marchés éloignés aussi bien pour l'achat que pour les ventes des denrées alimentaires. Ceci explique leur recherche des marchés transnationaux aux niveaux national, régional (Gabon, RCA, Tchad) et même européen (Belgique, marché Matongé à Bruxelles – France, marché du Château rouge à Paris)⁸⁷.

Les *semi-grossistes*, essentiellement des hommes, ravitaillent les marchés populaires urbains en vivriers (macabo, maïs, taro, haricot, bananes plantains, pommes de terre, oignons, arachides, etc.). Les unités de mesure pour la vente de demi-gros sont le régime, la caisse, le fût.

Les *détaillantes*, essentiellement des femmes, s'approvisionnent en monnaie⁸⁸ ou en nature (dépôts et consignation de marchandises) auprès des hommes, grossistes ou semi-grossistes⁸⁹. Les unités utilisées pour la vente au détail sont : le verre, le tas, le sceau, la pièce ou l'unité, le gobelet, le sceau, la boîte, la cuvette. Le choix de ces unités de mesure s'expliquerait par leur praticabilité mais l'explication par la pauvreté et la misère est la plus plausible, selon Hatcheu (2006).

D'après nos observations, il semble plus pertinent de considérer ces différents instruments de calibrage comme une technique de marketing commercial dont le but est d'adapter les instruments de calibrage à la multiplicité des demandes très souvent faibles. Le fait que ces instruments soient variés et de petite taille, représente une adaptation de l'offre aux faibles revenus des demandeurs. Sans oublier que c'est aussi une stratégie de recherche de plus-value car elles achètent en gros pour revendre au détail, sans oublier que le prix de revient de la vente au détail doit être supérieur au prix d'achat en gros de la même marchandise.

Si la frontière de solidarité financière est floue entre les grossistes, les semi-grossistes et les détaillantes, « le meilleur critère pour délimiter les différents niveaux est l'unité de mesure utilisée lors de la vente » (Hatcheu, 2006). Les détaillantes alimentent les marchés populaires

⁸⁷ Ce sont les zones à forte concentration de la diaspora africaine.

⁸⁸ Le financement initial provient des fonds propres, du capital décès ou des indemnités de licenciement du conjoint, d'une épargne mobilisée à travers les tontines ou du soutien d'une grossiste qui consigne la marchandise à crédit. Rappelons que le fonds de roulement varie entre 10.000 FCFA à 300.000 FCFA. Ce fonds de roulement est très souvent détourné pour la satisfaction des besoins sociaux.

⁸⁹ Exceptionnellement le ravitaillement peut se faire également auprès des femmes semi-grossistes (très peu nombreuses) et détaillantes.

des centres urbains situés dans les zones de production. Au bas de l'échelle, les détaillantes dominant, contrôlent et maîtrisent toute la distribution alimentaire sur les marchés vivriers de Yaoundé et de Douala. Elles se sont imposées sur tous les petits commerces de la rue des deux plus grandes villes du pays.

Dans un contexte de forte croissance urbaine et de neutralisation de l'État-providence suite à l'ajustement structurel, elles s'accrochent pour ne pas disparaître économiquement. Dans le champ de l'approvisionnement et de la commercialisation du vivrier dans les marchés urbains de Yaoundé et de Douala, les *Bayam-Sellam* grossistes sont en situation de concurrence avec les semi-grossistes qui n'ont pas de moyens de transport mais louent individuellement ou collectivement les camions ou camionnettes pour l'acheminement des marchandises vers les marchés urbains. Ces deux catégories d'acteurs sont les principaux maillons de liaison et de connexion entre les villes et les villages, entre ruraux et citadins dans la commercialisation des denrées alimentaires. Ils ont le pouvoir d'introduire entre le producteur et le marché urbain plusieurs types d'interfaces nécessaires à la construction de leurs marges bénéficiaires.

D'autres acteurs assurent la liaison entre grossistes et semi-grossistes. D'une part, *les petits colporteurs* : ils vont à pied dans les marchés difficiles d'accès pour acheter à des prix très faibles des produits et les revendre avec une marge modique sur des marchés plus accessibles aux grossistes. D'autre part : les petits *collecteurs* ruraux et les *pisteurs* qui les informent sur les disponibilités de stocks. Les *acheteurs-groupeurs* parcourent plusieurs petits marchés ruraux pour collecter à bas prix les produits vivriers. En plus de ces partenaires, les grossistes ont sous leur dépendance directe un ou plusieurs employés (chauffeurs, convoyeurs et hommes de confiance) dont le nombre varie selon le niveau d'activité. Sur le marché du vivrier de Douala, le grossiste travaille en collaboration avec les *aides-vendeurs* et des *veilleurs* de nuit qu'il faut ménager à chaque voyage.

Si, de manière générale, aucun contrat écrit formel ne lie le commerçant à ses différents partenaires (colporteurs, collecteurs, pisteurs, acheteurs-groupeurs) ou à ses employés (chauffeurs, convoyeurs, aides-vendeurs), il existe entre les uns et les autres une relation de confiance, de complémentarité et de complicité suivant des normes relevant d'une régulation autonome. Le niveau de confiance dépend de l'appréciation que le grossiste fait du sérieux et du dynamisme des partenaires qu'il met très souvent en concurrence. Partenaires et employés sont recrutés, soit en fonction de leurs appartenances au même groupe ethnique, soit en raison

de leur connaissance du produit, des marchés, des clients, des semi-grossistes et des détaillantes.

Les rapports ne sont pas seulement commerciaux, mais davantage sociaux : par exemple, l'expédition des courriers aux parents et amis en ville, l'achat de médicaments et de produits de luxe, l'hébergement temporaire des enfants pendant la première année de leur scolarité en ville et en faveur de partenaires ruraux, les consultations de tradi-praticiens, l'organisation de funérailles, les commissions diverses auprès de parents ou d'autorités traditionnelles au village au profit de commerçants citadins. Les acteurs échangent ainsi des modèles de comportement, des pratiques de solidarité, des complémentarités fonctionnelles allant au-delà du seul échange économique. Cela fait la spécificité du mode de fonctionnement et des structures du monde vivrier par rapport au mode de fonctionnement capitaliste (Hatcheu, 2006).

Sur la base des principes traditionnels, l'économique et le social s'articulent et se complètent. L'innovation aujourd'hui, par rapport à la période coloniale et des premières années de la décolonisation, réside dans la multiplication d'une nouvelle catégorie d'acteurs et d'interlocuteurs : *la police et les gendarmes*. Officiellement chargés de la sécurité routière, leur comportement et les rapports qu'ils entretiennent avec les BSD influent sur bien des aspects de la commercialisation des denrées alimentaires : durée de voyage puis qualité et prix des vivres sur le marché. Le calcul des coûts réels de commercialisation des produits alimentaires doit prendre en compte les frais d'achats du produit (transport, diverses transactions sur les marchés) mais également les charges fiscales, parafiscales et paralégales (corruption). Par conséquent, les prix pratiqués ici n'obéissent pas uniquement à la logique des marchés populaires urbains, parties intégrantes d'une économie substantive intégrée du village à la ville et parfois à l'international, mais aussi à celle de la déformalisation de l'État.

L'explication socio-anthropologique de l'omniprésence de la parafiscalité doit être recherchée dans la corruption généralisée qui caractérise la société camerounaise où est mise en évidence *une économie politique de l'arnaque à l'échelle nationale depuis une trentaine d'années* (Amougou, 2011).

La BSD sait qu'elle doit donner « *la cola* » ou « *la bière* » au « *chef* » (forces de l'ordre) et ce, qu'elle soit en règle ou non avec la législation en vigueur. Le dossier que « *les mange*

mil »⁹⁰ demandent, sous prétexte de contrôle, ne sert qu'à dissimuler le billet de 1.000 FCFA (moins d'un Euro) qui tient lieu de « *cola* » ou de « *bière* ». Les éventuelles portent non pas sur l'authenticité, la régularité, la qualité des produits, mais sur le montant de « *la bière* » ou de « *la cola* » du « *chef* ». Autant le « *mange mil* », c'est-à-dire le corrompu – le gendarme, le policier, l'agent de bureau, l'agent administratif ou le contrôleur fiscal – est conscient de la complicité et du soutien de sa hiérarchie dans ces pratiques, autant la BSD sait qu'elle a intérêt à jouer serré pour gagner du temps et de l'argent. Une nécessité d'autant plus qu'il s'agit de produits périssables comme les tomates, et qu'elle doit arriver sur le marché de Deido, Madagascar ou Lagos⁹¹ pour honorer le rendez-vous matinal avec ses clients.

L'économie politique de l'arnaque généralisée et renforcée depuis les ajustements structurels – mieux connue sous le vocable national « *feymania* »⁹² – est de ce fait une dimension omniprésente dans les activités commerciales des BSD où des acteurs privés (BSD) et des acteurs publics (agents de l'État) disent être solidaires en se partageant la rareté généralisée des ressources qui frappe tant le secteur privé et ses acteurs que le secteur public et les siens. Le déficit de développement réel du modèle dominant de développement se concrétise ici par le fait que les pratiques qui améliorent la vie des BSD et des agents publics sont des pratiques de corruption réciproque qui mettent en interaction une « *feymania populaire* » et une « *feymania d'État* », « parties intégrantes de la mal gouvernance d'après les prescriptions des institutions financières internationales » (Amougou, 2011). Si des acteurs privés et publics basculent dans une économie politique de l'arnaque réciproque, alors l'offre officielle et internationale de développement souffre d'un déficit de développement réel des acteurs concernés.

⁹⁰ Par analogie au petit oiseau d'Afrique de l'Ouest se nourrissant de mil, cette expression populaire au Cameroun désigne grossièrement un policier ou un gendarme corrompu et profiteur, cherchant n'importe quel prétexte pour récolter là où il n'a pas semé.

⁹¹ Ce sont les noms des marchés populaires correspondant aux noms des quartiers (voir chapitre III).

⁹² Mot en *pidgin*, sorte d'argot local composé d'anglais, de français et de langues nationales. Le « *feyman* » est un flambeur. La « *feymania* » désigne dès lors la pratique des arnaques qu'il met en place pour gagner de l'argent sur le dos l'État et des citoyens.

2.2. Le marché populaire : lieu de lutte et d'affirmation de l'autonomisation socio-économique des BSD

Rappelons que l'activité des détaillantes est la commercialisation des denrées alimentaires qui se déroule sur les marchés. A contre-pied de l'approche économiste-formaliste qui définit le marché comme « *un lieu physique où se rencontrent l'offre et le demande et où s'opère la détermination du prix d'un bien ou d'un service* », les détaillantes définissent le marché comme un lieu où « *on se débrouille* », « *on se bat* »⁹³ chaque jour pour « *gagner le pain quotidien* »⁹⁴. La référence du marché comme lieu de la débrouille, du combat, est porteuse d'une existence et d'un savoir social dont il serait intéressant d'examiner le contenu.

Nous apprenons que le marché est aussi autre chose que l'espace territorial où se rencontrent l'offre et le demande d'un produit. Il est ici représenté par les détaillantes comme un lieu de lutte, de tension, de confrontation, dans lequel la marque de l'effort et de la créativité pour la survie est omniprésente. Dans le contexte camerounais de déficit de développement réel, d'inégalité de genre, tout laisse à penser que ces expressions signifient bien plus que cela. Elles se rapportent à la réalité quotidienne des situations de contraintes, de devoirs à remplir, des exigences à surmonter et des responsabilités à assumer par l'effort, la souffrance, la créativité et l'activité permanente qu'exige leur contribution au développement, lors de leurs différentes actions notamment. Le marché est un combat parce que la vie des BSD qui le tiennent est un combat :

- Se lever tôt : la majorité des femmes sont au marché à partir de cinq heures du matin ;
- Veiller et passer plus de temps (10 heures) au marché (certaines y passent la nuit) ;
- Rester des heures dehors sous la pluie et sous le soleil ;
- Prendre des risques de transport sur les motos taxis à la conduite parfois « kamikaze » ou dans les voitures délabrées et en surcharge « clandos », etc.

D'où l'expression « combat » de ces femmes qui voient le marché comme un lieu d'aboutissement et de continuité d'un ensemble de défis à relever, de situations contraignantes

⁹³ Propos de Doris, interviewée le 21/02/2013 au marché Cité-Sic à Douala.

⁹⁴ Propos de Bernadette, interviewée le 18/02/2013 au marché Elig Ejoa à Yaoundé.

à dépasser au quotidien. C'est dans le dépassement permanent d'elles-mêmes que les femmes arrivent à améliorer leur revenu quotidien qui, conséquemment, permet l'amélioration et la sécurisation de leur cadre de vie. Cette *rhétorique de lutte, de combat, de la débrouille* des femmes permet de comprendre l'investissement humain, social et psychologique qui, en soutien à leurs pratiques commerciales, structurent les pratiques *output* au développement quotidien du Cameroun.

3. Des pratiques *output* dans les lieux de vente

3.1. Contrainte fiscale et stratégie de contournement

Le droit de place décrit le processus de formalisation et de spatialisation du commerce des vivres dans les marchés. C'est un élément du fonctionnement de cette activité. L'expression *droit de place* a une double signification. D'une part, elle désigne l'occupation d'un espace dans le marché et d'autre part, le paiement des taxes communales et de l'impôt libératoire (Batana, 2007) car le marché et l'espace occupé par les *Bayam-Sellam* font partie d'un lieu à usage public. Et pourtant, les détaillantes sont d'avis contraire : « *Nous avons des taxes à payer pour rien. On nous dit que c'est l'État, mais l'État fait quoi pour nous ?* » (Pauline, 22/04/2013).

Les charges fiscales sont perçues par la quasi-totalité des BSD comme une contrainte sans justification. Voilà bien une raison suffisante pour les contourner et « *épargner de l'argent pour nourrir les enfants* » (Pauline, idem). En réalité, ce n'est pas le montant de la taxe en soi qui suscite ce discours de la part des BSD, mais le fait qu'elles ne voient pas l'affectation de ces charges fiscales à leur avantage, notamment l'amélioration des infrastructures des marchés par les pouvoirs publics. Celles qui existent sont vétustes et délabrées. Une situation qui entraîne la saturation de l'espace et oblige les BSD à occuper les voies intérieures du marché, y rendant la circulation impossible.

Pour les autorités administratives, l'espace public est l'aire spatiale et géographique dans laquelle sont construites des infrastructures à usage commercial, mais les services de la municipalité ne désignent pas *les espaces à occuper* dans les marchés par les BSD. Les revendeuses doivent se débrouiller pour s'établir quelque part en inventant d'autres normes d'occupation de l'espace. Globalement, l'occupation de l'espace se fait selon plusieurs

critères : la convergence d'objectifs ; la similarité des produits ou l'aire alimentaire, les relations affectives ou de confraternité ; la proximité résidentielle ou l'appartenance ethnique ; la détermination des requérants – par la force du bras si nécessaire (violence), chacune s'installe où elle veut (Batana, 2007). D'où une superposition, un entremêlement ou un croisement entre normes publiques de gestion de l'espace public urbain et normes privées d'occupation de celui-ci par les BSD.

En ce qui concerne directement le commerce des vivres, il s'agit du périmètre du marché et des trottoirs urbains⁹⁵. Au Cameroun, la compréhension même de la notion de « public » et de « privé » relève des représentations de ce qui est « bien public » d'une nomenclature normative référentielle. La démarcation entre la notion de « public » et celle de « privé » apparaît comme contextuelle et semble être, au Cameroun, étroitement liée au fait politique (Bayart, 1979), par extension à la « *politique du ventre* » selon l'expression chère à Jean-François Bayart. Le marché dans son ensemble est comparable à un ensemble public qu'on pourrait assimiler à l'« Agora », à la « *palabre africaine* » dans la perspective d'espace de communication, d'opinion publique, de débats sur des questions d'intérêts communs (Habermas, 1978).

Le *droit de place* est soumis à un processus dans lequel le social est déterminant. Certaines BSD arrivent à contourner le paiement des taxes en construisant des relations de coopération particulières avec les agents communaux chargés du recouvrement des taxes : ce sont d'autres « Asso ». Ces relations de coopération sont des services mutuels : le percepteur ne taxe pas l'activité d'une BSD et, en retour, il peut s'approvisionner gratuitement chez celle-ci selon les circonstances, ce qui constitue une forme de privatisation de l'espace public par un représentant de l'État et la BSD : c'est une symbiose stratégique au détriment de la formalisation. Dans un tel cas, la fonction du percepteur est une fonction parallèle. Il utilise (abuse de) sa fonction officielle comme mode d'influence pour s'assurer un service privé (Batana, 2007).

⁹⁵ Dans le contexte de notre étude, l'espace public est l'ensemble du marché en même temps que les petits espaces – entre 1m² et 4m² – qu'occupent les détaillantes et que nous appelons comptoir immobile et comptoir mobile ; des lieux publics quant à la réglementation et privés quant à l'occupation dont l'utilisation pour affaires privées est formellement soumise au paiement d'une taxe quotidienne, selon l'envergure du commerce, variant de 100 - 200 FCFA – trottoir – à 300 FCFA, - au sein du marché. On voit là la complexité de la démarcation entre ce qui est public et ce qui est privé.

Il faut préciser qu'il ne s'agit pas que de coopération au niveau du marché, car l'impôt libératoire⁹⁶ est quant à lui payé par les BSD aux services départementaux du trésor public. Cependant, au niveau de sa création, cette forme de coopération entre le contribuable et l'agent de la fiscalité se déroule tout autant au marché qu'en dehors. Le plus souvent, la proximité culturelle, les relations de voisinage, l'appartenance telle qu'une congrégation religieuse, constituent le substrat social de ladite coopération.

3.2. L'aire alimentaire comme stratégie de visibilité

L'aire alimentaire est un espace dans lequel un produit est exposé par de nombreuses BSD. La taille de cet espace est fonction de la saisonnalité des produits. Globalement, il y a toujours une proximité de produits différents dans un même espace de vente. Dans une « aire alimentaire », le produit dominant est cependant visible de loin et à l'œil nu. Cette visibilité est une stratégie collective d'attraction qui permet aux clients de repérer plus facilement le produit recherché. Ces derniers orientent leurs choix en fonction de la visibilité des produits. L'aire alimentaire apparaît dans le processus d'organisation des ventes comme le lieu de concentration des vendeuses d'un produit spécifique dans le marché. Dans un tel lieu tout comme dans tout le marché, les relations de genre autour des ventes donnent lieu à un foisonnement d'interactions où les tensions récurrentes peuvent entraîner des conflits dont l'intensité et la nature diffèrent. C'est une des raisons pour lesquelles les BSD parlent de « *marché endiable* », c'est à dire ardent, fougueux et impétueux. La violence fondamentale des rapports sociaux rejaillit sur le marché car celui-ci est socialement encasté.

La manière dont les produits sont disposés sur les comptoirs vise essentiellement à susciter l'intérêt du client potentiel. Cette exposition s'accompagne par des interpellations verbales – le terme « Asso » étant dominant – ; on pourrait même parler de « harcèlement » car le client est souvent sifflé, flatté, harcelé même jusqu'à ce qu'il ou elle s'arrête devant l'étalage et s'intéresse au produit pour l'examiner. S'il n'achète pas, il peut essuyer insultes et invectives de la part d'une revendeuse. Le marché est toujours « endiable ! », ce qui signifie qu'à tout moment il y a des joies, des peines, des déceptions, des conflits de tous genres. Surtout qu'il a

⁹⁶ Le prélèvement libératoire est l'imposition à taux forfaitaire à laquelle un contribuable peut souscrire sur option afin de la substituer à un barème progressif applicable à l'impôt sur le revenu (ici sur le gain journalier des femmes).

le diable au corps et du rythme. Dire que le marché est endiablé est ici la traduction euphémique de la nature braudelienne des marchés populaires de Yaoundé et de Douala.

On retrouve en effet au *ras du sol*, les acteurs du bas que sont les *Bayam-Sellam Détaillantes*. Les échanges sont de courtes distances et se font main dans la main, les yeux dans les yeux. Nous sommes ici dans le *local public market* où la proximité des acteurs tisse les liens sociaux qui réduisent les asymétries d'informations et des coûts de transactions entre eux.

Vient ensuite le niveau intermédiaire, où les semi-grossistes relient le ras du sol (BSD) aux grossistes tout en construisant les rapports villes-campagnes.

Enfin, le sommet de cette tripartition verticale des marchés populaires est occupé par les grossistes qui parfois relient ces marchés populaires à l'international (Gabon, RCA, Tchad Belgique, France). Nous sommes ici dans le domaine de l'échange de longue distance, l'*international private market* que ne maîtrisent plus les acteurs du bas (BSD) parce que désormais du domaine du capitalisme et de ses chaînes de valeurs internationales.

3.3. Le cadeau : relation d'interdépendance, de fidélisation et technique de signalisation verticale

Nous entendons par technique de signalisation verticale de la BSD, une stratégie de fidélisation de sa clientèle sur base d'arguments objectifs comme le bonus, ou du supplément accordé gracieusement aux clients qui achètent chez elles. Les expressions locales qui le désignent sont le « cadeau », le « ndjoo », le « bonus », le « las ». C'est un argument de fidélisation objective du client et une technique de construction de « l'Asso », du réseau de « l'Asso » et du réseau des « Asso ».

Dans tous les marchés populaires urbains du Cameroun en général, de Yaoundé et de Douala en particulier, la stratégie de cadeau ou « ndjoo » consiste à offrir gratuitement, soit un produit quelconque au client, soit un supplément au produit acheté par celui-ci. La relation sociale qui découle de l'historicité des interactions entre la détaillante et son client se transforme, en règle générale, en une relation de confiance qui automatise à rebours les conduites et situe les interactions dans une logique relationnelle d'interdépendance mutuelle qui empiriquement est appelé « implantation du client » (Batana, 2007).

La qualité du cadeau varie en fonction de la nature du produit (pincée de sel, 1 ou 2 macabo, tomates ou bananes plantains, quelques graines d'arachides, etc.) geste limité mais plein de signification sociale et de symbole culturel. Il serait simpliste de croire qu'il s'agit pour l'acheteur de compenser une perte ou pour la vendeuse de combler le trop perçu (Hatcheu, 2006). En effet, la logique de cadeau est à la fois commerciale et sociale, au sens où c'est du social au service du commercial et du commercial au service du social.

Elle est révélatrice de la considération que les partenaires ont l'un pour l'autre (Matheux, 2006). Le cadeau révèle un caractère culturel symbolique mais rempli d'une fonction psychologique irremplaçable dans la fidélisation de la clientèle. Les relations sociales sont encadrées dans les relations économiques. Ainsi, il est courant dans les échanges entre le *Bayam-Sellam* et l'acheteur de noter ceci : *Asso « si tu ne me mets pas le cadeau, c'est la dernière fois que j'achète chez toi »*. Cette phrase, que la plupart des acheteurs prononcent à l'achat d'une marchandise, est porteuse d'une menace grave et l'expression d'une frustration que la vendeuse prend très au sérieux pour la pérennisation de son activité. Si les grandes surfaces européennes et états-uniennes engagent d'importants moyens financiers pour leurs campagnes publicitaires, la revendeuse camerounaise manie le geste et la parole qui rassurent et renforcent l'acheteur dans une boucle symbiotique pour ces deux aspects.

L'implantation ou fidélisation du client se fait également au niveau du prix, par la pratique de la baisse de prix ; la BSD doit casser le prix du marché pour favoriser l'implantation du client. Le client implanté se comporte ensuite comme un automate. Lorsqu'il arrive au marché, il s'oriente directement chez sa détaillante et ne regarde plus ailleurs. Il lui importe désormais peu qu'elle lui vende plus cher que les autres BSD, il ne cherche plus à vérifier, ni à s'informer, car il a confiance en sa détaillante. Dans cette relation, apparaît la figure de l'« Asso », comme figure de ralliement entre la détaillante et le client. Implicitement, les deux protagonistes deviennent fidélisés et liés par une relation de confiance impulsée par la détaillante dans le cadre de la pratique du cadeau, qu'elle appelle « *ndjoo* » ou « *las* ». La notion de fidélisation est très importante pour la détaillante dans son objectif de sécurisation et de renforcement de ses capacités financières permettant de contribuer à la transformation de son bien-être ainsi que celui de sa famille.

Cette fidélisation dans les échanges entre la cliente et la revendeuse est construite sur une approche binaire de la détaillante et du client pour se protéger de la concurrence. Mais il ne s'agit pas seulement du signe d'un besoin de fidélisation. C'est surtout la représentation de

toute une série d'actes socioculturels en lien qui renforcent les comportements économiques et qui dans la sphère relationnelle sont de l'ordre de l'implicite. Le client a la possibilité de vérifier chez les concurrents de la BSD si ce qu'elle dit est vrai ou faux. Et la BSD – puisque « l'Asso » c'est aussi la confidente récurrente – de tester tous les jours la crédibilité des engagements de son « Asso ».

La priorité accordée à son « Asso » dans la dynamique commerciale des BSD renvoie surtout à la flexibilité dans les échanges aussi bien au niveau des prix que de la qualité des produits. Par exemple : le prix du produit dans l'interaction n'est qu'une donnée économique qui participe – mais ne détermine pas l'objectivation de l'échange car rentrent en jeu d'autres paramètres et facteurs de « possibilité de vérification » sauf en ce qui concerne les coûts d'achats. Cette pratique dans le cadre des interactions et des transactions entre la détaillante et le client s'applique aux échanges informels où le prix est volontairement cassé pour fidéliser la clientèle. Une réalité qui échappe au schéma classique formaliste, car elle implique une organisation de la redistribution selon les paramètres autres que commerciaux

3.4. La stratégie « catch all » comme force de vente

Pour comprendre la pratique d'exclusivité du produit et du « *catch all* » (attraper tout), nous partirons des propos d'Emma : « *Avec les clients au marché, des fois il y a des bagarres, des fois on se chamaille, des fois on rit (...) le marché est « endiablé » comme ça (...) mais quand une cliente arrive, touche quelque chose chez vous et qu'elle passe, ce n'est pas bien ; il faut l'appeler, guetter ce qu'elle recherche, la flatter pour qu'elle puisse payer votre marchandise (...), moi, je gagne beaucoup quand le marché est difficile et que certains produits sont rares...* » Emma (08/02/2013).

Ces propos d'Emma révèlent la manière dont les interactions et les transactions se font entre les BSD, sont construites et se pratiquent au marché. Les attributs étant des représentations d'une réalité qui construit et modèle les comportements de vente des commerçantes, les adjectifs « difficile », « fort », « mauvais », « bon », qualifient les états du marché et synthétisent le niveau des ventes, le prix, la rareté d'un produit, l'affluence du client, la contrainte des taxes, bref une série de facteurs d'ordre économique, social, cognitif, culturel et politique favorables à l'augmentation du chiffre d'affaires.

La BSD qui constate qu'un type de produit se vend mieux sur un marché plutôt que sur un autre, actionne son réseau d'approvisionnement de sorte qu'elle reçoive ledit produit plus rapidement que les autres et s'en approprie en quelque sorte une exclusivité de fait. D'autres vont acheter les produits rares sur d'autres marchés après avoir observé que la demande de ce produit est supérieure à l'offre dans le leur. Ce que la BSD désigne de *position du marché* est le fonctionnement des ventes et des achats sur le marché et les marges bénéficiaires qui en découlent. Selon la connaissance qu'elle a de l'intensité de la demande, des ventes et des prix concurrentiels.

C'est un comportement d'arbitrage économique car elle va à la recherche d'un produit quelconque lorsqu'elle observe que plusieurs clients le demandent et l'achètent plus cher que d'habitude parce qu'il est peu disponible. Cette pratique commerciale utilitariste est fondée sur une expérience du marché qui traduit une expertise – une compétence sur le champ de la commercialisation des denrées alimentaires. Avec une telle pratique et un tel savoir-faire, la BSD peut à la fin de la journée de travail accumuler une marge bénéficiaire substantielle.

On constate par ailleurs qu'il y a une transformation, une configuration des ventes à travers la mobilité, la créativité et le dynamisme de la détaillante. En même temps qu'elle transforme la configuration des ventes en ajoutant des produits de circonstance, la BSD peut combiner les produits sollicités et attractifs pour le client qu'elle vend selon leur compatibilité.

Dans la stratégie d'exclusivité, on a noté que la BSD combinait les produits selon leur conservabilité / durabilité afin d'inciter le client à acheter un groupe de produits (tomate, salade, chou). Il s'agit ici non pas de faire une analyse de besoins du client, selon la logique classique de la pratique commerciale, en disposant des produits compatibles, elle cherche à capter l'esprit du consommateur et en règle générale, lorsque le client achète l'un des produits compatibles, elle lui propose immédiatement les autres et, d'un produit compatible à l'autre, il se crée une logique de vente et d'achat à l'intérieur du schéma d'interaction entre elle et le client. Cela porte un nom : ventes conjointes. Elle détient ainsi le savoir sur le fonctionnement du marché des ventes qui s'enrichit constamment dans les interactions socio-économiques. Le savoir social est basé sur les interactions entre les BSD et les clients ainsi que sur un savoir relatif à la gestion du quotidien : il s'agit d'un processus d'accumulation socialement encadré au sens des motivations utilitaristes qui sont celles du réseau social tissé par la BSD dans les marchés et vice versa.

3.5. Diversités et variétés des produits dans le comptoir

Nous avons noté que la force de vente des BSD consistait en un jeu de combinaisons stratégiques entre les denrées alimentaires de même nature de conservation (tomates, carottes piments, des produits fragiles, vite périssables), de différente nature de durabilité et de conservabilité (manioc, macabo, ignames se conservent plusieurs mois, des produits durables), de même et de différente nature de conservabilité (tomates, carottes et ignames, manioc). Il s'agit de la concentration et de la combinaison d'une variété de produits sur un même comptoir. Ce jeu de combinaison est implicitement soumis à certaines règles de jeu du marché et il doit respecter les critères préétablis.

Au total, on a un agencement selon le critère de conservation à trois possibilités : produits de faible conservabilité, produits de moyenne conservabilité, et produits de longue conservabilité. Les produits de faible conservabilité permettent de conserver l'envergure du marché à son niveau maximal. L'espace de combinaison de différents produits de nature différente permet de combler les invendus, de limiter conséquemment le temps de vente et de réduire la précarité – et corollairement de multiplier les chances d'augmentation des recettes journalières. L'illustration en est faite dans la figure ci-dessous :



Cette photo représentant la détaillante sur son lieu de vente (marché de Mfoundi à Yaoundé), est illustrative de la stratégie de concentration de plusieurs produits sur un comptoir, du jeu des combinaisons des produits ayant la même durabilité sur un même comptoir : on peut voir du piment, des tomates, des poivrons, des légumes verts, du gingembre, de l'ail.

3.6. Géo-mobilité des territoires de vente

C'est une pratique qui montre comment la dimension genrée, la dimension métrique (économique) et la dimension territoriale du déficit de développement réel sont connectées via les activités des BSD. La pratique de la géo-mobilité des territoires de vente consiste d'une part, à combiner et à multiplier les espaces de vente mobiles et les espaces de vente immobiliers ou les deux à la fois. Le comptoir immobile ou fixe est l'étal construit sur place, en planches dans la plupart des cas, ou en matériaux de récupération (vieilles tôles, carcasse de vieux fûts, etc.). C'est en ce lieu fixe que les taxes d'occupation d'espace sont payées. Les comptoirs mobiles sont constitués de tout support transportable sur lequel les produits à vendre peuvent être posés. Certaines détaillantes ont des espaces de vente dans trois endroits différents. Dans ce cas, la force de vente est spécialisée au niveau des comptoirs immobiliers et est agencée au niveau des comptoirs mobiles. De même, il peut arriver que l'espace fixe soit occupé par la propriétaire alors que les espaces mobiles sont sous-traités, ou sous-loués par des compères. Les comptoirs sont dispersés à travers les coins stratégiques du marché, c'est-à-dire les lieux où le produit est susceptible de mieux se vendre. Ce qui veut dire que les étals mobiles tentent d'échapper aux taxateurs et gagnent ainsi sur la taxe de droit d'occupation de l'espace.

Les stratégies de vente mobile, notamment au bord des rues, permettent aux clients, surtout les nantis, de faire rapidement leurs achats et d'ainsi éviter d'aller loin dans le marché. D'où la densité des comptoirs mobiles au bord des rues stratégiques en dépit des menaces de sanction des agents administratifs et la présence des forces de l'ordre. À Douala, plus qu'à Yaoundé, nous avons noté cette manière particulière des femmes de pratiquer le commerce.

La combinaison des produits sur les supports de vente, mobiles comme fixes, est une manifestation de la créativité, de l'innovation et du dynamisme des détaillantes : il faut aller vers la demande ou satisfaire plusieurs types de demandes à la fois, d'où la diversification et la mobilité de l'offre. Le cadre d'action du marché est contraignant et marqué par l'abnégation, la résistance, les souffrances et les violences, mettant en évidence la rationalité

et la créativité des actrices. Une rationalité qui repose sur les standards, les codes, la manière de penser, de faire et de savoir-faire propres à ces femmes créatrices de conventions. Une créativité qui recherche en permanence l'efficacité économique et commerciale, sous contrainte d'efficacité financière extrême, avec pour objectif la sécurisation et le renforcement de leur auto-emploi.

Ceci constitue une preuve logique du rôle actif et indiscutable des BSD au développement camerounais et en même temps la manifestation de leur autonomisation dans le sens de l'auto-renforcement de leurs capacités entrepreneuriales. Cette autonomisation est d'abord cognitive car elle répond à la question comment faire pour réaliser jour après jour une rentabilité et une performance qui laissent une marge bénéficiaire encourageante et suffisante pour les besoins du ménage et pour la pérennité du métier. Ceci se réalise dans la mobilité, dans la fixité constante et multiforme, dans les pratiques de la variété de produits, de la mobilité des espaces de vente/géo-mobilité/achats, de la pluriactivité/multifonctionnalité, c'est ce que nous qualifions de pratiques et forces de vente.

3.7. Pluriactivité : étude de trajectoires

Selon Benoit Aude et François Gerbeaux (1997), la notion de pluriactivité désigne la combinaison, par une même personne, de plusieurs activités professionnelles. Dans le cas des BSD, cette définition de la pluriactivité est très large. Elle couvre en fait toutes les situations dans lesquelles les BSD sortent du schéma classique d'un emploi formel ou d'un statut professionnel unique, sur la durée. Les activités cumulées, comme nous allons le voir à travers l'étude de cas de deux femmes, se font soit alternativement, soit simultanément. Autrement dit, la pluriactivité couvre un grand nombre de situations qui induisent plusieurs statuts ou fonctions.

Nous avons choisi d'aborder la pratique de la pluriactivité quasi généralisée à tous les niveaux de la vie des femmes par une approche dynamique de suivi de parcours de deux BSD, Agnès (Yaoundé) et Charlotte (Douala).

Agnès

Agnès a un comptoir au marché de Nfoundi depuis 13 ans. Elle a construit une maison qu'elle habite avec ses 6 enfants et 2 petits-enfants. Au moment de l'enquête, elle entreprenait une plantation de cacaotiers au village. Quand on sait que dans le groupe ethnique Béti ce n'est

pas une activité traditionnellement réservée aux femmes, on peut admettre qu'elle contribue à un renversement des rôles classiques de la femme et du regard que la société porte les BSD.

Charlotte

Charlotte a quitté l'école en primaire et s'est mariée avec Thomas avant de divorcer. Ils ont eu ensemble 5 enfants, respectivement âgés de 22, 20, 18, 16 et 13 ans au moment de l'enquête. Après le divorce, seule avec ses 5 enfants et après trois années de galère, ses parents et les amis lui ont prêté 50.000 FCFA (env. 75 EUR) pour se lancer chez les *Bayam-Sellam*. Elle part à cinq heures du matin pour acheter le « *kok* »⁹⁷ chez les semi-grossistes, qu'elle revend sur un comptoir fixe au marché PK8. À seize heures, elle quitte le marché et les enfants prennent le relais après l'école, jusqu'à 18h. La mère rentre alors chez elle où elle poursuit avec la vente de poissons braisés de 18h à 22h du soir.

À ce train acharné, elle cotise aujourd'hui dans trois tontines rotatives : l'une de marché (*aladji*) à raison de 500 FCFA, où la rotation se fait autour de 7 personnes, l'autre mensuellement avec les femmes de sa tribu (à raison de 3.000 FCFA autour de 12 personnes) et enfin une, hebdomadaire, des femmes du quartier (1.000 FCFA et 24 personnes). Avec ses trois tontines, elle contribue au développement de sa famille, au renforcement de son activité (autofinancement) et à l'épargne collective.

Avec des trajectoires différentes, ces deux femmes affichent une multiactivité professionnelle. Le cas de Charlotte relève de la combinaison et de la diversification comme stratégie commerciale d'accumulation. Elle combine dans la même journée deux activités différentes à travers lesquelles le capital pour investir se forme : d'un côté, la vente des denrées alimentaires la journée, et de l'autre côté la vente du poisson braisé au bord de la route. En outre, elle diversifie ses risques en participant à plusieurs tontines. Le tableau ci-dessous résume ces deux trajectoires.

⁹⁷ Légume local.

Tableau récapitulatif de trajectoire de deux cas exemplaires de la pluriactivité (Agnès et Charlotte)

Dénomination	Âge	Statut civil	Nombre d'enfants	Types de produits	Montant de démarrage FCFA (€)	Origine Finance	Début de la journée	Investissement	Budget familial
Agnès	49	Séparée	6	Avocats	100.000 (152 €)	Personnelle + tontine	4h30	Construction maison + champ/plantation	Santé 50.000
Charlotte	52	Mariée	5	Kok	50.000 (75 €)	Personnelle + famille	5h00	3 tontines rotatives	Scolarité 40.000

Source : Auteure - Données de terrain

Ce tableau montre comment la stratégie commerciale de vente diversifiée augmente substantiellement ses revenus. Une multiplication des ressources par une multiplication d'activités qui ciblent des demandes différentes à des moments différents de la journée. Cette pratique de double activité et de double revenu se déroule dans un cadre temporel très élastique : la multiplication des activités différentes entraîne avec elle une contrainte d'élasticité du temps de travail. Au total, elle travaille presque de manière continue, sans repos, pendant près de 18 heures sur 24 heures. Au-delà du travail, sa capacité d'effectuer les deux activités relève également de l'endurance, du courage et de la détermination, les trois caractères qui sont à la base de l'entrepreneuriat en général, et des activités commerciales de l'économie informelle en particulier. Ces stratégies exceptionnelles, intimement liées à la mobilité socioprofessionnelle de la Détaillante illustrent explicitement la trajectoire de la construction et de la gestion de son autonomisation.

4. Créativité, pratique de modernisation de vente et création d'emploi

C'est le cas de Georgette, 41 ans. Elle vend des légumes (carottes, céleri, persil, ail, oignons et piments) depuis 8 ans au marché Deido à Douala. Elle a abandonné l'école à 15 ans par manque d'argent, s'est mariée avec Paul à 19 ans et a avec lui 6 enfants, dont 4 filles et 2 garçons. Paul fait des petits travaux de gardiennage au quartier. Il est sans revenu fixe et dilapide rapidement ce qu'il gagne dans les « bars ». Grâce à son commerce et à ses cotisations, Georgette a acheté un téléphone portable il y a deux ans, qu'elle utilise continuellement sur son lieu de vente immobile au marché ou en dehors du marché pour prendre les commandes de certaines de ses clientes « d'en haut ».

Sa clientèle est constituée principalement de femmes et d'hommes des quartiers semi-résidentiels de Douala (Deido, Akwa, Ndogbong) et résidentiel (Bonapriso) qui viennent rarement s'approvisionner au marché mais qu'elle livre à leur domicile. Les produits sont lavés et emballés avec soins dans un sac en plastique.

Chaque livraison est toujours accompagnée d'un petit surplus du produit acheté qu'elle appelle « cadeau » ou « *ndjoo* » pour fidéliser son client. Les clients d'un genre un peu particulier de Georgette n'achètent et ne commandent pas tous les jours et ne paient pas à chaque achat. Cette pratique de flexibilité commerciale facilite la tâche aux clients d'en haut

en limitant la contrainte de mobilité, par exemple en période de hautes pluies où les routes sont impraticables et, implicitement, permet d'éviter la mixité des classes sociales. Les commandes sont généralement hebdomadaires et le paiement est différé ou immédiat, selon les clients. L'encaissement du paiement différé se fait généralement lors de la commande suivante. Le moyen de transport le plus courant est la moto-taxi. Les livraisons se font en moyenne une fois par jour par elle-même ou par son « *livreur* », payé 500 FCFA à la commission (montant variable en fonction des distances parcourues).

« Depuis deux ans que je me suis lancée dans les livraisons à domicile, je peux dire que tout va pour le mieux. Mes clients sont très gentils (...). Ils m'aident souvent pour la scolarité et la santé des enfants (...). Comme mon mari ne fait rien à la maison, je dois tout supporter (...), je suis tous les jours débordée (...) ».

Au moment de notre enquête, elle affirmait que ses affaires rapportaient en moyenne par jour 3.000 FCFA. La stratégie de Georgette est d'articuler deux modes de vente (fixe et mobile) et deux types de clientèle (du « bas » et du « haut ») qui lui permettent, non seulement d'améliorer quotidiennement son revenu, mais également de créer de l'emploi. Elle a actuellement deux livreurs qui travaillent à temps partiel pour elle selon les fréquences et l'intensité des commandes d'une part, et de la loi du marché, « dur » ou pas, d'autre part. Cette pratique commerciale de vente basée sur une stratégie de multiplication de lieux de vente en fonction du profil sociologique des clients (les *clients d'en bas* dans les lieux fixes dans les marchés populaires et les *clients d'en haut* dans les maisons des quartiers de types semi- ou résidentiels) est :

- Gagnante d'abord dans sa forme économique : augmentation des ressources financières (gain journalier de 3.000 FCFA soit 90.000 FCFA /mois - alors que le gain journalier médian pour une détaillante est de l'ordre de 1000 cfa soit 30.000 FCFA).
- Gagnante ensuite sous sa forme de « marketing » : au-delà de l'efficacité économique (augmentation du capital et création d'emploi), elle conserve et entretient le capital économique par la logique de cadeau qui renforce le capital social. D'où gentillesse et cadeau financier des clients d'« en haut » pour soutenir la scolarité et les frais de santé des membres de sa famille.
- Gagnante enfin dans sa forme socioculturelle : les gains économiques à court et à moyen terme déclenchent un processus d'accumulation qui entraîne une amélioration du niveau et

des conditions de vie subjectifs et familiaux qui renforcent son autonomisation vis-à-vis du mari, et par ricochet, vis-à-vis de la société.

Nous observons donc ici *l'effet de cascade* d'une telle pratique sur le progrès du développement au Cameroun. Ce cas n'est pas isolé. À Douala tout comme à Yaoundé, ce genre de pratique est observable. Cependant, pour aboutir à de tels résultats il faut que les BSD « *meurent de travail* » selon leur expression. C'est-à-dire qu'elles travaillent jour et nuit, qu'elles marquent leur présence au marché le matin et le soir car ce n'est pas commun qu'une commerçante vende la marchandise en une demi-journée, et qu'elles fassent des « *sacrifices* » sur leur bien-être et sur le temps de loisir.

Nous avons également remarqué que ces pratiques commerciales particulières sont basées sur une organisation de commercialisation selon les facteurs autres que commerciaux. Il y a des postures, des combinaisons, des signes et des actions qui se révèlent à travers deux aspects : la relation de confiance à travers la figure de « l'Asso », et la BSD comme créatrice d'emploi temporaire. En plus de tous les rôles que remplit l'Asso, tel qu'on a pu le voir au cours des chapitres précédents, il y a celui de guetteur *de commerce*, d'indicateur des taxateurs. Nous avons observé que la BSD est généralement debout très tôt le matin quand le marché est vivant, « *endiablé* ». L'après-midi, elle reste assise car elle a déjà stabilisé sa journée.

Cette façon de faire a une portée stratégique car elle permet de distinguer la BSD titulaire c'est-à-dire qui possède un comptoir, des « Asso-aides » ou « Asso-soutiens » chargés de surveiller les concurrents et d'informer les titulaires. La surveillance se porte sur l'intensité des ventes, l'attitude des clients/clientes, la présence des collecteurs de taxes. La titulaire du comptoir quant à elle, se concentre sur la vente en utilisant l'information reçue et circulant entre deux partenaires. Les aides font également le service d'échange de « gros billets » d'argent en monnaie et peuvent prendre instantanément la place du titulaire en cas d'absence temporaire ou lorsqu'elle se déplace pour aller acheter les produits.

5. Pratique productive, contrainte reproductive et domesticité

On a vu comment les BSD en tant qu'actrices dotées de la rationalité commerciale gèrent leurs activités économiques dans un temps et un territoire où l'exigence de maximiser l'utilité productive, c'est-à-dire d'augmenter la recette journalière, est présente quoique cohabitant

avec de nombreux autres incitants culturels (tels que la solidarité) et structurels (comme la structure historique patriarcale) du secteur du vivrier au Cameroun.

Nous avons noté que l'accès à la ressource financière qui se constitue en tant que noyau dur de la force de travail permanent de la BSD, permet conséquemment la constitution d'un « *salaire familial* ». En revanche, en nous appuyant sur la distinction faite par Whitehead (2005) entre relations qui sont « intrinsèquement » liées au genre et celles qui sont porteuses de genre⁹⁸, nous trouvons utile de faire cette distinction entre différentes catégories de contraintes structurelles à travers ce questionnement : comment la *Bayam-Sellam Détaillante* gère-t-elle la tension apparente entre le productif et le reproductif au quotidien ?

Nous avons observé que la BSD gère sa famille selon une organisation qui s'adaptait aux situations et aux circonstances. Le commerce ne constitue pas la seule activité des BSD. Celles-ci prennent aussi le temps de s'occuper de leurs enfants, souvent en bas âge. Elles les amènent partout attachés sur le dos ou sur les hanches. Les enfants scolarisés rejoignent en général leur mère au marché à la sortie de l'école. Au marché, ils deviennent ainsi des soutiens, des aides de choix qui peuvent la remplacer le temps qu'elle aille à la maison faire par exemple la cuisine.

Certaines détaillantes achètent sur place auprès de leurs congénères les produits alimentaires pour nourrir leurs enfants, en attendant de préparer le repas du soir une fois de retour à leur maison.

D'autres font la cuisine très tôt le matin ou tard la nuit et les enfants se servent eux-mêmes plus tard.

D'autres encore, qui ont des enfants capables de cuisiner, leur confient cette tâche. Dans tous les cas, la gestion du commerce et la gouvernance de la famille sont étroitement liées dans la vie des femmes, quel que soit leur statut matrimonial.

Ceci a pour conséquence première la surcharge de travail (voir annexe). Les femmes sont pour un large nombre silencieuses et taiseuses sur la gouvernance de leur famille. Cette

⁹⁸ Les contraintes liées au genre se réfèrent aux normes coutumières, croyances et valeurs qui caractérisent les relations sociales - intrinsèquement liées au genre tant au niveau de la famille proche que de la parenté (Whitehead, 1979) - sont des normes, croyances et valeurs qui définissent les modèles dominants de masculinité et de féminité dans différentes sociétés et enferment les hommes et les femmes, les garçons et les filles, dans des responsabilités et rôles différents sur la base de ces définitions.

gouvernance dépend des disponibilités du mari ou du compagnon, de son entente tacite avec la détaillante.

Nous avons globalement noté que les femmes sont rarement soutenues par leur homme dans les tâches domestiques et qu'ils sont majoritairement absents dans la prise en charge des besoins essentiels, dans le sens des propos de Pauline : « *Je fais ce travail pour nourrir, soigner ma famille (...), pour envoyer mes enfants à l'école (...) leur père ne fait rien. Je fais tout. Je suis l'homme de la maison* ».

On retrouve dans ces propos une conscience des réalités socio-économiques et une volonté de capitaliser l'activité pour améliorer le niveau et la condition de vie de sa famille. Elle s'oublie, s'efface et son bien-être est accessoire. En d'autres mots, nous supposons qu'étant donné le contexte de neutralisation du *Welfare State* dans lequel les BSD évoluent, l'objectif ultime du travail des femmes consiste à assurer une « *couverture sociale* » à leur parenté. La séquence « *leur père ne fait rien* » montre comment les mécanismes de rétroaction renforcent et perpétuent les inégalités basées sur le genre, à travers le temps, du travail familial.

Cette contrainte temporelle s'appliquant au type de travail réservé à l'homme ou à la femme fait l'objet de tabous fortement ancrés et dont l'existence sert à restreindre la participation de l'homme au travail domestique. Ceci contribue à pérenniser le statut inférieur des compétences, des capacités, des activités conventionnellement cataloguées de « féminines », par rapport à celles conventionnellement cataloguées de « masculines » et définissent ainsi des contraintes, les rôles des hommes et des femmes en vertu de leur genre. D'où l'hypothèse, à ce stade-ci, que les mécanismes par lesquels le changement statutaire tient aussi bien du contexte sociopolitique, culturel et économique que des aspects d'ordre relationnel, comportemental et cognitif.

Dans une autre optique, une étude de la littérature empirique provenant de différents contextes suggère que la résilience de la division entre les genres au niveau du travail domestique non rémunéré, introduit des variations considérables dans la participation de la force de travail féminine au cours de leur vie, avec des taux de participation inférieurs pendant les années de leur vie reproductive (Kabeer, 2011).

6. Contraintes et dynamisme des réseaux : la transversalité de la figure d'Asso

Dans la littérature sociologique, le concept de réseau fait référence à la dynamique des relations humaines, des biens matériels et immatériels en circulation, les capitaux, les informations, les compétences et les savoirs. Le réseau organise les différences et gère les conflits et favorise les complémentarités. Le réseau fait émerger des individus ayant entre eux certaines affinités. Ces individus deviennent des relais vers d'autres individus. Le réseau se constitue en réorganisant l'offre et la demande, il suppose des acteurs susceptibles de mobiliser des relations sociales. Les liens sociaux noués demeurent conjoncturels et occasionnels. La connexité est la vraie nature du réseau. Elle fait référence à la capacité du réseau de réaliser un grand nombre de liaisons, fussent-elles éphémères, entre des éléments ou des points qui en font partie. Dans l'organisation des réseaux règnent des mailles, des boucles, des redondances de toutes sortes.

Dès qu'un acteur social a en charge le fonctionnement d'un réseau, il doit maintenir un difficile équilibre entre la sauvegarde de toutes possibilités offertes pour la complexité intrinsèque du réseau d'où provient le véritable pouvoir organisateur, et une forme moniale de gestion collective nécessaire pour inscrire le réseau dans l'espace. Si on admet cette définition, on se rend bien compte que les transporteurs et les commerçants animent de véritables réseaux marchands constitués des individus partenaires qui, bien que l'ignorant, travaillent pour un objectif identique : l'expansion économique et le rayonnement social du patron.

Dans la dynamique des BSD, dans tous nos lieux d'observation et dans les interactions entre les revendeuses et les autres personnes, nous avons remarqué qu'un acteur clé aux multiples visages traversait toute la chaîne commerciale. Il s'appelle « Asso ». Il présente singulièrement des dimensions très variées selon les configurations des lieux, des situations, des circonstances et une différenciation au niveau de l'intensité des achats et des ventes. À Yaoundé tout comme à Douala, dans tous les marchés, l'« Asso » s'avère être un acteur incontournable et stratégique de la dynamique du champ de la commercialisation des denrées alimentaires.

Au niveau des ventes et des achats, des problématiques, des difficultés de la vie quotidienne à la fois générales et différenciées, la BSD construit et gère son espace social dans une

approche binaire voire multi-binaire de cliente, de l'« Asso ». Au marché, nous avons observé une variation stratégique des figures de l'« Asso » dans les interactions suivantes : (re)vendeur/ (re)vendeuse, fournisseur, client, livreur, porteur, manutentionnaire, pousseur, transporteur, bensikeur (moto-taxi), agent administratif, soutien, financier (tontine). En un mot, l'« Asso » est un acteur social holistique qui est un tout dans le tout. Au sein du marché, la volonté de diminuer la concurrence ou d'éviter la concurrence, qui en général suscite des tensions, des palabres et des querelles, s'appuie habituellement sur l'« Asso » en tant que figure affective et stratégique. Dans tous les marchés ou dans toutes les associations, la figure de l'« Asso » justifiait par exemple le choix de travailler ensemble et permettait de prévenir les tensions. Membres de tontine des marchés mais aussi d'une tontine de quartier, l'« Asso » est omniprésent parce que l'associationnisme est au centre de l'activité des BSD.

À Douala, au marché PK8 Bassa-Douala, s'est présentée par exemple une observation :

Une cliente arrive et serre la main à une revendeuse en l'appelant mon « Asso » et en continuant « Comment as-tu dormi ? Et les enfants ? ». « Bien », lui répond la revendeuse. La cliente enchaîne en lui demandant si elle a oublié de verser la tontine du marché (*aladji*) ? « Non », lui répond la BSD, c'est que le marché est dur « Asso ». La cliente répond en lui disant qu'elle va la « dépanner » dans la tontine du marché et du quartier et que la BSD lui remboursera ou paiera pour elle la semaine suivante. Les deux femmes se sont séparées par des embrassades et remerciements réciproques.

Dans cet échange verbal, nous sommes devant une situation, une relation directe entre deux femmes « Asso » dans laquelle la solidarité de l'une détermine l'autonomisation de l'autre. Un mot ressort de cette interaction. L'« Asso » prend ici la figure du *financier prêteur en dernier ressort* envers qui la BSD s'engage, sans convention écrite, à n'avoir aucun risque de défaut. Dans l'extrait, dans l'interaction entre les deux femmes, il n'y a pas d'uniformité mais une variété et des variations de mots où se spécifient et se mutualisent les attentes de chacune.

Un tel système fonctionne sur la base d'un socle de valeurs et normes communément partagées et endogènes. Ici, la valeur partagée est la confiance et la norme la réciprocité, c'est-à-dire la reconnaissance du service rendu. Les interactions sont alors fondées sur la relation de confiance entre les deux femmes. Le mot « Asso » intervient ici comme une dimension dévoilée de la routine du marché, la représentation de l'associé, du partenaire dans les échanges. Les relations types « Asso » se construisent aussi entre la BSD, l'époux, le frère,

l'enfant, dans une dynamique où les liens de sang renforcent encore plus les liens associatifs et de confiance réciproque.

Par ailleurs, le système de vente-achat est établi sur le principe de la solidarité réciproque et fonctionne à la tête et selon la poche du client pour constituer un réseau de relations économiques qui transcende le quotidien. La BSD peut compter sur son « Asso » pour garder son comptoir, sa caisse, sa recette, encaisser sa marchandise. D'où le caractère multifactoriel des paramètres concourant à l'activité commerciale de la BSD et à la construction de son autonomie.

7. Conclusion du chapitre V

Ce chapitre nous a fourni d'importants renseignements sur la manière dont les femmes pratiquent le développement réel sur leur lieu d'activité qu'est le marché.

D'abord, il nous a documenté sur le fonctionnement (structurellement) hiérarchique de genre dans lequel les inégalités basées sur le genre sont à l'intersection d'autres formes d'inégalités socio-économiques et exacerbent les injustices qui s'y associent. Les chaînes urbaines d'approvisionnement et de commercialisation restent « porteuses de genre », car faisant peu pour défier la ségrégation entre les genres au niveau du travail (Dolan et Sorby, cités par Kabeer, 2012).

Ensuite, il nous a fourni les données sur la capacité d'action, de choix, de prise de décision, de créativité entrepreneuriale des femmes par rapport aux marchés, par rapport aux relations de genre, par rapport aux ressources humaines présentes sur les marchés. Un certain nombre de caractéristiques qui distinguent la pratique de développement par le bas selon le genre ont été mises en relief. Une attention particulière a été portée sur la dynamique des réseaux, à travers la figure de l'« Asso », acteur collectif stratégique dans un processus d'autonomisation des BSD où l'associationnisme constitue une pièce centrale.

Finalement, ce chapitre nous a permis de traduire le point de vue des femmes dans le cadre analytique théoriquement orienté. Il définit les *pratiques output* des femmes comme les actions stratégiques, les logiques, les mécanismes grâce auxquels les femmes détaillantes arrivent à gagner la capacité d'exercer des formes d'aptitudes à agir, à rétroagir en rapport avec leurs préoccupations quotidiennes et leurs propres vies, ainsi qu'en lien avec les

structures de contraintes qui les placent (ont placées) en position de subordonnées des hommes.

Ce chapitre met en lumière le rôle émancipateur des marchés populaires de Yaoundé et de Douala sur les BSD. En effet, contrairement au marché libre, où la femme camerounaise fait face aux barrières à l'entrée du marché du travail et aux jugements péjoratifs de sa productivité à cause de sa fonction reproductive, les marchés populaires de Yaoundé et de Douala responsabilisent la BSD en lui permettant un accès aux crédits, la gestion du budget et la pratique d'une activité productrice de revenus. De ce fait, ces marchés socialement encadrés permettent à la BSD de se défaire de l'*ethos* patriarcal et de son influence sur la (de)construction du « machisme du marché ».

On voit ici comment au travers de l'économie informelle les actrices du bas gardent leur autonomie organisationnelle et insufflent de nouveaux arguments pour l'émancipation féminine. Le chapitre suivant va nous renseigner sur d'autres aspects de la participation des femmes au développement.

CHAPITRE VI

FEEDBACK D'AUTONOMISATION DES BSD

1. Introduction

Ce chapitre de conceptualisation de l'autonomisation s'attarde sur les effets et impacts⁹⁹ retours (positifs ou négatifs) des activités sur la BSD, sa communauté d'appartenance et la société.

Son axe analytique part des résultats des chapitres III, IV et V où l'autonomisation des BSD est perçue dans un double dynamisme : d'abord comme une expansion des pratiques, des ressources et des capacités, ensuite comme un processus évolutif et parfois régressif. Il part de la préoccupation centrale de notre thèse, à savoir : l'examen de l'autonomisation des BSD via une étude de leurs pratiques dans le secteur du vivrier au Cameroun notamment dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala. Les chapitres empiriques IV et V ont mis en exergue les pratiques-input des BSD, leurs pratiques-output et leurs interdépendances dans la dynamique de leurs activités.

Ce chapitre-ci consiste à montrer comment ces données contribuent à l'autonomisation des BSD. C'est dans une certaine manière la dimension *feedback* des pratiques de développement des BSD. Les perspectives en termes de pistes et de recommandations pour contribuer à améliorer l'autonomisation des femmes BSD clôtureront le chapitre.

⁹⁹ Il ne s'agit pas ici de faire une analyse de l'impact au sens propre du terme, ce qui ne rentre d'ailleurs pas dans nos objectifs de recherche. Il s'agit d'une appréciation objective, d'une relecture de la situation telle qu'elle est vécue par l'acteur central (BSD) de notre analyse ainsi que ses principales implications pour une meilleure intelligibilité de notre problématique.

2. La parole au terrain : quels sont les paramètres pertinents dans la dynamique de l'autonomisation des BSD ?

En tant que processus, l'autonomisation des BSD est inévitablement une dynamique où plusieurs paramètres entrent en interaction. Laisser la parole au terrain consiste à laisser celui-ci les mettre en évidence à partir des chapitre IV et V. La suite de cette section s'articule de ce fait autour des principaux paramètres dégagés par les chapitres empiriques : le revenu individuel, l'affectation de ce revenu, la rentabilité générée, la valorisation et l'estime de soi, le remaniement des rapports de genre, la reconnaissance sociopolitique, la prise en charge des besoins familiaux et la pauvreté.

2.1. Le revenu individuel et les pratiques populaires d'accès au crédit

Notre thèse montre que le revenu individuel est un élément central dans le processus d'autonomisation des BSD. Ce dernier est inévitablement lié à la sortie de la dimension métrique du déficit de développement réel dont la mise en évidence concrète prend la forme de la possession d'un revenu individuel pour la BSD. Celui-ci est constitué grâce aux familles et aux tontines au sens de pratiques financières populaires. Autrement dit, le revenu individuel de la BSD est à la fois un input à son activité et l'output d'une pratique financière solidaire issue de la tontine et/ou de la famille. L'individualité financière de la BSD se construit donc dans le groupe et via le groupe.

En effet, quatre-vingt-sept BSD (87) nous ont clairement indiqué lors de nos interviews qu'en dehors des tontines et de leurs AGR, elles ne disposaient pas d'accès au crédit des banques classiques. Ainsi pour elles, les choix en matière de financement de leurs activités étaient très limités et principalement orientés vers l'autofinancement (famille, amis, etc. chapitre IV). Cinquante-sept BSD (57) sur cent nous ont confirmé avoir obtenu une augmentation de revenus grâce à leurs activités, les quarante-trois autres BSD (43) nous ont dit que leurs revenus n'ont pas augmenté mais que leurs activités facilitent le maintien du niveau de revenus antérieur ou ont empêché sa diminution. Celles qui ont déclaré avoir connu un accroissement de leurs « revenus nets » ont notamment basé leurs réponses sur le phénomène suivant qui a concouru à cette augmentation : la prise en charge de certaines dépenses familiales par le conjoint, soulageant leur propre contribution financière au ménage.

Les revenus personnels de la BSD, la tontine et les pratiques financières populaires (tontines) qui contribuent à sa constitution, montrent une interdépendance entre la sortie de la dimension métrique du déficit de développement réel¹⁰⁰ et la sortie de sa dimension territoriale car le revenu individuel permet de sécuriser son territoire au sens de lieu d'activité (comptoir). Nous avons noté que parmi les cinquante-huit femmes (58) mariées qui ont répondu affirmativement à la question d'augmentation des revenus, quarante-sept (47) ont indiqué que les tontines y jouent un rôle important. Elles permettent par exemple de constituer une base solide pour honorer les commandes anticipatives des clients, de sécuriser le lieu d'activité (le comptoir), d'acheter un stock de matières premières (les denrées alimentaires) et de payer les aides. Tous ces éléments font partie des dépenses nécessaires au fonctionnement, au développement et à la pérennisation de l'activité des BSD. Cet effet multiplicateur et stabilisateur se manifeste à partir des différents *feedback*.

Dans ce contexte, nous pouvons articuler que la pratique commerciale des BSD sur les marchés populaires est un stimulus nécessaire pour générer des revenus. Ces revenus sont injectés non seulement dans le circuit de commercialisation des denrées alimentaires mais également réinjectés dans les tontines. Les deux pratiques, commerçante et tontinière permettent une augmentation de ressources productives et financières. La boucle continue ainsi au point d'avoir un effet boule de neige sur certaines BSD qui réussissent de la sorte à construire leur autonomisation via un revenu individuel produit grâce à des pratiques populaires. Ces pratiques garantissent à la fois l'activité commerciale et le territoire où s'effectue cette activité (comptoir ou autre place sur les marchés populaires de Yaoundé et de Douala).

2.2. L'affectation des revenus : forme d'accumulation ou ressources familiales ?

La possibilité effective que donnent les tontines et les familles à la BSD d'accéder à un revenu individuel n'est pas le seul paramètre qui influence l'autonomisation des BSD des marchés populaires de Yaoundé et de Douala. L'affectation de ce revenu individuel joue aussi un rôle crucial.

¹⁰⁰ L'accès au revenu est un indicateur de l'économie métrique.

En effet, les revenus générés ne sont pas utilisés dans une forme d'accumulation classique de type capitaliste obéissant au modèle utilitariste même si des aspects de celui-ci ne sont pas étrangers à la constitution d'un revenu individuel. Plusieurs BSD satisfont d'abord les besoins de la famille (survie). Elles ne participent aux cotisations tontinières qu'une fois les besoins de la famille couverts. Cette priorité accordée aux besoins familiaux peut devenir source de tension, voire de conflit, au sein du groupe tontinien, car il porte atteinte à la solidarité du groupe.

Cette tension trouve son origine dans le fait que les dépenses familiales sont relativement constantes dans le temps, alors que les revenus peuvent fluctuer selon les aléas de la demande. Par ailleurs, la famille bénéficie d'une attention particulière car elle est l'un des principaux vecteurs de relance en cas de faillite ou de problèmes de trésorerie.

Seulement dix-huit (18) sur les cent BSD (100) interrogées nous ont confirmé que leurs activités sont rentables et dégagent une marge bénéficiaire qui permet de satisfaire à la fois les besoins de fonctionnement de leurs activités et ceux de leur famille. Quatre-vingts (80) autres nous ont dit être moyennement satisfaites du niveau de rentabilité de leurs AGR, car ce niveau ne leur permet pas d'assurer les deux besoins (ménage et fonctionnement) simultanément.

Quarante et une BSD (41) nous ont confié que leurs activités leur permettaient d'avoir une occupation (auto-emploi) mais que les revenus de cette occupation ne leur permettaient pas toujours d'en satisfaire les besoins de fonctionnement.

L'autonomisation des BSD peut donc, en tant que processus, être caractérisée par des phases de renforcement, de vulnérabilité ou même d'échec, selon que la famille (nucléaire ou élargie) aura apporté plus ou moins de soutien et que la BSD aura affecté plus ou moins de ressources à la pratique tontinière pour pérenniser son activité. Par ailleurs, comme déjà signalé, la manière dont la BSD aborde l'emplacement, la planification, l'organisation de ses activités et la satisfaction de ses clients et fournisseurs est un aspect important, qui influence l'autonomisation de la BSD.

2.3. La rentabilité genrée des pratiques de certaines BSD : une autonomisation relative

Différents informateurs du secteur du commerce des denrées alimentaires au Cameroun nous ont indiqué qu'il souffre d'une concurrence aigüe tant sur le plan local que global. De nouveaux acteurs, notamment chinois, occupent désormais le même espace d'activité que les BSD. D'autres ressortissants africains, guinéens et centrafricains entre autres, souvent grossistes, s'établissent en concurrence aux BSD. La rivalité qui en résulte joue sur la qualité, les prix, le rapport qualité/prix, les rapports de genre et complique l'accès de la BSD aux produits vivriers. Cette compétition avec les nouveaux acteurs extérieurs, majoritairement grossistes et masculins, impacte la rentabilité des BSD.

Dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala nous avons observé que cette dynamique négative renforçait la polarisation intercatégorielle : BS homme grossiste ou semi-grossiste et BS femme détaillante. Le processus d'autonomisation des BSD n'est donc pas absolu mais relatif car dépendant de la dynamique des acteurs de la rentabilité.

2.4. Valorisation et estime de soi

Lors de nos entretiens avec les BSD, nous avons noté que les motivations de leur participation à l'économie informelle ne se limitent pas uniquement à l'aspect purement économique et à la recherche du bénéfice. Bien d'autres gains difficilement quantifiables sont apparus lors de nos enquêtes de terrain.

Une double motivation les incite au départ à sortir de chez elles : la possibilité d'apporter un revenu à la maison (voir chapitre V) qui permet de contribuer à l'amélioration du bien-être de la famille. En assumant financièrement les besoins de base de sa famille, le regard que les femmes portent sur elles-mêmes évolue. Il se construit par des discussions avec les autres membres de la famille (nucléaire ou élargie) par l'image positive d'elles-mêmes qui leur est renvoyée. C'est le groupe familial et également professionnel qui, finalement, contribue à impluser et à développer une perception positive de soi.

Le concept qui pourrait synthétiser cette analyse est celui de *l'effet miroir* largement développé en psychologie comportementale (Lacan, 1949), introduisant une réflexion sur le rôle de l'Autre dans la construction de soi. La famille et les autres suscitent ainsi les

changements par rapport aux stéréotypes familiaux et déterminismes sociaux. Ce qui ressort le plus régulièrement de nos enquêtes, c'est la fierté des femmes de *joindre les deux bouts* et de pouvoir affirmer une position dans la sphère privée ou publique. Plus de 70 % des femmes nous ont confié ce qui peut se résumer par cette phrase :

« Mon travail de *Bayam-Sellam* me permet de gérer ma famille et mon mari (...). »

Autrement dit, sur la base du processus d'autonomisation financière dans l'économie substantive, les femmes sont amenées à prendre des responsabilités et à remettre en cause leur rôle social et culturel. Elles sont visibles, estimées et reconnues comme productrices du bien-être familial par la communauté d'appartenance et également par l'environnement social. Ainsi par exemple, dans les réunions de quartiers, nous avons noté les interactions, les discussions au cours desquelles des femmes prenaient la parole en public pour émettre ou défendre leur opinion. Elles ne s'identifiaient plus exclusivement à leur rôle traditionnel de mère et d'épouse.

2.5. Remaniement des rapports de genre

Les paramètres réducteurs des dimensions métrique (revenu individuel) et territoriale (marché-comptoir) du déficit de développement réel ne sont pas les seuls mis en évidence par notre terrain. La dimension genrée du déficit de développement réel est aussi un paramètre pertinent dans l'autonomisation des BSD via la recomposition des rapports hommes-femmes qui résultent de l'activité des BSD à la fois au niveau intrafamilial et intercatégoriel au sein des marchés.

En effet, comme précédemment mentionné, il y a une forme de transfert de pouvoir du chef de ménage à la femme *Bayam-Sellam Détaillante*, qui s'impose implicitement comme une transformation des relations de genre plutôt que comme une désagrégation des structures sociales. La conception dualiste de l'homme et de la femme se perçoit dans nos entretiens comme une relation complémentaire et solidaire dans laquelle les hommes et les femmes ne sont pas égaux, ils ne sont pas deux, mais un dans la symbolique culturelle et religieuse du Cameroun.

Vincent, le mari de Pierrette : « ... Ma femme est mon dépanneur, elle c'est moi ... »¹⁰¹.

La solidarité entre Pierrette et Vincent a commencé par le dépannage du mari par sa femme dans l'acquisition d'un call-box¹⁰². Ils sont mariés et parents de quatre enfants. Vincent est un ancien postier qui a travaillé à la poste centrale de Douala. En 2011, il est licencié sans indemnité pour faute grave et se retrouve au chômage sans argent. Jusqu'à ce que Pierrette, son épouse, décide de lui tendre la main : « *Il a fait sept mois sans trouver un job (...) C'est moi qui lui donnais de l'argent de poche pour aller chercher des jobs (...); et pendant ce temps je nourrissais les enfants, payais leur scolarité avec mon commerce (...) Un jour, il m'a demandé de le dépanner pour ouvrir un call box qu'il allait gérer. Quand il a trouvé un emplacement pour son call box, je lui ai donné 150.000 FCFA sur mes cotisations pour se lancer dans son affaire (...). Aujourd'hui, il apporte minimum 2.500 FCFA chaque jour à la maison (...) Ça nous aide beaucoup* ».

En demandant, en tant que chef de famille, de l'aide à sa femme, le mari fait acte de reconnaissance de sa force à elle et de sa faiblesse à lui. Implicitement, il lui reconnaît une place d'égale dans leur lutte pour la survie du ménage. Le mari reste, certes, le dominant, le chef, mais cette domination n'est plus de l'ordre de la « suprématie incontestée du mâle », elle est de l'ordre idéologique de la tradition patriarcale du primat de l'homme sur la femme. Autrement dit, la femme acquiert un pouvoir économique qui, bien qu'il ne lui confère pas (encore) de pouvoir de domination, lui octroie une affirmation d'elle, un droit accru de codécision, de coresponsabilité et d'influence au sein de son ménage.

En tendant la main à son homme, en lui donnant de l'argent pour créer son affaire, Pierrette renvoie à la figure de l'« Asso » et à son fondement associationniste : « *une seule main ne peut faire ou défaire un paquet* ». La situation de vulnérabilité du mari a suscité la pratique de solidarité de genre. La forme de solidarité entre Vincent « call boxeur » et Pierrette détaillante de denrées alimentaires est conséquente de la disponibilité de l'argent en provenance du commerce des denrées alimentaires et de son épargne via les tontines. Cette utilisation hors du champ d'activité de la femme contribue à renforcer les capacités productives et reproductives

¹⁰¹ Extraits d'entretien, septembre 2014 à Douala.

¹⁰² C'est un point de téléphonie mobile en plein air permettant de passer des appels payants à partir des téléphones portables du propriétaire familièrement appelé « call-boxeur ».

de leur ménage et par là, à remanier la vision du rôle traditionnel de la BSD dans sa sphère privée et par extension dans le processus de développement réel.

À l'analyse, le cas de « Pierrette et Vincent » révèle l'impact positif face à une série d'indicateurs de l'autonomisation pour la détaillante. En d'autres termes, le travail dans le secteur de l'économie substantielle, générateur de revenus par les femmes, semble constituer une voie économique vers des changements dans leur vie, changements qui vont au-delà du domaine économique. Comme le montre cette recherche, les mécanismes et les pratiques par lesquels le changement a lieu sont non seulement matériels mais également d'ordre relationnel, associatif, cognitif et du domaine comportemental. Dans tous les cas, le travail, fût-il dans la sphère dite informelle, est une source d'amélioration du statut de la femme dans la sphère privée c'est-à-dire qu'il contribue à la libérer de sa traditionnelle seconde place dans la sphère privée, de se construire une figure sociale élargie au sein de la société. Conséquemment, il conduit à une relecture des relations de genre dans le ménage.

Le terme ménage fait l'objet d'une grande controverse venant du fait que sa conceptualisation diffère considérablement selon les théories (Mattila-Viro, 1992). Les principales propositions et les aspects des théories diverses du comportement dans le ménage tels que l'approche unitaire et les modèles collectifs ont leurs limites. Ces deux catégories rentrent dans le cadre de la tradition économique néoclassique formaliste dont certains points les plus controversés ne sont plus basés sur les recherches scientifiques empiriques. Le ménage est considéré comme unité dont les membres possèdent des intérêts communs et où existent des échanges, de la complémentarité mais jamais des inégalités de genre. Des études récentes dans les pays africains (Bebras, 1978, Titi Nwel, 1986) et assez récentes (Quisumbing, 2003 ; Batana, 2007) insistent sur l'importance du type de collaboration en genre dans le ménage.

Dans le cas de Pierrette et Vincent, une vraie complémentarité solidaire est née entre l'époux et l'épouse, au-delà de la simple gestion du foyer. Cette complémentarité se déroule au niveau des activités économiques, elle engage une distinction claire entre l'utilisation individuelle et l'intérêt commun. Dans cette coopération, le mari et sa femme sont « associés », le bénéfice issu de l'activité commerciale de la femme est utilisé de manière à satisfaire à la fois les besoins individuels et les besoins communs du foyer. Les termes du statut de chef de ménage conféré par l'autonomisation économique à l'épouse (Kabeer, 2012 ; Caubergs, 2002) lui permettent d'être trésorière du bénéfice.

Au Cameroun, le terme *dépanneur* est un terme diffus. Cependant, dans la vie courante, dépanner quelqu'un signifie le sortir de la « panne », ici, une situation très souvent de carences diverses. C'est un identifiant de la solidarité qu'une personne manifeste à l'égard d'une autre en intervenant adéquatement et efficacement pour résoudre un problème individuel. Dans ce contexte, le « dépannage » est une relation de financement entre une personne « capable », c'est-à-dire qui a les moyens, et une personne « incapable », c'est-à-dire qui est dans une situation de besoin, de demande. La situation de demande et de besoin qualifie le « dépanneur ». Notre premier cas empirique d'étude de la complémentarité et de la solidarité entre un époux et son épouse, entre un homme et une femme dans la gestion d'une activité commerciale et les fruits qui en découlent, sont basées sur le « dépannage » d'une part, et les autres responsabilités individuelles d'autre part.

Il apparaît de notre recherche que la dimension genre prend de l'ampleur dans les ménages des BSD par rapport à leur autonomisation économique autant que dans la transformation des rôles. Les BSD deviennent de plus en plus des « hommes » de leurs familles nucléaire et élargie¹⁰³, comme elles le disent elles-mêmes. Ceci prend une ampleur toute particulière surtout dans un contexte où la tradition a fait de l'homme celui qui détient les cordons de la bourse. On se rend compte ici que les femmes sont conscientes de la division sociale du travail entre les hommes et les femmes, sans cependant montrer qu'elles sont conscientes de la dimension genre et de leur rôle dans la déconstruction de la masculinité.

Dans la plupart des foyers BSD observés, force est de reconnaître que la femme avait des qualités similaires à celles qui sont nécessaires pour être « l'homme » de la maison, notamment la capacité de faire « tourner la marmite à la maison ». En d'autres termes, c'est la femme qui a accès aux ressources financières, qui les contrôle, les maîtrise et « se débrouille » pour les renforcer par diverses pratiques, monétaires et non monétaires. Cela entraîne le respect du mari ou du compagnon et brise la pesanteur machiste patriarcale.

Le résultat est qu'on assiste graduellement à une mutation de la représentation du rôle économique et social de la BSD dans son foyer. L'autonomisation économique-financière transforme l'image sociale des BSD qui ne sont plus « des femmes sales », « les bonnes à rien ». Elles deviennent des femmes dynamiques, entreprenantes, capables, des « mamelles

¹⁰³ Nous avons noté les transferts d'argent et de certains produits de première nécessité (savon, pâtes dentifrices, riz, etc.) des Bayam-Sellam à leurs membres de famille restés au village.

nourricières » du Cameroun populaire et parfois du Cameroun élitiste. Elles cumulent leurs activités lucratives avec les charges et responsabilités domestiques traditionnelles pour lesquelles elles ont exceptionnellement l'aide du mari. Cet aspect a déjà été mentionné au chapitre IV.

La structuration des rôles traditionnels dans le champ de l'économie domestique montre que la coopération entre homme et femme dans le foyer entraîne la déconstruction de la division du travail au sein des ménages et la redéfinition des relations de genre. Statuts prédéterminés, fonctions conditionnées, places prédéfinies et rôles préétablis par les traditions se réduisent progressivement face à l'autonomisation de la revendeuse. On est donc ici dans une double osmose. Certains préjugés masculins parlent plutôt des dysfonctionnements de l'économie domestique au Cameroun depuis la fin des années 1990 (Fongang, 2004 ; Inack, 1997, Kuépié, 2002). Comme démontré dans cette étude, ce n'est pas le cas : même si la transformation des statuts féminins ne désagrège pas complètement l'emprise patriarcale dans les rapports entre mari et femme, il y a une relation de coopération (Guyer, 1988), de consentement, qui régit le ménage et la famille tout entière et dans laquelle la femme tient une position clé. Nous reconnaissons néanmoins qu'il s'agit d'un processus qui commence lentement et qui prend du temps pour manifester des transformations notables au niveau intra-international.

En résumé, une généralisation peut être faite de ce qui précède. L'idée générale qui veut que l'entrepreneuriat des femmes soit dictée par des visées autres que celles de la rentabilité. Simultanément femmes, épouses, mères commerçantes et citoyennes, les femmes *Bayam-Sellam* l'étaient depuis l'urbanisation ; elles sont devenues des actrices socio-économiques et des « sujets » de l'économie politique du développement entièrement à part.

Après une période de militantisme idéologique, d'enthousiasme post-colonial et de mobilisation patriotique, des femmes camerounaises en général, et *Bayam Sellam* en particulier, s'engagent aujourd'hui dans un autre combat : l'amélioration de leur statut et conditions de vie. Alors qu'on les croyait victimes, soumises à l'autoritarisme masculin et à la tradition culturelle, on les découvre mobilisées, constituées en groupes de résistance et de résilience pour renforcer leur pouvoir d'agir et inconsciemment favoriser l'égalité entre les sexes. Les discriminations sexuelles et les contraintes socioculturelles qui pèsent sur leur vie et les choix de femmes ne datent pas d'aujourd'hui, mais leur justification au nom de la tradition, de la culture a conforté la logique patriarcale et la domination masculine. C'est

contre cette évolution que les femmes, à travers la diversité de leurs pratiques de développement, se retrouvent silencieusement dans la contestation des rapports sociaux de sexe.

2.6. Reconnaissance sociopolitique ?

Le processus de reconnaissance du rôle d'acteur des revendeuses et de légitimation du commerce des vivres et des femmes a été amorcé au niveau des pouvoirs publics, mais il n'est pas dynamique. Aussi les BSD, depuis une quinzaine d'années, bénéficient-elles de reconnaissance dans la société.

En témoignent ces propos de Madame la Ministre Ondo-Osama Marie-Thérèse : « ... Qui d'entre nous a jamais imaginé ce que serait la vie au Cameroun sans les femmes revendeuses : drames familiaux, bombes sociales, insécurité politique, déstructuration de la société... »¹⁰⁴.

Ces paroles de la ministre en charge de la Promotion de la Femme et de la Famille font apparaître des éléments d'un processus de reconnaissance politique, du moins au niveau du discours politique, du rôle joué par les femmes BSD au progrès du développement au Cameroun. Reconnaissance politique fondée sur leur activité commerciale qui conduit à la reconnaissance de leur rôle (re)productif et communautaire en tant qu'actrices incontournables du développement économique et du maintien de la cohésion et de la sécurisation sociale.

À cet effet, les pouvoirs politiques ont lancé des actions de promotion des BSD. Parmi celles-ci, une enquête s'est intéressée aux relations avec les partenaires en amont et en aval (produits vendus et circuits de commercialisation, origine des produits vendus, clientèles des détaillantes, conditions de vente, relations avec les fournisseurs), aux aspects purement économiques de l'activité des détaillantes (estimation du bénéfice brut journalier, prix pratiqués, modes de transport, difficultés rencontrées lors de l'exercice de la profession, souhaits des vendeurs), et aux caractéristiques sociodémographiques. Mais cette enquête est demeurée « inexploitée » et n'a donné suite à aucune mesure d'appui aux intéressées. On voit apparaître ici la dimension genrée du déficit de développement réel, c'est-à-dire une

¹⁰⁴ Extraits d'entretien, avril 2011 à Yaoundé avec Madame Ondo-Osama Marie Thérèse, ministre de la Promotion de la femme et de la Famille.

dichotomie entre le discours politique et la réalité du discours sur les BSD. Cette dichotomie s'observe de plus en plus au niveau de ce que nous pouvons considérer comme les « offres politiques réelles » et les « demandes réelles des BSD ».

Par ailleurs, force est de constater que cette dimension genrée du déficit de reconnaissance réelle des BSD trouve également sa source dans le jeu politique. Il consiste à considérer les détaillantes comme des instruments électoralistes de sortie de crise d'un ordre politique malade dans son rôle de développeur. La stratégie du pouvoir actuel, fortement marquée par la volonté de formalisation, d'intégration de la dynamique informelle dans la perspective de conserver toutes les positions de pouvoirs, participe à la « *déviance créatrice* » intimement liée au mécanisme d'importation du modèle politique dominant de développement. Le phénomène de la déviance créatrice consiste à s'adosser sur le discours international de genre pour en faire un argument national de capture de l'électorat féminin sans pourtant le traduire dans les faits (voir points 3.2 et 4.1. Introduction générale).

Ainsi, pour réaliser leur projet, les acteurs détenteurs du pouvoir au Cameroun manipulent les valeurs et les normes issues du modèle dominant de la promotion de la femme. Tel semble être « le sort de l'égalité de genre » au Cameroun. En tout état de cause, relativement au processus d'universalisation, la déviance s'identifie à ce « scénario démagogique », à des stratégies de l'élite politique en vue de légitimer, au niveau de la communauté internationale, les caractéristiques locales d'un pouvoir tendant à prendre en compte des facteurs caractéristiques de l'identité nationale dans la mise en œuvre du projet de développement dominant.

Nous avons cependant noté que les visées politico-instrumentalistes renforcent la méfiance et l'indifférence des femmes vis-à-vis des pouvoirs publics¹⁰⁵. Que les femmes vulnérables, et *a fortiori* les femmes pauvres aient à endosser de nouvelles obligations au nom de leur *autonomisation* apparaît trop souvent comme allant de soi. En revanche, il est estimable de vouloir offrir des sources réelles d'emplois aux populations les plus marginalisées afin de promouvoir leur réelle intégration au processus national du développement réel.

¹⁰⁵ À Yaoundé notamment, l'unique association des *Bayam-Sellam* de type formel, dénommée « Asby », a été créée en 2004 sous l'impulsion des dirigeants politiques. Nous avons noté au cours de nos enquêtes une proximité étroite entre la responsable de ladite association et le monde politique, des pratiques de détournement, d'intimidation et de propagande à l'égard des revendeuses, membres d'Asby. Lors des grandes manifestations publiques (fête nationale, réceptions des hauts dirigeants extérieurs), les revendeuses sont utilisées comme les cobayes plantées le long des rues, sous la pluie ou sous le soleil pour clamer et accueillir les hauts responsables.

Ces dernières années, ce sont surtout les médias nationaux qui ont été les principaux diffuseurs de l'image positive des BSD, de leurs savoir-faire et de leurs activités. Les journaux comme « La Voix du Paysan » et la TV nationale 2002 ont produit différents reportages sur les *Bayam Sellam* mettant en lumière leurs pratiques et stratégies innovantes (largement décrites au chapitre V) dans les marchés populaires. Des représentations théâtrales ont mis en scène des activités et les pratiques réelles des BSD dans leur environnement social et familial. La CRTV (Télévision nationale) a permis aux *Bayam-Sellam* par exemple d'intervenir en direct dans leurs programmes. En outre, un documentaire a été publié sur le site internet des Nations Unies faisant mention de ce que « des journées d'échanges et de formation ont été organisées avec les *Bayam-Sellam* ».

Les femmes revendeuses ont été formées sur les techniques de gestion des microprojets générateurs de revenus et sur les relations avec l'environnement fiscal. On retrouve dans cette démarche d'apprentissage, une approche top-down basée sur une voile d'ignorance : le fait que les *Bayam-Sellam* sont détentrices de savoirs sur les différents aspects de leur activité qu'elles ont acquis de manière informelle, et qui leur ont permis d'entreprendre tout en payant les taxes afférentes.

En effet, le fait de vouloir les « former » sur la base des « besoins essentiels » venus d'ailleurs et que l'on estime « fondamentaux et universels et non sur la réalité de leurs savoirs et attentes semble, dès le départ, contribuer à la constitution d'un déficit de développement réel c'est-à-dire à un nouveau système d'ignorance (Lachenmann, 1996, Batana, 2007) où les pouvoirs publics se posent en détenteurs de savoirs qui transmettent aux *Bayam-Sellam* assimilées à des ignorantes. À ce titre, nous avons constaté que les femmes perdaient leur autonomie et la confiance en soi, facteurs certes insuffisants mais pourtant nécessaires pour une réelle reconnaissance individuelle et collective.

Toutefois, le simple fait de porter un regard sur elles constitue une forme de reconnaissance, même implicite à leur égard. Globalement, on constate que la légitimation des BSD et du commerce des vivres se fait sur plusieurs canaux. Mais il demeure qu'en dehors de quelques ateliers organisés ici et là, de quelques micro-crédits distribués par-ci par-là, les pouvoirs publics n'ont pas encore entrepris des actions cohérentes et stratégiques de soutien aux revendeuses. Par ailleurs, comme nous venons de le mentionner, il s'avère que le renforcement des femmes est biaisé et compromis dès le départ à cause des approches et méthodes utilisées par le pouvoir étatique. Méthodes et approches qui privilégient les

systèmes de pensées et d'actions importés et donc inadéquats à la population cible. Or à partir du moment où la créativité, les pratiques, les attentes, les décisions et les ressources réelles qui engagent la vie des femmes ne sont pas prises en considération par l'État camerounais, les résultats ne peuvent être que trompeurs en termes de renforcement de l'autonomisation des BSD.

Dans un autre registre relevant plus de la justice sociale en faveur des revendeuses, nous avons lancé et mis sur pied en 2011 un magazine intitulé « Tribune des *Bayam-Sellam* » (TBS)¹⁰⁶ qui ambitionnait de donner une information objective sur la condition de la femme revendeuse dans ses interactions avec les acteurs de son environnement économique, social et politique. Il s'agissait, d'une part, d'« offrir une voix aux sans voix » dans deux versants médiatiques : presse écrite et émissions radiophoniques, et d'autre part, corollairement, de créer un espace délibératoire. Il visait à permettre aux femmes d'avoir accès aux savoirs relatifs à leurs droits fondamentaux.

Dans cet objectif, nous avons créé dans le paysage médiatique camerounais un espace spécialement dédié à la femme du secteur informel. Notre objectif est de lui permettre de raconter sa vie d'acteur économique et de mère, de lui donner les outils d'information et de formation sur ses droits et devoirs en tant que femme concernée par le développement de son pays, de provoquer le dialogue avec les femmes d'autres catégories socioprofessionnelles et de participer au débat avec les hommes, les jeunes et les enfants.

Simultanément, dans le registre de la recherche-action, depuis 2009, nous avons conçu et mis sur pied un projet de stratégie *Bottom-up* baptisé « *Micro-Finance-Formation-Parrainage* », destiné au renforcement des capacités socio-économiques des femmes vulnérables. À ce jour, ce projet pilote couvre 20 zones de commerces populaires (marchés informels) situées dans les régions de Yaoundé, de Douala et d'Eséka au Cameroun. 350 femmes sont inscrites dans nos registres et 250 femmes bénéficient de manière permanente des actions de *FINS-WINS*. En termes *d'impact*, même s'il est difficile de parler significativement de changement par rapport aux problèmes auxquels ces femmes sont confrontées, certains indicateurs comme l'autonomisation financière, l'amélioration des revenus au sein des familles, l'identité positive et l'estime de soi autant que la participation communautaire peuvent être relevés.

¹⁰⁶ Des expériences de prise de parole des *Bayam-Sellam* une fois par mois à la radio, et une fois par trimestre dans la presse écrite. Faute de financement, au terme de deux ans, nous avons été obligée d'arrêter le projet.

2.7. Revenu, prise en charge des besoins familiaux et pauvreté

Interviewée sur les effets de son activité sur les conditions de vie de sa famille, une BSD, Odette, nous a confié ceci : « ... *Depuis six ans, je suis veuve (...), mon mari est mort sans rien nous laisser, je vis seule avec mes 5 enfants (...), je fais ce travail pour les nourrir et les envoyer à l'école (...), c'est la seule richesse que j'aie dans ma pauvreté (...)* »¹⁰⁷.

On note ici l'émergence d'un cas particulier du phénomène de femmes chefs de ménage qui est due, non pas aux rapports économiques dans le ménage, mais au décès du mari. Odette initie une activité génératrice de revenus pour subvenir aux besoins de base de sa maisonnée après le décès de son mari. Face aux aléas de la vie (décès, pauvreté), la revendeuse est toute seule, la seule responsable économique et financière du ménage. Toutefois, dans les paroles d'Odette, on décèle un élément nouveau : *la pauvreté monétaire*¹⁰⁸ (Ngo Nyemb-Wisman, 2011) versus *la richesse humaine* c'est-à-dire ses cinq enfants.

À travers son activité commerciale, elle veut passer de la « sécurité existentielle » à une véritable dynamique de développement, qui vise non seulement l'amélioration et la sécurisation des besoins familiaux de base « nourrir et envoyer les enfants à l'école », mais aussi « plus ». Elle sous-entend par là une émancipation, non pas dans le sens de la réduction des inégalités liées au sexe, mais dans le sens de son épanouissement, de l'amélioration de son bien-être subjectif et celui de ses enfants.

Ces effets positifs s'observent tant dans la pratique que dans la vie familiale et sociale. Car, en luttant contre la multifonctionnalité de la pauvreté et des inégalités économiques (manque de revenus monétaires), Odette est en voie de s'affirmer en tant qu'actrice de développement qui prend en charge sa destinée en conjuguant son *vouloir*, son *pouvoir*, son *avoir* et son *devoir*.

Ce cas renvoie implicitement à une longue chaîne d'impacts en termes de bénéficiaires. En effets plusieurs personnes bénéficient du commerce des BSD : l'État, les agents administratifs, la famille, les aides, les parents de la BSD, sans mentionner les frères et sœurs.

¹⁰⁷ Extraits des entretiens, avril 2014. Odette est revendeuse d'avocats, de tomates et de piment au marché de Byemassi à Yaoundé.

¹⁰⁸ D'après les enquêtes sur la consommation des ménages au Cameroun (ECAM), la pauvreté reste un phénomène préoccupant à Douala et à Yaoundé, même si au niveau national la proportion de la population pauvre (celle dont le revenu est de moins de 1,25 dollars par jour est passé de 49,88 % en 2001 (ECAM, 1) à 32,8 % en 2007 (ECAM, 2).

Ces ramifications sont plus ou moins distantes de l'environnement social et familial de la BSD. Si la logique de ces ramifications est compréhensible, la quantification de leur poids ainsi que le degré de satisfaction généré par ces impacts ne sont pour leur part pas évidents à mesurer.

En même temps, le discours d'Odette nous offre la possibilité de participer au débat sur le concept de pauvreté, quant au sens et aux représentations qui lui sont associés, ainsi qu'aux considérations sémantiques qui ne relèvent pas d'un champ analytique réservé à quelques penseurs. Le sens et les représentations constituent, au contraire, un enjeu pratique considérable à une époque où la lutte contre la pauvreté est le leitmotiv obligé de tous les groupes d'acteurs se présentant comme œuvrant, plus ou moins efficacement, pour le bien d'autrui.

Mais de quelle pauvreté parle Odette ? Ses mots « *ma seule richesse, ce sont mes enfants* » cachent tant de maux qui fixent le cadre empirique de la pauvreté. Ces mots dessinent les frontières de catégories référentielles et renvoient aux concepts fondamentaux d'une culture. Dans les sociétés africaines en général et la société camerounaise en particulier, les liens sociaux de solidarité sont mobilisés pour contrer la crise multiforme avec ses corolaires : la féminisation de la pauvreté et du secteur de l'économie informelle en termes « d'emploi », du nombre de personnes impliquées, certes, mais probablement pas en termes de volume, quantité monétaire. Les crises encouragent les circuits secondaires, y compris pour les entreprises et les personnes haut placées.

Là où les institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale définissent la pauvreté comme « l'incapacité d'un *individu* à subvenir à ses besoins essentiels », un auteur comme Courade (2000) évoque l'incapacité d'être responsable de sa famille. Or ce n'est pas le cas d'Odette : elle est bien responsable de sa famille puisque les revenus émanant de son activité commerciale lui permettent, quoique difficilement, de couvrir les besoins essentiels de sa maisonnée.

Pour Winter (2001 : 32), « plutôt que de parler de riches et de pauvres, on préférera parler de puissants et de faibles, de ceux du haut et du bas, des grands et des petits (...) ». Le patrimoine et les revenus apparaissent ici comme faisant partie d'un ensemble plus large de ressources, incluant les réseaux relationnels et l'influence ou les « pouvoirs » religieux. Ces ressources deviennent des conditions requises pour le bien-être social. Les phénomènes de

« modernité insécurisée » (Laurent, 2006-2007), d'« économicisation des comportements » (Winter, 2001 : 239) et de « libéralisation chaotique de la vie politique » (Courade, 2000 : 237) ont contribué à l'effritement du lien social. Les pauvres sont ici des personnes « socialement décédées » (Winter, 2001 : 119) ou des groupes vulnérables privés d'un capital social leur permettant de domestiquer leur environnement et d'accéder au supra local.

On en conclura qu'il faut, pour réduire les inégalités structurelles et la féminisation de la pauvreté, investir le champ de l'économie politique afin d'analyser les réseaux d'acteurs centraux et périphériques, et renégocier les rapports de pouvoir dans les relations productives, culturelles et de sécurisation de l'activité. Beaucoup de populations africaines voient leur culture déclassée au profit d'un développement mimétique basé sur les modèles occidentaux de modernisation : ces populations ont cru que dévier de ces modèles revenait à être sous-développé. Cette perception neutralise les traditions et les savoir-faire ancestraux et prive les populations concernées de ressources valorisables tant au niveau économique que culturel et de l'estime de soi. Autant de soutiens possibles au développement réel.

Selon Michel Messu (2003 : 19), la pauvreté serait frappée d'« impuissance définitionnelle », ce qui nous autorise et nous incite à y apporter notre propre éclairage en y mettant nos propres accents. L'essence même du concept de pauvreté est une construction dynamique, étroitement associée à des processus historiques, culturels, économiques, politiques et sociaux, et liée aux idéaux normatifs qui prévalent dans une société donnée, à un moment donné. La pauvreté est autant une question d'insuffisance de revenus que de capacités : « [...] libertés substantielles qui permettent à un individu de mener le genre de vie qu'il a raison de souhaiter » (Sen, cité par Zwarthoed, 2009). Ne nions pas l'évidence : aucune condition ne prédispose autant à une vie de pauvreté qu'un revenu inadéquat. Mais au-delà de cette évidence, la pauvreté est aussi la négation du principe d'égalité en termes d'initiative individuelle et d'accomplissements.

Les travaux de Sen ont contribué à faire évoluer l'approche quantitative de la pauvreté qui, selon la grille d'analyse économiciste et utilitariste des accords de Bretton Woods, se préoccupait du seul revenu monétaire (le revenu réel par tête d'habitant). La pauvreté s'en trouvait définie comme un indicateur, mesuré en termes de non atteinte d'un seuil minimal de

revenu approprié pour une consommation donnée¹⁰⁹. Sen a fait évoluer cela vers une approche pluridimensionnelle, qualitative, sociale et humaine¹¹⁰. Il propose une définition à la fois individuelle et sociale de la pauvreté et cherche à identifier les fondements d'une société éthiquement satisfaisante.

L'enjeu analytique des travaux de Sen, c'est de redonner une dimension morale au débat sur des problèmes économiques. Il regarde l'économie à travers un prisme social nouveau, plus complet et plus humain, dont l'objectif serait de réconcilier l'efficacité économique et la justice sociale. Le développement réel devient ainsi « un processus d'expansion des libertés individuelles ». Pour A. Sen, la pauvreté n'est pas qu'une question d'insuffisance de ressources, de revenus. Elle tient aussi en termes de capacités, c'est-à-dire « en termes de libertés substantielles qui permettent à un individu de mener le genre de vie qu'il a raison de souhaiter » (Sen, 1999-a).

Il s'agit de la liberté que donne à un individu son niveau de santé, d'éducation, d'accès au savoir, à une justice équitable, la possibilité d'exercer des droits civiques, de faire entendre sa voix dans les débats politiques, etc. Libertés et droits dont l'accès devrait être universel pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Sen substitue l'inégalité à la liberté d'accomplir, la faculté pour chacun d'exprimer ou de valoriser son potentiel dans un environnement social donné. C'est ce qu'il appelle les inégalités de capacité qu'il distingue de la seule inégalité des revenus monétaire réels. La pauvreté est une forme de ces inégalités.

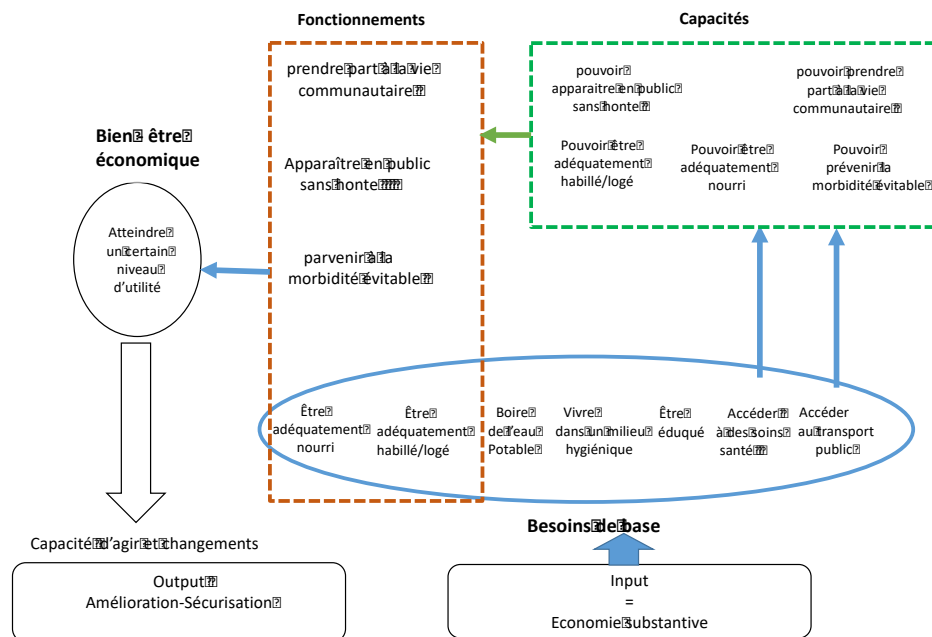
La préoccupation majeure demeure dès lors : comment favoriser la prise en compte des intérêts stratégiques des femmes BSD ?

Cette préoccupation peut trouver un écho dans la vision de Culter (1984 : 120) illustrée dans son diagramme¹¹¹ ci-dessous, complété par nous :

¹⁰⁹ Il s'agit de tracer une grille de lecture et une ligne de pauvreté, afin d'objectiver une sorte de standard (comparatif) international traduisant le niveau d'acquisition « de biens de consommation nécessaires au maintien de la simple efficience physique ». 1 dollar par jour et par personne selon la norme de la Banque mondiale.

¹¹⁰ Pour en donner une mesure empirique, le PNUD propose l'Indice de Pauvreté Humaine (IDH) et un nouvel indicateur complémentaire, l'Indice de Pauvreté Humaine (IPH).

¹¹¹ Il ressort de ce diagramme que seuls les besoins de base et les fonctionnements ont des éléments en commun (être adéquatement nourri, habillé et logé). Outre cela, fonctionnements et besoins semblent procurer de l'utilité. Par ailleurs, certains besoins de base formulés en termes d'accès sont générateurs de capacités.



Source : Culter, adapté par l'auteur

Comment lire le graphique ?

Une analyse du développement de l'*autonomisation* tant individuel que collectif peut être conjuguée à l'explication de la pauvreté suivant le point de vue d'Amartya Sen à travers le diagramme de synthèse des quatre approches de l'empowerment qui peut être décodé de la manière suivante : la pauvreté a trois sphères et la lutte pour en sortir devrait être menée sur ces trois dimensions. Il y a, en effet, les besoins de base, les capacités tant individuelles que collectives, et les fonctionnements institutionnels qui, lorsqu'ils sont facilités par l'accroissement des capacités, permettent l'accès aux besoins de base. Lorsque cette boucle se ferme, on aboutit à un niveau de bien-être économique qui permet d'atteindre un certain niveau de développement inclusif du genre féminin.

Ce schéma nous permet de participer au débat entre les besoins pratiques et les intérêts stratégiques liés au genre. Il a en partie permis de prendre en compte certaines des différences et des similarités existantes entre les femmes dans le contexte donné (Molyneux, 1985). Les besoins pratiques du genre féminin reflétaient les rôles et les responsabilités associées à leur position à l'intérieur de la hiérarchie socio-économique, et par conséquent présentaient des variations considérables selon le contexte, l'ethnie, etc. D'autre part, les intérêts stratégiques des genres étaient basés sur l'analyse déductive des structures de la subordination des femmes

et portaient la promesse d'une politique féministe de transformation, basée sur les expériences d'oppression partagées.

Ajoutons par ailleurs que, dans un monde d'exclusions et d'inégalités, l'autonomisation des femmes joue un rôle fondamental pour combattre la pauvreté. Elle est à la fois la fin ultime du développement et son principal moyen. Loin de s'opposer, autonomisation économique et liberté politique se renforcent. Elles favorisent l'action des individus, et notamment des femmes, dont l'émancipation est un facteur décisif de changement. En d'autres termes, elles leur confèrent un rôle d'agent du changement. Les dynamiques féminines contemporaines ont repris les deux versants de ce programme mais il nous paraît indiscutable que ce « côté actif » des femmes *Bayam-sellam* commence seulement à capter l'attention qu'il mérite après qu'on se soit focalisé de façon presque exclusive sur le bien-être. Il n'y a pas longtemps encore, les objectifs prioritaires des féministes concernaient l'amélioration de la condition des femmes et l'acquisition d'un statut équitable. Ces ajustements étaient nécessaires.

Toutefois, on note une évolution et un élargissement des préoccupations : des revendications « welfaristes », on est passé à la prise en compte de leur rôle actif. Le changement de perception est notable : elles ne sont plus les destinataires passives d'une réforme affectant leur statut, mais les actrices du changement, les initiatrices dynamiques de transformations sociales, visant à modifier l'existence des hommes aussi bien que la leur. Une relation de réciprocité existe entre les préjugés et le statut social – ou la place économique – des femmes. La position dominante des hommes repose sur un certain nombre de facteurs, en particulier leur fonction de « gagne-pain », clé de leur pouvoir économique supposée commander le respect, même au sein de la famille. A l'inverse, tout montre que les femmes qui peuvent accéder à un revenu extérieur tendent alors à améliorer leur position relative, y compris en ce qui concerne la répartition à l'intérieur du foyer. Parce qu'il n'entraîne aucune rémunération, le travail quotidien des femmes à la maison est souvent négligé dans le décompte des contributions respectives de chacun à la prospérité.

2.7.1. Le territoire : une perspective comparative Douala-Yaoundé

Douala, capitale économique du Cameroun, est un territoire plus politique et plus frondeur que Yaoundé, capitale politique, siège des institutions politiques nationales et internationales. Ces deux identités territoriales ne sont pas sans effets sur le tempérament des BSD et leurs centres d'intérêt. Il en résulte que le territoire n'est pas un espace géographique neutre mais

un construit sociopolitique et culturel qui formate les pratiques, les acteurs et leurs rationalités. Par conséquent, la dimension territoriale du déficit de développement réel est aussi une affaire d'identité territoriale à reproduire face à des dynamiques étatiques et/ou internationales dominantes.

Les *feedback* que nous avons observés sur les BSD de Yaoundé et de Douala portent essentiellement sur l'identité familiale et les liens sociaux. Ils semblent davantage pointer en direction d'une conversion des femmes Bayam-Sellam à des principes socioculturels porteurs de plus de liberté et de choix et donc de plus d'autonomie. On voit s'élever de nouveaux fondements hiérarchiques intra- et intercatégoriels, notamment entre BSD et BS.

En effet, si l'insécurité des conditions de vie pousse les BSD de Douala tout comme celles de Yaoundé à entretenir des réseaux sociaux et des rapports d'interdépendance, nous avons observé que, tendancielle, leur rôle économique impactait leur rôle social. Cette tendance à en faire des « émancipées », sûres d'elles, qui lancent des initiatives, prennent la parole en public, profitent des avantages de la vie et se détachent des structures patriarcales ancestrales leur confère, paradoxalement, un ticket d'entrée pour la culture dominante.

Toutefois, si les objectifs d'ordre économique sont communs aux BSD des deux villes, force est de noter que l'incidence de la variation des revenus sur les femmes diffère parfois selon que l'on soit à Douala ou à Yaoundé. La promotion des valeurs traditionnelles et l'objectif de cohésion sociale peuvent expliquer la création des liens de solidarités féminines fortes à Yaoundé, tandis que la lutte contre la précarité, l'exclusion et la volonté d'intégrer les réseaux sociaux verticaux pour agir sur les sphères politico-économiques constituent le ferment des activités des BDS de Douala.

Grosso modo, les pratiques des femmes dans les deux villes, Douala et Yaoundé, produisent un rapport social amélioré. Les femmes apprécient surtout l'accès élargi à des activités lucratives qui leur permettent d'améliorer et de sécuriser leur cadre de vie.

Force est de constater qu'elles recourent aux pratiques populaires au sein d'une économie substantive qui met en relief l'importance des liens socio-économiques. Autrement dit, si l'importance de la dimension sociale a été relevée par les petites activités marchandes en milieux urbains, elle ne l'a pas été moins dans le commerce des denrées alimentaires. Les réalités des structures relationnelles qui canalisent les flux, les contacts mis en évidence,

rendent compte du lien social au sein des pratiques *output* des BSD avec différents acteurs dans leurs activités productives.

2.8. Rigidité des structures financières, culturelles et communicationnelles

Les femmes se plaignent d'une série de rigidités (difficultés) relatives à leurs pratiques d'autonomisation dans la sphère économique. Nous en avons noté six, reprises dans le tableau ci-après :

Rigidités (Difficultés)	Effectif
Financements	90
Tracasseries policières (mange-mil)	82
Violences (physiques et verbales)	75
Hausse des prix	68
Méventes dues aux saisons	59
Infrastructures	43

Source : Auteure – Données de terrain 2011.

Il ressort du tableau que nonante BSD (90) sur cent interviewées se plaignent des problèmes d'accès au financement à la réalisation de leur activité. Comme précédemment indiqué dans les chapitres III et IV, ce problème d'accès au financement est lié à trois dimensions distinctes :

- d'une part, les institutions financières formelles (banques, IMF) qui leur accordent peu ou pas confiance et encore moins de crédit par manque de caution ou de garanties patrimoniales, et ne reconnaissent pas ou ne peuvent pas reconnaître leur activité qualifiée d'informelle ;
- d'autre part, les institutions tontinières populaires (grossistes, semi-grossistes), qui leur accordent moins, sinon pas de confiance, suite à leur position inférieure au sein même de la hiérarchie en vigueur au sein du secteur vivrier (BS vs BSD).

A cette rigidité financière s'ajoutent, toujours selon les BSD, d'autres rigidités d'ordre culturel et communicationnel.

Au plan culturel, des préjugés défavorables à l'égard des femmes obstruent leur accès à l'autonomisation. Cette pesanteur culturelle expliquerait aussi la restriction concernant le

choix du secteur d'activité des femmes. À cela, l'on peut ajouter le niveau d'instruction des femmes qui est généralement bas. L'éducation – ou plus exactement la formation – des femmes, adultes, comme les BSD, est généralement empreinte de préjugés. Cet état de choses réduit considérablement les chances des femmes de suivre une formation professionnelle, ce d'autant plus que les structures d'encadrement existantes dans les villes de Yaoundé et de Douala destinées aux BSD sont très insuffisantes, voire inexistantes. Sans oublier que le système des transports est très défaillant.

Sur le plan de la communication et de l'information entre les BSD et les agents administratifs des marchés de Douala et de Yaoundé, nous avons observé par exemple que les échanges reflétaient des rapports de force de nature pragmatique. Les BSD se plaignent du fait que les agents ne les écoutent jamais et les considèrent au contraire comme devant se soumettre sans chercher à comprendre les ordres, ni à les discuter. On a ainsi affaire, d'après la terminologie de l'École de Palo Alto, à une « interaction complémentaire », inégalitaire, où les représentants de l'État occupent une position « haute », et les BSD une position « basse ». Et comme dans toute communication de ce type, lorsque ces positions sont figées, elles débouchent, ici aussi, sur une escalade complémentaire rendant *in fine* toute communication réelle impossible ou pour le moins pathologique (Watzlawick, 1972), pouvant dégénérer parfois en violences physiques, verbales et symboliques.

Dans ce contexte, les interventions destinées à promouvoir l'autonomisation des BSD n'obtiennent pas de résultats satisfaisants étant donné que la communication entre l'État, via ses agents ou ses représentants, prend la forme d'une « *rationalité technocratique* » (Massart, 2012). En effet, comme on le voit dans les échanges et les rapports entre les BSD et les agents administratifs, cette forme de rationalité technocratique se caractérise notamment par l'absence de « proximité citoyenne », au sens d'une communication décentralisée.

À titre d'illustration, les règlements et procédures administratives qui conduisent à l'enregistrement au registre du commerce représentent un goulot d'étranglement pour les BSD qui sont généralement analphabètes.

Cet état de fait réduit considérablement la confiance et l'estime de soi des BSD menant à une représentation négative d'elles-mêmes. Ce facteur psychologique n'est pas à négliger en ce qui concerne la BSD.

À l'analyse, la commercialisation des denrées alimentaires dans le champ de l'économie substantive au Cameroun est un processus dialectique. Il fallait donc aborder ce chapitre par une approche socio-anthropologique qui consiste à donner la parole aux femmes, à leur voix sur le développement et leur voie pour le développement.

Quel type de développement est voulu – souhaité par les femmes ? Autrement dit quels sont les besoins réels, les attentes concrètes de développement pour cette catégorie de femmes ?

À partir de là on peut contribuer au débat, et même apporter un regard neuf, complémentaire, sur l'enjeu de l'autonomisation des BSD dans le champ du développement camerounais. Dans le contexte de déficit de développement réel, les efforts fournis pour améliorer la vie des femmes sont limités. La proportion de la population vulnérable vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les villes est toujours élevée. La pauvreté reste un phénomène préoccupant à Douala et à Yaoundé, même si la proportion de la population pauvre (celle dont le revenu est de moins de 1,25 dollars par jour) est passée de 49,88 % en 2001 (Ecam, 1) à 32,8 % en 2007 (Ecam)¹¹².

La question est de savoir si l'amélioration de l'autonomisation des BSD est un moyen de lutte contre la pauvreté en milieu urbain. Au Cameroun, le commerce des denrées alimentaires ne cesse de croître pour devenir une activité génératrice de revenus. Dans le contexte des PAS, de déficit de développement réel et des pesanteurs socio-économiques, certaines études d'impact présentent des conclusions mitigées : alors que la contribution des femmes vulnérables est supposée optimiser l'efficacité de leurs initiatives tout en contribuant à renforcer leur *autonomisation*, il apparaît que l'argument des économies de moyens est probablement beaucoup plus prioritaire que celui de la redistribution de pouvoirs. Nous avons noté que tout dépend de la manière dont les femmes gèrent leurs revenus. Une évaluation précise des coûts – directs et indirects – et des impacts des pratiques est indispensable pour qu'il soit possible de juger de la légitimité et de l'efficacité des nouvelles fonctions assumées par ces groupes. Cette évaluation est au cœur des recherches actuelles sur l'autonomisation.

¹¹² Enquêtes sur la consommation des ménages au Cameroun.

3. Structuration des paramètres et conceptualisation de l'autonomisation des BSD

3.1. Interactions et structuration des paramètres

Parler de l'autonomisation des BSD de façon explicite dans une tentative de théorisation ne pouvait être légitime qu'en fin de thèse après avoir étudié les pratiques qui en sont à la base. Ces pratiques sont en effet porteuses d'une rationalité substantielle au sens de valeurs consubstantielles à leur déploiement. Disséquer ce déploiement et ses moyens a mis en exergue plusieurs paramètres fondamentaux dont l'enchaînement et l'interdépendance donnent une dimension réelle au processus d'autonomisation. Ce processus peut connaître deux types de dynamiques : une dynamique pérenne et stable lorsque les paramètres pertinents de l'autonomisation interagissent sans goulots d'étranglement, et une dynamique plus instable et séquentielle lorsque des goulots d'étranglement perturbent les interactions entre les paramètres pertinents.

Dans la séquence des paramètres, celui des revenus et de leur stabilisation semble être le paramètre de référence. Les pratiques commerciales et tontinières se maintiennent et se diversifient grâce à la disponibilité d'un revenu individuel, sachant que celui-ci n'est possible que grâce à des organisations solidaires comme la tontine et la famille. Il s'agit ici d'une séquence métrique dans la construction d'une autonomie individuelle qui sort paradoxalement d'une action en groupe et/ou en famille. La BSD ne devient donc autonome sur le plan individuel que si elle a réussi à renforcer son réseau non seulement tontinier, mais aussi familial. Cela revient à mettre en évidence le rôle primordial non seulement des pratiques comme les tontines qui sont à la fois des *input* et des *output* des pratiques des BSD, mais aussi la place irremplaçable de l'associatif et de l'ASSO dans les phases tant de séquence financière stabilisée que de séquence financière non stabilisée. Le revenu individuel comme séquence métrique permettant aux BSD de lutter contre la dimension métrique du déficit de développement réel montre aussi ses effets de débordement sur la dimension territoriale du déficit de développement réel.

C'est grâce au revenu individuel et à sa stabilité que la BSD stabilise à son tour son territoire d'activité et d'action, à savoir son comptoir au sein du marché. C'est également grâce à ce revenu qu'elle peut diversifier ses approvisionnements en denrées alimentaires. Et la stabilité

des revenus découle de la stabilité des pratiques d'achat et de vente, prérequis à sa continuité dans le temps, créant un lien essentiel entre qualité des pratiques et quantité et constance des revenus.

Le second paramètre pertinent porte sur l'affectation du revenu à la famille ou à l'activité. L'examen et l'analyse des déclarations de plusieurs BSD montre que la majorité affecte les revenus issus de leurs pratiques tontinières et commerciales plus à la satisfaction des besoins de leur famille qu'au renforcement capitalistique de leurs pratiques. Une autre partie, moins nombreuse, affecte les revenus au renforcement du capital de leurs pratiques. Ces deux variantes dans l'affectation de leur revenu par les BSD correspondent en fait à un arbitrage rationnel entre deux comportements qui jouent un rôle vital dans la constitution dudit revenu. Pour stabiliser la séquence-revenu de leur processus d'autonomisation, les BSD ont besoin des familles et des tontines.

Cela a comme conséquence que celles qui privilégient la famille misent sur cette dernière pour stabiliser la séquence-revenu en cas de rupture de trésorerie, alors que celles qui privilégient le renforcement capitalistique de l'activité misent sur leurs cotisations tontinières à la hausse pour résoudre ce problème potentiel. Dès lors, l'affectation du revenu suivant des arbitrages stratégiques constitue, après l'effectivité des pratiques d'achat et de vente des BSD et la stabilité des revenus qui en découle, la deuxième séquence dans leur processus d'autonomisation.

Un fait marquant du terrain souligné par les BSD est le niveau de concurrence de plus en plus élevé qu'elles affrontent dans leur champ d'activités. Les acteurs chinois et africains arrivent sur le marché local de la distribution des denrées alimentaires. Ce fait conjoncturel renforce la structuration hiérarchique locale dans laquelle les hommes (grossistes et semi-grossistes) montrent des rentabilités supérieures à celles des femmes (BSD). C'est bien la preuve que le champ de la commercialisation des denrées alimentaires est conjoncturellement et structurellement marqué par des inégalités de genre.

Par conséquent la rentabilité (genrée) de l'activité comme troisième paramètre performant dans l'autonomisation des BSD montre que cette autonomisation dépend aussi du positionnement sur les marchés populaires de Yaoundé et de Douala. Autrement dit, la concurrence en hausse à Yaoundé et à Douala n'influence l'autonomisation des BSD que via une structure genrée desdits marchés qui à leur tour impactent de façon différentielle les

niveaux de rentabilité des hommes et des femmes. Cette séquence montre une fois de plus le lien entre la dimension métrique, la dimension genrée et la dimension territoriale du déficit de développement réel : la structuration genrée de l'activité (détaillantes versus grossistes) influence les gains financiers des uns et des autres sur des territoires spécifiques (les marchés populaires de Yaoundé et de Douala).

En dehors des pratiques d'achat et de vente des BSD qui permettent de pérenniser le revenu individuel, de l'affectation du revenu et de la rentabilité genrée des activités, la valorisation et l'estime de soi sont apparus comme un quatrième paramètre dans le processus d'autonomisation des BSD. Ces dernières font ici référence à des comportements et à des discours qui tendent à les dévaloriser sur la base de préjugés socioculturels et de stéréotypes liés à leur statut. Cela entraîne une lecture négative de leurs pratiques par elles-mêmes au point pour certaines de se décourager.

Si la séquence « estime de soi » est importante comme ressource psychologique au processus d'autonomisation, le remaniement/recomposition des rapports de genre qu'entraînent les pratiques des BSD est fondamental comme paramètre concourant à leur autonomisation. Cette recomposition des rapports de genre est liée non seulement au changement dans le discours, mais aussi dans la hausse du poids économique de la BSD dont le rôle change au sein du ménage. Dans un contexte d'ajustement structurel, de nombreuses BSD de notre échantillon sont les seules pourvoyeuses de revenu dans leurs familles et ménages.

La culture patriarcale camerounaise se trouve ainsi atteinte dans un de ses marqueurs fondamentaux étant donné que c'est traditionnellement l'homme qui apporte l'argent au ménage et à la famille. Les BSD changent ainsi leur statut de « ministres de l'intérieur » pour devenir celles qui ont davantage d'influence par rapport aux choix et décisions du ménage. On voit bien que les pratiques des BSD dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala, entraînent des changements de rapports dans d'autres territoires, notamment dans les ménages, où la BSD devient une actrice incontournable.

Outre cet aspect, la pauvreté dont parlent plusieurs BSD constitue un autre paramètre pertinent dans la construction de leur autonomie. Avoir un revenu individuel n'est pas suffisant d'après plusieurs d'entre elles qui, parfois femmes seules avec enfants, n'arrivent pas à joindre les deux bouts. D'après leurs déclarations, elles s'estiment pauvres et incapables de progresser à cause de cette pauvreté. Les mêmes déclarent cependant par la suite être

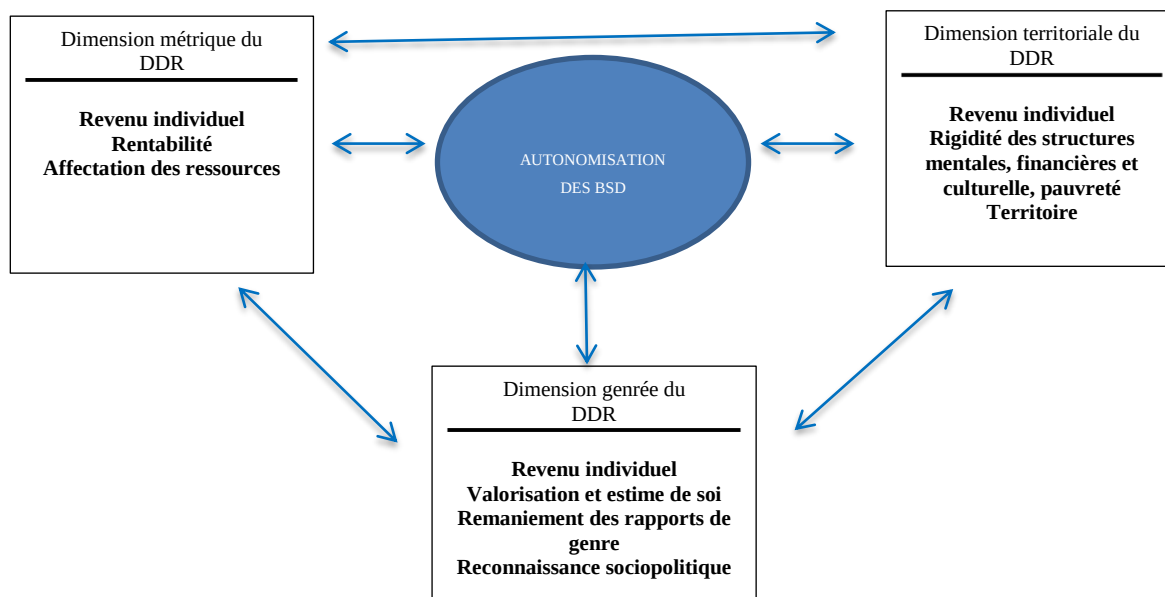
riches parce qu'elles ont des enfants. Sans paraphraser Jean Bodin, on peut dire qu'elles pensent finalement « qu'il n'y a de richesses que d'hommes ». Les BSD en question posent ainsi une question fondamentale sur ce qu'on entend par pauvreté et sur la façon de mesurer celle-ci par rapport à leur entendement du phénomène. Le déficit de développement réel semble avoir des effets négatifs sur l'autonomisation des BSD, non parce qu'elles sont effectivement pauvres, mais parce qu'il installe un style de vie et des indicateurs qui ne recensent pas ce que les pratiques populaires et les BSD ont comme richesses humaines nécessaires au développement humain. C'est à ce niveau que le déficit d'autonomisation des BSD dans leur contribution au développement du Cameroun apparaît comme un corollaire au déficit de développement réel.

D'où le dernier paramètre qui concerne la rigidité des structures mentales, financières et culturelles. Les indicateurs sus-évoqués en font effectivement partie. Avoir accès au crédit financier se juge via des indicateurs métriques obéissant à une rationalité formelle bien établie et méprisant les activités populaires. La considération politique des citoyens camerounais dépend parfois de leurs acquis culturels occidentaux et de leur poids dans l'économie formelle, ce que ne possèdent pas toujours les BSD.

La sortie des classifications patriarcale et religieuse et des rapports hommes-femmes qui en découlent est aussi rendue difficile à cause des conservatismes dans ces domaines. Parler de rigidité des structures est donc une façon de mettre en exergue le besoin que la démocratie doit être un facteur qui concourt à la libération de tout le potentiel des BSD en termes de développement réel plutôt que la substitution de structures patriarcales par d'autres tout aussi rigides.

L'autonomisation devient dès lors un défi sociétal : un pari sur l'avenir des BSD. Toutefois, cela ne peut se faire qu'en prenant en compte les identités territoriales, incontournables dans l'appréciation des logiques d'action, des pratiques et des acteurs. Le territoire au sens de milieu de vie à construire rappelle à l'autonomisation des BSD qu'elle est également une affaire identitaire.

Le graphique ci-après est une représentation synthétique des paramètres de l'autonomisation des BSD.



Source : Auteure

3.2. Conceptualisation de l'autonomisation des BSD

Immanuel Wallerstein (1980) nous le dit, « le tout est à la fois plus et moins que la somme des parties ». Dès lors, toute tentative de théorisation et donc de généralisation se doit à la fois de reconnaître la trajectoire des singularités d'un phénomène, même si chaque partie de ce phénomène se retrouve dans la généralisation des points de confluences où elle peut se reconnaître. L'histoire et les sciences sociales s'aident de ce fait mutuellement. La première insistant sur la singularité des événements et les secondes fournissant à l'histoire une possibilité de conceptualisation fondée sur des faits historiques et pratiques.

Concernant les BSD, leurs pratiques ont un ancrage historique qui constitue la base spirituelle, sociale et matérielle de leur capacité à produire du développement réel.

Le déficit de développement réel est notamment le résultat de la colonisation et de la gouvernance de l'État camerounais qui est orienté dans une perspective développementaliste. Cela implique une perte d'autonomie à plusieurs niveaux. Les effets de celle-ci sur les femmes sont encore plus renforcés par la nature patriarcale de la culture locale inscrite dans

un État machiste dans sa construction historique. Il en résulte que lutter contre la dimension genrée, la dimension territoriale et la dimension métrique du déficit de développement réel revient à construire le développement réel par le canal du renforcement des BSD dans une causalité réciproque où l'un est à la fois la cause et la conséquence de l'autre, l'instrument et le résultat. D'où une autonomisation des BSD à approcher, suivant notre terrain, comme une dynamique séquentielle et instable entre plusieurs paramètres pertinents possédant des forces de rappel en cas de goulots d'étranglement et /ou de trappes à autonomisation de nature à la fois endogènes et exogènes aux BSD.

Le puzzle séquentiel du processus d'autonomisation des BSD des marchés populaires de Yaoundé et de Douala a pour séquence motrice initiale leurs pratiques d'achat et de vente de denrées alimentaires. Ce sont ces pratiques qui génèrent des revenus et constituent un métier construit par les BSD pour elles-mêmes. C'est pourquoi cette première séquence peut avoir le caractère d'une activité d'auto-autonomisation. Elle renvoie à un développement réel où ce qui vient des acteurs concernés par le développement ne peut être mis de côté ou snobé dans la conception des politiques y afférentes.

La construction par la BSD d'un revenu individuel fruit de l'auto-emploi est la deuxième séquence de leur autonomisation. Elle n'est pas automatiquement nécessaire dans la première séquence parce que la BSD peut débiter son activité comme détaillante d'un semi-grossiste ou d'un grossiste. Cette deuxième séquence permet ainsi à la BSD de sortir de la dépendance par rapport au grossiste et/ou au semi-grossiste en ayant un revenu lui permettant de s'approvisionner pour elle-même et de stabiliser son territoire d'activité, c'est-à-dire sa place ou son comptoir au sein du marché. Il apparaît que de cette séquence-revenu individuel permet de maîtriser et de stabiliser son espace d'activité pour le transformer en territoire d'actions, autre argument de l'autonomisation des BSD.

La stabilité des revenus, et l'efficacité des pratiques qui la sous-tendent, ne sont pas assurées une fois pour toutes ni en elles-mêmes, ni dans leurs interdépendances. Des trappes au processus d'autonomisation existent et semblent apparaître de façon récurrente à la troisième séquence que nous appelons la séquence-affectation des revenus des pratiques. Autrement dit, stabiliser les pratiques, les revenus des pratiques et l'espace d'activité dépend de l'affectation des revenus. Les BSD utilisent à ce stade un arbitrage entre deux stratégies non exclusives.

Primo, utiliser ses revenus pour s'occuper en priorité de la famille car c'est celle-ci qui permet le relancement en cas de problèmes financiers.

Secundo, augmenter le chiffre d'affaires de leur activité afin de renforcer les cotisations tontinières dans le but de profiter de l'effet levier plus élevé que celles-ci rendent possible à travers des crédits tontiniers supplémentaires. La famille, le réseau des ASSO et les tontines, ou une quelconque combinaison de ceux-ci sont de ce fait des forces de rappel collectives permettant aux BSD à la fois de stabiliser leur processus d'autonomisation et de sortir des trappes possibles à celui-ci. D'où une dynamique séquentielle qui gagne en crédibilité dans ces trois premières séquences. Celles-ci non seulement font des pratiques, des revenus, de leur affectation et des espaces de travail à la fois des instruments et des résultats de l'activité des BSD, mais aussi produisent des moyens collectifs (famille, tontines, ASSO) de sortie des possibles ruptures du processus d'autonomisation.

Il en résulte que la rationalité formelle du paradigme utilitariste ne perd pas de vue la question du sens et des rapports sociaux. En effet, la rationalité substantielle des pratiques et des forces collectives de rappel l'enrobe complètement dans un ensemble de pratiques socialement et culturellement encadrées au point de faire des BSD des individualités entrepreneuriales sans individuation. C'est aussi cela qui permet aux BSD d'être des micro-entrepreneures actives alors que l'approche de la pauvreté véhiculée par le modèle dominant de développement ne voit aucune possibilité de développement réel et donc d'autonomisation chez ceux qu'elle appelle « les pauvres ».

Une quatrième séquence de nature composite existe. C'est la séquence-gouvernance du territoire. Le territoire étant entendu ici au sens de marchés populaires de Yaoundé et de Douala, d'État, de ville, de culture, d'identité et de milieu de vie. La gouvernance de cette carte territoriale agit sur plusieurs paramètres pertinents dans le processus d'autonomisation des BSD. Paramètres interdépendants avec ceux déjà évoqués mais très souvent totalement ou partiellement exogènes aux BSD, car leurs dynamiques ne dépendent pas complètement de leurs pratiques. L'un de ces paramètres territoriaux est la concurrence au sein des marchés populaires de Yaoundé et de Douala et ses effets genrés sur la rentabilité des activités commerciales de la BSD. La hausse de la concurrence suite à l'arrivée des Chinois et des Africains dans le champ d'activité des BSD est un paramètre que celles-ci ne maîtrisent pas mais subissent. Même si elles ne sont pas évincées des marchés, ce sont les grossistes et les

semi-grossistes, c'est-à-dire les hommes camerounais et non camerounais, qui l'emportent en termes de rentabilité des pratiques.

Le territoire comme marché n'est pas neutre. Autrement dit, l'hypothèse de l'atomicité des acteurs du marché que postule le modèle utilitariste pour soutenir l'équité du marché entre acteurs est inopérante dans des marchés réels tels que ceux-ci. Ici les pratiques, leur importance et leur rentabilité dépendent des rapports de force et de genre en situations réelles. Ce sont les paradigmes acteurs-systèmes et structures, puis régulations et conventions qui éclairent le mieux cette caractéristique des marchés populaires de Yaoundé et de Douala.

Les marchés populaires relient ainsi la dimension genrée (rentabilité genrée), la dimension territoriale (espace de travail) et la dimension métrique (rentabilité) du déficit de développement réel. Ces interactions ne sont pas sans effets sur les ménages. Elles y provoquent parfois, en cas de cycle d'interdépendances paramétriques favorables à la BSD, une recomposition des rapports de genre. Dans des ménages où des conjoints sont sans emploi, une BSD qui réussit à se construire un revenu individuel stabilisé, qui devient maîtresse de sa comptabilité, de ses cotisations tontinières et du financement des postes quotidiens du ménage, détricote la culture patriarcale ambiante et renforce ainsi sa capacité à recevoir des ordres d'elle-même.

La même recomposition s'effectue également dans des ménages où le mari dispose d'un emploi, car il y apparaît une forme de rééquilibrage des rôles entre l'homme et la femme. Ici la BSD exporte les effets positifs issus d'un territoire public (les marchés populaires) sur un territoire privé, le ménage. L'estime de soi, autre paramètre de l'autonomisation des BSD qui fait parfois défaut, commence donc sa construction dans les effets externes des réussites de ce territoire public sur le territoire privé. Ces effets externes sont eux-mêmes variables suivant que la ville est populaire et marquée économiquement comme Douala, où l'État est moins le maître du territoire, ou plutôt administrative comme Yaoundé, où l'État est plus prégnant.

Mais cela ne suffit pas car chez les BSD l'estime de soi ne peut devenir une effectivité que si l'image qu'en renvoient l'État camerounais et la culture locale est plus valorisante de façon à rompre avec les multiples rigidités structurelles qui constituent des trappes à leur autonomisation. Il en résulte que la dynamique séquentielle des multiples paramètres pertinents de l'auto-organisation et l'autofinancement et l'autorégulation des BSD, dépendent

d'un mouvement sociétal d'ensemble où leur statut est sécurisé et leurs pratiques valorisées dans le processus de développement du Cameroun. L'évolution future de l'État camerounais vers l'État social et l'État de droit démocratique semble pouvoir y contribuer sous contrainte de la prise en compte des recommandations de nos propositions de réformes.

4. Conclusion du chapitre VI

Après cet essai de théorisation de l'autonomisation des BSD, il nous a semblé utile de formuler quelques perspectives et recommandations. Les conclusions de ce dernier chapitre consistent en une proposition de pistes d'actions concrètes visant le renforcement des pratiques d'autonomisation des BSD.

Notre analyse de celles-ci a montré leur potentiel à trouver par elles-mêmes des solutions originales pour renforcer leur capacité d'agir. Toutefois ces solutions étant limitées par rapport à leurs besoins et attentes de développement réel, une réflexion en profondeur sur le rôle de l'État, pilote du changement, soucieux de redistribuer les richesses du pays de manière à renforcer leurs pratiques de développement, nous paraît utile.

En inscrivant cette thèse dans une épistémologie déconstructiviste du modèle dominant du développement, institutionnalisé par l'État du Cameroun, au même titre d'ailleurs que d'autres États africains, nous avons mis le focus sur le domaine d'amélioration le plus pertinent par rapport aux enjeux réels des BSD. Comment dès lors institutionnaliser certains fonctionnements sociaux et économiques pour les sécuriser sans mettre en péril la dynamique d'autonomisation des BSD ?

Comme le dit si bien Jean-Marie Wautelet (2008) concernant les pays du Sud : « *De plus en plus s'installe depuis les années 2000, l'ambivalence d'un État considéré à la fois comme incontournable et absent, prédateur et nécessaire* ». Autrement dit, l'État reste un mal nécessaire illustré par le retour sur le plan international d'une coopération au développement à nouveau orientée vers le *state-building* via un renforcement des compétences d'un État camerounais que les ajustements structurels avaient pourtant détricoté en 1980. Un consensus conjoncturel semble se réinstaller sur le fait qu'on ne peut se développer réellement sans l'État dans une conjoncture de mondialisation où, *volens nolens*, rien ne se fait sans lui. Mais comment l'État du Cameroun, très souvent prédateur et absent, peut-il être un mal nécessaire

pour l'autonomisation des BSD ? Quelles propositions peuvent renforcer ce bénéfice du doute accordé à l'État camerounais dans l'autonomisation des BSD ?

Intercalé entre l'économie populaire à laquelle appartiennent les BSD et la reproduction inégalitaire du capitalisme (Wautelet, 2008), l'État camerounais, comme plusieurs autres États d'Afrique subsaharienne, ne peut mieux se défendre contre les effets handicapants de la reproduction capitaliste inégalitaire que s'il a pour fondation sa base populaire qui, elle-même, ne peut échapper au déficit de développement réel qu'avec le soutien de l'État camerounais. Un aspect de cette base populaire étant l'économie populaire à laquelle appartiennent les BSD, leurs pratiques peuvent contribuer à la construction d'un moteur endogène de développement réel soutenu par des politiques publiques idoines (Lapeyre, Lemaître, Hillenkamp, 2013). Il en résulte que concevoir une politique publique capable de préserver les innovations socio-économiques des BSD, leurs réseaux et leur création autonome de normes, de conventions, de pratiques et de régulation, exige une réforme majeure au sein de l'État camerounais de façon à ce qu'il soit incontournable et nécessaire pour le développement réel. A partir de là, nos recommandations tiennent en quatre axes :

4.1. La création d'une charte nationale de la BSD camerounaise

Nous entendons par charte nationale une convention signée entre l'État et les BSD. Plus concrètement, il s'agit d'un groupe de concertation entre l'État du Cameroun et des représentantes des BSD ayant pour objectifs communs de :

- Institutionaliser le dialogue dans une démarche *Bottom-up* qui implique de manière tacite la reconnaissance de leur rôle réel dans le développement du pays ;
- Travailler à la production d'un document qui porte sur les améliorations destinées à pallier les déficits du développement réel identifiés par des paramètres pertinents, notamment la rigidité des structures mentales, financières et socio-culturelles ;
- Identifier, formuler, sécuriser les valeurs qui sont les fondements des pratiques productives, reproductives et communautaires des BSD.

Cette charte visera plus explicitement la sortie d'une démocratie expérimentée par l'État camerounais sous forme d'injonctions internationales à atteindre un ensemble d'objectifs pour le bon fonctionnement du marché (multipartisme, décentralisation, privatisation, libéralisation du champ économique...) pour une démocratie substantielle au sens de construction des autonomies des populations en tenant compte du sens de leurs pratiques et de leurs valeurs. La

réciprocité et la redistribution qui sont des réalités entre BSD puis entre BSD et leurs « ASSO » peuvent inspirer une démocratie solidaire par le bas. « En d'autres termes, l'important en démocratie est de faire le tri entre les conditions sociales qui produisent de l'aliénation et celles qui forment ou pourraient former des libertés » (Duwie, 2005 : 48). L'État camerounais, *deus ex- machina* de la charte dont nous parlons, peut soutenir les réseaux associatifs des BSD via un dispositif qui renforce leurs moyens et leurs voies de recours grâce à une charte ayant une légitimité juridique. On créerait ainsi un statut officiel de la BSD, chose qui n'existe pas dans la loi camerounaise de 1990 sur la liberté d'association.

L'État camerounais devrait donc soutenir l'activité et les pratiques des BSD en s'inscrivant dans une méthodologie de type *Bottom-up*¹¹³ et non les régenter par des normes rigides *Top-down* qui brideraient leur dynamisme. Le maintien de la diversité de leurs pratiques est donc la chose à préserver afin que la flexibilité de celles-ci ne se perde pas.

4.2. Création d'une institution financière nationale conjointe État – BSD

Par institution conjointe il faut entendre une entité parapublique de nature financière mise en place à l'issue d'un « processus de construction d'une action commune à travers la négociation, l'échange et la discussion de manière permanente sur l'action envisagée à toutes les étapes : de la conception à l'évaluation » (Ngalamulume, 2011 : 364).

Plus concrètement, la création de cette institution poursuivrait deux objectifs :

- Créer un outil de garantie conjointe entre l'État et les BSD, qui permettrait à ces dernières de pallier leur manque de surface financière dans la recherche de financements auprès des institutions financières conventionnelles ;
- La concertation, parrainée par l'État, entre les BSD et les IMF, visant à faciliter l'accès des BSD aux micro-crédits, et à en simplifier les procédures.

En dehors de leurs tontines, les BSD ont des difficultés à accéder au crédit bancaire, surtout celles qui ont besoin de ressources conséquentes pour transformer leur activité de détaillantes en activité de grossistes. La création d'une institution financière nationale conjointe État-BSD

¹¹³ Il s'agit d'une perspective ascendante (de bas en haut) de développement se caractérisant par une suite de processus qui apportent chacun une partie fondamentale de l'édifice qu'elle cherche à produire, à partir des besoins réel de base. En recherche, l'approche Bottom-Up tente de faire émerger la « ground theory » ou des théories de la pratique.

que nous proposons peut stipuler que les tontines et/ou l'État puissent se porter garantes des BSD auprès des banques commerciales et des établissements de microfinance lorsqu'une BSD sollicite un crédit. La tontine peut ainsi devenir une caution solidaire pour la BSD et l'État lui-même peut se porter garant pour la tontine des BSD dans un réseau de solidarité qui lierait ainsi caution tontinière et caution étatique pour éliminer le risque de défaut des BSD évoqué par les banques secondaires qui surestiment le risque client chez les BSD (Amougou, 2010).

4.3. Étude de faisabilité de la création de monnaies locales

Il s'agit ici de mener une étude portant sur l'analyse des opportunités et inconvénients liés à la création éventuelle de monnaies locales permettant de renforcer la dynamique commerciale des acteurs populaires, dont les BSD.

L'un des liens fondamentaux entre les pratiques des BSD et l'économie formelle étant la monnaie, celle-ci porte parfois préjudice aux BSD lorsque les politiques monétaires sont restrictives au point de diminuer le numéraire qu'utilisent les BSD dans leurs transactions. Permettre à ces dernières de sortir des contraintes monétaires officielles peut aussi se faire par la création d'une monnaie secondaire capable de permettre les échanges locaux comme cela se fait dans certains pays latino-américains où des monnaies locales et des ministères d'économie populaires ont été mis en place et fonctionnent en interaction avec des coopératives. Au Cameroun, le réseau de GIC (Groupes d'Initiatives Communes) en place depuis quelques années dans les zones rurales peut être une amorce d'un réseau de coopératives locales acceptant une monnaie secondaire ayant un cours officiel.

4.4. Création d'un organe d'arbitrage et de médiation dans les marchés populaires

L'organe considéré doit permettre aux BSD, qui ne disposent pas de moyens d'accès aux juridictions classiques et sont vulnérabilisées par leur position marginalisée, que ce soit par rapport aux BS grossistes et semi-grossistes, à la police, aux agents administratifs, et autres acteurs, de pouvoir recourir à une assistance juridico-sociale qui fasse contrepoids aux violations des droits auxquelles, aujourd'hui, elles sont structurellement soumises dans les marchés. C'est un mécanisme de prévention et de règlement des conflits qui assure le respect et la qualité de vie des BSD et de tout autre acteur présent dans les marchés.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

« Aborder le développement sous l'angle du genre, c'est admettre que les rapports sociaux de sexe sont déterminants dans tout processus social et donc dans le développement de toute société. C'est reconnaître que les identités sexuelles sont très souvent à l'origine de besoins et d'intérêts spécifiques des femmes et des hommes et c'est agir en tenant compte de cette réalité dans toute initiative visant à soutenir le développement » (Elisabeth Hofmann, 2006-a : 12).

Ce postulat de Hofmann a implicitement été le point de départ théorique de cette thèse. Empiriquement, nous sommes partie d'un double constat contextuel : d'un côté, le déficit de développement réel, et de l'autre côté, la féminisation de l'économie substantive très souvent dite informelle. Basée sur les enquêtes sociologiques avec et sur les BSD en situation de pauvreté, de vulnérabilité et de marginalité, l'étude ambitionnait de mener une réflexion visant une compréhension de leurs pratiques d'autonomisation dans le contexte camerounais.

Nous nous sommes intéressée à la manière d'agir des BSD en tant qu'actrices de l'économie substantive et, inversement, aux apports de celle-ci dans l'amélioration de leurs conditions de vie et de leurs communautés.

Au terme de cette recherche, nos conclusions générales portent essentiellement sur les objectifs, les principaux résultats, et les hypothèses de cette thèse. Nous exposons les éléments de nos analyses qui nous permettent de confirmer si oui non les objectifs assignés à cette thèse ont été atteints, de débattre de la validation ou non de nos hypothèses en lien avec l'autonomisation des BSD.

1. Réflexivité par rapport aux objectifs de la recherche

Dans un contexte de déficit de développement réel, comment les Bayam-Sellam Détaillantes s'autonomisent-elles à partir de leurs pratiques d'achat et de vente de denrées alimentaires dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala au Cameroun ?

La recherche de la réponse à cette question de départ de notre thèse a constitué le fil conducteur de notre thèse. Le but était de contribuer à la compréhension des pratiques réelles d'autonomisation des BSD afin d'en saisir les ressorts, les limites et les potentialités dans la dynamique de déficit de développement réel camerounais. Plus spécifiquement, la thèse visait à :

- Montrer dans quelle mesure la BSD est un acteur féminin structurellement inférieurisé du processus de développement socio-économique réel ;
- Renforcer le rôle des BSD en le rendant plus visible par l'analyse de leurs pratiques de développement en situations réelles ;
- Analyser les impacts des pratiques de développement de la BSD dans sa construction comme sujet historique de son autonomisation et du développement réel du Cameroun ;
- Proposer des perspectives et recommandations en vue du renforcement de son rôle au développement réel du Cameroun.

Nous pouvons affirmer, en nous basant sur les apports analytiques des chapitres III, IV, V et VI, avoir atteint aussi bien l'objectif central que les objectifs spécifiques de notre recherche.

En effet, à partir d'une démarche déconstructiviste du modèle dominant de développement qui met en évidence la dichotomie entre le discours dominant et les pratiques réelles des acteurs locaux dans le champ du secteur du vivrier, nous avons montré comment les femmes BSD se mobilisent en réseaux de sociabilité, de solidarité. Ces derniers ont été conceptualisés à travers la figure d'ASSO, acteur illustrant l'encastrement des pratiques sociales et économiques originales dans la sphère de l'économie substantive, en marge des standards du modèle de développement référentiel. Tout cela verse en définitive de nouveaux éléments au débat concernant la problématique de l'autonomisation des BSD, c'est-à-dire leur capacité à contribuer au développement réel au Cameroun et à améliorer leurs conditions de vie.

Par ailleurs, en nous appuyant sur la complémentarité explicative entre les paradigmes utilitariste, acteurs, systèmes et structures, et régulation économique-sociale et conventions, nous avons notamment démontré que les pratiques permanentes dans le secteur du vivrier tendent à être, structurellement, des pratiques à prédominance masculine alors que les femmes se trouvent majoritairement cantonnées dans des formes plus vulnérables de pratiques, spécifiquement de vente de détails à la base de la pyramide structurale du secteur du vivrier¹¹⁴. Cela a été soutenu par une série d'indicateurs qui offrent des informations pertinentes sur les différentiels en termes d'opportunités, de capacité et de contraintes financières entre les hommes et les femmes à différents niveaux de la vie sociale, politique et économique. Tout se

¹¹⁴ Objet du chapitre III dont le titre est : Structuration de la mobilité de genre dans le champ du vivrier au Cameroun.

passé comme si les femmes étaient les grandes perdantes du processus de développement camerounais dans sa triple dimension métrique, territoriale et genrée.

Même si au départ de notre recherche, la problématique de notre thèse avait trouvé son fondement conceptuel dans la ligne théorique « *genre et développement* », nous l'avons inséré, au fil de la recherche, dans un cadre théorique plus large. Lequel a permis d'étudier de manière profonde la question de l'autonomisation en lien avec le contexte de déficit de développement réel.

Aller au-delà du discours théorique dominant sur le rapport entre l'économie substantive et l'autonomisation des femmes dans le processus de développement en général et camerounais en particulier n'a pas été chose aisée, dans la mesure où la version dominante de ce processus est marquée par l'omniprésence de l'économie formelle locale et globale.

Les pratiques locales et populaires de développement sont vues, de ce fait, comme des épiphénomènes alors qu'elles font partie intégrante du processus de développement. De nombreuses analyses sont généralement aliénées de manière consciente ou non par certains biais du champ économique, ce qui écarte les modes d'argumentation et de raisonnement alternatifs et contextualisés.

Il en découle que, en inscrivant cette thèse dans le cadre général plus élaboré des *études de genre et développement réel* dont l'objet est d'analyser le processus de développement en tenant compte de la complexité de la réalité et de la multi dimensionnalité du processus, cette inscription a permis de réfuter d'emblée la référence théorique au modèle dominant de développement afin de laisser une chance aux pratiques idiosyncratiques, notamment celles des femmes, dans le contexte réel camerounais.

Cette posture a ainsi permis d'aller au-delà de l'auto-validation théorique et empirique du modèle de développement dominant. Elle a impliqué, dans cette thèse, un travail de délégitimation et de déconstruction contextuelle exploratoires des présupposés théoriques du modèle dominant du développement¹¹⁵. D'où, une rupture épistémologique et méthodologique du cadre analytique unilinéaire, unidimensionnel et déterministe des présupposés théoriques et empiriques du modèle dominant de développement dans lequel la dimension économique

¹¹⁵ Objet du chapitre I de notre approche théorique.

représente un aspect prédominant. Ce dernier est marqué par une faible profondeur contextuelle et historique qui fonde son peu de pertinence dans l'analyse du processus de développement réel, c'est-à-dire tel qu'il est, se vit, se raconte entre les gens dans le temps et l'espace.

En conséquence, cette thèse, résultat de 7 ans de recherche empirique au Cameroun, plus précisément dans les villes de Yaoundé et de Douala, aide à corriger d'une certaine manière cette insuffisance en mettant en exergue les élaborations (origines, causes), les disjonctions (ruptures) et les continuations (prolongements) révélatrices de la mémoire collective et de la bibliographie de l'autonomisation d'une catégorie de femmes au Cameroun.

Étant donné que le processus de développement réel, autre voie vers l'autonomisation, embrasse toutes les pratique du corps social, il nous a semblé peu légitime d'aborder le lien entre autonomisation et développement à partir des références analytiques qui se focalisent sur l'analyse exo-endogène de l'autonomisation et la conçoivent comme une fin en soi. Il nous a donc fallu analyser et débattre des traits fondamentaux de la littérature théorique sur le genre et le développement afin de replacer celle-ci dans une société au sein de laquelle les interactions, les actions avec des territoires de vie, acteurs et paramètres ont permis de rendre compte des situations et des conditions de vie politiques, économiques, sociales, culturelles, sociohistoriques au sein desquelles l'objet d'analyse est produit, vécu et construit.

Il semble possible de lier économie substantive très souvent dite informelle et autonomisation pas seulement en observant et en concevant l'autonomisation comme un binôme fonctionnel et organisationnel du marché, mais comme une forme de société qui reconnaît les jeux de pouvoirs et d'influences ainsi que la légitimité du conflit en son sein et dans sa dynamique du progrès, donc de changement pour le bien-être subjectif et sociétal.

Cette démarche est donc implicitement considérée comme originale dans la mesure où elle pose un regard critique sur la théorie dominante de développement par rapport au déficit de développement réel.

Elle a en effet montré que les pratiques de développement des femmes s'inscrivent dans plusieurs mécanismes et logiques d'actions et connaissent, dans un contexte de déficit de développement réel au sens d'un mimétisme étatique et socioculturel, une expansion et une portée remarquables. Une portée qui s'est renforcée depuis les années 1990 des politiques d'ajustement structurel, par la visibilité de la participation des femmes, une empreinte dans les

structures du marché alimentaire local, et la reconnaissance de leur rôle socio-économique au progrès du développement du Cameroun. Il en a découlé une méthodologie d'analyse scientifique porteuse de dialectique et centrée sur les postulats endogènes contextualisés qui donnent la légitimité en matière de développement aux pratiques sociales sanctionnées ou pas par la concurrence, là où le modèle dominant les conçoit comme des ramassis de peu de valeur, voire d'anomalie des économies retardées.

Le marché des denrées alimentaires est ainsi vu comme un vrai phénomène national à visage féminin dans l'interface entre la production des vivres et l'approvisionnement des villes (Batana, 2007)

Les acteurs, principalement les femmes, s'efforcent dans ce contexte de créer les conditions d'une autonomie économique, financière et de nouvelle responsabilité sociale ; ce qui entraîne en même temps une transformation importante de leurs rôle et place dans la société.

En conséquence, le discours produit par le paradigme dominant sur le rapport entre économie dite informelle et autonomisation dans le sens de l'amélioration du bien-être subjectif et collectif et des relations de genre tire profit de sa dominance, au sens relationnel du terme, mais manque de pertinence dans les pratiques réelles de développement sur le terrain.

2. Réflexivité par rapport aux principaux résultats de la recherche

Il convient de dire ici que le point central des chapitres empiriques (IV et V) est qu'ils fournissent les principaux résultats sur les spécificités du commerce des denrées en des termes différents mais relatifs les uns aux autres aux pratiques d'autonomisation des *Bayam-Sellam Détaillantes*. Ces pratiques se résument en ce qu'on a appelé « *les pratiques input et les pratiques output* » qui sont les stratégies et les logiques d'actions qui permettent à la BSD de gagner en utilité économique et sociale. Les pratiques *input* et *output* des BSD démontrent que le commerce des denrées alimentaires est essentiellement une économie populaire à prédominance féminine du bas ; que l'autonomisation des BSD dans l'économie nationale découle en grande partie de leurs savoirs, savoir-faire, de leurs avoirs, de leurs devoirs, de leurs pouvoirs et de leur conception de l'économie comme interdépendante, interrelationnelle, donc comme socialement encadrée.

À ce titre par exemple, la fidélisation des échanges, le comportement transversal dans plusieurs pratiques commerciales, apparaît dans le commerce des denrées alimentaires comme une spécificité, une pratique à travers l'implantation du client, la création de la confiance, la maîtrise du fournisseur. Cette pratique de fidélisation des échanges qui contribue à l'autonomisation des BSD semble apparaître comme un « empowerment » féminin. Elle est l'acteur féminin principal d'une structure de vente intégrant à la fois l'environnement, les conditions, et les perspectives d'échanges.

Dans le cas de la création de la confiance, nous avons parlé des commissions que les BSD font pour les familles en milieu rural ; elles achètent à leurs propres frais des biens de consommation pour les familles restées au village avec lesquelles elles gardent des liens solides et continus. Cela met en évidence les pratiques de solidarité, d'entraide, de fraternité qui renforcent la relation ville-village au niveau territorial, commercial et familial et donc les liens d'interdépendance multiformes.

En ce qui concerne son rapport au fournisseur (semi) grossiste hiérarchiquement dominant, nous avons évoqué différentes pratiques telles que : la consignation, le sexe qui renforcent les échanges commerciaux et ont un effet-retour sur l'autonomisation de la BSD.

Nous avons montré comment cette activité était construite socialement dans le temps et dans l'espace. Par exemple, à travers une coopération variée où les BSD gardent une position de savoir, d'influence dans les processus. Nous avons soutenu la thèse que cette construction, qui se situait à des interfaces diverses, découlait d'une créativité féminine révélant une conception et des pratiques de l'économie basées sur des logiques et des savoirs puisant dans les registres socioculturels et standards ancestraux locaux.

Nous avons également montré comment les marchés de vivres étaient structurés selon le genre. Par exemple, comment les acteurs centraux des produits vivriers étaient les hommes (grossistes, semi-grossistes) pendant que leurs principaux clients étaient les femmes (détaillantes) ; ou comment la production des vivres était mixte mais avec dans certains types de produits une majorité d'hommes avec lesquels les BSD coopéraient par conventions d'exclusivité. L'encastrement et l'autonomisation des BSD dans la vie sociale quotidienne à l'interface entre le « marché » et les pratiques de marchés en particulier ont ainsi été débattus dans une perspective genre et mobilité comme rentrant dans le cadre d'une économie essentiellement féminine basée sur la dynamique de « l'Asso » au sens de réseau.

L'étude a montré que l'autonomie des BSD n'est pas limitée par la présence d'une minorité d'hommes dominants, surtout spécialisés dans certaines catégories de tâches spécifiques, car même s'ils sont majoritaires dans ces catégories, grossistes par exemple, ces commerçants de denrées alimentaires ont toujours recours aux femmes dans les phases les plus déterminantes. Cette prépondérance des femmes a montré que le commerce des vivres était un espace essentiellement féminin en particulier à travers une organisation sociale qui en faisait une sorte de corporation dans les marchés des vivres ; corporation spécifique – BSD détaillantes par exemple – dont l'intégration était à la fois ouverte quant aux principes même de marché, et soumis pour une large part aux savoirs et aux savoir-faire et savoir-être des BSD.

Les systèmes d'ignorance sont déboutés par la pluralité des pratiques et des compétences des BSD acquises sur le tas. Confrontées aux discours qui ignorent complètement les capacités d'organisation, les méthodes de travail, les processus d'accès aux ressources, l'implication ou les réalisations des BSD, les pratiques populaires féminines d'autonomisation apparaissent comme un modèle de construction sociale de la réalité économique selon des logiques d'encastrement social (sexo) spécifiques.

2.1. Les pratiques et les logiques d'encastrement social dans le champ économique du vivrier au Cameroun

La structuration du commerce des vivres selon le genre a montré que dans la diversité des interactions, les BSD avaient des logiques d'action par lesquelles elles coopéraient de manière multiple et qui étaient des formes d'autonomisation voire d'empowerment économique. L'une de ces logiques réside dans la manière dont elles s'assurent l'exclusivité, la régularité et la sécurité des approvisionnements en vivres et renforcent leur pouvoir économique. Par exemple, les relations sexuelles et l'usage des pouvoirs de la magie dans le commerce décrits et interprétés comme l'une des stratégies commerciales de « capture » économique féminin ciblées sur le client masculin qui décrivent l'encastrement social de l'activité. En dehors de cela, le processus d'autonomisation économique et d'accumulation a été explicité à travers des cas particuliers.

Nous avons analysé par exemple les comportements de marché des BSD et BS et leurs différentes formes de coopération. Il en est ressorti que ces comportements et ces formes de coopération portaient sur leur conception de l'économie et de la construction de leurs identités féminines et territoriales.

Il serait utile en quelques mots de résumer lesdites logiques qui renforcent l'activité et l'acteur *Bayam-Sellam*. Il y a, entre autres :

- La logique d'« accumulation » et de financement : l'épargne en tontines, la caisse de secours, le (re)lancement. Ces logiques sont des vecteurs sur lesquels le processus d'encastrement de l'activité prend relief puis se cristallise dans une multitude de modalités d'épargne par de véritables relations économiques, qui constituent le soubassement du développement réel et de l'élargissement de l'activité des BSD.
- Les logiques d'approvisionnement (achat) : le front, le paiement par avance, la consignation des denrées, le réseau, la ruée, le marchandage, l'enlèvement. Ces logiques d'action réelles, en montrant comment fonctionne le commerce des vivres à travers des réseaux et des contrats, révèlent l'organisation interne qui permet aux BSD de contrôler les étapes essentielles (par le bas) de cette forme de distribution.
- Les logiques de fidélisation du client : implantation, capture du client. Dans ce cas, les approches de marketing sont déroutantes puisqu'elles ne se limitent pas à l'attraction du client mais ciblent le client masculin pour lequel sont inventées des stratégies de fixation et de capture, au-delà des techniques de vente habituelles, allant de l'esthétique à l'usage des savoir-faire et savoir-être féminins sur les marchés.
- Les logiques d'intégration par l'« Asso ». Elles supposent la professionnalisation de l'activité selon des règles puisant dans le fond culturel local mais donnant lieu également à des rituels et à des tensions. Elles montrent l'aspect presque syncrétique de l'enchâssement social.
- Les logiques de collaboration et d'interdépendance par l'« Asso ». Les logiques de coopération et d'interdépendance étendent l'incidence des relations économiques particulières au champ de l'action commerciale. Les formes de coopération et d'interdépendance entre les BSD et les BS en particulier, apparaissent comme des modèles d'autonomisation économique des femmes dans lesquels la convention « informelle » ne se réduit pas à une entente selon des règles rigides. Ici, au contraire, l'environnement de l'objet de la convention joue un grand rôle dans l'application de celle-ci par son ouverture à des facteurs extraconventionnels (par exemple le fait que

le gibier qu'une BSD peut transporter sans l'aide du chasseur du lieu de chasse au campement lui revienne, en plus de celui qui est conventionnel). Une telle logique d'encastrement renforce l'autonomisation des femmes.

- Les logiques d'efficacité et d'*upgrading* : combinaison de produits, combinaison des ventes, posture du marché et alternance, regroupement marchand. Ces logiques d'encastrement social rejoignent sur certains points celles d'approvisionnement en montrant comment se déroule au quotidien le commerce des vivres. Mais elles s'en distinguent en ce qu'il ne s'agit pas de comportements sporadiques, conjoncturels, mais véritablement du résultat d'une lecture des aléas du marché et d'une vision du commerce basées sur des savoirs sociaux. La combinaison des produits par exemple ne découle pas d'une simple stratégie de vente mais de la vision que cette combinaison permet d'accumuler plus efficacement avec une perspective de disposer d'un ressort sécuritaire en cas de perte (pourrissement, vol par exemple), les produits combinés ayant des spécificités individuelles.
- Les logiques d'« influence » féminines : le sexe et la magie, les pouvoirs de la féminité. Ces logiques d'encastrement social s'apparentent à celles de la fidélisation du client par l'usage des pouvoirs féminins sur le client masculin. Mais ils s'en distinguent en ce sens qu'au-delà de la place du marché, ils s'étendent à d'autres sphères telles que le foyer, dans un but d'influence totale où le paramètre « revenu » tient une place majeure, la BSD étant désormais « l'homme de la maison ».

2.2. Les logiques de solidarité et d'exclusion intra- inter-catégorielles du commerce des vivres : le paradoxe de la dialectique de la solidarité bas-bas-haut

L'aspect de la solidarité a été analysé profondément dans les chapitres IV et V. Le cas du grossiste masculin collaborant avec les BS et d'une exportatrice collaborant étroitement avec une BSD ont été étudiés. Ces cas ne se limitent pas à la solidarité mécanique dans le commerce des vivres, ni à une collaboration entre les (semi) grossistes professionnels et les BSD. Car au-delà de leur implication dans la coopération, quelques BSD sont elles mêmes des acteurs à travers le commerce local au Cameroun, en ce qui concerne principalement le vivrier.

Des témoignages nous ont été rapportés sur de tels cas, mais des contacts directs ont fait défaut. Cependant, nous en tenant aux itinéraires des cas que nous avons suivis, il y a lieu de dégager quelques logiques d'influence :

- Les logiques de relations. On a par exemple le cas de la BSD Cécile, qui utilisait ses relations avec le douanier du fait de son ancienne position dans ce milieu pour assurer son activité ; elle avait un réseau de livreurs (Bayam) ; dans le port de Douala, elle avait son réseau de gardiens, de frêt, etc... ; la logique ici réside en ce que c'est à travers des réseaux que l'exportation est facilitée. Et ce sont eux également qui rendent aisé le commerce des vivres translocal. Il s'agit des relations entre des acteurs qui occupent des positions d'influence, de décision ou de sécurité dans le circuit national d'exportation de toute denrées hors du Cameroun ; positions qu'elles utilisent pour exercer en dehors de leurs prérogatives. L'autre logique des relations concerne une bonne distribution des contacts en deçà et au-delà des frontières nationales. La réussite pour une BSD consiste en sa capacité à nouer d'un côté comme de l'autre de la frontière de bonnes relations avec toutes sortes d'agents. « Gombo » ou tout simplement une bonne organisation des réseaux, le temps joue en faveur ou en défaveur de la BSD. Elle doit vendre ses produits le plus vite possible avant qu'ils ne pourrissent et ne s'infectent.
- Les logiques des choix des produits. Ici, ce ne sont pas tous les produits vivriers qui sont vendus mais ceux susceptibles de générer le plus de revenus ; des produits dont la demande sur le marché est stable et régulière et ne subit que peu de fluctuation de prix. Ces logiques supposent également la circulation d'une bonne information entre les BSD et les acheteurs. Toutes les logiques d'encastrement social et d'autonomisation du commerce des vivres ci-dessus constituent le lien des différents chapitres d'analyse empirique de ce travail. Elles n'ont pas été tirées d'interaction et d'observations d'acteurs isolés mais d'acteurs mobiles dans un contexte de déficit de développement réel.

2.3. La construction sociale de la réalité de l'économie émancipatrice

Pour étudier la réalité socio-économique des BSD, notre approche dans ce travail a été d'analyser la logique économique des BSD, qui réside dans la manière complexe par laquelle elles font fonctionner leurs activités par des conventions, dans des réseaux, par la

combinaison des pratiques de vente et d'achat, pour sécuriser le secteur de l'approvisionnement alimentaire des consommateurs urbains.

La logique économique générale que poursuivent les BSD c'est, au-delà de la recherche du profit, d'assurer un approvisionnement régulier et permanent des marchés au Cameroun. Ce secteur de l'approvisionnement est considéré par elles en effet comme un véritable emploi, par lequel elles peuvent bien sûr accumuler pour améliorer leurs conditions de vie, réaliser des petits projets, mais également permettre que le consommateur puisse trouver sur le marché ce qu'il désire. En cela, leurs objectifs individuels sont légitimés.

L'activité de commerce visant avant tout à l'enrichissement, si elle bénéficie à un grand nombre de personnes, les intérêts individuels deviennent secondaires. Comme nous l'avons montré, les BSD ne sont pas seules à bénéficier du commerce des vivres (bien qu'elles en soient les principales promotrices par le bas) ; toute une chaîne d'acteurs qui y interviennent d'une manière ou d'une autre en bénéficie également.

Ce travail a montré que l'autonomisation des BSD est construite et que cette construction est en grande partie soutenue par les relations sociales, et principalement par « l'Asso ». Nous avons basé notre argumentaire sur le fait que ces pratiques économiques ne sont pas seulement territorialisées mais également socialisées et socialisantes. En outre, elles résident dans la multiplication des réseaux entre acteurs, au niveau national mais avec une ouverture sur la complémentarité et la coresponsabilité homme-femme, et en cela il faut plutôt parler d'une *économie substantive émancipatrice*.

La structuration de l'économie substantive (populaire) du vivrier se fait selon le genre, la manière dont les femmes interagissent avec les hommes dans plusieurs sphères par une cooptation, et une coopération multiple. En conséquence cette économie n'est pas un secteur d'activités isolé du reste de l'économie nationale, mais elle intègre totalement un environnement qui dépasse ses propres structures. Elle est donc, pour l'économie nationale, d'un apport considérable du fait qu'elle contribue entre autres à la sécurité alimentaire.

2.4. L'importance du contexte dans l'étude de l'autonomisation des femmes

L'Afrique noire en général, et le Cameroun en particulier, ne semblent appréhendés au mieux qu'en restituant la profondeur et l'épaisseur historiques de leur dynamique dans le temps et l'espace. Si les études de développement y gagnent en pertinence par le fait qu'elles mettent

en évidence la mémoire historique de plusieurs pratiques contemporaines de développement, alors les études des rapports hommes-femmes devraient aussi tenir compte du contexte, des schèmes de pensée, et des imaginaires endo-exogènes. Ceux-ci traversent en effet les rapports hommes-femmes et les reconfigurent au point d'en faire, moins un stock inaliénable de manières d'être hommes-femmes, qu'un flux de celles-ci, en dépit de la persistance de noyaux durs ici et là dans chaque site.

Les constructions sociales du féminin et du masculin, et les conséquences qui en résultent, évoluent et changent dans l'espace et le temps. D'où l'importance du relativisme temporel et du relativisme culturel dans les études de genre où la problématique *acteurs/actrices, développement et territoires* (Peemans, 2004), semble cruciale au sens où elle remet *l'habitus* (ensemble de dispositions que les individus acquièrent à travers les milieux sociaux où ils vivent) au centre de l'analyse.

Rendre compte de la dimension *gender* de cet *habitus*, au sens bourdieusien du terme, semble mettre en lumière les mécanismes d'exclusion historique et les pistes contemporaines d'autonomisation tout autant que leurs carences. Quelques exemples au cours de notre analyse ont pu étayer notre propos.

Si nous prenons le cas de l'Afrique du Sud, il est permis de penser que la condition des femmes et les rapports hommes-femmes ne peuvent être les mêmes avant l'apartheid qu'après son abolition. En effet, au cours de ces deux périodes, la condition de la femme noire au sein de la communauté noire et celle de la femme blanche au sein de la société blanche ne peuvent être assimilables. Encore moins celle de l'homme blanc et de la femme noire ou encore de la femme blanche et de l'homme noir. Il s'agit là de quelques cas de figure pouvant présenter une diversité interne plus complexe si nous tenons compte des rapports hommes noirs-femmes noires impliqués ou non dans les luttes contre l'apartheid, et ceux d'hommes blancs-femmes blanches conservateurs ou progressistes.

Dans le reste de l'Afrique subsaharienne, la condition des femmes musulmanes, très souvent dans un mariage polygamique et soumises aux règles de la sharia, ne peut être comparable à celle des femmes catholiques dans un régime monogamique. Il en est de même des différences de problèmes, d'expériences et de situations entre femmes africaines rurales et femmes africaines urbaines ou entre femmes africaines vendeuses et femmes africaines fonctionnaires, directrices, ministres ou chefs d'entreprises. Il faut donc tenir compte de

l'habitus et de *la distinction statutaire* afin de débusquer la spécificité des caractéristiques de la dimension *gender* dans le processus de développement subsaharien. Les *Bayam Sellam* camerounaises sur lesquelles nous avons travaillé exigent la prise en compte d'une telle spécificité dans l'analyse. D'où la *sexo-spécificité*.

2.5. Le problème de l'autonomisation des femmes ne se pose pas dans les mêmes termes partout

Parler de *l'autonomisation* des femmes *Bayam-Sellam* camerounaises au XXI^e siècle implique automatiquement que « le pouvoir dire », « le pouvoir faire » et « le pouvoir être », eux-mêmes sous-jacents à ce processus, arrivent à discuter de la cohérence entre ce qui est compatible avec une approche désincarnée et/ou transculturelle de *l'autonomisation* des femmes, et la réalité de la femme camerounaise dans son vécu, sa culture, son histoire et ses pratiques de développement. Ceci est fondamental car autant une approche universaliste et universalisante du développement par le Nord aboutit de nos jours au centrage de la culture occidentale dans la lecture des conditions de vie des régions extra-occidentales, autant une approche occidentalo-centrée de *l'autonomisation* des femmes africaines/camerounaises peut exporter en Afrique noire en général, et au Cameroun en particulier, l'image d'une femme africaine/camerounaise qui n'existe pas dans les faits, le vécu réel et la culture d'un territoire subsaharien précis, mais uniquement dans le projet phantasmé et les regards occidentaux de la femme africaine/camerounaise.

Il est peu probable que les femmes africaines en général, et camerounaises en particulier, puissent résoudre leurs problèmes *in situ* par importation en terres africaines de combats en l'état de femmes occidentales, même si on peut y trouver des points de jonction. Il semble que les BSD ne puissent se rendre utiles à elles-mêmes que si elles trouvent les fondements de leurs revendications dans des problèmes réels qu'elles rencontrent dans leur milieu et leurs expériences de vie. Il en est de même des solutions et des mécanismes de sortie des situations de domination masculine. Ces mécanismes ne peuvent être cohérents avec leur culture, leur histoire et leur demande d'émancipation que si c'est le contexte camerounais et ses problèmes tangibles qui les inspirent aux femmes où à ceux qui se préoccupent de leur situation très souvent subalterne dans le processus de développement.

En effet, le cliché de la femme africaine soumise et dominée par les hommes est très souvent une idée non vérifiée *totale*ment en situation réelle autant qu'elle se donne à voir et à penser

en affirmations théoriques depuis le Nord. Cette idée est une catégorie construite par l'administration coloniale et reproduite de façon contemporaine, inconsciemment, par le mouvement mondial des femmes. Tant il est vrai que des femmes reines, accoucheuses, trésorières d'associations, spécialistes des rituels et même administratrices existaient en Afrique avant la période coloniale en plus de leur rôle d'épouse, de sœur et de mère (Semley, 2010).

C'est très souvent l'État colonial qui a voulu créer une femme uniquement à domicile au service de l'ouvrier capitaliste en Afrique noire. De même, le cliché de la femme africaine qui ne travaillerait pas ou n'aurait pas de pouvoir est aussi discutable. Ainsi, parler de *l'autonomisation* de la *Bayam-Sellam* camerounaise à partir d'un soubassement conceptuel né des luttes féministes occidentales auréolées de préoccupations d'abord statutaires, morales puis matérialistes, est peu capable de saisir complètement les contours anthropologiques, sociaux, culturels, politiques et économiques de la construction spécifique du féminin et du masculin dans un pays au stade de développement où se trouve le Cameroun. Dans ce cadre, les aspirations à l'égalité dans les rapports de genre pourraient advenir comme conséquence plutôt que comme but poursuivi.

Le cas des *Bayam-Sellam Détaillantes* est fort édifiant en ce sens. Nous les avons étudiées dans un territoire urbain camerounais. Malgré le fait qu'elles soient majoritairement dans une activité de revendeuses de produits vivriers dans les marchés populaires de ces deux villes, il faut noter qu'elles dominent (par le bas) ce secteur et deviennent, dans une Afrique et un Cameroun de plus en plus urbains, des actrices centrales de la vie urbaine, étant donné que la sécurité alimentaire urbaine au Cameroun ne peut être viable sans elles et leurs relayeuses des zones rurales.

En reliant ces deux villes et les campagnes camerounaises via les femmes agricultrices livreuses, les *Bayam-Sellam Détaillantes* se trouvent aux confluent des modes traditionnels et modernes de développement. D'où notre insistance, tant sur *les savoirs modernes* que sur *les savoirs traditionnels* que notre terrain montre pouvoir jouer un rôle primordial dans le processus d'amélioration des capacités des femmes *Bayam-Sellam* camerounaises. Autant leur activité quotidienne n'implique plus uniquement la maîtrise de *savoirs traditionnels*, autant elle exige, activité commerciale oblige, *des savoirs modernes* qu'elles appliquent d'ailleurs déjà au quotidien sans en avoir complètement conscience. *Savoirs modernes* et *savoirs traditionnels* sont en effet très souvent dans une sorte de contamination réciproque faisant de

la *Bayam-Sellam* camerounaise, de son activité et de son territoire d'action (le marché populaire), le lieu de synthèse de la culture tout autant séculaire que contemporaine.

2.6. Savoirs modernes, savoirs traditionnels et autonomisation des *Bayam-Sellam* camerounaises

C'est dans un tel contexte que Femmes Interface Nord-Sud (FINS), ONG spécialisée dans le microcrédit, et que nous présidons, a mis en place un programme de formation des femmes camerounaises *Bayam-Sellam* aux méthodes modernes de gestion d'une activité commerciale. Sur le terrain avec les formateurs, nous avons constaté que la majorité des femmes n'était pas assidue à la formation. En plus, celles qui y venaient semblaient le faire parce qu'elles savaient qu'il y avait le microcrédit à décrocher au bout, et que ne pas faire cette formation pouvait être une barrière à l'entrée.

Cependant, en les observant à l'œuvre, il apparaît que les *Bayam-Sellam* camerounaises utilisent à la fois des savoirs populaires et des savoirs modernes dans un mélange routinisé de pratiques d'achat et de vente/revente. Les savoirs populaires servent à négocier avec les agricultrices livreuses : il faut savoir distinguer les vivres frais, les vivres à terme, les meilleurs fruits et les méthodes artisanales de conservation des invendus grâce à un savoir populaire qui s'acquiert sur le tas via la pratique quotidienne (*learning by doing*). De même, les *Bayam-Sellam* utilisent un ensemble de techniques de comptabilité moderne dans l'activité commerciale proprement dite. Comme déjà signalé, ce savoir moderne semble assimilé de longue date à travers l'usage (*learning by using*) parfois inconscient de l'enregistrement en partie double des dépenses, des recettes, des stockages et des déstockages de produits vivriers.

En conséquence, parler de l'« empowerment » des *Bayam-Sellam* camerounaises semble exiger une distinction entre *l'autonomisation populaire* induite par la maîtrise des savoirs populaires et/ou traditionnels, et *l'autonomisation institutionnelle* dont la dynamique dépend d'un ensemble de savoirs modernes dont les promoteurs sont l'État et le marché. Ces deux types d'autonomisation sont les arguments interdépendants qui déterminent le rôle et la place de la *Bayam-Sellam Détaillante* dans le processus de développement réel. Dans la mesure où le savoir équivaut à un pouvoir et que celui-ci est détenu par l'État au centre du processus de développement dans sa version dominante, l'une des explications est que la neutralisation du *welfare-state* se répercute d'autant plus négativement sur l'autonomisation de la femme camerounaise *Bayam-Sellam* que celle-ci avait déjà plus de carence en capital humain

moderne que l'homme. Dès lors, à la rigidité des structures du pouvoir économique, politique et religieux de la vie traditionnelle basée sur le patriarcat, s'ajoute la carence issue de la faillite de la fonction développante de l'État camerounais. Cette espèce de « *double peine* » que subit la femme camerounaise en général et *Bayam-Sellam Détaillante* en particulier, peut expliquer pourquoi l'informalisation de l'économie camerounaise et la hausse de la pauvreté induites par les programmes d'ajustements structurels, se conjuguent plus au féminin qu'au masculin. D'où le constat que, à l'instar de son processus d'autonomisation, le handicap de la BSD se trouve à la fois dans le système de vie traditionnel représenté par le patriarcat et le système de vie moderne incarné par l'État neutralisé.

Notre thèse voulait aussi marquer une position sur les impacts (*feedback*) des pratiques de développement des BSD dans l'économie substantive (dite informelle) de la revente des denrées alimentaires sur l'autonomisation.

L'un des principaux résultats de cette recherche est constitué par l'ensemble des analyses produites sur la compréhension de la nature et du niveau des effets retours en termes de revenu, d'estime de soi, de reconnaissance, d'exclusion sociale ainsi que sur d'autres variables (indicateurs) comme l'environnement médiatique national et international. Nous avons montré comment les pratiques de développement, sous certaines conditions, comme l'implication du « capital social », du « capital Asso » dans la dynamique du « lancement, démarrage, relancement » permet de diminuer l'exclusion financière de la BSD concernée¹¹⁶.

La difficulté de dissocier ce qui est considéré comme impact pour chaque femme n'a pas été facile à affronter, étant donné la complexité et la complication des situations des BSD. Cependant, nous avons quand même pu utiliser essentiellement des discours des BSD et nos observations directes pour nous rendre compte que les pratiques de développement des BSD des marchés populaires ont permis de rendre possibles certains changements en termes de revenus et générer un processus d'autonomisation relative, c'est-à-dire de valorisation et estime de soi, et de remaniement des rapports de genre. À ce titre, le dernier chapitre empirique de notre thèse nous a démontré comment, dans certains cas par exemple, les maris étaient soutenus par leurs femmes pour lancer eux-mêmes une AGR, c'est-à-dire de créer un emploi (*call box*) ou de le renforcer. Les maris et les époux, déjà associés dans le marché de

¹¹⁶ Point largement développé dans les chapitres III, IV et V.

l'activité des BSD, jouaient dans les coulisses de l'encouragement mutuel et de la coresponsabilité. C'est donc un effet retour de complémentarité de genre et d'intersectionnalité de genre complexe qu'il faut saisir cas par cas.

Les effets retours au niveau de l'emploi ont été également démontrés (chapitre V, point 4).

En effet, certains emplois temporaires (aides, colporteurs, livreurs à domicile), et certains emplois permanents (maris call boxeurs) ont été créés et d'autres sécurisés par la BSD sous divers mécanismes (tontines, paiement, salaire). Dans l'analyse des impacts, nous avons également relevé que l'évolution du capital financier a eu également un impact important sur l'évolution de la contribution des femmes dans diverses tontines dans lesquelles elles cotisent. En effet, une évolution du capital financier de la BSD via l'augmentation du volume des achats provoque logiquement une évolution de sa cotisation tontinière.

Au vu de ce qui précède, nous pouvons soutenir qu'il existe une tendance à corrélér positivement les pratiques commerciales des BSD et leur autonomisation. Ces pratiques engendrent des revenus individuels et donc une amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie. En outre, elles contribuent à une relecture des rapports sociaux de genre dans les ménages et renforcent le pouvoir d'agir des femmes au sein de leur famille (nucléaire et élargie) et partant, resserrent les liens familiaux et sociaux. En d'autres mots, les pratiques de développement permettent une transformation de revenu, de création d'emplois et de limiter l'exclusion sociale des BSD et d'une partie de la population.

Nous avons constaté dans nos analyses que les BSD retirent un gain substantiel de leur implication dans le commerce informel de la revente mais qu'elles ne sont pas pour autant sorties des déterminismes structurels – notamment la hiérarchisation et la fixité de genre dans le secteur de la commercialisation des denrées alimentaires, les exclusions bancaires et financières, le déficit de reconnaissance sociopolitique, la surcharge de travail domestique – et qu'elles sont conjoncturellement confrontées à d'autres problèmes tels que la violence machiste dans leurs milieux d'activité et de vie, la corruption (les mange mil, la cola, la bière) etc. Dans un contexte de déficit de développement réel au sens du moins d'État, nous avons constaté que les femmes sont abandonnées à leur propre sort. Nous pensons que l'État pouvait poser un geste de préférence à l'égard de ces femmes qui ne signifie pas une exclusion des hommes.

Le chapitre V a relevé les dimensions essentielles des effets retours des pratiques de développement sur leur autonomisation, au sens de la capacité d’agir et d’amélioration de leur cadre de vie. Les analyses du chapitre VI constituent une partie importante d’informations sur les effets retours (forces et faiblesses) des pratiques d’autonomisation des BSD sur elles-mêmes et par ricochet sur la société.

Ces analyses critiques par rapport à nos principaux résultats nous ont permis, dès lors, de proposer des voies et moyens susceptibles de renforcer les pratiques d’autonomisation des BSD. En effet, ces analyses nous ont conduit à la conclusion qu’il est possible pour ces dernières de sortir d’une économie de la débrouille et de se lancer dans une économie sociale plus performante. Les recommandations sexo-spécifiques à différents types d’acteurs ont été formulées dans ce sens. La principale est liée au *state-building* capable de concevoir des politiques publiques innovantes à l’égard des BSD. Même dans un contexte de déficit de développement réel, cela se traduit par une implication conséquente de l’État, acteur incontournable, dans les dynamiques initiées, formulées et opérationnalisées par les BSD. Cela exige à la fois des changements au niveau des approches, de la méthodologie et des stratégies de développement, notamment en matière de financements et de sécurisation des activités socio-économiques des BSD. A cet effet, nous avons formulé les recommandations ciblées suivantes : création d’une charte nationale de la BSD camerounaise, mise en place d’une institution financière nationale conjointe Etat-BSD, étude de faisabilité de la création de monnaies locales, et création d’un organe d’arbitrage et de médiation dans les marchés populaires.

3. Réflexivité par rapport à nos hypothèses de recherche

Il est important de rappeler que nos hypothèses ont été construites sur la base de la connaissance intuitive et de nos propres préjugés en tant que fille d’une BSD et aussi, après une période de recherche et d’observation sur le terrain, sur les problématiques réelles des BSD dans un contexte de déficit de développement réel.

Pour ce qui est de la première hypothèse **H1**, ayant écouté les femmes BSD, il nous semble que deux enjeux majeurs se dessinent autour de leur participation au développement réel du Cameroun :

- Amélioration des capacités financières et valorisation sociale de leur rôle économique.

Réaliser ces deux objectifs est difficile à cause, d'une part, de la régulation internationale du processus de développement national et, d'autre part, de la rigidité des structures financières et patriarcales. Nous pouvons effectivement dire que notre H1 est vérifiée. Toutefois, nous avons observé un décalage entre la façon dont les BSD présentent leurs problèmes et leurs pratiques, et notre observation en qualité de chercheur. Sans être complètement en contradiction, il nous semble que nos explications des mêmes problèmes et des mêmes pratiques intègrent plus de variables que celle mises en avant par les BSD elles mêmes. C'est le cas par exemple de notre explication de l'auto-autonomisation des BSD qui serait une interdépendance dynamique entre la dimension genrée, métrique et territoriale. Il apparaît ainsi un décalage, souligné par Michael Singleton (2003), « entre le vécu de l'acteur et le conçu du chercheur ».

- Concernant la deuxième hypothèse **H2**, portant sur le contexte camerounais de déficit de développement réel dont l'impact est considérable sur le niveau de vie général des femmes, et spécifiquement des BSD, tout laisse à penser que l'autonomisation de cette catégorie de femmes est un chantier permanent. L'évolution de celle-ci se fait en fonction de plusieurs paramètres pertinents dont la dynamique ne dépend pas seulement d'elles mais aussi des mouvements de conjonctures nationaux et internationaux sur l'économie camerounaise. Il est cependant démontré dans notre travail que l'autonomisation des BSD est un processus multifactoriel.

Nous pouvons constater par exemple que la majorité d'entre elles ne sont pas conscientes, ainsi que le dit notre H2, qu'elles sont porteuses d'une offre sexo-spécifique de développement réel en fonction d'une demande particulière qui émane d'elles. Les différents arguments qu'elles mobilisent, à savoir la famille, les enfants, la tontine, les amants, la monnaie, l'aménagement d'un comptoir dans la rue, ne soulignent pas seulement la dynamique populaire d'une autonomisation multifactorielle, mais aussi des arguments culturellement situés pour sortir d'un déficit de développement réel où le contexte compte. Notre H2 est donc vérifiée, sauf que la compréhension du terrain nous permet de la compléter par ce qui précède.

- Enfin, la troisième hypothèse **H3**, portant sur un rapport positif de l'économie substantive et l'autonomisation des femmes, peut être considérée comme confirmée par le terrain. Par conséquent, les chances d'aboutir à l'autonomisation des femmes dépendent, comme le dit l'H3, d'une économie substantive. Cependant cette H3 nous

semble restrictive dans la mesure où la question de l'autonomisation des BSD ne dépend pas uniquement du contrôle des conditions de reproduction de la vie des BSD et de leur communauté d'appartenance. Elle également est fonction de la santé de l'économie formelle et de l'implication de l'Etat. En effet une interdépendance existe entre la santé de l'économie formelle camerounaise, l'implication de l'Etat et le dynamisme de l'économie substantive dans laquelle évoluent les BSD.

4. Pistes d'approfondissement pour les recherches futures

Il existe des pistes d'approfondissement relatives à la problématique de l'autonomisation des BSD sur lesquelles d'autres recherches pourraient se pencher.

Les chercheur-e-s peuvent, entre autres, étendre ou éprouver la validité heuristique de notre conceptualisation de l'autonomisation des BSD en étudiant les pratiques de développement de cette catégorie socioprofessionnelle de femmes dans d'autres territoires camerounais, africains ou d'ailleurs.

De même, le déficit de développement réel comme apport conceptuel de cette thèse peut être approfondi notamment sous ses fondements historiques aussi bien au Cameroun que dans d'autres contrées présentant des trajectoires géo-développementalistes similaires...

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des tableaux et graphiques

<u>Tableau 1</u> :	pp. 45-46 : Différence entre les approches IFD et GED
<u>Tableau 2</u> :	p. 55 : Lien entre les trois dimensions du déficit de développement réel et l'autonomisation des BSD
<u>Graphique 3</u> :	p. 60 : AGIR – Dates clés de l'autonomisation des femmes
<u>Tableau 4</u> :	p. 62 : Synthèse des paradigmes du cadre théorique
<u>Graphique 5</u> :	p. 79 : Les marchés observés
<u>Graphique 6</u> :	p. 83 : Schéma analytique
<u>Tableau 7</u> :	p. 93 : Grossistes, semi-grossistes, détaillants
<u>Tableau 8</u> :	p. 94 : Hiérarchisation socioprofessionnelle
<u>Tableau 9</u> :	p. 105 : Stratification sociohistorique de l'approvisionnement dans le champ du vivrier
<u>Tableau 10</u> :	p. 124 : Synopsis du rationnement de crédit informel chez les <i>Bayam-Sellam</i>
<u>Graphique 11</u> :	p. 138 : Dynamique informelle de (re)lancement
<u>Tableau 12</u> :	p. 143 : Les sources de dépassement des contraintes
<u>Graphique 13</u> :	p. 153 : Organisation pyramidale du secteur de la commercialisation des denrées alimentaires
<u>Tableau 14</u> :	p. 171 : Étude de cas de deux trajectoires de la pluriactivité
<u>Graphique 15</u> :	p. 199 : Comment favoriser la prise en compte des intérêts stratégiques des BSD
<u>Tableau 16</u> :	p. 202 : Rigidités structurelles
<u>Graphique 17</u> :	p. 209 : Modélisation de l'autonomisation des BSD

Annexe 2 : Protocole et résultats du questionnaire des entretiens

État matrimonial	Effectif ni	Fréquence Fi (%)
Marié(e)	58	57
Célibataire	29	28
Veuf(ve)	8	8
Union libre	7	7
Total (Ni)	102	100

Source : Données prélevées par nos enquêtes en 2011.

Âge	Effectif ni	Fréquence Fi (%)
[20 – 35]	13	13
[35 – 45]	44	43
[45 – 65]	38	37
[65 et plus]	7	7
Total (Ni)	102	100

Source : Données prélevées par nos enquêtes en 2011.

Niveau d’instruction	Effectif ni	Fréquence Fi (%)
Sans instruction	80	78
Primaire	15	15
Secondaire	7	7
Total (Ni)	102	100

Source : Données prélevées par nos enquêtes en 2011.

Origine sociale	Effectif ni	Fréquence Fi (%)
Favorisée (F)	1	1
Défavorisée (D)	101	99
Total (Ni)	102	100

Source : Données prélevées par nos enquêtes en 2011.

Taille de la famille	Effectif	Fréquence
(Nombre d'enfants à charge)	ni	Fi (%)
[0 – 1]	8	8
[2 – 5]	76	74
[6 – 9]	18	18
Total (Ni)	102	100

Source : Données prélevées par nos enquêtes en 2011.

Motivations	Effectif	Fréquence
	ni	Fi (%)
Se prendre en charge	18	18
Satisfaire les besoins de la famille	80	78
Autres	4	4
Total (Ni)	102	100

Source : Données prélevées par nos enquêtes en 2011.

Difficultés	Effectif	Fréquence
	ni	Fi (%)
Financements	90	88
Tracasseries policières (mange-mil)	82	80
Violences (physiques et verbales)	75	74
Hausse des prix	68	67
Méventes dues aux saisons	59	58
Infrastructures	43	42
Total (Ni)		

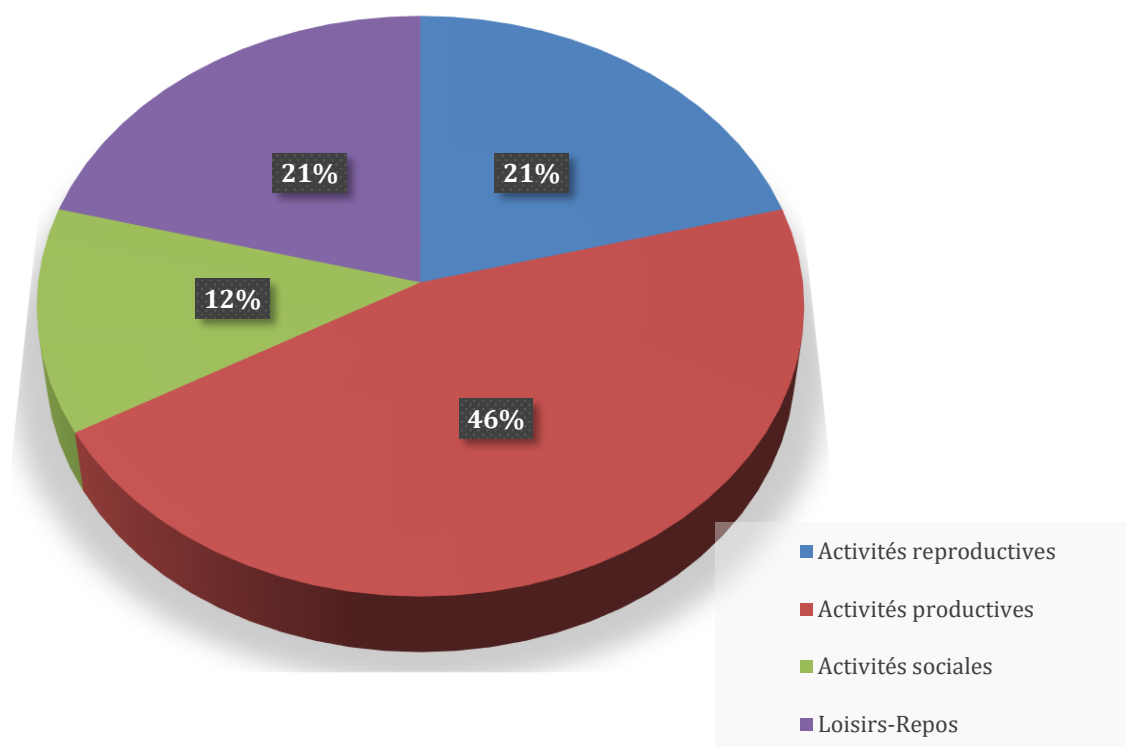
Source : Données prélevées par nos enquêtes en 2011.

Annexe 3 : Tableau des occupations journalières des BSD

Activités	Description	Temps de réalisation (heures par jour)	Durée d'exécution (heures par jour)
Reproductives	Tâches domestiques « <i>care and clean</i> » de la maison, préparation repas pour la famille	04h-05h (matin) 18 h-22h (soir)	1 heure 4 heures
Productives	Achat et revente des produits vivriers Autres activités de débrouille	05h-18h	11 heures
Sociales	Tontines Fêtes/décès communautaires et/ou de quartiers	Principalement hebdomadaire ou mensuelle	3 heures
Repos	Sommeil (sauf imprévus)	23h - 04h	5 heures
Total			24 heures

Source : Auteure, terrain (juillet-août 2013, actualisé en 2016)

Annexe 4 : Répartition journalière du temps de travail des BSD



Source : Auteure sur la base du tableau en annexe 3.

Annexe 5 : Violences sexo-spécifiques et leçons apprises

J'ai appris que la violence sexo-spécifique, c'est une **boîte noire** qu'il faut ouvrir. Et lorsqu'on ouvre cette *boîte noire* dans un contexte particulier marqué, d'une part par *la valence préférentielle de sexe* et, d'autre part, par l'affaiblissement de l'État de Droit – Justicier, Développeur, Instructeur social –, on y découvre une pluridimensionnalité de réalités alarmantes : l'iniquité patente entre hommes et femmes, souvent matérialisée par un rapport de force omniprésent laisse une place importante à des démonstrations de violations des droits fondamentaux humains amplement à l'encontre des femmes.

J'ai appris aussi que ces violations des droits fondamentaux à l'encontre des femmes ne sont pas homogènes mais plutôt spécifiques et multiformes : physiques, symboliques, verbales, sexuelles, psychologiques, économiques, politiques et féminicides. Que les femmes les subissent, pour une large part, dans la sphère privée, à la maison, en famille, en communauté mais également dans les espaces publics que sont la rue, le trottoir, le marché, le parking, le poste de commissariat, etc.

J'ai appris également que cette violence sexo-spécifique provoque des conséquences profondes telles que le délitement du lien familial et social, les divorces, les séparations, les bâtards, le repli sur soi, le silence, la soumission, l'humiliation, la honte, l'impuissance, la peur, l'angoisse, les tentatives de suicide, voire le suicide, mais aussi la résilience.

J'ai appris encore que ces violations se vivent et se racontent différemment selon l'âge, la tribu, l'ethnie, l'origine, la fonction sociale, la religion, la culture, le lieu, le cadre et le mode de vie, les interactions, et qu'elles dessinent des contours de vies douloureuses dont seule la mémoire est apte à faire son inéluctable travail de tri et de sélection.

J'ai surtout appris que pour des femmes pauvres, celles qui vivent dans les quartiers populaires des villes de Yaoundé et de Douala, celles qui évoluent en marge de toute reconnaissance politique, de toute considération sociale et de toute valorisation économique, la violence sexo-spécifique est largement liée :

- (1) - à la violation des droits humains fondamentaux ;
- (2) - à l'impunité inhérente (c'est-à-dire à l'absence de sanction, de réparation) ;
- (3) - à la justice populaire dont les pratiques et les stratégies se fondent sur un axiome de justice rétributive : « Œil pour œil, dent pour dent ».

(Contribution de l'auteure au Colloque international « Femme et justice » le 11/03/2014 à Louvain-la-Neuve, organisé par le Collectif des Femmes de Louvain).

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles

- ABEGA S.-C. (2003), *Violences sexuelles et État au Cameroun*, Karthala, Paris.
- AMOUKOU I., WAUTELET J.-M. (dir.) (2007), *Croisement des savoirs villageois et universitaires. Enjeux pour le développement*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- AMOUGOU T. (2016), "A complex of effect and their consequences in the field of Asian and European Official Development Assistance (ODA) and the development process", in Rollet V., *Approaches and implementation of Asian and European Official Development Assistance (ODA). Similarities, specificities and convergences*, Academia, Louvain-la-Neuve, pp. 165-174.
- AMOUGOU T. (2011), « Afrique subsaharienne. Développement, démocratie et marché », in *La Revue Nouvelle*, Vol. 8, n° 7, pp. 88-99.
- AMOUGOU J.-P.-T. (2011), *Le Biyaïsme. Le Cameroun au piège de la médiocrité politique, de la libido accumulative et de la (dé)civilisation des mœurs*, L'Harmattan, Paris.
- AMOUGOU J.-P.-T. (2010), *Dualisme financier et développement au Cameroun. Une approche néo-braudélienne et systémique*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- ANTROBUS P. (2007), *Le mouvement mondial des femmes, Une collection mondiale pour une autre mondialisation*, Enjeux Planète, Paris.
- ARBORIO A.-M., FOURNIER P. (1999), *L'Enquête et ses méthodes. L'observation directe*, Nathan, Paris.
- AUBERT N. (1982), *Le pouvoir usurpé - Femmes et hommes dans l'entreprise*, Robert Laffont, Paris.
- AUDE B. & GERBEAUX F. (1999), « La pluriactivité : pratiques sociales et réponses juridiques », in *Partage*, n° 135, pp. 16-25.
- AUROI C. & DEL CASTILLO YEPEZ I. (2006) (dir.), *Économie solidaire et commerce équitable. Acteurs et actrices d'Europe et d'Amérique latine*, PUL, Louvain-la-Neuve.
- AYESHA M. I., MAMA A., SOW F. (dir.) (2004), *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines*, CODESRIA-Karthala, Dakar-Paris.
- BACHELARD G. (1993), *La formation de l'esprit scientifique*, Vrin, Paris.
- BACHELARD G. (1960), *La poétique de la rêverie*, PUF, Paris.
- BADIE B. (1992), *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, Paris.
- BACQUE M.-H. & BIEWENER C. (2013), *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, La Découverte, Paris.

- BARBIER J.-M. et GALATANU O. (dir.) (1996), *Savoirs théoriques et savoirs d'action*, PUF, Paris.
- BARBIER J.-C. (1985), *Femmes au Cameroun. Femmes rebelles, mères pacifiques*, Orstom/Karthala, Paris.
- BARD C., BAUDELLOT C., MOSSUZ-LAVAU J. (2004), *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, La Martinière, Paris.
- BARDIN L. (2001), *L'Analyse de contenu*, PUF, Paris.
- BATANA M. (2007), *Enchâssement social et translocalité du commerce des vivres dans le sud du Cameroun. Une analyse de la construction sociale de la réalité économique*, Ibidem-Verlag, Stuttgart.
- BAYART J.F. (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris.
- BECKER H.-S. (2002), *Les Ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La Découverte, Paris.
- BEKOLO EBE B. (1992), « Dynamique nouvelle de Financement et sortie de crise au Cameroun », in *Mondes en Développement*, t. 20, n° 77-78, pp.101-118.
- BEKOLO EBE B. (1987), « Le systemes des tontines : liquidité, intermédiation et comportement d'épargne », in *Revue d'Économie Politique*, n° 4, pp.616-638.
- BEKOLO EBE B. (1985), *Le statut de l'endettement extérieur dans l'économie sous-développée*, Présence africaine, Paris.
- BERGER P. & LUCKMANN T. (2003), *La construction sociale de la réalité*, Armand Colin, Paris.
- BESSIN M., DORLIN E. (dir.) (2006), *Féminismes. Théories, mouvements, conflits*, L'Harmattan/L'Homme et la société, Paris.
- BEYST I. (1994), « Femmes rurales, femmes urbaines », in *Dimension 3*, n° 3, juin-juillet.
- BIHR A., PFEFFERKORN R. (2002), *Hommes, femmes, quelle égalité ? École, travail, couple et espace public*, Édition de l'Atelier, Paris.
- BISILLIAT J. (1992), *Relations de genre et développement : femmes et société*, ORSTOM, Paris.
- BLANCHET A., GOTMAN A. (1992), *L'Enquête et ses méthodes. L'entretien*, Nathan, Paris.
- BOAVENTURA DE SOUSA S. (2011), « Épistémologies du Sud », in *Études rurales*, n°187, pp. 21-49.
- BOSERUP E. (1983), *La femme face au développement économique*, PUF, Paris.
- BOURDIEU P. (2002), *La domination masculine. Suivi de quelques questions sur le mouvement gay et lesbien*, Le Seuil, Paris.

- BOURDIEU P. & WACQUANT L.-J.-D. (1998), « Sur les ruses de la raison impérialiste », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 121-122, mars, pp. 109-118.
- BOURDIEU P. (1994), *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Le Seuil, Paris.
- BOURDIEU P. (1980), *Le sens pratique*, Minuit, Paris.
- BOURDIEU P., PASSERON J.-C., CHAMBOREDON J.-C. (1968), *Le métier de sociologue*, Mouton, Paris.
- BOYER R. (2015), *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*, La Découverte, Paris.
- BOYER R. (2004), *La théorie de la régulation. Les fondamentaux*, La Découverte, Paris.
- CARTON H. (1987), « Les marginaux informels ! Préhistoriques ou postmodernes ? », in *Entwicklung / Développement*, n° 14.
- CARVER T. & DAYAN-HERZBRUN S. (2000), *Genre et politique. Débats et perspectives*, Gallimard, Paris.
- CHARLIER S. (2006-a), « L'analyse de l'empowerment des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique », in Auroi C. et Yopez I., *Économie Solidaire et commerce équitable. Acteurs et actrices d'Europe, d'Amérique latine*, Presses Universitaires de Louvain/IUED, Louvain-la-Neuve/Genève.
- CHARLIER S. (2006-b), *L'économie solidaire au féminin : quel rapport pour l'empoderamiento des femmes ? Une étude de cas dans les Andes boliviennes*, Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- CHAUVET C. (2010), *Jeremy Bentham : vie, œuvres, concepts*, Ellipses, Paris.
- CHEN M. (2008), "Informality and social protection. Theories and realities", in *IDS Bulletin*, Vol. 39 (2); 18-27.
- COLLIN F. (2007), « Différence de sexes (théories de la) », in Hirata H., Laborie F., Le Doaré H., Senotier D., *Dictionnaire critique du féminisme*, 2^e éd., PUF, Paris.
- COMITÉ QUÉBÉCOIS FEMMES ET DÉVELOPPEMENT (2004), *Genre et développement*, AQOCI, Montréal.
- COQUERY-VIDROVITCH C. (1994), *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^e au XX^e siècle*, Desjonquères, Paris.
- COURADE G. (dir.) (2000), *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*, Karthala, Paris.
- CULTER P. (1984), "The Measurement of Poverty: a Review of Attempts to Quantify the Poor with Special Reference to India", in *World Development (Elsevier)*, Vol. 12.
- DAGENAIS H. & PICHE D. (1994-a) *Femmes, féminisme et développement*, McGill - Queen's University Press.

- DAGENAIS H. & PICHE D. (1994-b), « Conceptions et pratiques du développement : contributions féministes et perspectives d'avenir » in *Femmes, féminismes et développement*, Montréal, Institut canadien de recherches sur les femmes.
- DE BEAUVOIR S. (1976), *Le deuxième sexe. Tome II : L'expérience vécue*, Gallimard, Paris.
- DEBLE I. (1983), « Ester Boserup, La femme face au développement économique », In : *Tiers-Monde*, tome 24, n° 95.
- DEGAVRE F. (2011), « La pensée femmes et développement. Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud », in *Femmes, Économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Érès, Toulouse, pp. 63-84.
- DEGAVRE F. (2004), *Genre et développement dans les contextes Nord. Une lecture à partir des pratiques visant la reproduction du lien social et la recomposition d'un territoire de vie*, Thèse de doctorat, Institut d'études du développement, Université catholique de Louvain.
- DEJOURS C. (2005), « Analyse psychodynamique des situations de travail et sociologie du langage », in Boutet J. (dir.), *Paroles au travail*, L'Harmattan, Paris.
- DELPHY C. (1998), *L'ennemi principal*, Syllepse, Paris.
- DEL RE A. & HEINEN J. (dir.) (1996), *Quelle citoyenneté pour les femmes ? La crise des États-providence et de la représentation politique en Europe*, L'Harmattan, Paris.
- DELUZ A., LE COUR GRANDMAISON C., RETEL-LAURENTIN A. (2001), *Vies et paroles de femmes africaines*, Karthala, Paris.
- DE MUNCK J. (dir.) (1997), *Les mutations du rapport à la norme*, De Boeck, Bruxelles.
- DENIS P. & SAPPPIA C. (dir.) (2004), *Femmes d'Afrique dans une société en mutation*, Académia-Bruylant, Louvain-La-Neuve.
- DE SOTO H. (1994), *L'autre sentier : La révolution informelle dans le tiers monde*, La Découverte, Paris.
- DIAKITE B. (2004), *Facteurs socioculturels et création d'entreprise en Guinée. Étude exploratoire des ethnies peule et soussou*, Thèse de doctorat, Faculté des Sciences de l'Administration, Université Laval, Québec.
- DIOP B. (1961), « Souffles », *Les contes d'Amadou Koumba*, Présence Africaine, Dakar.
- DUMEZ H. (2011), « Qu'est-ce que la recherche qualitative ? », in *Le Libellio d'Aegis*, 7 (4), Hiver.
- DURKHEIM E. (1993), *Les règles de la méthode sociologique*, PUF, Paris.
- DUWIE J. (2005), *Le public et ses problèmes*, Gallimard, Paris.
- ELA J.-M. (1994), *Afrique : l'irruption des pauvres. Société contre ingérence, pouvoir et argent*, L'Harmattan, Paris

- ENGOLA-OYEP J. (1997), *Stratégies commerciales des détaillantes de vivres sur les marchés de Yaoundé depuis 1994*, Document FAO.
- EPHESIA (1995), *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, La Découverte, Paris.
- ES SAFI L. & MANÇO A. (1996), « Discours et pratiques de santé publique sur l'immigration musulmane en Belgique francophone : trente ans d'évolution », *Revue française de Santé publique*, vol. 8, n° 3, 233-248.
- FAVEREAU O. & PICCARD P. (1996), « L'approche économique des contrats : unité ou diversité », in *Sociologie du travail*, n° 38/4, pp. 441-464.
- FAYNER E. (2006), *Violences, féminin pluriel*, Librio, Paris.
- FLANDERS N. A. (1976), « Analyse de l'interaction et formation », in Morrison A. & McIntyre D. (eds.), *Psychologie sociale de l'enseignement*, Dunod, Paris.
- FONGANG G. (2004), « Crise économique et retour des migrants : nouveau paysage développement rural », in *Grain de Sel / Inter- réseaux Développement rural*, n° 26, p. 4-5.
- FONTAINE L. (2014), *Le Marché. Histoire et usages d'une conquête sociale*, Gallimard, Paris.
- FOUDA S. M. & TOUNA M. (1996), « Crise et déréglementation dans le secteur bancaire », in *Crises économique et politique de déréglementation au Cameroun*, L'Harmattan, Paris.
- FOUDA ONDOGO M. (2009), « Performance, financement et microcrédit dans les activités génératrices de revenus. Une étude empirique auprès des femmes Bayam-Sellam de Douala au Cameroun », in *La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé*, 11^e Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, Trois-Rivières.
- FOUILLOUX D. (dir.) (1990), *Dictionnaire culturel de la Bible*, Cerf/Nathan, Paris.
- FRAISSE L., GUERIN I., HERSENT M. (dir.) (2011), *Femmes, Économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Érès, Toulouse.
- GARDEY D. (2006), « Les sciences et la construction des identités sexuées. Une revue critique », in *Annales. Histoire, sciences sociales*, n° 3, pp. 649-673.
- GENEREUX J. (2015), *Introduction à la politique économique*, PUF, Paris.
- GESCHIERE P. (1985), « La visite des belles-mères chez les Maka. Une rébellion contre les hommes ? », in Barbier J.-C., *Femmes du Cameroun. Mères pacifiques, femmes rebelles*, Karthala-Orstom, Paris, pp. 193-215.
- GODARD M., HERSOVICI A. (1994), « L'informel ou la cristallisation d'un nouveau Tiers : les associations du domaine socio-sanitaire en Belgique francophone », in *Lien social et politiques-RIAC*, vol. 32, Automne.
- GOERG O. (2007), *Perspectives historiques sur le genre en Afrique*, L'Harmattan, Paris.
- GOYET M. (2007), *Le féminisme raconté en famille*, Plon, Paris.

- GRAWITZ M. (1995), *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris.
- GUERIN I. & KUMAR S. (2011), « L'ambiguïté des programmes d'empowerment : entre domination, résistance et instrumentalisation », in *Femmes, Économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Érès, Toulouse, pp. 129-154.
- GUERIN I. (2003), *Femmes et économie solidaire*, La Découverte, Paris,
- GUIBERT J. & JUMEL G. (1997), *Méthodologie des pratiques de terrain en sciences humaines et sociales*, Armand Colin/Masson, Paris.
- GUILLAUMIN C. (1992), *Sexe, Race et Pratique du pouvoir*, Côté-Femmes, Paris.
- GUINNET C., NEVEU E. (2004), *Féminins/Masculins. Sociologie du genre*, Armand Colin, Paris.
- HABERMAS J. (1978), *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris.
- HATCHEU E. (2006), *Marchés et marchands de vivres à Douala*, L'Harmattan, Paris.
- HATZFELD H., SPIEGELSTEIN J. (2000), *Méthodologie de l'observation sociale*, Dunod, Paris.
- HEIDENHEIMER A., JOHNSTON M., LEVINE V. (dir.) (1989), *Political corruption: a Handbook*, Transaction Books, New Brunswick.
- HEINICH N. (2003), *Les ambivalences de l'émancipation féminine*, Albin Michel, Paris.
- HERITIER F. (1996), *Masculin-féminin I. La pensée de la différence*, Odile Jacob, Paris.
- HIRATA H., LABORIE F., LE DOARE H., DE NOTIER D., (2007), *Dictionnaire critique du féminisme*, 2^e éd., PUF, Paris.
- HOFMANN E. (2006-a), « Les relations femmes-hommes comme enjeu de développement », *Economie et Humanisme*, n° 378, octobre.
- HOFMANN E. (2006-b), « Rejet d'un mot ou refus d'un concept ? », in *Travail, genre et sociétés*, n° 16, pp. 137-142.
- HOFMANN E. & KAMALA M.-G. (2003), « L'approche genre dans la lutte contre la pauvreté : l'exemple de la microfinance », in Dubois J.-L., Lachaud J.P., Montaud J.M., Pouille A., *Pauvreté et développement socialement durable*, Presses Universitaires de Bordeaux, Bordeaux, pp. 269-286.
- HUGON P. (2013), *Mémoires solidaires et solitaires. Trajectoires d'un économiste du développement*, Karthala, Paris.
- HUGON P. (2006), « Apport des courants théoriques francophones en économie du développement », in Gern J.-P., *Les sciences sociales confrontées au défi du développement*, L'Harmattan, Paris, pp. 127-182.

- HUGON P. (1990), « La finance non-institutionnelle : expression de la crise du développement ou de nouvelles formes de développement », in Lelart M. (dir.), *La tontine. Pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, John Libbey Eurotext, Paris, pp. 309-321.
- HYPPOLITE J. (1964), « L'épistémologie de Gaston Bachelard », in *Revue d'histoire des sciences*, janvier.
- IDE P. (2012), « La sexualité, entre nature et aventure. Quelques propositions en réponse à la théorie du genre », in Anatrella T. & al., *Gender, qui es-tu ?*, Ed. de L'Emmanuel, Paris.
- IMF (2003), *Cameroon: Poverty Reduction Strategy Paper*, Report N° 03/249, Washington, April.
- INACK S. (1997), *L'exclusion sociale au Cameroun*, Institut international d'études sociales (IIES), Genève.
- KABEER N. (2005), *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du millénaire pour le développement*, Presses de l'Université de Laval, Laval.
- KAKULE KAPARAY C. (2006), *Finance populaire et développement durable en Afrique au sud du Sahara*, Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- KAMBALE MIREMBE O. (2005), *Échanges transnationaux, réseaux informels et développement local*, Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- KAUFMANN J.-C. (2001), *L'entretien compréhensif*, Nathan, Paris.
- KUEPIE M. (2002), *Les déterminants de l'évolution à l'accès à la responsabilité familiale à Yaoundé*, Thèse de doctorat, Université de Paris X, Paris.
- LACAN J., (1949), *Le stade du miroir comme formateur de la fonction du Je : telle qu'elle nous est révélée dans l'expérience psychanalytique*, PUF, Paris.
- LAGRANGE H. (2006), *L'épreuve des inégalités*, PUF, Paris.
- LACHENMANN G. (1996), « Système d'ignorance » (SI), - Besoins d'informations non satisfaits des développeurs – problèmes méthodologiques de chercheurs – populations non consultées, in *Sociology of Development Research Centre*, Working Paper N° 243, University of Bielefeld.
- LAPEYRE F., LEMAITRE A. & HILLENKAMP I. (2013), *Securing livelihoods: Informal Economy, Practices and institutions*, Oxford.
- LAUFER J. & MARRY C. (dir.) (2003), *Le travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, La Découverte, Paris.
- LAUFER J., MARRY C., MARUANI M. (dir.) (2001), *Masculin-Féminin: questions pour les sciences de l'homme*, PUF, Paris.
- LAURENT P.-J. (2006-2007), *Anthropologie du développement*, Cours DVLP 3136, UCL, Louvain-la-Neuve.

- LAURENT P.-J. (2003), *Les pentecôtistes du Burkina Faso. Mariage, pouvoir et guérison*, Karthala, Paris.
- LAURENT P.-J. (2000), « Le Big Man Local ou la gestion coup d'État de l'espace public », in *Politique africaine*, n° 80, vol. 4.
- LAURENT P.-J. (1998), *Le don comme ruse. Une association de développement en pays mossi*, Karthala, Paris.
- LAVILLE J.-L. & CATTANI A. D. (dir.) (2006), *Dictionnaire de l'autre économie*, Gallimard, Paris.
- LEDUC G. (dir.) (2004), *Nouvelles sources et nouvelles méthodes de recherche dans l'étude sur les femmes*, L'Harmattan, Paris.
- L'ECUYER R. (1985), « L'analyse de contenu », in Deslauriers J.-P. (éd.), *La recherche qualitative : Résurgence et convergences*, GRIR, Université du Québec à Chicoutimi, Chicoutimi.
- LE MOIGNE J.-L. (1995), *Les épistémologies constructivistes*, PUF, Paris.
- LOCOH T. (dir.) (2007), *Genre et sociétés en Afrique. Implications pour le développement*, INED, Paris.
- LUHMANN N. (2012), *Theory of Society*, vol.1, Stanford University Press, Stanford.
- LUGAN J.-C. (2009), *La systémique sociale*, PUF, Paris.
- LUGAN B. (2001), *Atlas historique de l'Afrique des origines à nos jours*, Rocher, Paris.
- MARCEL J.-F., OLRÉ P., ROTHIER-BAUTZER E., SONNTAG M. (2002), « Note de synthèse. Les pratiques comme objet d'analyse », in *Revue française de pédagogie*, vol. 138.
- MARUANI M. (dir.) (2005), *Femmes genre et société. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- MASSART-PIÉRARD S. (dir.) (2007), *Culture et Relations internationales. Liber Amicorum Jean Barrea*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- MATHIEU N.-C. (1991), *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Côté-Femmes, Paris.
- MATTILA-VIRO P. (1999), *Economic theories of household: Critical Review*, Working Paper, n° 149, World Institute for Development Economic Research, New-York.
- MATURANA U. & VARELA F. (1994), *L'arbre de la connaissance*, Addison-Wesley, Paris.
- MBONO SAMBA AZAN M. (1987), *L'impact socio-économique de la néo-citadine de Yaoundé*, Thèse de doctorat, Université de Bordeaux 3, Bordeaux.
- MEDA D. (2001), *Le temps des femmes. Pour un nouveau partage des rôles*, Flammarion, Paris.

- MEDARD, J.F. (1991), « L'État néo-patrimonial en Afrique noire », in Médard J.-F. (dir.), *États d'Afrique Noire : Formations, mécanismes et crises*, Karthala, Paris.
- MEIER D. & MERRONE G. (2005), « Pratiquer l'interdisciplinarité », in *A contrario*, 1 (Vol. 3).
- MEILLASSOUX C. (1975), *Femmes, greniers et capitaux*, Maspéro, Paris.
- MERLOU S. (2002), « Portraits de femmes en pays Bamiléké », in *Grain de sel*, avril.
- MESSU M. (2003), *La pauvreté cachée. Une analyse bachelardienne du concept de pauvreté*, Editions de l'Aube, Paris.
- MISELI (1998), *Citadines. Vies et regards de femmes de Bamako*, Ed. MISELI, Bamako.
- MOLINIER P. (2013), *Le travail du care*, La Dispute, Paris.
- MOLYNEUX M. (1985), "Mobilization without emancipation: women's interests, state and revolution in Nicaragua", in *Feminist Studies*, 11(2): pp. 227-254.
- MOSER C. (1993), « Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training », in *Third World Approaches to Women in Development ?*, Routledge, London & New York.
- MUCCHIELLI A. (1994), *Les méthodes qualitatives*, PUF, Paris.
- NANTET B. (2006), *Dictionnaire d'histoire et civilisations africaines*, Larousse, Paris.
- NGALAMULUME T. G. (2011), *Projets de développement agricole, dynamiques paysannes et sécurité alimentaire. Essai d'analyse transversale et systémique de la rencontre entre les Actions globales et les Initiatives locales au Kasai occidental (R.D. Congo)*, PUL, Louvain-la-Neuve.
- NGO NYEMB-WISMAN M. (2013), « Migration, genre et développement : contraintes et défis dans l'espace européen », in Manço A. & Aschenbroich C., *Migrants solidaires, destins jumelés*, L'Harmattan, Paris, pp. 119-134.
- NGO NYEMB-WISMAN M. (2011), « Crise de l'État et stratégies de survie des Bayam-Sellam au Cameroun », in *Les Politiques Sociales*, n° 1-2.
- NGO NYEMB-WISMAN M. (2006), *Dynamiques exogènes et démocratisation au Cameroun*, UCL, Mémoire de fin d'études, Louvain-la-Neuve.
- NIGER-THOMAS M. (2000), *Buying Futures : The Upsurge of Female Entrepreneurship Crossing The Formal/Informal Divide in West South Cameroon*, PhD Thesis, CNWS Research School, University of Leiden.
- N'SANGOU A. (1985), « La contribution des buy'em sell'em au développement », in Barbier J.-C., *Femmes du Cameroun. Mères pacifiques, femmes rebelles*, Karthala-Orstom, Paris, pp. 385-392.
- NYSSENS M. (2007), *Théories du développement*, Cours, Institut d'études du Développement, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- NZEMEN M. (1988), *Théorie de la pratique des tontines au Cameroun*, SOPECAM, Yaoundé.

- OAKLEY A. (1972), *Sex, Gender and Society*, Maurice Temple Smith Ltd, London.
- OBBO C. (1989), *African Women : Their Struggle for Economic Independance*, Zed Press, London.
- OCKRENT C. & TREINER S. (dir.) (2006), *Le livre noir de la condition des femmes*, Ed. XO, Paris.
- PALA A.O. & LY M. (1986), *La femme africaine dans la société précoloniale*, Unesco, Paris.
- PEEMANS J.-P. (2003), *Stratégies populaires dans une ville émergente et système des valeurs partagées*, in *Analyse pluridisciplinaire d'une ville émergente : Ziniaré au Burkina Faso*, Academia, Louvain-la-Neuve.
- PEEMANS J.-P. (2002), *Le développement des peuples face à la modernisation du monde, Les théories du développement face aux histoires du développement « réel » dans la seconde moitié du XXème siècle*, Academia-Bruylant/L'Harmattan, Louvain-la-Neuve/Paris.
- PEEMANS J.-P. (1997), *Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique*, L'Harmattan, Paris.
- PIAGET J. (1950), *Introduction à l'épistémologie génétique. Tome III. La pensée biologique, la pensée psychologique et la pensée sociale*, PUF, Paris.
- PLATON (1988), *Phèdre*, Garnier-Flammarion, Paris.
- PNUD (2005), *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica-Héricart, Paris.
- POPPER K. (1986), *La connaissance objective*, Flammarion, Paris.
- PREISWERK Y. & MILBERT I. (éds) (1995), *Femmes, villes et environnement*, UNESCO/DDACE/IUED, Genève.
- PRÉVOST B. (2011), « Le genre dans les nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté : de Sen à la Banque mondiale », in *Femmes, Économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Érès, Toulouse, pp. 29-61.
- QUIVY R. & VAN CAMPENHOUDT L. (2001), *Manuel de recherche en sciences sociales*, 2^e éd., Dunod, Paris.
- RAILLON F. (2000), « Les réseaux chinois en Asie du Sud-Est : sociétés secrètes, sociétés commerciales, sociétés civiles ? », in Haubert R. et Rey P.P. (eds), *Les sociétés civiles face au marché : le changement social dans le monde postcolonial*, Karthala, Paris.
- REYNAUD J.-D. (2005), « Ce que produit une négociation collective, ce sont des règles », in *Revue Négociations*, n° 2, pp. 141-159.
- REYNAUD J.-D. (2003), « Régulation de contrôle, régulation autonome, régulation conjointe », in de Terssac G. (dir.), *La théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud*, La Découverte, Paris, pp. 103-113.
- ROBERT B. (2015), *Économie politique des capitalismes*, La Découverte, Paris.

- ROCCA J. L. (1993), *La corruption*, Syros, Paris.
- ROSTOW W.W. (1999), *Les étapes de la croissance économique*, 3^e éd., Economica, Paris.
- ROSTOW W.W. (1975), *Le Développement économique*, Robert Laffont, Paris.
- ROUX J.-P. (2004), *La femme dans l'histoire et les mythes*, Fayard, Paris.
- RYCKMANS H. (2007), *Genre et développement dans les projets. Une première approche, module pédagogique*, Cycle d'information générale de la Coopération Technique Belge (Infocycle), Bruxelles.
- SARTRE J.-P. (1996), *L'existentialisme est un humanisme*, Gallimard, Paris.
- SCHWARTZENBERG R.-G. (1998), *Sociologie politique*, Montchrestien, Paris.
- SEN A. (2000), *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Odile Jacob, Paris.
- SEN A. (1999-a), *L'économie est une science morale*, La Découverte, Paris.
- SEN A. (1999-b), *Development as freedom*, Oxford University Press, Oxford.
- SEN A. (1992), *Inequality Reexamined*, Oxford University Press, Oxford.
- SINGLETON M. (2003), « L'au-delà, l'en deçà et l'à-côté du religieux », *Revue du MAUSS*, n° 22, pp. 181-196.
- SINGLETON M. (1997), « Homme et Animal : l'Afrique les a faits », *Revue Louvain*, Louvain-la-Neuve, juin.
- SORAL A. (2007), *Vers la féminisation ? Pour comprendre l'arrivée des femmes au pouvoir*, Editions Blanche, Paris.
- STOLLER R. (1978), *Recherche sur l'identité sexuelle à partir du transsexualisme*, Gallimard, Paris.
- SULLEROT E. (dir.) (1978), *Le fait féminin*, Fayard, Paris.
- TABET P. (1998), *La construction sociale de l'inégalité des sexes*, L'Harmattan, Paris.
- TETCHIADA S. (2002), « Chômage des femmes : la grande injustice », in *Bulletin d'information africaine – ANB-BIA*, n°433, mai.
- THEBAUD F. (2009), « Propos d'une historienne des femmes et du genre », in *Questions de communication*, n° 15, pp. 221-245.
- THOENIG J.-C. (1994), « La gestion systémique de la sécurité publique », in *Revue française de sociologie*, XXXV.
- TOURAINE A. (2006), *Le monde des femmes*, Fayard, Paris.

- TOURAIN A. (2005), *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Fayard, Paris.
- TOURE M. (1997), *Femme, Genre et Développement en Afrique Subsaharienne : Théories et Pratiques*, Thèse de doctorat, PUS, Bordeaux.
- TWAGILIMANA U. (2007), « L'initiative féminine watinooma de Kaya (Burkina Faso), De l'économie de subsistance à une véritable économie sociale », in Favreau L., Fall A.S. *L'Afrique qui se refait, Initiatives socioéconomiques des communautés et développement en Afrique noire*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- VERLINDE J.-M. (2012), *L'idéologie du gender comme identité reçue ou choisie*, Ed. Le Livre Ouvert, Paris.
- WALLERSTEIN I. (1980), *Capitalisme et économie-monde. 1450-1640*, Flammarion, Paris.
- WAUTELET J.-M. (2008), « L'État entre économie populaire et reproduction inégalitaire », in *Mondes en développement*, n° 143, pp. 11-26.
- WHITEHEAD A. (2009) "The gendered impacts of liberalization policies on African agricultural economies and rural livelihoods", in Razavi S. (ed), *The gendered impacts of liberalization: towards 'embedded' liberalism ?*, Routledge, London.
- WHITEHEAD A. (2001), "Living with uncertainty: gender, livelihoods and pro-poor growth in sub-Saharan Africa", in *IDS Working Paper*, n° 134 Brighton: IDS.
- WHITEHEAD A. (1979), "Some preliminary notes on the continuing subordination of women", in *IDS Bulletin*, Vol. 10 (3): 10-13.
- WINTER G. (dir.) (2001), *Inégalités et politiques publiques en Afrique, Pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Karthala/IRD, Paris.
- WORLD BANK (2006-a), "Gender equality as smart economics", A World Bank Group Gender Action Plan (2007-2010).
- WORLD BANK (2006-b), *World Development Report 2006. Equity and development*, World Bank, Washington.
- YANA S.-D. (1999), « Statuts et rôles féminins au Cameroun », in *Politique Africaine*, n° 65.
- YEPEZ DEL CASTILLO I. & CHARLIER S. (2006-2007), *Développement, Environnement et Sociétés. Genre et développement. Notions, outils, questionnements et applications*, Cours DVLP 3390A, UCL, Louvain-la-Neuve.
- YEPEZ DEL CASTILLO I. & CHARLIER S. (2004), Atelier 4, « Genre et pratiques populaires des femmes. Contradictions et enjeux. Introduction » in Charlier S. & al., *Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- ZANGA TSOGO D. (1983), *Vies de Femmes*, Clé, Yaoundé.
- ZWARTHOED D. (2009), *Comprendre la pauvreté : Amartya Sen, John Rawls*, PUF, Paris.

Webographie

- AFD/EUDN, « Pauvreté, inégalités, croissance : quels enjeux pour l'aide au développement ? » : <http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/myjahiasite/users/administrateur/public/eudn2003/cr-eudn.pdf>.
- ATENGA E., « Les journaux camerounais face au défi de la publication en ligne : étude de contenu de Cameroon Tribune Online » : <http://memoireonline.free.fr/03/06/126/journaux-cameroun-online-cameroon-tribune.html>.
- BANQUE MONDIALE (2006), *Rapport en abrégé sur le développement dans le monde*. « Equité et développement » : <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/406181468321254294/Rapport-sur-le-developpement-dans-le-monde-2006-equite-et-developpement-abrege>.
- BASTIAENSEN J., DE HERDT T., D'EXELLE B., "Poverty Reduction as Local Institutional Process", in *Staying Poor: Chronic Poverty and Development Policy* : <http://www.chronicpoverty.org>.
- BEILLEROT J. (2011), « L'analyse des pratiques professionnelles. Pourquoi cette expression ? » : <http://www.cahiers-pedagogiques.com/L-analyse-des-pratiques-professionnelles-pourquoi-cette-expression>.
- CAUBERGS L. (2002), « Genre et Empowerment », in *Genre en action* : <http://www.genreenaction.net/Genre-et-empowerment.html>.
- CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, CENTRE INTERNATIONAL MATCH ET ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (1991), *Un autre genre de développement*, Un guide pratique sur les rapports femmes - hommes dans le développement : <http://www.btb.termiumpius.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&index=ftr&srchtxt=AUTRE%20GENRE%20DEVELOPPEMENT%20GUIDE%20PRATIQUE%20RAPPORTS%20FEMMES%20HOM>.
- COQUERY-VIDROVITCH C., « Histoire des femmes d'Afrique » : <http://clio.revues.org/documents373.html> consulté le 25/09/07.
- d'ALMEIDA M., « Comprendre le concept genre », in *Genre en action* : <http://www.genreenaction.net/COMPRENDRE-LE-CONCEPT-GENRE.html>.
- FAVEREAU O. (2003), « La pièce manquante de la sociologie du choix rationnel », in *Revue française de sociologie* 2, Vol. 44, pp. 275-295 : www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-2003-2-page-275.htm.
- FINE A., « Françoise HÉRITIER, Masculin, Féminin. La pensée de la différence, Paris, O. Jacob, 1996 » : <http://clio.revues.org/326>.

- GOERG O., « Femmes africaines et politique : les colonisés au féminin en Afrique occidentale » : <http://clio.revues.org/document378.html>.
- GUBRY P. (1984), « Bibliographie générale des études de population au Cameroun (arrêtée au 31 mars 1984) », in *Collection Etudes bibliographiques et Recherches en bibliothéconomie*, n° 8, Yaoundé : http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_6/b_fdi_37-38/16698.pdf.
- KABEER N. (2012), « Autonomisation économique de la femme et croissance inclusive : Marchés du travail et développement de l'entreprise », CRDI-DFID : <https://www.empowerwomen.org/fr/resources/documents/2015/11/autonomisation-%C3%A9conomique-de-la-femme-et-croissance-inclusive?lang=en>.
- KAPLANIAN P., « Paola TABET, *La Construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps* » : <http://lhomme.revues.org/index6470.html>.
- LAZZARATO M., *Formes contemporaines de l'économie informelle. Les passeurs de cultures* : <http://www.revue-chimeres.org/recher/passeurs.pdf>.
- LECLERCQ J. (1948), « Georges Gurvitch. La Sociologie au XX^e siècle », in *Revue Philosophique de Louvain*, Troisième série, tome 46, n° 11, pp. 410-411 : www.persee.fr/doc/phlou_0035-3841_1948_num_46_11_4156_t1_0410_0000_2.
- LUNEAU R. (1987), « Titi Nwel (Pierre) : Thong Likeng. Fondateur de la religion de Nyambebantu », in *Archives de sciences sociales des religions*, n°63/2 : www.persee.fr/doc/assr_0335-5985_1987_num_63_2_2432_t1_0304_0000_2.
- L'UTILITARISME : <https://webcampus.unamur.be/claroline/backends/download.php?url=L3N5bGxhYnVzL0V0aGZvbWQ3LnNjYW4ucGRm&cidReset=true&cidReq=LPHIB117>.
- MACHADO A., (1903), *Soledades* : <http://www.poesie.net/macha4.htm>.
- MARCEL J.-F., OLRÉ P., ROTHIER-BAUTZER E., SONNTAG M. (2002), « Les pratiques comme objet d'analyse » : http://ife.ens-lyon.fr/publications/edition-electronique/revue-francaise-de-pedagogie/INRP_RF138_14.pdf
- MASSAN d'Almeida, « Comprendre le concept genre » : www.genreenaction.net/spip.php?article5514.
- MASSART-PIÉRARD F. (2000), « La communication de la commission européenne : d'une rationalité technocratique à une stratégie de mobilisation citoyenne ? », in *Communication et organisation*, n° 17, consulté le 26 septembre 2016 : <http://communicationorganisation.revues.org/2329>.
- MAUCOURANT J. (2001), « Une lecture de Karl Polanyi », *L'Économie politique* 4, n° 12, pp. 90-106 : www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2001-4-page-90.htm.

- MONCEAU G. (2003), « Pratiques socio-analytique et socio-clinique institutionnelle », in *L'Homme et la société* 1, n° 147, pp. 11-33.
URL : www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2003-1-page-11.htm.
- PAUL VI (1967), « Populorum Progressio. Lettre encyclique de sa Sainteté le Pape Paul VI sur le développement des peuples » :
http://w2.vatican.va/content/paul-vi/fr/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_26031967_populorum.html.
- REPUBLIQUE DU CAMEROUN (2004), « Questionnaire sur l'évaluation décennale de la mise en œuvre de la plate-forme de Dakar et de Beijing », Ministère de la Condition Féminine et de la Famille :
<http://www.un.org/womenwatch/daw/Review/responses/CAMEROON-French.pdf>.
- REPUBLIQUE DU CAMEROUN (2015), « Évaluation de la stratégie et du programme de la Banque au Cameroun 2004-2013 » :
<http://idev.afdb.org/sites/default/files/documents/files/2015%20Cameroun%20Evaluation%20strategie%20pays%20Rapport%20-%20Fr.pdf>.
- SMITH A. (1776), « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », traduction française de Germain Garnier :
http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richesse_des_nations/livre_1/richesse_des_nations_1.pdf.
- TCHOUASSI G., 2000, « Entreprendre au féminin au Cameroun : possibilités et limites » :
<http://www.entrepreneuriat.com/fileadmin/ressources/actes02/TCHOUASSI.PDF>.
- TCHAMANBE D. L. & TCHOUASSI G., 2000, « Renforcement des capacités entrepreneuriales des femmes par la formation » :
<http://www.entrepreneuriat.com/fileadmin/ressources/actes05/Tchouassi%202.pdf>.
- THIMOREAU C. (2004), « Empowerment : appropriation ou réappropriation de son pouvoir » in *Genre en action* : <http://www.genreenaction.net/Empowerment-appropriation-ou-reappropriation-de.html>.
- TITI NWEL P. (2016), « La dot est une question d'honneur au Cameroun » :
<http://www.camer.be/54796/11:1/cameroun-pierre-titi-nwel-la-dot-est-une-question-dhonneur-cameroon.html>.
- TOURE M. (1998), « La recherche sur le genre en Afrique : quelques aspects épistémologiques, théoriques et culturels » : http://www.codesria.org/IMG/pdf/6-Marema_Toure.pdf?1998/d102c36289ee1186f976db61b139be3482dac72c.
- VALENSI L. (1974), « Anthropologie économique et histoire [L'œuvre de Karl Polanyi] », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 29^e année, n° 6, pp. 1311-1319 : www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1974_num_29_6_293560.